JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

Depuis le jeudi 18 janvier jusqu'au mercredi 18 avril 1962, inclusivement,
durant les dixième et onzième années du règne de
Notre Souveraine Dame la Reine Élisabeth II

CINQUIÈME SESSION DU VINGT-QUATRIÈME PARLEMENT DU CANADA

L'HONORABLE ROLAND MICHENER, ORATEUR

SESSION DE 1962

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1962

VOLUME CVIII

108e VOLUME

26210-5—1½

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Proclamations	iii
Journaux de la Chambre des communes	1
Proclamation relative à la dissolution du Parlement	389
Index	391
Liste des appendices	472
Membres du ministère	473
Secrétaires parlementaires	474
Haut personnel de la Chambre des communes	475
Liste alphabétique des députés, répartie par circonscription électorale	477
Liste alphabétique des circonscriptions électorales et de leurs représentants	481

PROCLAMATIONS

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

VU le fait que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au septième jour du mois de novembre 1961, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa:

SACHEZ DONC MAINTENANT que, pour des motifs et considérations variés, et eu égard au confort et au bien-être de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser tous et chacun de vous, de vous présenter à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, le samedi seizième jour du mois de décembre 1961, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce premier jour de novembre en l'an de grâce mil neuf cent soixante et un, le dixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État suppléant,
A. ALEX. CATTANACH.

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

VU le fait que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au seizième jour du mois de décembre 1961, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa:

SACHEZ DONC MAINTENANT que, pour des motifs et considérations variés, et eu égard au confort et au bien-être de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser tous et chacun de vous, de vous présenter à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, le jeudi vingt-cinquième jour du mois de janvier 1962, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce huitième jour de décembre en l'an de grâce mil neuf cent soixante et un, le dixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État suppléant,
A. ALEX. CATTANACH.

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

TTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve convoqué le jeudi vingt-cinquième jour du mois de janvier 1962, date à laquelle vous étiez tenus et contraints d'être présents en Notre cité d'Ottawa.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous voulons par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa, susdite, le jeudi dix-huitième jour du mois de janvier 1962, à 3 heures de l'après-midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre Cité d'Ottawa, ce quatorzième jour de décembre en l'an de grâce mil neuf cent soixante et un, le dixième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État suppléant,
A. ALEX. CATTANACH.

DIEU SAUVE LA REINE

N° 1

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 18 JANVIER 1962

Trois heures de l'après-midi

Le Parlement ayant été convoqué pour aujourd'hui par proclamation du Gouverneur général, pour l'expédition des affaires, les députés se réunissent.

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 3 janvier 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale du palais du Parlement à trois heures de l'après-midi, le jeudi 18 janvier 1962, et que lorsqu'on aura avisé Son Excellence que tout est prêt, il se rendra à la salle des séances du Sénat pour ouvrir officiellement la cinquième session du vingt-quatrième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire du Gouverneur général
ESMOND BUTLER

L'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

26210-5—2

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

«M. l'Orateur, Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Sénat.»

La Chambre se rend en conséquence au Sénat.

Au retour;

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu pour une première fois.

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence le Gouverneur général, aujourd'hui, dans la salle des séances du Sénat, il a plu à Son Excellence de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, il en a obtenu le texte, qui est ainsi conçu:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je vous souhaite la bienvenue au moment où vous reprenez vos fonctio parlementaires.

Nous nous réjouissons de la venue parmi nous cet été de Sa Majesté la Reine-mère, qui, depuis de nombreuses années, a gagné l'affection de tous les Canadiens. Nous aurons aussi le plaisir de recevoir Leurs Altesses royales le duc d'Édimbourg et la Princesse royale.

L'année dernière, j'ai visité plusieurs provinces et j'ai fait un voyage prolongé dans les Territoires du Nord-Ouest. Le Grand Nord m'a fait comprendre l'immensité, les vastes horizons et la beauté de notre pays. En le survolant, je me suis rendu compte du magnifique patrimoine que la Providence nous a confié. A nous d'en être de dignes intendants!

Bien que certaines perspectives menaçantes continuent d'assombrir la scène internationale, nous avons quelques raisons de manifester un optimisme prudent. Les grands conflits armés ont été évités et les voies sont déjà ouvertes, ou sur le point de l'être, à la conciliation et aux négociations à l'égard d'un bon nombre de questions internationales importantes. Le paix demeure le premier objectif du Gouvernement du Canada.

Le retour des pressions soviétiques sur Berlin oblige les Gouvernements de l'Alliance de l'Atlantique Nord à concilier la préservation des droits et intérêts essentiels avec la volonté constante de reprendre le dialogue en vue d'aboutir à des accords équitables et sûrs. Mon Gouvernement a travaillé sans relâche en ce sens; il approuve la reprise des entretiens préliminaires avec l'URSS, entretiens dont le succès dépend de la sincérité soviétique.

Dans d'autres régions de tension, le Canada s'est distingué par les efforts qu'il a déployés pour atténuer les difficultés politiques, économiques et administratives qui, parfois, chez les nations nouvelles, ont accompagné le passage de la dépendance à la souveraineté. Le Canada se doit de continuer d'appuyer activement les ententes internationales pour le maintien de la paix.

Pour que le monde soit à jamais libéré des menaces de guerre, les accords internationaux en vue d'un désarmement surveillé restent d'importance capitale. A titre de membre du comité élargi de désarmement, récemment reconstitué, mon Gouvernement appuie la décision de reprendre en mars les négociations sur le désarmement.

Le Commonwealth, lien entre cinq continents et entre peuples de races diverses, continue de prendre de l'importance comme instrument de liberté et de paix. Le renforcement de cette association est un des objectifs principaux de mon Gouvernement. En 1961, le Canada, avec les autres nations du Commonwealth, a accueilli avec joie la pleine participation de Chypre, du Sierra Leone et du Tanganyika à l'association du Commonwealth.

Mon Gouvernement se félicite particulièrement de l'acceptation, par les Nations Unies, d'un programme alimentaire mondial dont le Canada a pris l'initiative et pour lequel on vous demandera d'autoriser une contribution.

On vous invitera aussi à voter des fonds pour la continuation du programme canadien d'aide extérieure.

La représentation diplomatique du Canada a été élargie au sein du Commonwealth, auprès des pays africains de langue française aussi bien qu'en Amérique latine et en Asie.

Tout en cherchant à atténuer les tensions internationales et à favoriser le règlement pacifique des différends entre nations, mon Gouvernement juge encore nécessaire d'appuyer le maintien et le renforcement des forces de défense indispensables à la poursuite d'un rôle actif au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

D'importantes négociations sont en cours entre le Gouvernement britannique et la Communauté économique européenne à la suite de la décision qu'a prise la Grande-Bretagne de voir si elle peut obtenir des conditions qui lui permettraient de devenir membre de cette Communauté. Mes ministres suivent de près ces négociations, ne perdant pas de vue qu'elles devraient tenir pleinement compte des intérêts primordiaux du Commonwealth, ainsi que des intérêts et de la situation du Canada à titre d'importante nation commerçante.

Aux récentes réunions internationales, mon Gouvernement a réitéré son appui à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, ainsi que sa volonté de jouer un rôle utile en vue de l'intensification du commerce mondial. Il est prêt à collaborer avec d'autres pays à la réalisation de cet objectif.

Mon Gouvernement se propose de vous recommander un certain nombre de mesures qui constitueront de nouveaux progrès en vue de réaliser les objets de la Confédération et d'identifier plus clairement la nationalité canadienne en ce qui regarde divers aspects du secteur public et du secteur privé. A cette fin, vous serez invités à donner suite, après certaines modifications, aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur les publications.

Au moyen de conférences avec les représentants des Gouvernements provinciaux, nous nous acheminons vers un accord sur un moyen de modifier notre constitution au Canada; ce serait la dernière étape pour rendre notre situation juridique officielle conforme à la réalité. Une formule élaborée à cette fin a été soumise à l'examen des gouvernements provinciaux.

Des projets de loi vous seront présentés pour obliger les entreprises commerciales et les syndicats ouvriers à soumettre des rapports sur l'étendue et la nature de leur champ d'activité, de même que sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, il y a propriété ou domination étrangère.

Vous serez saisis d'une mesure relative au Sénat.

Mon Gouvernement vous invitera à prendre des dispositions pour que le prochain remaniement de la carte électorale soit fait de façon équitable et

objective. A cette fin vous serez appelés, pour la première fois dans notre histoire, à approuver une mesure tendant à créer une commission indépendante chargée de recommander les modifications à apporter aux districts électoraux par suite du recensement décennal.

Au cours des sessions antérieures, le présent Parlement a adopté des mesures de vaste portée tendant à réaliser les programmes économiques de mon Gouvernement. Les avantages découlant de ces programmes sont aujourd'hui nettement visibles dans les niveaux sans précédent qu'on atteints l'emploi, la production et le commerce d'exportation. Au chapitre du chômage, la situation s'est sensiblement améliorée depuis l'an dernier. Par suite des efforts qu'a accomplis mon Gouvernement au moyen du programme d'encouragement des travaux d'hiver municipaux, un progrès sensible a été réalisé en ce qui regarde la solution du problème, qui revient chaque année, du chômage saisonnier. Le Gouvernement a déjà indiqué son intention de vous soumettre un autre programme plus étendu d'aide aux municipalités pour les travaux d'hiver.

De nouvelles mesures tendant à stimuler l'activité économique et à favoriser le développement national vous seront présentées au cours de la présente session. Une de ces mesures portera sur la construction d'un chemin de fer en Gaspésie, de Matane à Sainte-Anne-des-Monts. Une autre visera l'aménagement d'un chenal évacuateur de crues et d'autres ouvrages afin de conserver et de régulariser les eaux de la rivière Rouge et de la rivière Assiniboine, au Manitoba; une entente a été conclue à cette fin avec la province, au sujet de la répartition des frais.

Parmi les autres textes législatifs qui aideront à créer de nouveaux emplois en stimulant l'activité économique, il y aura un projet de loi visant à augmenter le volume global de financement des exportations dont peut se charger la Société d'assurance des crédits à l'exportation, et une modification en vue d'étendre la portée de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Le succès remporté par la récente conférence sur «Les ressources et notre avenir» a fait ressortir les avantages que peut assurer la collaboration entre les Gouvernements dans ce domaine. De concert avec les Gouvernements des dix provinces, mon Gouvernement examine les propositions formulées lors de cette conférence en vue de l'adoption de mesures communes propres à favoriser la gestion judicieuse et l'usage multiple des ressources naturelles du Canada.

La fourniture d'énergie électrique à bon marché est un des éléments les plus importants de l'expansion économique et du progrès industriel du Canada. Mon Premier Ministre, afin de faire progresser encore le programme national de mise en valeur, a invité les Gouvernements provinciaux à se joindre au Gouvernement fédéral pour discuter, dans les plus brefs délais des mesures qu'on pourrait prendre en vue d'aménager des installations de transmission d'énergie sur de longues distances, de façon à relier entre elles les provinces et, tôt ou tard, les diverses régions du Canada.

Vous serez invités à élargir le programme tendant à inciter l'industrie canadienne à effectuer des recherches dans le domaine scientifique.

Vous serez saisis d'un projet de loi visant à permettre au Canada de participer utilement aux dispositions à prendre en vue de renforcer le Fonds monétaire international lorsqu'un supplément de ressources est nécessaire pour assurer la stabilité sur les marchés de change en face de mouvements considérables de capitaux.

Mon Gouvernement a toujours à cœur le maintien de justes prix pour les produits de l'agriculture et de la pêche. On vous demandera donc de fournir les fonds nécessaires pour soutenir le programme de stabilisation des prix. Mes Ministres ont réussi, et il faut s'en réjouir, à trouver des débouchés pour les céréales, ce qui a permis de réduire les stocks excédentaires. La sécheresse

qui a frappé les provinces des Prairies en 1961 a, toutefois, occasionné de lourdes pertes; on vous demandera d'accorder une assistance, sous forme de paiements à l'acre, aux agriculteurs ainsi éprouvés. Vous serez également saisis d'un texte législatif visant à prolonger la période d'application de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

Des mesures importantes de bien-être social vous seront aussi présentées au cours de la session. On vous demandera d'autoriser un accroissement du montant de la pension de vieillesse universelle payable sous l'empire de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, et d'adopter un texte législatif visant à augmenter le montant que le Gouvernement fédéral contribuera sous le régime de la Loi sur l'assistance-vieillesse, de la Loi sur les aveugles et de la Loi sur les invalides. Après que les provinces auront accordé leur assentiment à la modification qu'il faut apporter à l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le Parlement sera invité à approuver une modification constitutionnelle afin de permettre la mise en œuvre d'un régime contributif de pensions de vieillesse et de prestations connexes aux survivants et aux invalides, qui viendra s'ajouter à la législation actuelle relative à la pension de vieillesse et qui tiendra compte des plans personnels de pension et de la nécessité de mesures législatives régissant le transfert des droits à la pension.

Vous serez invités à autoriser l'institution d'un Conseil canadien de Bien-être semblable au Conseil canadien de la Santé, qui depuis longtemps rend de grands services.

Vous serez invités à approuver une modification à la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils afin d'autoriser, dans des conditions spécifiées, le paiement d'allocations aux marins de la marine marchande, sapeurs-pompiers, forestiers, membres de détachements d'aide bénévole et autres civils dont les services de guerre outre-mer ont été reconnus à d'autres égards. D'autres bills modificateurs prévoiront des allocations accrues et d'autres améliorations à la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation), le prolongement de la période d'application de la Loi sur les indemnités de service de guerre et de la Loi sur l'assurance des anciens combattants, et le prolongement de la période d'admissibilité aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Mon Gouvernement vous demandera également de voter les fonds nécessaires à la Caisse d'assurance-chômage afin de sauvegarder les droits des travailleurs en attendant que le comité spécial qui étudie le programme d'assurance-chômage soumette son rapport et qu'on puisse y donner suite.

On vous demandera d'augmenter les subventions fédérales aux universités et de prendre les mesures nécessaires dans les cas où d'autres dispositions sont prises en vue du versement de subventions provinciales supplémentaires en remplacement des subventions fédérales.

Mon Gouvernement est entré en pourparlers avec les autorités provinciales et municipales en vue d'abolir le péage sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier, à Montréal. Si ces entretiens sont couronnés de succès, vous serez invités à adopter une mesure législative à cette fin.

Vous serez invités à autoriser l'établissement d'un service de transbordement pour les automobiles entre North Sydney (Nouvelle-Écosse) et Argentia (Terre-Neuve), ainsi qu'à pourvoir à la construction du vaisseau et à l'aménagement du bassin nécessaires à cette fin.

On présentera d'autres mesures en vue de modifier la Loi sur la radiodiffusion, la Loi sur la marine marchande du Canada, la Loi sur la revision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada, la Loi sur la faillite et un certain nombre d'autres lois. Vous serez invités à approuver la ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur.

Membres de la Chambre des communes,

Mon Gouvernement a l'intention de vous demander de reconstituer le Comité spécial de la procédure de la Chambre et de le charger de formuler des avis sur l'abolition de la clôture des débats à la Chambre des communes.

Vous serez saisis des prévisions de dépenses requises pour le service public et pour les versements autorisés par le Parlement.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je prie que Dieu, dans sa sagesse, vous confère la lumière et la grâce dans vos délibérations et dans l'exercice de vos responsabilités.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,— Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, que M. l'Orateur lit ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique d'un décret du conseil nommant l'honorable Donald Methuen Fleming, ministre des Finances, l'honorable Léon Balcer, ministre des Transports, l'honorable Gordon Churchill, ministre des Affaires des anciens combattants, et l'honorable Ellen Louks Fairclough, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, pour agir, avec l'Orateur de la Chambre des communes, à titre de commissaires aux fins et en vertu des dispositions du chapitre 143 des Statuts revisés du Canada, 1952, intitulé: Loi concernant la Chambre des communes.

Ottawa.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, un comité spécial est institué aux fins de dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 65 du Règlement, ledit comité devant être composé de MM. Balcer, Churchill, Habel, Pallett et Peters.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose: Que M. Paul Martineau, député de la circonscription électorale de Pontiac-Témiscamingue, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mlle), Allmark, Asselin, Badanai, Balcer, Baldwin, Barrington, Batten, Bell (Carleton), Bell (Saint-Jean-Albert), Belzile, Bigg, Bissonnette, Boivin, Bourbonnais, Bourdages, Bourque, Brassard (Chicoutimi), Broome, Browne (Saint-Jean-Ouest), Browne (Vancouver-Kingsway), Bruchési, Cadieu, Campbell (Lambton-Kent), Cardiff, Cardin, Carter, Casselman (Mme), Cathers, Chambers, Chatterton, Chevrier, Churchill, Clancy, Clermont, Coates, Cooper, Creaghan, Crestohl, Crouse, Danforth, Denis, Deschambault, Deschatelets, Diefenbaker, Dinsdale, Dorion, Doucett, Drouin, Drysdale, Dubois, Dumas, Dupuis, Eudes, Fairclough (Mme), Fane, Fleming (Eglinton), Fleming (Okanagan-Revelstoke), Flemming (Royal), Flynn, Forbes, Fortin, Fournier, Fréchette, Fulton, Garland, Gillet, Godin, Grafftey, Green, Grills, Gundlock, Habel, Hales, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Harkness, Hees, Hellyer, Henderson, Hicks, Horner (Jasper-Edson), Horner (The Battlefords), Howe, Johnson, Jones, Jung, Keays, Kennedy, Knowles, Korchinski, Kucherepa, Lafrenière, LaMarsh (Mlle), Lambert, Leduc, Legere, Lessard, Loiselle, Macdonald (Mme), Macdonnell, MacEwan, MacInnis, MacLean (Queens), MacLean (Winnipeg-Nord-Centre), MacLellan, Macnaughton, Macquarrie, MacRae, McBain, McDonald, McFarlane, McGee, McGrath, McIlraith, McLennan, McMillan, McPhillips, McQuillan, Maloney, Martel, Martin (Essex-Est), Martini, Matthews, Meunier, Michaud, Monteith (Perth), Monteith (Verdun), More, Morissette, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Nasserden, Noble, Nowlan, Nugent, O'Hurley, O'Leary, Ormiston, Parizeau, Pascoe, Paul, Payne, Pearson, Phillips, Pigeon, Pratt, Pugh, Racine, Rapp, Ricard, Richard (Kamouraska), Roberge, Rogers, Rompré, Rouleau, Rowe, Sévigny, Simpson, Slogan, Smith (Lincoln), Smith (Winnipeg-Nord), Southam, Speakman, Spencer, Starr, Stearns, Stinson, Tardif, Thompson, Thrasher, Tucker, Villeneuve, Walker, Webb, Webster, Weichel, Winkler, Woolliams—179.

CONTRE

Messieurs

Argue, Fisher, Herridge, Howard, Martin (Timmins), Peters, Pitman, Regier, Winch—9.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, est nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les subsides à accorder à Sa Majesté.

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les voies et moyens d'obtenir les subsides à accorder à Sa Majesté.

Du consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, reste ajournée jusqu'à demain, à deux heures et demie de l'après-midi, et que l'application du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement soit suspendue à cet égard.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) des délibérations de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes pour la période allant du 17 novembre 1960 au 17 janvier 1962, selon les dispositions de l'article 81 du Règlement.

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du directeur général des élections, en date du 17 janvier 1962, conformément à l'article 58 de la Loi électorale du Canada, chapitre 23, S.R.C., 1952.

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du directeur général des élections, en date du 17 janvier 1962, conformément à l'article 4 de la Loi sur la députation, chapitre 334, S.R.C., 1952.

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire parlementaire, conformément à l'article 2 du Règlement concernant la Bibliothèque du Parlement. Voici le texte dudit rapport:

A l'Honorable Président de la Chambre des communes,

Le Bibliothécaire parlementaire a l'honneur de soumettre son rapport pour l'année 1961. Le dernier rapport a été présenté aux deux Chambres le 17 novembre 1960.

Le Comité conjoint de la Bibliothèque a tenu deux réunions au cours de la dernière session. Il a adopté un nouveau Règlement qui a été approuvé par la Chambre des communes le 27 septembre 1961 sur la recommandation du Comité spécial chargé d'étudier la procédure. La Chambre des communes a simultanément abrogé les articles 120 à 128, inclusivement, du Règlement qui porte sur l'administration de la Bibliothèque du Parlement. On trouvera en appendice le texte du nouveau Règlement.

On a continué pendant l'intersession la publication de la «Liste bimensuelle d'acquisitions récentes» publiée jusqu'ici pendant la session pour attirer l'attention des sénateurs et députés sur des livres particulièrement intéressants. Une édition revisée de la brochure «Comment la Bibliothèque du Parlement peut aider les Sénateurs et Députés» sera distribuée au début de la semaine prochaine. On a aussi imprimé une brochure concernant la liste des journaux et revues reçus à la Salle de lecture de la Chambre des communes; cette brochure sera distribuée prochainement.

Au cours de l'année 1961 notre personnel a répondu à 5,910 questions de référence et prêté 23,694 livres, soit plus que toute autre année dans un cas comme dans l'autre. Au cours de la même période, 14,632 volumes ont été catalogués et classifiés, ce qui porte à 167,795 le nombre de volumes re-catalogués depuis l'incendie de 1952.

Le 1er août 1961, M. Robert M. Hamilton a résigné le poste de bibliothécaire adjoint (anglais), pour devenir professeur adjoint de référence à la nouvelle École de Bibliothéconomie de l'université de Colombie-Britannique à Vancouver. M. Hamilton a servi la Bibliothèque avec fidélité pendant plus de vingt ans et son départ sera vivement regretté. M. J. M. Scantland a aussi quitté la Bibliothèque pour devenir bibliothécaire en chef à l'Imprimerie nationale; Madame I. Daniells a démissionné comme sous-chef du service du catalogue anglais et M. R. de Varennes a été promu au poste vacant. Trois de nos commis ont aussi pris leur retraite durant l'année: M. Edgar Trudel, après quarante et un ans de service; M. René Fortier, après vingt ans et M. Étienne Giard, après seize ans. Nous avons regretté tous ces départs comme celui de notre relieur en chef, M. A. H. Butlin, mort depuis. M. Conrad Sabourin a été alors promu à la direction de notre reliure.

Le 8 janvier 1962, on a accordé un congé d'un an à un autre bibliothécaire, M. J. W. MacLeod, pour lui permettre d'occuper le poste de chef du service de l'Index et de la Référence (section anglaise) de la Chambre des communes.

Respectueusement soumis,

ERIK J. SPICER
Bibliothécaire parlementaire

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 17 janvier 1962.

* * * *

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

RÈGLEMENT

Adopté par le comité mixte de la Bibliothèque du Parlement et approuvé par la Chambre des communes, sur la recommandation du comité spécial de la procédure, le 27 septembre 1961.

1. Le comité mixte sur la Bibliothèque du Parlement se réunira au moins une fois à chaque session, sur la convocation des présidents conjoints.

2. Le Bibliothécaire du Parlement présentera un rapport sur l'état de la bibliothèque à chacune des deux Chambres, par l'entremise de M. le président, à l'ouverture de chaque session.

3. Les personnes suivantes auront le droit d'emprunter les livres de la bibliothèque: le Gouverneur général, les membres du Conseil privé, les membres du Sénat et de la Chambre des communes, les hauts fonctionnaires des deux Chambres, les juges de la Cour suprême du Canada et de la Cour de l'Échiquier, les membres de la Tribune des journalistes, et d'autres personnes pourvues d'une autorisation écrite de l'un ou l'autre président ou du Bibliothécaire du Parlement.

4. La Bibliothèque du Parlement peut prêter des livres à d'autres bibliothèques, et à des organismes du gouvernement, au bon jugement du Bibliothécaire du Parlement.

5. Un adulte peut, avec la permission d'un sénateur, d'un membre de la Chambre des communes ou du Bibliothécaire du Parlement, consulter des livres et périodiques dans la bibliothèque, mais ne pourra les emprunter.

6. Les personnes jouissant d'une autorisation écrite d'un des présidents ou du Bibliothécaire du Parlement, pourront travailler dans la grande salle de lecture après la fermeture de la bibliothèque.

7. Les livres précieux ne pourront être prêtés qu'avec l'autorisation écrite de l'un ou l'autre président ou du Bibliothécaire du Parlement.

8. Pendant la session la bibliothèque sera ouverte aux heures suivantes: les lundis, mardis et jeudis, de 9 heures du matin jusqu'à ce que la Chambre lève la séance le soir; les mercredis et vendredis, de 9 heures du matin à 9 heures du soir; les samedis de 9 heures 30 du matin à 5 heures du soir; les dimanches de 2 à 4 heures de l'après-midi. Lorsque la Chambre siège le soir le mercredi, le vendredi ou le samedi, la bibliothèque sera ouverte jusqu'à ce que la Chambre s'ajourne.

9. Pendant l'intersession, la bibliothèque n'ouvrira du lundi au vendredi (à l'exception des jours fériés) pas plus tard que 9 heures et demie du matin et ne fermera pas avant 4 heures de l'après-midi.

10. La salle de lecture de la Chambre des communes sera ouverte aux mêmes heures que la Bibliothèque du Parlement, à une exception près: pendant la session, elle sera ouverte les dimanches depuis midi jusqu'à 4 heures de l'après-midi.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Sommaire des arrêtés en conseil rendus durant les périodes allant du 1er au 31 août, du 1er au 30 septembre, du 1er au 31 octobre et du 1er au 30 novembre 1961.

Par M. Diefenbaker,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 27 septembre, 11 et 25 octobre, 8 et 22 novembre, 13 et 27 décembre 1961, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952, ainsi que de l'Index codifié et du Tableau des modifications pour la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1961.

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—État indiquant les terrains vendus dont le transfert a été effectué par la Compagnie du Pacifique-Canadien durant l'année terminée le 30 septembre 1961, conformément à l'article 8 de la Loi modifiant de nouveau la Loi concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique, chapitre 9, Statuts du Canada, 1886.

Par M. Balcer,—Rapport concernant les exemptions autorisées par le ministère des Transports aux termes de l'article 137 de la Loi sur la marine marchande du Canada dans les cas où on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 137(2) de ladite loi, chapitre 29, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Arrêté en conseil C.P. 1961-1662, en date du 16 novembre 1961, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation du n.m. *Petite Forte,* à compter du 16 septembre 1961, conformément à l'article 19 de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Balcer,—Arrêté en conseil C.P. 1961-1592, en date du 2 novembre 1961, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation d'une parcelle de terrain de quelque 14.84 acres, appartenant aux chemins de fer de l'État, dans la ville de Moncton, comté de Westmorland, province du Nouveau-Brunswick, requise par le ministère de la Défense nationale pour l'emplacement de casernes de garnison, conformément à l'article 19 de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Balcer,—Arrêté en conseil C.P. 1961-1888, en date du 29 décembre 1961, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation des voies ferroviaires d'accès construites à chaque extrémité de la chaussée traversant le détroit de Canso entre l'Île du Cap-Breton et la terre ferme de la Nouvelle-Écosse, et de la ligne ferroviaire circulant à travers ledit détroit, conformément à l'article 19 de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Balcer,—Budget d'établissement revisé d'Air Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1961, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1961-1856, en date du 28 décembre 1961, approuvant ledit budget.

Par M. Balcer,—Budget d'établissement revisé de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année financière terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1961-1889, en date du 22 décembre 1961, approuvant ledit budget.

Par M. Balcer,—Budget d'établissement de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année financière expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-23, en date du 9 janvier 1962, approuvant ledit budget.

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre 47, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Dinsdale,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 5, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées le 29 novembre 1961, conformément à l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53, Statuts du Canada, 1952-1953, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1961-1848, en date du 21 décembre 1961, approuvant lesdites ordonnances.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 36 de la Loi sur les impressions et la papeterie publiques, chapitre 226, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion,—Arrêtés en conseil (textes français et anglais) conformément à l'article 60(2) de la Loi électorale du Canada, chapitre 39, Statuts du Canada, 1960, ainsi qu'il suit:

(1) Arrêté en conseil C.P. 1961-433, en date du 23 mars 1961, établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'élections, et révoquant le tarif des honoraires relatif aux élections fédérales établi par le Décret du conseil C.P. 1958-93 du 16 janvier 1958.

(2) Arrêté en conseil C.P. 1961-434, en date du 23 mars 1961, établissant le tarif des honoraires pour les officiers rapporteurs spéciaux et les autres personnes nommées pour agir à une élection générale conformément aux Règles électorales concernant les forces canadiennes, et révoquant le tarif des honoraires d'élections générales applicables aux forces canadiennes, établi par le Décret du conseil C.P. 1958-94 du 16 janvier 1958.

(3) Arrêté en conseil C.P. 1961-435, en date du 23 mars 1961, établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'une élection de membres du conseil des territoires du Nord-Ouest et de membres du conseil du territoire du Yukon, et révoquant le tarif des honoraires d'élection aux conseils du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, établi par le Décret du conseil C.P. 1957-1698 du 20 décembre 1957.

(4) Arrêté en conseil C.P. 1961-436, en date du 23 mars 1961, établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'une élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, ou relativement à la conduite d'une telle élection, et révoquant le tarif des honoraires d'élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, établi par le Décret du conseil C.P. 1957-1699 du 20 décembre 1957.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Avis de motion n° 160*), en date du 18 septembre 1961, demandant la copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et tous autres documents, depuis le 1er janvier 1959, relativement à l'acquisition, par le gouvernement du Canada, d'emplacements destinés à l'érection d'un édifice public, notamment d'un bureau de poste, à Saint-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic, province de Québec.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Avis de motion n° 163*), en date du 25 septembre 1961, demandant la copie de toutes communications que le ministre des Travaux publics et (ou) tout fonctionnaire de son ministère ont reçues depuis le 1er juillet 1961, au sujet de l'étude du projet d'un canal à Chignectou, ainsi que copie de la réponse à chaque communication.

Par M. Dorion,—Autre réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 22*), en date du 30 novembre 1960, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les noms des membres du Cabinet, des membres du Parlement, des fonctionnaires publics et d'autres citoyens canadiens envoyés à l'étranger depuis le 6 juin 1957 pour les affaires de l'État?

2. Quel était l'objet de chacun de ces voyages?

3. Quelles sommes a-t-on dépensées aux titres suivants: *a*) frais de voyage, *b*) frais de subsistance, c) frais de représentation?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 465*), en date du 13 septembre 1961, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er novembre 1960, des bandes indiennes de la Colombie-Britannique ont-elles présenté des résolutions au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, demandant qu'on proclame l'entrée en vigueur de l'article 96A(2) de la Loi sur les Indiens?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le nom de chacune de ces bandes, à quelle date a-t-on présenté chaque résolution et qu'est-il advenu de ces demandes?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 460*), en date du 13 septembre 1961, demandant l'état suivant: 1. Quelles sociétés de la Couronne, s'il en est, acceptent de verser les taxes de vente que les gouvernements provinciaux exigent sur les achats de ces sociétés?

2. La Commission hydroélectrique d'Ontario et la Régie des alcools d'Ontario acceptent-elles de verser la taxe de vente de 11 p. 100 imposée par le gouvernement fédéral sur leurs achats?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 478*), en date du 27 septembre 1961, demandant l'état suivant: 1. A quelle date le gouvernement fédéral a-t-il convenu de participer à une étude sur la possibilité et le coût d'aménagement du canal de Chignectou?

2. A quelle date cette étude a-t-elle effectivement commencé?

3. L'étude se poursuit-elle actuellement sur les lieux?

4. Depuis le 1er juillet 1961, a-t-on reçu des observations au sujet de l'étude du canal de Chignectou et, dans le cas de l'affirmative, de la part de qui?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 481*), en date du 27 septembre 1961, demandant l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis le 1er janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1960, combien d'heures la Société Radio-Canada a-t-elle consacrées, tant au réseau français qu'au réseau anglais, *a*) à la radio, *b*) à la télévision, pour l'un quelconque des congrès tenus (i) par le parti conservateur-progressiste, (ii) par le parti libéral, (iii) par le parti du crédit social, (iv) par le parti social démocrate?

2. Quelles ont été les sommes globales affectées aux émissions dans chacun des cas ci-dessus mentionnés?

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume II—États annuels relatifs aux compagnies d'assurance contre l'incendie et contre les accidents, et à l'assurance contre les accidents et contre la maladie pratiquée par les compagnies d'assurance-vie au Canada, pour l'année close le 31 décembre 1960, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport (en français et en anglais) du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961, accompagné d'un état des comptes de la Banque, certifié par les vérificateurs, conformément à l'article 29(4) de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, chapitre 151, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton),—Classement des prêts et des dépôts des banques à charte du Canada au 30 septembre 1961, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport sur l'application des Parties I et II de la Loi sur la pension du service public pour l'année close le 31 mars 1961, conformément à l'article 34 du chapitre 47, Statuts du Canada, 1952-1953, et à l'article 49, chapitre 64, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport actuariel, au 31 décembre 1959, sur la situation du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada du Fonds du revenu consolidé, conformément à l'article 24 de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, chapitre 34, Statuts du Canada, 1959.

Par M. Flemming (Royal), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Forêts pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur le ministère des Forêts, chapitre 41, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Flemming (Royal),—Rapport de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 10 de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales, chapitre 59, Statuts du Canada, 1947.

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant de supposées tentatives de fixer le prix de revente dans la distribution et la vente de caméras et de produits connexes (*Garlick Films Limited*), présenté le 13 octobre 1961 par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

Par M. Fulton,—Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 44 de ladite Loi, chapitre 314, S.R.C., 1952.

Par M. Fulton,—Rapport sur l'application de la Partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 25 de ladite Loi, chapitre 34, Statuts du Canada, 1959.

Par M. Fulton,—Arrêté en conseil C.P. 1961-1683, en date du 23 novembre 1961, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1954-1976 du 15 décembre 1954 et substituant un nouvel article 108 aux Règles régissant la faillite, conformément à l'article 166(2) de la Loi sur les faillites, chapitre 14, S.R.C., 1952 (textes français et anglais).

Par M. Fulton,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers durant l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 41(2) de ladite loi, chapitre 111, S.R.C., 1952.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 26 de ladite loi, chapitre 27, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Hees,—Budgets d'établissement de l'*Eldorado Mining and Refining Limited,* de la *Northern Transportation Company Limited* et de l'*Eldorado Aviation Limited,* pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-27, en date du 9 janvier 1962, approuvant lesdits budgets.

Par M. Hees,—Arrêtés en conseil, conformément à l'article 21B de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105, S.R.C. 1952, modifié en 1960-1961, ainsi qu'il suit:

(1) Arrêté en conseil C.P. 1961-1483, en date du 17 octobre 1961, autorisant, en vertu de l'article 21 de ladite Loi, la conclusion d'un contrat d'assurance par la Société d'assurance des crédits à l'exportation en vue de l'expédition de blé à la Pologne avant le 31 décembre 1961.

(2) Arrêté en conseil C.P. 1961-1543, en date du 20 octobre 1961, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation en vue de la vente, par la *Montreal Locomotive Works,* de Montréal, de soixante-dix locomotives diesel et de pièces de rechange à *Empress Ferro carriles del Estado Argentino* (chemins de fer nationaux de l'État argentin), Buenos-Aires, Argentine.

(3) Arrêté en conseil C.P. 1961-1620, en date du 9 novembre 1961, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation en vue de la vente par la *Dominion Steel and Coal Corporation, Limited,* Sydney, de rails en acier et d'accessoires de voies ferrées à *Ferrocarriles Nacionales de Mexico* (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain).

(4) Arrêté en conseil C.P. 1961-1732, en date du 30 novembre 1961, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour la vente, par *Montreal Locomotive Works,* Montréal, de dix locomotives électriques diesel et de pièces de rechange à *Companhia Siderurgica Nacional,* Rio-de-Janeiro, Brésil.

(5) Arrêté en conseil C.P. 1961-1794, en date du 14 décembre 1961, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation en vue de la vente, par *Dominion Steel and Coal Corporation, Limited,* Sydney, de rails en acier et d'accessoires de voies ferrées à *Ferrocariles Nacionales de Mexico* (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain), et révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1961-1620 du 9 novembre 1961.

Par M. Hees,—Budget d'établissement de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-25, en date du 9 janvier 1962, approuvant ledit budget.

Par M. Monteith (Perth), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales et à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 14 de la Loi sur les allocations familiales, chapitre 109, S.R.C., 1952, et à l'article 12 de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, chapitre 200, S.R.C., 1952.

Par M. Monteith (Perth),—Rapport (en français et en anglais) sur le fonctionnement des accords conclus avec les provinces aux termes de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 28, Statuts du Canada, 1957.

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1961.

Par M. Starr,—Exemplaires du texte authentique (en français et en anglais) de la convention et de la recommandation adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-cinquième session, tenue à Genève en juin 1961, et exemplaire de la lettre du sous-procureur général du Canada exposant la juridiction législative à l'égard de ces instruments internationaux:

Convention 116 pour la revision partielle des conventions adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail en ses trente-deux premières sessions, en vue d'unifier les dispositions relatives à la préparation des rapports sur l'application des conventions par le conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Recommandation 115 concernant le logement des travailleurs.

A 5 h. 15 du soir, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'ordre adopté aujourd'hui.

N° 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 19 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaires (en français et en anglais) du Règlement sur l'immigration: Partie I, approuvée par l'arrêté en conseil C.P. 1962-86, en date du 18 janvier 1962; Partie II, édictée par ordonnance du ministre.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à la prise en considération du discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement.

M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway), propose,—Que l'adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada.

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il s'élève un débat et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 9 de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants, chapitre 80, S.R.C., 1952.

Par M. Flynn, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre 95, S.R.C., 1952.

Par M. Charlton, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1961, conformément à l'article 12 de ladite loi, chapitre 213, S.R.C., 1952.

A 4 h. 28 du soir, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 3

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 22 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261, S.R.C., 1952:

(1) Neuvième rapport (en français et en anglais) de la Commission du tarif, présenté le 13 avril 1961, sur l'enquête demandée par le ministre des Finances au sujet de la bourre, de l'ouate et des tissus enduits ou imprégnés—référence numéro 125 (Textiles), et exemplaire du compte rendu des audiences publiques tenues au cours de l'enquête, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261, S.R.C., 1952.

(2) Dixième rapport (en français et en anglais) de la Commission du tarif, présenté le 28 juin 1961, sur l'enquête demandée par le ministre des Finances, au sujet des chapeaux, casquettes et produits connexes—référence numéro 125 (Textiles), et exemplaire du compte rendu des audiences publiques tenues au cours de l'enquête, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261, S.R.C., 1952.

M. Browne (Vancouver-Kingsway), appuyé par M. Brunsden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-2, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice des hôpitaux, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-3, Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières (Zones de pêche de douze milles), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Pickersgill, appuyé par M. Benidickson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-4, Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Nasserden, appuyé par M. Rapp, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt (Frais de financement), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Thomas, appuyé par M. Drysdale, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-7, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Abandon d'exploitation), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-8, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Browne (Vancouver-Kingsway), appuyé par M. Brunsden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, M. Habel, au nom de M. Boulanger, appuyé par M. Cardin, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-10, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-11, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Application à la fonction publique), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McGee, appuyé par M. McGrath, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-12, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Herridge, appuyé par M. Argue, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-13, Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Nielsen, appuyé par M. Wratten, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur la députation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Rapp, appuyé par M. Nasserden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-15, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada (Graine de colza et graine de moutarde), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-16, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Âge des votants), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Pigeon, appuyé par M. Paul, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-18, Loi sur l'impression, en français et en anglais, de certains effets négociables, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-19, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Pickersgill, appuyé par M. Nixon, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-20, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Brefs d'élection partielle), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McIntosh, appuyé par M. Rogers, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-21, Loi modifiant la Loi sur les pensions (Appel judiciaire), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McGee, appuyé par M. McGrath, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-22, Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-23, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-24, Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, M. Dubois, au nom de M. Allard, appuyé par M. Lahaye, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-25, Loi concernant la souveraineté du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-26, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits relatifs aux spiritueux), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-27, Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Nielsen, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-28, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne la représentation au Sénat, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Herridge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-29, Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Différenciation suivant l'âge), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Pigeon, appuyé par M. Martel, propose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-30, Loi établissant une loterie canadienne, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, M. Deschatelets, au nom de M. Boulanger, appuyé par M. Clermont, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-31, Loi concernant les drapeaux du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Herridge, appuyé par M. Argue, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-32, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Recours contre les violateurs des droits de l'homme), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Thomas, appuyé par M. Drysdale, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-33, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (Travaux d'irrigation), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McGee, appuyé par M. McGrath, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-34, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Contributions aux campagnes électorales), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Drysdale, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-35, Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, appuyé par M. Fleming (Eglinton), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-36, Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-37, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fulton, appuyé par Monteith (Perth), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Carter, appuyé par M. Hellyer, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-39, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, appuyé par M. Fleming (Eglinton), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils afin d'autoriser le versement d'allocations analogues à celles qui sont accordées aux anciens combattants et aux personnes à leur charge aux termes de la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, aux anciens membres vivants et à certaines des personnes à charge des membres décédés de certains groupes de civils canadiens qui ont fourni des contributions volontaires notables à l'effort de guerre pendant la première et la seconde guerres mondiales, dans des circonstances difficiles ou dangereuses.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Churchill, appuyé par M. Fleming (Eglinton), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation) afin de préciser la définition d'«étudiant»; d'accorder les avantages assurés par la loi à certaines classes d'enfants; de prolonger dans certains cas la période d'aide à l'instruction; de reculer dans le cas de certains étudiants particuliers la limite d'âge à partir de laquelle tous les avantages doivent cesser; d'accorder l'aide prévue par la loi à un étudiant qui a interrompu son instruction par suite d'une mauvaise santé ou pour une autre cause valable; et de relever le tarif des allocations.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles afin de permettre de consentir des prêts garantis pendant la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1965 et de fixer à quatre cents millions de dollars la limite des prêts garantis qui peuvent être consentis au cours de la nouvelle période de prêt.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche en vue de proroger au 30 juin 1965 la période durant laquelle les prêts garantis peuvent être consentis.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Après en avoir modifié la forme, du consentement unanime, l'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement ratifient la Convention universelle sur le droit d'auteur, signée par le Canada à Genève en 1952, ainsi que le Protocole n° 3 y relatif, et que cette Chambre ratifie ladite Convention et ledit Protocole.—*Le secrétaire d'État.*

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

Qu'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Pearson, appuyé par M. Chevrier, propose l'amendement suivant: Qu'il soit ajouté à l'Adresse ce qui suit:

> «Nous affirmons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, puisqu'ils persistent à ne pas présenter des mesures propres à résoudre les problèmes véritables auxquels ce pays doit faire face, ne méritent pas la confiance de la Chambre des communes.»

Il s'élève un débat et ledit débat est interrompu à dix heures.

Avec le consentement unanime, M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la lettre adressée au premier ministre d'Ontario, le 17 janvier 1962, par le premier ministre du Canada, au sujet d'un projet de modification de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique relativement à la sécurité sociale au Canada.

Du consentement unanime, il est ordonné que ladite lettre soit imprimée en appendice au hansard de ce jour.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semence, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 18 novembre 1960 au 18 janvier 1962, conformément à l'article 2 de la Loi concernant certaines créances de la Couronne, chapitre 51, Statuts du Canada, 1926-1927.

Par M. Dinsdale,—Rapport concernant les deniers remboursés sous le régime de la Loi des remboursements (ressources naturelles), conformément à l'article 3 de ladite loi, chapitre 35, Statuts du Canada, 1932.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport du surintendant des assurances du Canada sur les associations coopératives de crédit pour l'année terminée le 31 décembre 1960.

Par M. MacLean (Queens), membre du conseil privé de la Reine,—Arrêté en conseil C.P. 1961-341, en date du 9 mars 1961, autorisant le mode d'affectation des primes de pêche à verser pour l'année terminée le 31 mars 1961, et exposé de la manière dont les versements ont été autorisés durant ladite année, conformément à l'article 4 de la Loi sur les pêches maritimes, chapitre 61, Statuts revisés du Canada, 1952.

Par M. Lambert, secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère du Revenu national contenant des relevés relatifs aux recettes des douanes et de

l'accise et à d'autres services, par bureaux principaux, et à l'accise et aux impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu national, chapitre 75, S.R.C., 1952 (versions française et anglaise).

Par M. Lambert,—Déclaration relative aux règlements concernant le pétrole et le bois à pulpe, conformément à l'article 5(2) de la Loi sur les exportations, chapitre 103, S.R.C., 1952.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N°

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 23 JANVIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dépose devant la Chambre,—Rapport de la Commission royale d'enquête sur les transports (présidence de M. M. A. MacPherson, C.R.), volume II, daté de décembre 1961, accompagné d'un résumé dudit rapport (Textes français et anglais).

M. Peters, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-40, Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Échiquier du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-41, Loi ayant pour objet l'établissement du poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-42, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-43, Loi concernant la dissolution et l'annulation du mariage au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

26210-5—3½

M. Morris, appuyé par M. McCleave, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-44, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (District électoral d'Halifax), qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-45, Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (Achats à tempérament), qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Qu'il soit ajouté à l'Adresse ce qui suit:

> «Nous affirmons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, puisqu'ils persistent à ne pas présenter des mesures propres à résoudre les problèmes véritables auxquels ce pays doit faire face, ne méritent pas la confiance de la Chambre des communes.»

Le débat se poursuit;

M. Argue, appuyé par M. Herridge, propose le sous-amendement suivant: Que l'amendement soit modifié par l'insertion, après le mot «face», de ce qui suit:

> «et persistent à ne pas favoriser l'exploitation rationnelle de nos ressources et l'application de principes judicieux, en ce qui concerne la monnaie, le fisc, les investissements et le commerce, capables de donner à notre économie l'essor qui permettrait
>
> 1. l'accroissement de nos marchés extérieurs pour nos produits agricoles et industriels,
> 2. le plein emploi,
> 3. et, en collaboration avec les provinces, un programme d'assurance contre les frais médicaux, applicable à tous les Canadiens,»

Il s'élève un débat; à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (3) de l'article 38 du Règlement provisoirement modifié.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Badanai,
Batten,
Benidickson,
Boivin,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard (Lapointe),
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Crestohl,
Denis,
Deschatelets,
Dumas,
Dupuis,
Eudes,
Forgie,
Garland,
Godin,
Granger,
Habel,
Herridge,
Howard,
LaMarsh (Mlle),
Lessard,
Macnaughton,
McIlraith,
McMillan,
McWilliam,
Martin (Timmins),
Matheson,
Michaud,
Mitchell,
Peters,
Pickersgill,
Pitman,
Racine,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Lafièche),
Robichaud,
Rouleau,
Tardif,
Tucker,
Winch—49.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Balcer,
Barrington,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bissonnette,
Bourbonnais,
Bourdages,
Brassard (Chicoutimi),
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Deschambault,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fréchette,
Fulton,
Gillet,
Grafftey,
Gundlock,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Harkness,
Henderson,
Hicks,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
Lambert,
Legere,
Lennard,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-North-Centre),
MacRae,
McBain,
McCleave,
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIntosh,
McLennan,
McQuillan,
Mandziuk,
Martel,
Martini,
Matthews,
Milligan,
Monteith (Perth),
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Phillips,
Pigeon,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rynard,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Small,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Speakman,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Taylor,
Thomas,
Tremblay,
Valade,
Villeneuve,
Vivian,
Walker,
Webb,
Weichel,
Winkler—155.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement du Conseil des ports nationaux pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-24, en date du 9 janvier 1962, approuvant ledit budget.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Convention universelle sur le droit d'auteur, faite à Genève le 6 septembre 1952, et Protocoles 1, 2 et 3 y annexés (textes français et anglais).

A dix heures onze minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 5

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 24 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (2) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1962 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, lesdits message et nouveau budget supplémentaire (2) sont renvoyés au comité des subsides.

M. Fleming (Eglinton), dépose devant la Chambre,—

(1) Communiqué publié le 4 janvier 1962, à l'issue des entretiens tenus à Ottawa entre les ministres canadiens et M. Edward Heath, Garde du petit Sceau du Royaume-Uni, sur la question du commerce européen.

(2) Communiqué émis le 31 janvier 1962 à l'issue de la réunion du Comité mixte canado-américain pour le commerce et les affaires économiques, qui a été tenue à Ottawa les 12 et 13 janvier 1962.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que lesdits communiqués soient publiés en appendice au hansard de ce jour.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Qu'il soit ajouté à l'Adresse ce qui suit:

> «Nous affirmons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, puisqu'ils persistent à ne pas présenter des mesures propres à résoudre les problèmes véritables auxquels ce pays doit faire face, ne méritent pas la confiance de la Chambre des communes.»

Le débat se poursuit et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. MacLean (Queens), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Pêcheries pour l'année terminée le 31 décembre 1960 et relevés financiers du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 8 de la Loi sur le ministère des Pêcheries, chapitre 69, S.R.C. 1952.

Par M. O'Hurley, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-22, en date du 9 janvier 1962, approuvant ledit budget.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 25 JANVIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que les honorables sénateurs Aseltine, Cameron, Davies, Fergusson, Fournier, Gladstone, Gouin, Irvine, Lambert, Macdonald (Cap-Breton), MacDonald, McDonald, Pouliot, Reid, Vien, Wall et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat, comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que les honorables sénateurs Barbour, Beaubien (Bedford), Blais, Bouffard, Bradley, Choquette, Comeau, Davies, Isnor, McGrand, Pearson, Reid, Savoie, Smith (Kamloops), Stambaugh, Thorvaldson, Turgeon et Wood ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien (Provencher), Fergusson, Hodges, McLean, Reid et White ont été constitués en un comité chargé de diriger la gestion du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

26210-5—4

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Balcer, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, afin d'autoriser le ministre des Finances à acheter, sur le Compte du fonds des changes établi en conformité de la loi, des valeurs du Fonds monétaire international.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Qu'il soit ajouté à l'Adresse ce qui suit:

> «Nous affirmons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, puisqu'ils persistent à ne pas présenter des mesures propres à résoudre les problèmes véritables auxquels ce pays doit faire face, ne méritent pas la confiance de la Chambre des communes.»

Le débat se poursuit; à 9 h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement provisoirement modifié.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,	Chevrier,	Herridge,	Mitchell,
Badanai,	Clermont,	Leduc,	Pearson,
Batten,	Crestohl,	Macnaughton,	Peters,
Boivin,	Denis,	McIlraith,	Pitman,
Boulanger,	Deschatelets,	McMillan,	Regier,
Bourget,	Dumas,	McWilliam,	Richard
Bourque,	Dupuis,	Martin (Essex-Est),	(Ottawa-Est),
Brassard	Eudes,	Martin (Timmins),	Robichaud,
(Lapointe),	Forgie,	Matheson,	Rouleau,
Caron,	Habel,	Meunier,	Tardif,
Carter,	Hellyer,	Michaud,	Tucker—42.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Allmark,
Barrington,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bissonnette,
Bourbonnais,
Bourdages,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Dinsdale,
Dorion,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fréchette,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hanbidge,
Harkness,
Henderson,
Hicks,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Lafrenière,
Lahaye,
Lambert,
Legere,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIntosh,
McLennan,
McQuillan,
Mandziuk,
Martini,
Matthews,
Milligan,
Monteith (Perth),
Monteith (Verdun),
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Parizeau,
Pascoe,
Phillips,
Pigeon,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Rogers,
Rompré,
Sévigny,
Skoreyko,
Small,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Speakman,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Thomas,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Villeneuve,
Vivian,
Walker,
Webb,
Weichel,
Winkler—144.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des permis délivrés sous le régime de l'article 8 de la Loi sur l'immigration durant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1961, conformément à l'article 8(5) de ladite loi, chapitre 325, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre 183, S.R.C., 1952.

Avec l'assentiment unanime, à 9 h. 58 du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 26 JANVIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Matthews, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway) présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-46, Loi modifiant la Loi sur la députation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fisher, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-47, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que la correspondance échangée entre le ministre des Finances du Canada et le premier ministre de la Colombie-Britannique, durant la période allant du 27 novembre 1961 au 5 janvier 1962, relativement au projet de mise en valeur des ressources hydrauliques du fleuve Columbia, soit imprimée en appendice au hansard de ce jour.

La Chambre se forme en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-2, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice des hôpitaux;

M. Browne (Vancouver-Kingsway), appuyé par M. Drysdale, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 29 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fulton, au nom de M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, afin d'étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fulton, au nom de M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, afin d'étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fulton, au nom de M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fulton, au nom de M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative autorisant et prévoyant la construction, par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, au coût global estimatif de deux millions trois cent mille

dollars, qui ne doit pas être dépassé de plus de quinze pour cent; autorisant l'émission, par ladite Compagnie de chemin de fer, de valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté du droit du Canada pour le financement de ladite ligne; et, pour permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'entreprendre immédiatement les travaux de construction de ladite ligne ferroviaire, autorisant des prêts temporaires à ladite Compagnie, sur le Fonds du revenu consolidé, suivant les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, et garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, en vue de prescrire que, avec l'approbation du gouverneur en conseil, l'Administration peut, à l'occasion, emprunter des sommes d'argent de Sa Majesté ou autrement, dont l'ensemble ne doit jamais dépasser trois cent quarante-cinq millions de dollars, au lieu des trois cent trente-cinq millions de dollars que l'Administration est présentement autorisée à emprunter en vertu de l'article 13 de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 35 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Lors du récent exercice *Tocsin B* tenu au Canada, combien de bombes ont été lancées et quelle était, en mégatonnes, la puissance globale de ces bombes?

2. Combien a-t-on lancé de bombes de chacune des catégories suivantes de mégatonnes: *a*) une à cinq, *b*) cinq à dix, *c*) dix à vingt, *d*) vingt à trente, *e*) trente à quarante, *f*) quarante à cinquante, *g*) de plus de cinquante?

3. Quels centres du Canada sont censés avoir été touchés par des bombes?

4. Quel a été le nombre estimatif des victimes dans chaque centre?

5. Quelle a été l'étendue de l'attaque simulée relativement à ce qui suit: *a*) lancement d'engins balistiques intercontinentaux, *b*) destruction de ces engins, avant qu'ils aient atteint la cible, *c*) engins lancés de sous-marins, *d*) destruction des engins lancés de sous-marins, avant qu'ils aient atteint la cible, *e*) attaques de bombardiers, *f*) destruction de bombardiers?

6. Quelles ont été les conséquences estimatives des retombées immédiates au pays, pour ce qui est des bombes et des engins *a*) qui ont touché le territoire américain, *b*) qui ont touché le territoire canadien sans atteindre la cible (à cause de notre défense, etc.)?

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

Les articles numéros 1 et 2 sont appelés respectivement pour la 1re fois et réservés.

M. Pigeon, appuyé par M. Belzile, propose,—Qu'un comité mixte spécial des deux Chambres du Parlement soit institué pour étudier les moyens de doter le Canada d'un drapeau distinctif et d'un hymne national officiel;

Que, nonobstant les dispositions de l'article 67 du Règlement, ledit comité se compose, en ce qui concerne cette Chambre, de vingt-cinq membres qui seront désignés ultérieurement et dont il fixera lui-même le quorum;

Que ledit comité soit autorisé à entendre, à ce sujet, les opinions d'organismes, de collectivités publiques et de simples particuliers du Canada, à assigner des personnes, à faire produire des documents et des dossiers, à siéger pendant les séances de la Chambre, à présenter des rapports de temps à autre, à faire imprimer les documents et les témoignages au jour le jour, selon qu'il le décidera, et que les dispositions de l'article 66 du Règlement soient suspendues à cet égard; et

Qu'un message soit transmis au Sénat pour l'inviter à se joindre à cette Chambre aux fins susdites et à choisir, s'il le juge opportun, certains de ses membres pour le représenter au sein dudit comité. (*Avis de motion n° 3*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 30 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que la prise en considération, plus tard aujourd'hui, des affaires inscrites au nom des députés ait lieu de 8 h. à 9 h. du soir, plutôt que de 5 h. à 6 h. du soir.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A six heures du soir, M. l'Orateur retourne au fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures.

Huit heures du soir

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés en vertu de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié, suivant l'ordre spécial adopté aujourd'hui*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-3, Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières (Zones de pêche de douze milles);

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1961-1962
AGRICULTURE

DIRECTION DE LA PRODUCTION ET DES MARCHÉS

611 Paiements aux producteurs de grain de l'Ouest, à raison de $1 par acre cultivée, jusqu'à un maximum de 200 acres par ferme, conformément au règlement édicté par le gouverneur en conseil .. ..$ 42,000,000 00

PÊCHERIES

CRÉDIT SPÉCIAL

612 Contribution à l'égard d'un programme particulier de travaux (Terre-Neuve) destiné aux établissements de pêche dont le revenu a baissé par suite d'une diminution des prises 300,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961, en vertu du chapitre 49, S.R.C., 1953-1954, relativement à la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de lignes ferroviaires depuis St-Félicien jusqu'au lac Caché, depuis le lac Caché jusqu'à Beattyville et depuis le lac Caché jusqu'à Chibougamau, dans la province de Québec, conformément à l'article 8 de ladite loi.

Par M. Balcer,—Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, en vertu du chapitre 13, S.R.C., 1957-1958, relativement à la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, conformément à l'article 11 de ladite loi.

Par M. Balcer,—Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, en vertu du chapitre 56, S.R.C., 1960-1961, concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'un point situé à ou près Grimshaw, province de l'Alberta, vers le nord, jusqu'au Grand Lac des Esclaves, dans les Territoires du Nord-Ouest, conformément à l'article 9 de ladite loi.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 31 JANVIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 72 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels postes civils ou militaires, en faisant mention des dates en cause, ont été occupés par M. C. M. Drury, dont a parlé le premier ministre le 23 janvier 1962?

2. Quelles décorations, s'il en est, a-t-on remises à M. Drury?

3. Le présent gouvernement a-t-il honoré M. Drury en le nommant à quelque poste?

Sur motion de M. Cardin, au nom de M. Chevrier, appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1961 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de Québec au sujet des subventions aux universités. (*Avis de motion n° 1 portant production de documents*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1956 entre le gouvernement fédéral et tout autre gouvernement ou toute autre personne au sujet d'une route destinée à relier la réserve indienne de Kitimaat et la municipalité de Kitimat (*Avis de motion n° 3 portant production de documents*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1960 entre Mme Bernadette Grey, de Fort-Fraser (C.-B.), et le surintendant général des affaires indiennes ou tout fonctionnaire de la Direction des Affaires indiennes au sujet de l'importation du Japon d'articles d'artisanat indien ou de contrefaçons de ces articles. (*Avis de motion n°4 portant production de documents*).

Les avis de motions (*n° 2, 5 et 6*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Peters, appuyé par M. Herridge, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait aviser immédiatement à l'opportunité de prendre des mesures qui s'imposent en vue d'établir sans tarder un réseau national de force motrice qui servirait à stimuler l'industrie canadienne et à créer des possibilités d'emploi, grâce à la mise en valeur de toutes les ressources naturelles hydrauliques, et que le gouvernement devrait songer à faire entreprendre les études et recherches techniques nécessaires et à convoquer le plus tôt possible une conférence fédérale-provinciale en vue de créer l'administration du réseau national de force motrice. (*Avis de motion n° 1*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 10 et 24 janvier 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Exemplaires (en français et en anglais) des Comptes publics du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1961, conformément à l'article 64(1) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, en trois volumes:

Volume I—Revue et états financiers.

Volume II—Détail des dépenses et des recettes.

Volume III—États financiers des sociétés de la Couronne et rapports des vérificateurs y relatifs.

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport (en français et en anglais) de l'Auditeur général à la Chambre des communes pour l'année financière close le 31 mars 1961, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine,—Deuxième budget d'établissement revisé de la Société centrale d'hypothèques et de logement, pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 1er FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité.

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

L'ordre numéro 1 est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail;

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des instruments diplomatiques suivants:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant la manière dont il sera disposé des excédents de biens des États-Unis au Canada; signé à Ottawa les 28 août et 1er septembre 1961; en vigueur le 1er septembre 1961.

Arrangement entre le Canada et le Japon pour le règlement de réclamations canadiennes; signé à Tokyo le 5 septembre 1961; en vigueur le 5 septembre 1961.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique portant addition du Cap Dyer à l'annexe à l'accord du 1er mai 1959 concernant l'établissement au Canada d'installations de navigation aérienne tactique à faible rayon (TACAN); signé à Ottawa les 19 et 23 septembre 1961; en vigueur le 23 septembre 1961.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant le partage des frais ainsi que d'autres ententes relatives à des améliorations projetées au système de défense aérienne du continent (avec annexe); signé à Ottawa le 27 septembre 1961; en vigueur le 27 septembre 1961.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en vue de modifier les Notes du 12 novembre 1953 relatives à la création d'un Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques; signé à Washington le 2 octobre 1961; en vigueur le 2 octobre 1961.

Dispositions concernant le commerce international des textiles de coton; faites à Genève le 21 juillet 1961; acceptées par le Canada le 22 septembre 1961; en vigueur le 1er octobre 1961.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique relatif à l'amélioration par dragage du chenal maritime de l'île Wolfe; signé à Ottawa le 17 octobre 1961; en vigueur le 17 octobre 1961.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique relatif à l'exécution de travaux de dragage dans le passage Pelée à l'extrémité occidentale du lac Érié; signé à Ottawa les 8 juin 1959 et 17 octobre 1961; en vigueur le 17 octobre 1961.

Échange de notes entre le Canada et la Suisse mettant en vigueur l'accord, relatif aux services aériens, signé à Berne le 10 janvier 1958; signé à Ottawa le 9 novembre 1961; en vigueur le 9 novembre 1961.

Échange de notes entre le Canada et le Venezuela constituant un accord permettant aux stations radio amateur des deux pays d'échanger des messages et autres communications avec des tiers; signé à Caracas le 22 novembre 1961; en vigueur le 22 novembre 1961.

Accord relatif aux services aériens entre le Canada et le Mexique; signé à Mexico le 21 décembre 1961; entrée en vigueur par provision le 21 décembre 1961.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 2 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Wratten, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-50, Loi concernant la fête de Sir John A. Macdonald, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1961-1962

TRAVAIL

A—MINISTÈRE

SERVICES SPÉCIAUX

613 Direction des services spéciaux, y compris programme de lutte contre le chômage saisonnier, provision pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre pour les fermes et les industries connexes, et aide aux provinces à cet égard en vertu d'accords conclus à cette fin entre le ministre du Travail et les provinces avec l'approbation du gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire . . . . . $ 90,000 00

614 Versements accordés aux provinces, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard des bandes d'Indiens, dans le cadre du Programme destiné à encourager les municipalités à entreprendre des travaux d'hiver au cours des années financières 1961-1962 et 1962-1963, de montants ne dépassant pas la moitié du coût de la main-d'œuvre dépensé au cours de la période allant du 15 octobre 1961 à une date de l'année 1962-1963 qui sera fixée par le gouverneur en conseil; et versements aux provinces au cours des années financières susmentionnées à l'égard des Programmes antérieurs destinés à encourager les municipalités à entreprendre des travaux d'hiver conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil 40,000,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, pour pourvoir au paiement des subsides pui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1962, la somme de $82,390,000.00 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-51, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962, qui est lu pour une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-4, Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits;

M. Pickersgill, appuyé par M. Hellyer, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport du surintendant des assurances du Canada sur les compagnies de petits prêts et les prêteurs d'argent munis d'un permis sous l'autorité de la Loi sur les petits prêts, pour l'année terminée le 31 décembre 1960.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 13

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 5 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trois cent soixante pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Pickersgill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-52, Loi modifiant la Loi sur les expropriations, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Pickersgill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-53, Loi modifiant la Loi sur les mesures de guerre, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 13 par M. Argue—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant:
1. Le gouvernement a-t-il eu des entretiens avec M. Norman Z. Alcock relativement à l'établissement d'un Institut canadien de recherches pour la paix?
2. Dans le cas de l'affirmative, M. Alcock a-t-il demandé l'appui du gouvernement?
3. S'il en est ainsi, en est-on arrivé à une décision?
4. Dans le cas de l'affirmative, quelle en est la nature?

26210-5—5

*Question n° 27 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé le premier cours d'entraînement de survivance, *b*) l'ont terminé, ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien étaient sans emploi?

2. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé ce cours, *b*) l'ont terminé ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien bénéficiaient des services de bien-être municipaux?

3. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé ce cours, *b*) l'ont terminé ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien étaient mariés?

4. Sur le nombre d'hommes mariés qui ont terminé ce cours, combien étaient aussi sans emploi?

5. Sur le nombre d'hommes qui ont terminé ce cours, combien se sont engagés *a*) dans la milice, *b*) dans les forces régulières?

Question n° 29 par Mlle LaMarsh—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1959, la Couronne ou la Corporation de disposition des biens de la Couronne ont-ils vendu des terrains à proximité de la rue Bank et de la promenade Riverside, à Ottawa (lots 18, 19 et 20, à Junction Gore, dans le township de Gloucester)?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien, à quel prix et à qui?

3. A-t-on annoncé la vente de ces terrains et, dans le cas de l'affirmative, par quels organes de publicité?

4. Comment a-t-on procédé pour vendre ces terrains?

*Question n° 31 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement du Canada a-t-il reçu une requête demandant ses bons offices afin que la *A. V. Roe* puisse varier et étendre l'exploitation de ses aciéries dans la ville de Sydney?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris les dispositions pertinentes?

Question n° 65 par M. Regier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un certain M. Godfrey, habitant à Vancouver ou aux environs, est-il à l'emploi du ministère de la Justice ou du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ses attributions particulières?

Question n° 66 par M. Regier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les noms des navires et des dragues au service du ministère des Travaux publics en Colombie-Britannique?

2. Sur lesquels les employés prennent-ils leurs repas?

3. Quel est le nombre d'hommes habituellement employés sur chacun de ces navires?

4. Durant la dernière année civile ou financière pour laquelle on possède une statistique, quel a été, sur chacun de ces navires, le coût des vivres achetés pour ces hommes?

5. A quelle date a eu lieu la dernière vérification ou inspection de l'achat de ces vivres?

6. Lorsque les employés ne sont pas à bord, comment dispose-t-on des vivres achetés pour le week-end?

7. Quels sont les capitaines sur chacun de ces navires?

8. L'un ou l'autre des susvisés est-il propriétaire d'une épicerie et vend-il des vivres au gouvernement du Canada?

9. Au cours des cinq dernières années, quelles irrégularités, s'il en est, a-t-on constatées relativement à l'usage et à l'achat des vivres susmentionnés et, si des irrégularités se sont produites, quelles mesures a-t-on prises ?

10. Quand a-t-on mené la dernière enquête sur la qualité des repas servis aux employés?

11. A l'égard de la dernière année pour laquelle on possède une statistique, de quels fournisseurs, et pour quels montants dans chaque cas, a-t-on acheté des vivres destinés au n.g.c. *Essington,* et quels sont les propriétaires des maisons d'affaires en cause?

12. L'un ou l'autre de ces propriétaires est-il à l'emploi du gouvernement du Canada?

13. Sur lesquels de ces navires a-t-on coutume de dispenser la majorité des employés d'être à bord durant le week-end?

Question n° 75 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er décembre 1961, quelque véhicule du gouvernement ou de l'un de ses ministères, organismes ou services, a-t-il traversé, en Colombie-Britannique, les lignes de piquetage établies par le syndicat des employés de détaillants, de grossistes et de grands magasins (*AFL-CIO/CLC*) à la *Taylor, Pearson and Carson Corporation,* et, dans le cas de l'affirmative, ces actes ont-ils été exécutés à la connaissance et du consentement du gouvernement ou du ministère, de l'organisme ou du service en cause?

2. Prend-on des mesures pour éviter le retour de tels actes et, dans le cas de l'affirmative, quelles sont-elles?

Question n° 86 par M. Martel—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. De 1949 à 1957, le gouvernement fédéral a-t-il déjà exécuté des travaux près de Duparquet, dans le nord-ouest québécois, aux lacs Hébécourt, Duparquet et Abitibi ou dans la région avoisinante?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a demandé ces travaux et les a recommandés au gouvernement fédéral de l'époque, *b*) quel contremaître dirigeait chacun de ces projets, *c*) quel a été le coût global de chaque projet, *d*) quels salaires a-t-on versés à chaque contremaître et aux autres personnes employées à ces travaux, *e*) quels ont été les fournisseurs des matériaux, des machines ou des autres services de toutes sortes à chaque endroit, et quel montant a-t-on versé à chaque fournisseur?

Question n° 87 par M. Martel—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Entre 1949 et 1957, le gouvernement fédéral a-t-il déjà exécuté des travaux de nettoyage dans la rivière Senneville et dans la petite rivière Senneville, dans les comtés de Villeneuve et de Chapleau?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a demandé ces travaux de nettoyage et les a recommandés au gouvernement fédéral de l'époque, *b*) quel contremaître dirigeait chacun de ces projets, *c*) quel a été le coût global de chaque projet, *d*) quels salaires a-t-on versés à chaque contremaître et aux autres personnes employées à ces travaux, *e*) quels ont été les fournisseurs des matériaux, des machines ou des autres services de toutes sortes à chaque endroit, et quel montant a-t-on versé à chaque fournisseur?

Question n° 88 par M. Martel—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Entre 1949 et 1957, le gouvernement fédéral a-t-il déjà entrepris des travaux de construction d'un quai au lac Macamic, dans le comté de Chapleau, ou des travaux de nettoyage près du lac Macamic ou dans les environs de la ville de Macamic et de la municipalité de Royal-Roussillon?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a demandé ces travaux et les a recommandés au gouvernement fédéral de l'époque, *b*) quel contremaître dirigeait chacun de ces projets, c) quel a été le coût global de chaque projet, *d*) quels salaires a-t-on versés à chaque contremaître et aux autres personnes employées à ces travaux, *e*) quels ont été les fournisseurs des matériaux, des machines ou des autres services de toutes sortes à chaque endroit, et quel montant a-t-on versé à chaque fournisseur?

*Question n° 90 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Qui a pris l'initiative de convoquer la «Convention atlantique», tenue à Paris, au mois de janvier?

2. Quel était le but de cette Convention?

3. Qui a nommé les membres de la délégation canadienne?

4. Quels étaient leurs noms et qui représentaient-ils?

5. Qui a pris à sa charge les dépenses de cette délégation?

6. Quelle somme globale, s'il y a lieu, le gouvernement du Canada a-t-il dépensée?

7. Quelles ont été les recommandations formulées par la Convention?

8. Quelles dispositions le gouvernement canadien se propose-t-il de prendre relativement à ces recommandations?

Question n° 101 par M. Racine—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 30 juin 1958, le gouvernement de la province de Québec a-t-il conclu des accords prévoyant des programmes conjoints au sujet des forêts avec l'un ou l'autre des ministères des Forêts, de l'Agriculture ou du Nord canadien et des Ressources nationales?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces programmes conjoints et quels montants ont été versés à la province à cet égard?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

La Chambre poursuit sa séance en comité.

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motion*)

M. Taylor, appuyé par M. Broome, propose,—Que de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait examiner l'opportunité d'accorder, à l'occasion du Centenaire, une subvention à part égale, d'un montant suffisant pour permettre de construire, à Vancouver, un Colisée d'au moins 14,000 places, qui rendrait de grands services à la Colombie-Britannique, centre international de commerce, de congrès, de tourisme et d'affaires. (*Avis de motion n° 2*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Fulton, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, au nom de M. Dorion, —Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 4 portant production de documents*), en date du 31 janvier 1962, demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1960 entre Mme Bernadette Grey, de Fort-Fraser (C.-B.), et le surintendant général des affaires indiennes ou tout fonctionnaire de la Direction des Affaires indiennes au sujet de l'importation du Japon d'articles d'artisanat indien ou de contrefaçons de ces articles.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Ordre en conseil C.P. 1962-123, en date du 30 janvier 1962, autorisant, aux termes de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le financement à long terme par la Société des crédits à l'exportation à l'égard de la vente, par la *RCA Victor Company, Ltd.*, Montréal, d'outillage de télécommunications et de services connexes au gouvernement de la République de Libéria, conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952 modifié en 1960-1961.

Par M. Jorgenson, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture,—Rapport (en français) concernant les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1961, conformément à l'article 12 de ladite loi, chapitre 213, S.R.C., 1952.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 14

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 6 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sept pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre, —Correspondance échangée avec certaines provinces au sujet du projet de modification de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique relativement aux pensions de vieillesse.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ladite correspondance soit imprimée en appendice au hansard de ce jour.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse;

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Fulton propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt (Frais de financement);

M. Nasserden, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Monteith (Perth), appuyé par M. Fulton: Que le Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Flynn, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 décembre 1960, conformément à l'article 10 de la Loi sur le ministère des Mines et des Relevés techniques, chapitre 73, S.R.C., 1952.

Par M. Jorgenson, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture,—Rapport de la Commission canadienne du blé pour la campagne agricole close le 31 juillet 1961, certifié par les vérificateurs, selon l'article 7(2) de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre 44, S.R.C., 1952.

Premier rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, présentées le 5 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Margaret Ellymore MacDougall Abbott, épouse de Ernest Kitson Abbott, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Irene Marjorie Hunt Adams, épouse de Merrill Karn Adams, de St-Jean (P.Q.).

Demetre Almyriotis, de Montréal (P.Q.), époux de Evanthia Stamelos Almyriotis.

Catherine Gerasimos Temponeras Andrulakis, épouse de Miltiadis George Andrulakis, de Montréal (P.Q.).

Betty Szlukier Ankhelyi, épouse de Gyorgy (George) Ankhelyi, de Montréal (P.Q.).

Armando Argentini, de Montréal (P.Q.), époux de Angela Giacondi Argentini.

Pearl Brown Arron, épouse de Edward Arron, de St-Laurent (P.Q.).

Juliana Magdelene Rothlaender Ashley, épouse de Charles William Ashley, de Montréal (P.Q.).

Anne Marie Perrozzino Asselin, épouse de Roger Asselin, de Montréal (P.Q.).

Étienne Auclair, de Otterburn Heights (P.Q.), époux de Andrée Dion Auclair.

Sylvia Taliercio Aucoin, épouse de John Charles Aucoin, de Montréal (P.Q.).

Alphonse Audet, de Montréal (P.Q.), époux de Gracia Gagnon Audet.

Florence Schnarch Babb, épouse de Irving Babb, de Montréal (P.Q.).

Sonja Swerzowa Bagry, épouse de Ignaz Bagry, de Montréal (P.Q.).

Alma Yvy Trineer Bankley, épouse de Gordon Lloyd Bankley, de Montréal (P.Q.).

Walter Barber, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Agnes Lacey-Barber.

Édouard Joseph Armand Baril, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Thérèse Bibiane Noël Baril.

Iva Annett Baumgartner, épouse de Peter Baumgartner, de Montréal (P.Q.).

Catherine Marie MacDonald Beaton, épouse de Arthur Francis Beaton, de Montréal (P.Q.).

Marie Jeanne Dumont Beaulieu, épouse de J. E. Roger Bernard Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Hazel Neila Bell Beausoleil, épouse de Joseph Albert William Beausoleil, de Montréal (P.Q.).

Percy Beauvais, de St-Laurent (P.Q.), époux de Mary Letitia McKenzie Beauvais.

Paul-Aimé Bédard, de la Province de Québec, époux de Jean Shirley Yvonne Carter Bédard.

Jacqueline Dumontet Bélanger, épouse de Marcel Bélanger, de Montréal (P.Q.).

Pardo Belpulso, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Ruta Belpulso.

Margit Schlosszer Bene, épouse de Janos Gabor Bene, de Chibougamou (P.Q.).

Aranka Ilona Paris Berendy, épouse de Bela Julius Berendy, de Montréal (P.Q.).

Magella Rhéaume Bergeron, épouse de Lauréat Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Gladys Ethel Sarah Baker Bergeron, épouse de Philip Joseph Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Guy Bertrand, de St-Laurent (P.Q.), époux de Colombe Grondin Bertrand.

Guy Bertrand, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Fabiola Mathurin Bertrand.

Diane Lillian Kirkus Black, épouse de Bruce Andrew Black, de Montréal (P.Q.).

Pamela McIntosh Blair, épouse de Alexander Wallace Anthony Blair, de Montréal (P.Q.).

Joseph Jean-Paul Fernand Blanchette, de St-Jérôme (P.Q.), époux de Marie Jeanne Charbonneau Blanchette.

June Blickstead, épouse de Ralph Blickstead, de Montréal (P.Q.).

Kenneth Allen Blight, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.), époux de Iris Maureen Barnett Blight.

Gizella Ethel Nagy Bogoly, épouse de Louis Bogoly, fils, de Montréal (P.Q.).

Roland Boisvert, de Montréal (P.Q.), époux de Eileen Williams Boisvert.

Simonne Michèle Mona Routier Bouchard, épouse de Jacques Bouchard, de Montréal (P.Q.).

Joseph Idolard Bouchard, de Nouvelle (P.Q.), époux de Antoinette Babineau Bouchard.

Jean-Robert Boucher, de St-Laurent (P.Q.), époux de Gisèle Brisebois Boucher.

Joseph Léo Gérard Bougie, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Thériault Bougie.

Claire Detwiler Bradford, épouse de Elwood Joseph Bradford, de Beaconsfield (P.Q.).

James Robert Breslin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Mary Marlene Leona Beaudoin Breslin.

Michèle Favreau Breuer, épouse de Claude Luc Breuer, de Montréal (P.Q.).

Klara Ary Brody, épouse de Otto Brody, de Montréal (P.Q.).

Edward Brown, de Dorval (P.Q.), époux de Ginette Cameron Brown.

Elizabeth Helen Peto Brown, épouse de Robert Morel Brown, de Montréal (P.Q.).

Wilma Gloria Hill Bryson, épouse de Lloyd George Bryson, de Lachute (P.Q.).

Gerhard Hermann Buchholz, de Montréal (P.Q.), époux de Ingrid Koenig Buchholz.

Alexander Burke, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.), époux de Émérantienne St-Pierre Burke.

Olga Antonina Safian Burkousky, épouse de Joseph Marion Burkousky, de Lachine (P.Q.).

Lorraine Bastien Burt, épouse de Harold Edmund Burt, de Montréal (P.Q.).

Bruce Reid Campbell, de Westmount (P.Q.), époux de June Ethel Phyllis Barton Campbell.

Jeannette Tremblay Carignan, épouse de Henri Carignan, de Montréal (P.Q.).

Judith Elizabeth Stacey Caron, épouse de Norman Michael Caron, de Montréal (P.Q.).

John Gordon Carruthers, de Montréal (P.Q.), époux de Joan Elaine Beaudreau Carruthers.

Nicholas Cimbru Chambers, de Montréal (P.Q.), époux de Germaine Leclerc Chambers.

Robert Charles Chapman, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Jane Griffiin Chapman.

Rosemary Beatrice Overett Clare, épouse de Derek Clare, d'Outremont (P.Q.).

Alice Elizabeth Newman Clarke, épouse de Warren Clarke, de Ville LeMoyne (P.Q.).

Elizabeth Heather MacNicoll Clayton, épouse de Peter Clayton, de Montréal (P.Q.).

Anita Duguay Cleri, épouse de Vinicio Cleri, de Montréal (P.Q.).

Vivian Marjery Singer Cohen, épouse de Mortimer Cohen, de Montréal (P.Q.).

Joan Marjorie Gallant Collins, épouse de John Walter Collins, de Verdun (P.Q.).

Ann Marie Thibeau Cooke, épouse de Kevin Patrick Cooke, de la Province de Terre-Neuve.

Margot Scott Bradley Connor, épouse de David James Connor, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Beverley Hayden Forman Crerar, épouse de Colin Douglas Crerar, de Beaconsfield (P.Q.).

Josephine Mary Holmes Croll, épouse de Donald Edmund Croll, de Montréal (P.Q.).

Edward Czerniak, de Montréal (P.Q.), époux de Jeanne Charlebois Czerniak.

Rose Marie Bohn Dalgleish, épouse de Philip Francis Dalgleish, de Dorval (P.Q.).

Marie Raymonde Violetta Douillard Dalpé, épouse de Donald Dalpé, de Drummondville (P.Q.).

Sylvia Lipson Dankner, épouse de Philip Dankner, de Montréal (P.Q.).

Florence Patricia Finucane Da Silva, épouse de Aubrey Terrence Da Silva, de Montréal (P.Q.).

Ruby Emma Clough Davies, épouse de John Lewellyn Davies, de Montréal Ouest (P.Q.).

Joseph Fortin Decelles, de Montréal (P.Q.), époux de Simonne Létourneau Decelles.

Guiseppe de Cristofaro, de Montréal (P.Q.), époux de Brigide Roy de Cristofaro.

Rose Mancuso Defosses, épouse de Polydor (Paul) Defosses, de la Province de Québec.

Elsie Jean Oakley Delisle, épouse de Léo Roger Delisle, de Montréal (P.Q.).

Alexandra Pantzaras Deliyannakis, épouse de Nicolas Deliyannakis, de Montréal (P.Q.).

Gladys Jean Assaf Desjardins, épouse de Joseph Julien Léopold Desjardins, de Ste-Thérèse (P.Q.).

Hilda Copley Desjardins, épouse de Joseph Réal Robert Desjardins, de Montréal (P.Q.).

Margaret Joan Parkinson Digby, épouse de George Arnold Digby, de Ville St-Michel (P.Q.).

Patricia Beverley Lang Dimeo, épouse de Alexander Hough Dimeo, de Montréal Ouest (P.Q.).

Jean Helen Wales Donnan, épouse de James Stewart Donnan, de Montréal (P.Q.).

Brigitte Seidel Dophide, épouse de Wilfrid Dophide, de St-Laurent (P.Q.).

Marie Tarcile Rosalie Yvette Gratton Dorion, épouse de Joseph Arthur Ovila Dorion, de Montréal (P.Q.).

Edward Dorozowsky, de Verdun (P.Q.), époux de Tatiana Roxolana Diduch Dorozowsky.

Louise Lamarre Doyle, épouse de John Harold Doyle, de Montréal (P.Q.).

Marie Claire Rollande Laporte Dubois, épouse de Lorenzo Dubois, de Montréal (P.Q.).

Hazel Weir Durocher, épouse de Georges Durocher, de Montréal (P.Q.).

Rose Gratton Duval, épouse de Aurèle Duval, de Montréal (P.Q.).

William Rankin Edmondson, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Marjorie Beryl Blodgett Edmondson.

Joseph Arthur Norman William Edwards, de Lasalle (P.Q.), époux de Muriel Joyce Bray Edwards.

Ruth Ilona Mickley Elkin, épouse de Sidney Elkin, de Montréal (P.Q.).

Verena Bachmann Elsener, épouse de Josef Elsener, de Montréal (P.Q.).

Joyce Ethel Martin Empey, épouse de John Franklyn Empey, de Montréal (P.Q.).

Jean Alexandria MacPhail Etheridge, épouse de Kenneth Charles Etheridge, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Dorothy Gladys Keane Faucher, épouse de Alfred Faucher, de Westmount (P.Q.).

John Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Marion Gardner Faucher.

Marie Gertrude Hélène Richer Flamme, épouse de Christian Alain Flamme, de Montréal (P.Q.).

Pauline Abrams Foster, épouse de Alexander Foster, de Ste-Agathe (P.Q.).

Mary Iris Neil Fournier, épouse de Jean Jacques Fournier, de Montréal (P.Q.).

Alethea Arnold Fowler, épouse de Irwin Fowler, de Baldwin Mills (P.Q.).

Marie Marguerite Nicole Bisaillon Fraser, épouse de Robert Fraser, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Minchinton Frederick, épouse de Francis George Frederick, autrement connu sous le nom de Frank Philipps, de Montréal (P.Q.).

Thelma Schuker Freeman, épouse de Reuben Freeman, de Montréal (P.Q.).

Haia (Clara) Weissman Fuchsman, épouse de Iosif (Josif) Fuchsman, de Châteauguay (P.Q.).

Jeannine Fauteux Furoy, épouse de Edward Furoy, de Montréal (P.Q.).

Audrey Gertrude East Gallant, épouse de Robert Ian Gallant, de St-Laurent (P.Q.).

William Robert Galley, de Verdun (P.Q.), époux de Shelley Elizabeth Parsons Galley.

Rose Marie Luci Gates, épouse de John Earl Gates, de Montréal (P.Q.).

Hervé Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Sicard Gauthier.

Rosaire Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Diane Auclair Gauthier.

Josephine Isabella Irvine Geiger, épouse de Eric A. Geiger, de Montréal (P.Q.).

Nancy Ruth Romaniuk Grabina, épouse de Jerry Grabina, de la Province de Québec.

Nicole Marie Pineau Geoffroy, épouse de Bernard Marcel Geoffroy, de Montréal (P.Q.).

Thérèse Lambert Genest, épouse de Claude Genest, de Westmount (P.Q.).

Thérèse Harnois Géraldeau, épouse de Richard Géraldeau, de Verdun (P.Q.).

Marie Augustine Jeannette Rail Gibbs, épouse de William David Gibbs, de Montréal (P.Q.).

Mary Yvonne Agarand Giguère, épouse de Claude Giguère, de Montréal (P.Q.).

Pauline Painchaud Gilker, épouse de Richard Gilker, de Montréal (P.Q.).

Kate Lester Gillman, épouse de Saul Gillman, de Montréal (P.Q.).

Marie Emilia Rolande Bernier Gittens, épouse de Kenneth Fitzgerald Gittens, de Montréal (P.Q.).

Marie Yvonne Lucie Robillard Godard, épouse de Joseph Arthur Jean Godard, de Montréal (P.Q.).

Louis P. Goodis, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Rose Solomon Goodis.

Lise Bergeron Goulet, épouse de Jean Goulet, de Montréal (P.Q.).

Gilles Graveline, de Montréal (P.Q.), époux de Marielle Demers Graveline.

Catherine Mildred Fogarty Gray, épouse de George Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Boulay Gray, épouse de Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Edith Diane Shapiro Greenberg, épouse de Seymour Bernard Greenberg, de Montréal (P.Q.).

Marie Albert Greensell, épouse de Remi Greensell, de Montréal (P.Q.).

Joan Marjorie Baker Gregor-Pearse, épouse de Reginald Clive Gregor-Pearse, de Montréal (P.Q.).

Barbara Gladys George Gregory, épouse de Marshall Donald Ward Gregory, de Lac Selby (P.Q.).

Mary Noreen Smith Griffith, épouse de Austin Frederic Griffith, de Montréal (P.Q.).

Olga Komretsky Hagg, épouse de Frank Hagg, de Montréal (P.Q.).

George Hann, de Lewisporte, Terre-Neuve, époux de Lavinia Pearl Canning Hann.

John Harman, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Frogley Harman.

Robert Harrison, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Jeanette Nolan Harrison.

Margaret Anne Honey Harvey, épouse de Edmund Gifford Harvey, de la province de Québec.

Doris Sibyl Jane Godsell Hassall, épouse de Frederick James Hassall, de Verdun (P.Q.).

René Hébert, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Labrecque Hébert.

Gerald William Henderson, de Bristol (P.Q.), époux de Eileen Elizabeth Laframboise Henderson.

Abie (Allan) Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Fannie (Fay) Green Herscovitch.

Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Lillian Lea Huss Herscovitch.

Rae Yane Hershenkopf, épouse de Harry Hershenkopf, de Montréal (P.Q.).

Donald Edgar Hicks, de Grand Falls, Terre-Neuve, époux de Frances Marie Benson Hicks.

Germaine Marie Thérèse Dubeau Hinksman, épouse de John Hugh Dodd Hinksman, de St-Lambert (P.Q.).

Lise Lamer Hogue, épouse de Alain Hogue, de Montréal (P.Q.).

Felix Hollinger, de Montréal (P.Q.), époux de Adeline Ruskin Hollinger.

Dorothy Doreen Bertram Howell, épouse de William Alfred Howell, de Westmount (P.Q.).

Nadia-Anne Lucyshyn Hruszij, épouse de Mycola Hruszij, de Montréal (P.Q.).

John Joseph Huitson, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Noël Huitson.

Norma Ann Murray Hurley, épouse de Thomas Richard Joseph Hurley, de Beaurepaire (P.Q.).

Lillian Florence Catherine Kaye Hurst, épouse de Douglas Charles Hurst, de Montréal (P.Q.).

Harry Hyman, de Montréal (P.Q.), époux de Rose Terese Emond Hyman.

Ion Ignatescu, de Montréal (P.Q.), époux de Saveta Palagian Ignatescu.

Robert Inglis, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Dorothy Edith Dodd Inglis.

Haidy Amalie Madelaine Vasesha Jack, épouse de John Thomas Jack, de Montréal (P.Q.).

Rosa Degen Jacobson, épouse de Michael Jacobson, de Montréal (P.Q.).

Zbigniew Stanislaw Janicki, de Montréal (P.Q.), époux de Vittorina Bernardi Janicki.

Christine Viger Johnson, épouse de Harteny Lawrence Johnson, de Valois (P.Q.).

Phyllis Carol Green Johnston, épouse de William Johnston, de Montréal (P.Q.).

Regina Brauner Kamin, épouse de Isak (Jack) Kamin, de Montréal (P.Q.).

Cacilie Johanna Friederike Hagedorn Kaatz, épouse de Herbert Kaatz, de St-Laurent (P.Q.).

Diane Goldberg Kaplansky, épouse de Dave Kaplansky, de Montréal (P.Q.).

Lily (Laura) Anita Stubina Karbelnik, épouse de Louis Edward Karbelnik, de St-Laurent (P.Q.).

Margaret Anna Varga Kenwood, épouse de Ronald Albert Kenwood, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Kerlikowsky, de Montréal (P.Q.), époux de Elisabeth Ingrid Lopinski Kerlikowsky.

Marie Louise Renz Kern, épouse de Constant Kern, de Montréal (P.Q.).

Zelda Barbara Fine Kimberg, épouse de Irving Noah Kimberg, de Montréal (P.Q.).

Gabriela Meislova Kiwitt, épouse de Wiliam Kiwitt, de Beaurepaire (P.Q.).

Mildred Dishell Kligman, épouse de Sam Kligman, de Montréal (P.Q.).

Maureen Davies Knowles, épouse de Geoffrey Arnold Knowles, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Hanley Kotania, épouse de Thaddeus Julian John Kotania, de Ville LaSalle (P.Q.).

Dora Elfriede Elizabeth Chistian Jacobi Kovacs, épouse de Lajos Louis Kovacs (Kovac), de Montréal (P.Q.).

Joan Jeanette Hazlett Krautle, épouse de Karl Otto Krautle, de Montréal (P.Q.).

Nora Bridget Whalen Lahey, épouse de John Joseph Lahey, de la Province de Terre-Neuve.

Stephen Alexander Lantos, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Luise Schmidt Lantos.

Joyce Irene Bernard Larocque, épouse de Andrew Joseph Larocque, de la Province de Québec.

Constance Valerie McKnight Laurie, épouse de Norman Earl Laurie, de Verdun (P.Q.).

Philippe Lebeau, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Jacqueline Pilon Lebeau.

Maurice LeBel, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Desalliers LeBel.

Stella Proctor Leblanc, épouse de Bernard Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Guy Lefebvre, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Bergeron Lefebvre.

Barbara Phyllis Lipchitz Lippman Leibovitch, épouse de Bernard Leibovitch, de Montréal (P.Q.).

Violet Pearl St. James Kerr Lemoine, épouse de Stanley Allen Lemoine, de Montréal (P.Q.).

Maria Jeney Lenkei, épouse de François Ferenc Lenkei (Leichtag), de Montréal (P.Q.).

Celia Mucznik Lesnik, épouse de Borys Lesnik, de Montréal (P.Q.).

Moe Levin, de Westmount (P.Q.), époux de Bette Nobleman Levin.

Bette Nobleman Levin, épouse de Moe Levin, de Westmount (P.Q.).

Ines Barbara Harari Levy, épouse de Nessim (Nathan) Levy, de Montréal (P.Q.).

Margaret Ada Edwards Lewis, épouse de Gilbert Stephen Lewis, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Jean Bernard L'Heureux, de Ville LeMoyne (P.Q.), époux de Monique St-Germain L'Heureux.

Marsha Mendelman Liberman, épouse de Saul Liberman, de Montréal (P.Q.).

Sheila Izenberg Liebling, épouse de Gilbert Liebling, de Montréal (P.Q.).

Geraldine Elaine Edwards Liverpool, épouse de Samuel Allan Liverpool, de la Province de Qpébec.

Nathalie Katyk Longtin, épouse de Claude Valois Longtin, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Estelle Gibbons Lord, épouse de Richard Leslie Michael Lord, de Montréal (P.Q.).

Karl-Heinz Hans Luedders, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Irene Antonie Otten Luedders.

Frances Feldman Lyman, épouse de Harvey Lyman, de Montréal (P.Q.).

Fernande Carloni Mandanici, épouse de Dante Mandanici, autrement connu sous le nom de Denis Mandenice, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Amber Manoah, épouse de Yaacov Manoah, de Montréal (P.Q.).

Edward Sidney Mansfield, de Bois de Filion (P.Q.), époux de Dorothea Lyon Innes Mansfield.

Leonard Marchand (Mihalcean), de Pont-Viau (P.Q.), époux de Gertrude Emond Marchand.

Beatrice Sternberg Marlow, épouse de Douglas Marlow, de Montréal (P.Q.).

Dawn Dorothea Armstrong Marsden, épouse de Ross John Chambers Marsden, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Sandra Mary-Louise Deering Martin, épouse de Wallace Martin, de Montréal (P.Q.).

Anna Luella Zacharias Matthews, épouse de Ronald Rupert Matthews, de Montréal (P.Q.).

Mildred Dawson Larmonth Meakins, épouse de Jonathan Fayette Meakins, de Montréal (P.Q.).

Marie Aleta (Maude) Barker Meerovitch, épouse de Nathaniel Meerovitch, de Montréal (P.Q.).

Evelyne Paquette Millette, épouse de André Millette, de Verdun (P.Q.).

John Andrew Milne, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Robertson Milne.

Leslie Thomas Norval Modler, de Cartierville (P.Q.), époux de Nina Naomi March Modler.

Gladys Noreen Hill Monette, épouse de John James Monette, de Montréal (P.Q.).

Harold Moreau, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Dragon Moreau.

May Margaret Rodgers Morelli, épouse de Nicholas Morelli, de Montréal (P.Q.).

Vilma Kirby Morris, épouse de Albert Reginald Morris, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Valerie Jean Arnott Morton, épouse de John Ure Morton, de Verdun (P.Q.).

Ruth Clark Moss, épouse de Harry Moss, de Montréal (P.Q.).

Shirley Guss Moss, épouse de Monty Moss, de Côte St-Luc (P.Q.).

Doreen Eleanor Bishop Mulcahy, épouse de Stanley Leo Francis Mulcahy, de Montréal (P.Q.).

Elsa Trolle Munch, épouse de Arne Munch, de Dorval (P.Q.).

Thelma Joanette Lawless MacDonald, épouse de John Francis MacDonald, de la Province de Québec.

Vera Irene Scott MacKenzie, épouse de William George MacKenzie, de Lachute (P.Q.).

Vida Irene Louise Zwicker McCallum, épouse de William Neil McCallum, de Montréal (P.Q.).

Edith Rozel Dougan McDougall, épouse de David McDougall, de Montréal (P.Q.).

Angus McIntosh, de Verdun (P.Q.), époux de June Theresa Gearey McIntosh.

Ellen Chase Biggar McKellar, épouse de Bruce McKellar, de Montréal (P.Q.).

Pamela Ellen Wischhusen McLeod, épouse de Percy Peerce McLeod, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Sandra E. Haan McVety, épouse de John A. McVety, de Montréal (P.Q.).

Lajos, autrement connu sous le nom de Louis, Nagy, de Lachine (P.Q.), époux de Ilonka Hajnal Nagy.

Betty Solomon Naimovitch, épouse de Max Issie Naimovitch (Naimo), de Ville St-Laurent (P.Q.).

Josephine (Rose) Tworek Nawrocki, épouse de Joseph John Nawrocki, de Montréal (P.Q.).

Paul Néron, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Riopel Néron.

Frances Cynthia Beloff Nevitt, épouse de Joshua Nevitt, de Montréal (P.Q.).

Hugh O'Connor, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen West Taylor O'Connor.

Jean Elizabeth Simmons O'Reilly, épouse de Michael Walter O'Reilly, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Pawel Olejnik, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Bzik Olejnik.

Charles Harold Page, de Montréal (P.Q.), époux de Carole Ann Gollan Page.

Giovanni Palotta, de Montréal (P.Q.), époux de Gerarda Della Zazzera Pallotta.

Clara Edith Laszlo Papp, épouse de Otto Papp, de Montréal (P.Q.).

Mary Ruth Girling Parent, épouse de Guy Michael Parent, de Montréal (P.Q.).

Paul Parizeau, de Montréal (P.Q.), époux de Georgette Clément Parizeau.

Virginia Ruth Baker Parmiter, épouse de Douglas Parmiter, de Ville LaSalle (P.Q.).

Joan Mary Graham Pearson, épouse de Richard Hammond Pearson, de Montréal (P.Q.).

Suzi Elizabeth Locke Perry, épouse de Robert Arnold Perry, de St-Bruno (P.Q.).

Maureen Mary Mears Piercey, éopuse de William Frederick Piercey, de Montréal (P.Q.).

Eva Florence Eigen Plaskett, épouse de Gordon Plaskett, de Montréal (P.Q.).

Werner Hermann Pluss, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Vincenza Patricia Calderisi Pluss.

Georgine Jun Plzak, épouse de Bohumil Plzak, de Sutton (P.Q.).

Mona Mauron Pozza, épouse de Corrado Pozza, de Montréal (P.Q.).

Jean Guy Prud'homme, de Montréal (P.Q.), époux de Aimée Lamontagne Prud'homme.

Lena Bruyn Quelle, épouse de Hendricus Johanns Quelle, de Montréal (P.Q.).

Joseph Yvon Quevillon, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Gertrude Leduc Quevillon.

Alphonse Eugène Racine, de L'Île Bizard (P.Q.), époux de Norma Lorraine Cumming Watson Racine.

Evelyn Jordan Rae, épouse de Clifford Rae, de Montréal (P.Q.).

Joyce Evelyn Mackie Ranger, épouse de Joseph Paul Emille Nelson Ranger, de Rivière Beaudette (P.Q.).

Patricia Rose Sheen Rankin, épouse de Allan Hugh Rankin, de Verdun (P.Q.).

Hale Calvin Reid, de Montréal (P.Q.), époux de Geraldine Margaret Ouellette Reid.

Elizabeth Shaw Fisher Wolfe Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Monique Fournier Remy, épouse de Edouard Remy, de St-Marc-sur-Richelieu (P.Q.).

Réal Richard, de Montréal (P.Q.), époux de Marcella Lévesque Richard.

Fay Naiman Richt, épouse de Joseph Richt, de Montréal (P.Q.).

Jean Alice Beswick Rinder, épouse de Leonard Rinder, de Montréal (P.Q.).

Calvin Harold Robinson, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Shirley MacDonald Robinson.

Géraldine Ludgarde Pineault Romer, épouse de Joseph Frank Romer, de Chomedy-Sud (P.Q.).

Marcelle Guedj Rosenberg, épouse de Salomon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Isadore Rosenblatt, de Montréal (P.Q.), époux de Sarah Molly Speevak Rosenblatt.

Susie Susser Rosenblatt, épouse de Meir Rosenblatt, d'Outremont (P.Q.).

Rebecca Rafalkes Rosenstrauss, épouse de Eisig Rosenstrauss, de Montréal (P.Q.).

Irene Gargano Ross, épouse de Stanley Ross, de Montréal (P.Q.).

Nellie Rosen Rothman, épouse de Charles Rothman, de Westmount (P.Q.).

Joseph-Zénon Roland Roy, de Montréal (P.Q.), époux de Jacqueline Forget Roy.

Gerda-Sascha Slosarczyk Rozwadowski, épouse de Jerzy Rozwadowski, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Gerda Margarete Brodersen Ruhnau, épouse de Willi Gustave Ruhnau, de Montréal (P.Q.).

Beverly Anne Bishop Runions, épouse de Harold Kenneth Runions, de Sherbrooke (P.Q.).

Kathleen Meades Ryan, épouse de Albert George Ryan, de Pointe St-Charles (P.Q.).

Molly Cohen Sacks, épouse de Melvin Sacks, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Stokes Sangster, épouse de John Sangster, de Montréal (P.Q.).

Carmelo Domenico Saya, de L'Abord-à-Plouffe (P.Q.), époux de Claire Davis Saya.

Frieda Lina Witt Schaub, épouse de Clemens Heinrich Schaud, de Hampstead (P.Q.).

Lorna Greenberg Scherzer, épouse de Paul Scherzer, de Montréal (P.Q.).

Ida Dubrofsky Schwartz, épouse de Moses Albert Schwartz, de Côte St-Luc (P.Q.).

Marie Theresa Keefe Sckyra, épouse de Erwin Sckyra, de Longueuil (P.Q.).

Cynthia Elsie Rollock Scott, épouse de Marcel Sinclair Scott, de Montréal (P.Q.).

Joseph Maurice Sealy, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Clara Allan Godding Sealy.

Agnes Irene Groundwater Seaman, épouse de Terence John Wendell Seaman, de Montréal (P.Q.).

Cécile Rosler Wall Sénécal, épouse de Jean Sénécal, de Montréal (P.Q.).

Anna May Watts Sergent, épouse de William Charles Ross Sergent, de Westmount (P.Q.).

Blima (Wendy) Weitzman Shapiro, épouse de Harry (Hirsh) Shapiro, de Montréal (P.Q.).

William Sharko, de Châteauguay (P.Q.), époux de Sonja Giesella Burkhardt Sharko.

Jeannine Elizabeth Buchanan Sharpe, épouse de Theodore Sharpe, de Montréal (P.Q.).

Fernande Dufresne Showers, épouse de Glen Malcolm Showers, de Roxboro (P.Q.).

Lloyd James Simpson, de Ste-Anne de Bellevue (P.Q.), époux de Hazel Weston Kindred Simpson.

Imrich Sinka, de Montréal (P.Q.), époux de Abargita Kukla Sinka.

Marion Ruth Catherine Harding Slattery, épouse de Edward Michael Slattery, de Verdun (P.Q.).

Patricia Ann Nind Small, épouse de Leonard Edward George Small, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Lillian Banks Small, épouse de Richard William Small, de Châteauguay (P.Q.).

Aline Hélène Desjardins Smith, épouse de Desmond Edward Smith, de Montréal (P.Q.).

Ruby Rita Williams Smith, épouse de John Michael Smith, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Hopkins Socaransky, épouse de Samuel Socaransky, de Montréal (P.Q.).

Rolland Soulière, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Lefebvre Soulière.

Myrtle Alice Carr Southwood, épouse de Harold Thomas Southwood, de Sherbrooke (P.Q.).

Kurt Sperlich, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Helga Drescher Sperlich.

Sylvia Bertha Schneider Spires, épouse de John Joseph Spires, de Montréal (P.Q.).

Bertha Bromirska Staruch, épouse de John Staruch, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Angela McMenamin Stirling, épouse de Alexander Stirling, de Dorval (P.Q.).

Adèle Kathleen Paquin Strachan, épouse de Kenneth Alexander Strachan, de Montréal (P.Q.).

Frances Beatrice Campbell Strang, épouse de Aubrey Raymond Strang, de Montréal (P.Q.).

Leomay Marie Blanche Chouinard Childo Stratton, épouse de James Martin Stratton, de Montréal (P.Q.).

Anna Bovingdon Strickland, épouse de Edward Strickland, de Montréal (P.Q.).

Audrey Barbara Harris Sutton, épouse de Frederick Albert Sutton, de Montréal (P.Q.).

Hyman Omri Tannenbaum, de Baie d'Urfé (P.Q.), époux de Elsie Sarah Kirouac Tannenbaum.

Louis Tassin, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Gauthier Tassin.

Marketa Langer Tata, épouse de Saam Tata, de Montréal (P.Q.).

Donat Thériault, de Ste-Thérèse-de-Blainville (P.Q.), époux de Anne Turgeon Thériault.

J. Georges Robert Thivierge, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Madelyn Emérentienne Smith Thivierge.

Isadore Titleman, d'Outremont (P.Q.), époux de Marion Ganstil Titleman.

Glen Stewart Small Tornay, épouse de Edgar Tornay, de Montréal (P.Q.).

Beverley Maron Trachtenberg, épouse de Arthur Trachtenberg, autrement connu sous le nom de Tratt, de Montréal (P.Q.).

Alma Dupuis Tremblay, épouse de Marcel Tremblay, de Montréal (P.Q.).

Doris Irene Moss Trerice, épouse de Nelson Webster Trerice, de Montréal (P.Q.).

Milton Lawrence Trickey, de St-Constant (P.Q.), époux de Myrtle Ramona Feltham Trickey.

Denise Boudreau Trottier, épouse de Jacques Trottier, de Montréal (P.Q.).

Léo Paul Turcotte, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Leborgne Turcotte.

Irene Horianska Tyminski, épouse de Tadeusz Tyminski, de Montréal (P.Q.).

Maurice Varin, de Montréal-Nord (P.Q.), époux de Pierrette Gariépy Varin.

Lygery Papademetriou Varverikos, épouse de Emmanuel Varverikos, de Montréal (P.Q.).

André Vermette, de Longueuil (P.Q.), époux de France Richard Vermette.

Marie-Jeanne Paré Vezeau, épouse de Joseph Vezeau, de Montréal (P.Q.).

Hélène Denise Quintal Vien, épouse de Jean Thomas Vien, de Montréal (P.Q.).

Donna Maureen Croteau Vincent, épouse de Réal Vincent, de Longueuil (P.Q.).

Stasys Vysniauskas, de Montréal (P.Q.), époux de Zenta Bertulaite Vysniauskas.

Linnea Erna Barbara Gussow Walker, épouse de Henry Normand Walker, de Baie d'Urfé (P.Q.).

Barbara Ann Tivy Wallace, épouse de Kenneth William Wallace, de St-Lambert (P.Q.).

Lillian Anne LePoidevin Waller, épouse de Frederick Louis Waller, de Laval-des-Rapides (P.Q.).

Phyllis Helen Dorothy Rodrigue Walsh, épouse de John Barrie Walsh, de Verdun (P.Q.).

Sheila Allison Pettigrew Wardell, épouse de Ronald Wilson Wardell, de Sorel (P.Q.).

William Metcalfe Watt, de Laval-Ouest (P.Q.), époux de Rosemary Evelyn MacCartney Watt.

Mary Catherine Mullins Weatherby, épouse de Martin Weit Weatherby, de Verdun (P.Q.).

Toni Anna Lydia Mogroby Weiss, épouse de Bernard Weiss (Weisz), de Montréal (P.Q.).

Anton Welte, de Longueuil (P.Q.), époux de Christina Mayer Welte.

Esther Sheps Wertheimer, épouse de William Wertheimer, de Montréal (P.Q.).

Alexandra May Westover, épouse de Gerald Sydney Westover, de Austin (P.Q.).

Sylvia Rumianik Wexler, épouse de Jack Wexler, de Montréal (P.Q.).

Miriam Fairbairn White, épouse de Matthew White, de Montréal (P.Q.).

Stanley Frank White, de Lachine (P.Q.), époux de Dawn Elaine Wankel White.

John Harold Williams, de Ormstown (P.Q.), époux de Beatrice Dorothy Brohman Williams.

James Richard Williamson, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Morin Williamson.

Albert Henry Grabeldinger Willis, de Montréal (P.Q.), époux de Erna Margot Szlata Willis.

Odette Rosalie Louise Hick Winter, épouse de Herbert Felix Anton Winter, de Montréal (P.Q.).

Helena Jadwiga Igiel Vel Frankel Wodnicki, épouse de Stanislaw Wodnicki, de Montréal (P.Q.).

Sheila Callan Wolofsky, épouse de Leib Wolofsky, de Montréal (P.Q.).

Lily Heyes Worthington, épouse de Ronald Worthington, de Ville LaSalle (P.Q.).

Jennie Cmikiewicz Zajko, épouse de Joseph Stanley Zajko, de Montréal (P.Q.).

Franz Zeitlhofer, de Montréal (P.Q.), époux de Theresia Maria Summerer Zeitlhofer.

Rachèle Landau Zimber, épouse de Leo Zimber, de Montréal (P.Q.).

Mary jane Kirkpatrick Marshall Devlin, épouse de Hugh Devlin, de Montréal (P.Q.).

Josephine Suhr Deems Moseley, épouse de Herbert Frederick Moseley, de Westmount (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 15

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 7 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trente-neuf pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70 (1) du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 71 par M. McIlraith—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il communiqué avec le gouvernement du Royaume-Uni afin qu'on mette à la disposition de la Chambre des communes du Canada un exemplaire du sommaire intégral du discours prononcé par M. Edward Heath, garde du petit Sceau du Royaume-Uni, à Paris le 10 octobre 1961?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement britannique?

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 82 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Société Radio-Canada a-t-elle reçu des protestations de la part de La Société des Amis de Maurice-L. Duplessis?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date et à quel sujet?

3. A qui a-t-on adressé cette plainte?

4. Le gouvernement a-t-il lui-même, indépendamment de la Société Radio-Canada, reçu des protestations?

5. Le gouvernement ou la Société Radio-Canada ont-ils reçu des instances de ministres fédéraux de la Couronne en qualité de membres ou de représentants de La Société des Amis de Maurice-L. Duplessis?

*Question n° 94 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Existe-t-il des bureaux de poste à commission dans les locaux de la *Hudson's Bay Company* au Canada et, dans le cas de l'affirmative, quel est le nom de chacun de ces bureaux de poste?

2. A l'égard de chacun de ces bureaux, *a*) quels sont le nom et l'adresse du maître de poste, la date de sa première nomination et de toutes autres nominations subséquentes, *b*) quel est son traitement mensuel et à quel endroit lui est-il adressé?

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 106 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année financière 1960-1961 et de l'année financière 1961-1962 jusqu'à ce jour, quelles sommes globales a-t-on dépensées dans tous les ministères du gouvernement pour la protection civile, les mesures de survivance et d'urgence ainsi que pour les programmes connexes?

2. Quelle somme globale estimative dépensera-t-on dans tous les ministères du gouvernement durant l'année financière 1962-1963 pour la protection civile, les mesures de survivance et d'urgence ainsi que pour les programmes connexes?

Question n° 108 par M. Argue—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La *City Construction Company, Limited,* de Vancouver détient-elle ou a-t-elle détenu un contrat avec le ministère des Transports en vue de l'aménagement d'un aéroport à Cold Lake (Alberta)?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quand les demandes de soumissions ont-elles pris fin, *b*) quand le contrat a-t-il été adjugé à la société susdite, *c*) a-t-on fait enquête sur la situation financière de la société avant de lui adjuger le contrat, *d*) a-t-on effectué des versements provisoires à la société et ces derniers étaient-ils fondés sur des déclarations statutaires et, dans le cas de l'affirmative, i) quels étaient les montants de ces versements et à quelles dates ont-ils été effectués, ii) le gouvernement possède-t-il encore ces déclarations statutaires?

3. A-t-on cessé, par la suite, de verser des paiements provisoires à la société et, dans le cas de l'affirmative, à quelle date et pour quelle raison?

4. Le ministère des Transports, ou l'un de ses fonctionnaires à Edmonton, a-t-il reçu des plaintes au sujet du défaut ou du retard de certains paiements à des sous-entrepreneurs de la part de la société et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelle date a-t-on reçu pour la première fois une plainte ou un avis au sujet de ces infractions, *b*) quelles mesures a-t-on prises à ce moment et à quelles dates a-t-on pris ces mesures?

5. La société a-t-elle fait une ou plusieurs propositions, aux termes de la Loi sur la faillite et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelles dates et quelle était la teneur de ces propositions, *b*) à quelle date a-t-on nommé un syndic selon les dispositions de la loi, quel est son nom et quel poste, s'il y a lieu, occupe-t-il avec la *Mercantile Bank,* *c*) le syndic a-t-il présenté aux créanciers un état

concernant la provenance et l'usage de tous les fonds reçus relativement à l'entreprise de Cold Lake et, dans le cas de l'affirmative, quels étaient la provenance et l'usage de ces fonds?

6. Au 31 décembre des années 1958 et 1959, la société devait-elle des sommes à la *Mercantile Bank* et, dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant à ces deux dates?

Question n° 112 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au 31 décembre 1961, dans combien de localités donnait-on des cours aux chômeurs aux termes de l'Annexe M de la Convention adoptée en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle?

2. Quels étaient les noms de ces localités et combien de chômeurs ont suivi ces cours dans chaque cas?

3. Dans chaque localité, quels cours de formation donnait-on et combien profitaient de chacun de ces cours?

4. Quel a été le coût global de ce programme durant l'année 1961?

Question n° 113 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au 31 décembre 1960, quel était le nombre total des inscriptions dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

2. Au 31 décembre 1960, quel était le nombre total d'élèves que pouvaient recevoir les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

3. Au 31 décembre 1961, quel était le nombre total des nouveaux rajouts ou des ailes des écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario à l'égard desquelles le gouvernement fédéral avait autorisé le versement d'une contribution de 75 p. 100?

4. Quel sera le nombre maximum possible des inscriptions dans ces écoles de formation professionnelle déjà agréées?

5. Durant l'année 1961, combien d'étudiants ont obtenu un diplôme en menuiserie dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

6. En 1961, combien d'ateliers de menuiserie ont été agréés dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario ou dans les nouvelles ailes de ces écoles agréées par le gouvernement fédéral?

*Question n° 119 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er juillet 1961, le premier ministre ou tout autre ministre de la Colombie-Britannique a-t-il demandé au gouvernement fédéral qu'une entente soit conclue entre les deux gouvernements en vue de l'aménagement d'une route entre Prince-Rupert (C.-B.) et Jasper (Alb.), selon un programme de participation financière analogue à celui qui est en vigueur sous le régime de la Loi sur la route transcanadienne; dans le cas de l'affirmative, à quelle date et par qui cette demande a-t-elle été formulée?

2. Les représentants de la Colombie-Britannique ont-ils soumis des propositions relatives à un programme de participation financière et, dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents?

3. Quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement fédéral, s'il en est?

Question n° 124 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les titres de chaque livre dont le ministère du Revenu national a interdit ou défendu l'entrée au Canada depuis 1952, date où l'on a présenté le dernier rapport à ce sujet?

2. Quels livres ont été interdits *a*) parce qu'ils étaient de nature à fomenter la trahison ou la sédition, *b*) parce qu'ils avaient un caractère immoral ou obscène?

3. A quels fonctionnaires a-t-on confié l'examen de chacun de ces livres et qui, dans chaque cas, en dernier ressort, a interdit ou refusé l'admission de ces livres?

4. Ces fonctionnaires reçoivent-ils une formation spéciale qui les rend aptes à juger de ce que peuvent lire les Canadiens du point de vue littéraire, moral ou politique; dans le cas de l'affirmative, quelle est la nature de cette formation?

5. Quels sont les titres des livres actuellement inscrits sur la liste de ceux qui sont prohibés ou interdits?

Les avis de motions (*n°s 2, 5 et 6*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1961 entre le gouvernement et chaque province, relativement à l'établissement d'un réseau national de force motrice. (*Avis de motion n° 9 portant production de documents*).

M. Howard, appuyé par M. Fisher propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er avril 1960 entre le gouvernement ou l'un de ses organismes, ministères ou services et tout autre gouvernement, relativement à la largeur des eaux territoriales et aux propositions visant à étendre leurs limites. (*Avis de motion n° 10 portant production de documents*).

La question est mise en délibération;

L'honorable représentant de Skeena (M. Howard) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à l'ordre du jour concernant les *Avis de motions* (*documents*) conformément à l'article 47 du Règlement provisoirement modifié.

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1961 entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial, relativement à une aide fédérale pour la construction d'une seconde route transcanadienne. (*Avis de motion n° 11 portant production de documents*).

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Robichaud, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1961 entre tout membre du gouvernement du Canada et le maire de Yarmouth (N.-É.), relativement au remplacement du phare, à Yarmouth (N.-É.). (*Avis de motion n° 12 portant production de documents*).

Le Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Fulton, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-55, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les aveugles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-56, Loi modifiant la Loi sur les aveugles, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-51, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 7 février 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 7 février, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire du Gouverneur général
ESMOND BUTLER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Pitman, appuyé par M. Peters, propose,—Que le gouvernement étudie l'à-propos d'établir un Conseil national de recherches pour l'éducation des adultes en vue de recueillir des renseignements et d'encourager l'éducation des adultes sous toutes ses formes, tant scolaire que professionnelle, peu importe qu'elle soit dispensée par un organisme public ou privé, et de coordonner ces programmes ainsi que de favoriser la création d'un centre permanent d'études scientifiques sur l'éducation des adultes au Canada.—(*Avis de motion n° 4*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962»

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill».

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—État concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, relativement à la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de certaines installations ferroviaires terminus dans la cité de Toronto et son voisinage, conformément à l'article 10 de la Loi sur les terminus des chemins de fer nationaux à Toronto, chapitre 26, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Balcer,—État concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, relativement à la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de certaines installations terminus dans le voisinage de la Ville de Montréal, conformément à l'article 11 de la Loi des terminus canadiens à Montréal, chapitre 12, Statuts du Canada, 1929.

Par M. Balcer,—État indiquant les travaux effectués et les dépenses y afférentes au 31 décembre 1961, ainsi que le montant estimatif des dépenses pour 1962, sous le régime du chapitre 7, Statuts du Canada, 1960-1961, concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis le mille 72.6 de la subdivision de Kiask Falls jusqu'à la propriété de la *Mattagami Lake Mines,* comté de Galinée, dans la province de Québec, conformément à l'article 8 de ladite loi.

Par M. Balcer,—Rapport concernant les cas où des navires ont été dispensés, en vertu de l'article 495 de la Loi sur la marine marchande du Canada, de l'observation des dispositions relatives à l'inspection des navires à vapeur, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 495 (4) de ladite loi, chapitre 29, Statuts revisés du Canada, 1952.

Par M. Balcer,—Rapport concernant les cas où des navires ont été dispensés, aux termes de l'article 137 de la Loi sur la marine marchande du Canada, de l'obligation d'avoir des capitaines, lieutenants et mécaniciens titulaires de certificats, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 137 (2) de ladite loi, chapitre 29, Statuts revisés du Canada, 1952.

Par M. Balcer,—Rapport (en français et en anglais) de la *Cornwall International Bridge Company Limited* pour l'année terminée le 30 septembre 1961, certifié par l'auditeur général, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, Statuts revisés du Canada, 1952.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Liste des actionnaires des banques à charte du Canada à la fin des exercices financiers de 1961, selon les dispositions de l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fleming (Eglinton),—Liste (en français) des actionnaires des banques constituées en vertu de la Loi sur les banques d'épargne de Québec à la fin des exercices financiers de 1961, selon les dispositions de l'article 93(1) de ladite loi, chapitre 41, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 14 de la Loi sur les pénitenciers, chapitre 206, Statuts revisés du Canada, 1952.

Deuxième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, présentées le 6 février, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Beatrice Harriet Cohen et deux autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Brock Acceptance Limited.—M. Smith (Winnipeg-Nord).*

John David Friesen, de Saskatoon (Sask.) et deux autres personnes, aux fins d'une loi qui constitue en société l'*Evangelical Mennonite Mission Conference.—M. Muir (Lisgar)*

Andrew Osher Schwartz et deux autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Gerand Acceptance Company.—M. Smith (Winnipeg-Nord).*

The Mutual Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à se servir dans la poursuite de ses affaires, en anglais du nom de *The Mutual Life Assurance Company of Canada,* et en français de celui de «La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada».—*M. Weichel.*

La *Reliance Insurance Company of Canada* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à se servir dans la poursuite de ses affaires du nom de *Reliance Insurance Company of Canada,* et/ou celui de «La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances».—*M. Lafrenière.*

Le Conseil de direction de l'Armée du Salut, Canada-Est, et le Conseil de direction de l'Armée du Salut, Canada-Ouest, aux fins d'une loi modifiant les lois qui les constituent en société.—*M. Wratten.*

Joseph Dickstein et Denis Dennis, de Montréal (P.Q.) et trois autres personnes, aux fins d'une loi qui constitue en société la *Westmount Life Insurance Company.—M. Webster.*

A 6 h. 15 du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 8 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (3) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1962 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, lesdits message et nouveau budget supplémentaire (3) sont renvoyés au comité des subsides.

M. Broome, appuyé par M. Jung, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-57, Loi modifiant la Loi sur les jeunes délinquants, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Broome, appuyé par M. Jung, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-58, Loi modifiant la Loi sur les compagnies (Relevés financiers), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Broome, appuyé par M. Jung, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-59, Loi concernant les membres de conseils d'administration de compagnies (Qualités requises des administrateurs), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. MacLellan, appuyé par M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-60, Loi modifiant la Loi sur la députation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Ormiston, appuyé par M. Korchinski, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-61, Loi tendant à dissiper tout équivoque concernant la constitution de la Commission canadienne du blé et l'exercice de ses pouvoirs et à écarter tout doute à cet égard (Commission canadienne du blé), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, au nom de M. Hees, appuyé par M. Balcer, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre.

Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation afin d'augmenter de deux cents millions à trois cents millions de dollars la responsabilité maximum des importateurs, à quelque époque, aux termes des effets en cours dont le paiement est garanti par la Société en conformité de l'article 21A de la loi; et de pourvoir, en outre, à certains changements dans l'application de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les invalides.

La Chambre poursuit sa séance en comité.

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions—documents*)

M. Howard, appuyé par M. Fisher, propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er avril 1960 entre le gouvernement ou l'un de ses organismes, ministères ou services et tout autre gouvernement, relativement à la largeur des eaux territoriales et aux propositions visant à étendre leurs limites. (*Avis de motion n° 10 portant production de documents*).

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Fisher,
Herridge,
Howard,
Peters,
Winch—5.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Barrington,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bell (Carleton),
Belzile,
Benidickson,
Boivin,
Bourbonnais,
Bourque,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Cardin,
Carter,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Denis,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dumas,,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Forgie,
Fournier,
Garland,
Granger,
Grenier,
Grills,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Hanbidge,
Harkness,
Hellyer,
Henderson,
Hicks,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jones,
Jung,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
Legere,
Macdonald (Mme),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacLellan,
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McGregor,
McLennan,
McMillan,
McPhillips,
Mandziuk,
Matheson,
Matthews,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Monteith (Perth),
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nowlan,
Nugent,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Pascoe,
Payne,
Pickersgill,
Pigeon,
Pratt,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Robichaud,
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rowe,
Rynard,
Skoreyko,
Slogan,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Tardif,
Taylor,
Thomas,
Tucker,
Valade,
Villeneuve,
Vivian,
Walker,
Webb,
Weichel,
White,
Woolliams,
Wratten—166.

(*Bills publics*)

Les articles numéros 1 à 4 inclusivement sont appelés tour à tour et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-11, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Application à la fonction publique);

M. Howard, appuyé par M. Fisher, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom du gouvernement est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les invalides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 65*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Un certain M. Godfrey, habitant à Vancouver ou aux environs, est-il à l'emploi du ministère de la Justice ou du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ses attributions particulières?

Troisième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, aux fins de lois d'annulation de marriage, présentées le 7 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

William George Jones, de St-Constant (P.Q.), époux de Irene Dorothy Stevens Jones.

Claude Gérard Montpetit, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Katherine Hughes Montpetit.

Paul-Émile Niquette, de Sorel (P.Q.), époux de Gisèle Desrosiers Niquette.

Margaret Catherine Mann Smith, épouse de Douglas Kerr Smith, de St-Lambert (P.Q.).

Quatrième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, présentées le 7 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

John André Anderson, de St-Léonard-de-Port-Maurice (P.Q.), époux de Elizabeth Augusta Margaretha Jarschel Anderson.

Aurella Lapikas Breard, épouse de Jean Breard, de Montréal (P.Q.).

Shirley Anderson Brimacombe, épouse de Irving Brimacombe, de Montréal (P.Q.).

Eileen Myrtle Elliott Burns, épouse de James Berkeley Burns, de Montréal (P.Q.).

Françoise Hébert Campion, épouse de Kenneth Rea Campion, de Montréal (P.Q.).

Rochelle Pleet Caplan, épouse de Allan Steven Caplan, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Rennie Chadwick-Rider, épouse de Clifford John Chadwick-Rider, de Montréal (P.Q.).

Judith MacBeth Complin Cuggy, épouse de Kenneth Douglas Cuggy, de Montréal (P.Q.).

Christina Ilene Burns Cunningham, épouse de Douglas Cunningham, de Ville LaSalle (P.Q.).

Gita Joy Kaplan Davis, épouse de A. Mortimer Davis, de Montréal (P.Q.).

John Donaldson, de Montréal (P.Q.), époux de Evelyn Mahaffey Donaldson.

Alexandra Hunievicz Dublanski, épouse de Joseph Dublanski, de Montréal (P.Q.).

Mildred Emily Velcoff Dumas, épouse de Joseph Adrien Rolland Dumas, de Montréal (P.Q.).

Léonard Emond, de Repentigny (P.Q.), époux de Bella Savard Emond.

Bernard Hébert, de Greenfield Park (P.Q.), époux de Helen Rudolph Hébert.

Micheline Deyglun Holowaty, épouse de Sam Holowaty, de Montréal (P.Q.).

Muriel Howarth Bazley Hulbig, épouse de William John Hulbig, de Montréal (P.Q.).

Arlene June Roy Kaczur, épouse de Gerald Joseph Kaczur, de Montréal (P.Q.).

Colleen Ann Sheen Kenny, épouse de William Harold Kenny, fils, de Verdun (P.Q.).

Anita Guido Lorencin Knezevic, épouse de Zoran Mitar Knezevic, de Montréal (P.Q.).

Gérard Oscar Lanthier, de Gatineau Mills (P.Q.), époux de Colette Lanthier.

Joseph Maurice Réal Lecompte, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Rose Dolores Hélène Turenne-Lecompte.

Frank Hamilton Mingie, fils, de Pointe-Claire (P.Q.), époux de Ruth Evelyn Norris Mingie.

William Henry Monaghan, de Hudson Heights (P.Q.), époux de JoAnn Carol Brown Monaghan.

Ann Marguerite Barnett MacDonald, épouse de Russell Albert MacDonald, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Maureen Carol McCullough McAlinden, épouse de John Francis McAlinden, de Montréal (P.Q.).

Micheline Bastien McGuire, épouse de André McGuire, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Markovits Reiner, épouse de Charles Reiner, de Montréal (P.Q.).

Marcel Renaut, de Montréal (P.Q.), époux de Ruby Marie Bradbury Renaut.

Doris Elinor Champ Roberts, épouse de John Gilbert Roberts, de Montréal (P.Q.).

26210-5—7½

Helen Beverley Johnson Sabo, épouse de Stephen Sabo, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Millicent Vera Bratley Seagrove, épouse de Anthony Naworth Seagrove, de Montréal (P.Q.).

Phyllis White Siev, épouse de Geoffrey Marshall Siev, de Montréal (P.Q.).

Willa Keith McLaren Thomson, épouse de Garth Patrick Thomson, de Montréal (P.Q.).

Gabrielle Alarie Ungar, épouse de Harry Ungar, de Montréal (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 9 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les invalides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à soixante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent quatre-vingts dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de trois cent soixante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-62, Loi modifiant la Loi sur les invalides, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à plus tard ce jour même.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-55, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse;

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Nowlan, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-56, Loi modifiant la Loi sur les aveugles;

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre adopté aujourd'hui et décrétant la deuxième lecture du Bill C-62, Loi modifiant la Loi sur les invalides;

M. Monteith (Perth), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-7, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Abandon d'exploitation);

M. Thomas, appuyé par M. Campbell (Lambton-Kent), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement d'Air Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-152, en date du 6 février 1962, approuvant ledit budget.

Par M. Balcer,—Rapport de la *Park Steamship Company Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1961, certifié par l'auditeur général, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Relevé des bénéfices et frais d'exploitation courants consolidés des banques à charte du Canada pour les exercices financiers terminés en 1961, préparé sous la forme énoncée à l'annexe Q à la Loi sur les banques et déposé conformément à l'article 119(1) de ladite loi, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Charlton, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministre de l'Agriculture du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, chapitre 66, S.R.C., 1952.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 18

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 12 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1963 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général

Sur motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, lesdits message et budget sont déférés au comité des subsides.

M. Balcer, appuyé par M. Hees, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue d'autoriser et d'assurer la construction et l'exploitation pour le compte de Sa Majesté d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, soit une distance d'environ cinquante-sept milles; de prescrire, en outre, que le gouverneur en conseil devra payer à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada un montant égal au coût, pour la Compagnie, de construction de la ligne ferroviaire (y compris les frais d'arpentage des lieux et le coût d'acquisition du terrain requis pour cette ligne ferroviaire), mais ne devant pas excéder de toute façon la somme de seize millions cent mille dollars.

26210-5—8

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de prescrire le paiement de certains impôts et droits provinciaux par les Corporations de la Couronne le ou après le 1er jour d'avril 1962.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 127 par M. Broome—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les noms, les emplacements, le nombre d'unités de logement, la date de parachèvement de chaque projet d'habitation de militaires ou d'anciens combattants actuellement administré par la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Combien de maisons ont été vendues dans chaque projet; combien sont présentement louées et ces unités de logement sont-elles disponibles pour la vente?

3. Y a-t-il une politique au sujet du rabais du prix de vente et, dans le cas de l'affirmative, donnez des précisions quant à son application à l'égard de tous les projets désignés au premier paragraphe, y compris les projets, s'il en est, où cette politique n'est plus en vigueur?

Question n° 134 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ministères ou organismes de l'État retiennent les services professionnels de dentistes?

2. Au 1er janvier 1962, quel était le nombre des dentistes dans les cadres de chaque ministère ou organisme?

3. Durant chacune des trois dernières années civiles, combien de dentistes ont quitté les services du gouvernement fédéral?

4. Combien de dentistes sont entrés au service de l'État durant chacune des trois dernières années civiles?

5. Durant les trois dernières années civiles, combien de concours la Commission du service civil a-t-elle tenus en vue d'obtenir les services de dentistes et quel est le nombre *a*) des candidats, *b*) de ceux qui ont été reçus à l'examen, *c*) de ceux qui sont entrés au service de l'État?

6. D'une façon générale, la Commission du service civil, recrute-t-elle facilement ou difficilement des dentistes ou ce recrutement est-il presque impossible à l'heure actuelle?

Question n° 140 par M. Denis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre de formules de chèques imprimées en anglais *a*) actuellement à la disposition du Conseil du Trésor, *b*) déjà commandées mais non livrées?

2. A quelles dates et à quels prix ces formules non livrées ont-elles été commandées?

*Question n° 141 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: De 1956 à 1961, quelle a été la proportion des exportations et des importations à destination et en provenance *a*) du Royaume-Uni, *b*) des États-Unis, *c*) du Japon, *d*) des pays de la Communauté économique européenne, *e*) des autres pays?

M. Morris, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 142 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: De 1956 à 1961, quel a été l'ensemble des recettes et des dépenses du gouvernement?

Le Bill C-62, Loi modifiant la Loi sur les invalides, est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative autorisant et prévoyant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, au coût global estimatif de deux millions trois cent mille dollars, qui ne doit pas être dépassé de plus de quinze pour cent; autorisant l'émission, par ladite Compagnie de chemin de fer, de valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté du droit du Canada pour le financement de ladite ligne; et, pour permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'entreprendre immédiatement les travaux de construction de ladite ligne ferroviaire, autorisant des prêts temporaires à ladite Compagnie, sur le Fonds du revenu consolidé, suivant les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, et garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Fleming (Eglinton), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire, d'Optic Lake à Chisel Lake,

et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

M. Balcer, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. McMillan, appuyé par M. Hellyer, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de favoriser la reconnaissance, dans un délai raisonnable et bref, des droits dévolus aux employés en matière de pension, en refusant, en tout ou en partie, les demandes de déduction des frais découlant de la pension présentées par les employeurs pour les fins de l'impôt sur le revenu, lorsque des dispositions raisonnables ne sont pas prises pour la reconnaissance des droits des employés.—(*Avis de motion n° 5*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils afin d'autoriser le versement d'allocations analogues à celles qui sont accordées aux anciens combattants et aux personnes à leur charge aux termes de la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, aux anciens membres vivants et à certaines des personnes à charge des membres décédés de certains groupes de civils canadiens qui ont fourni des contributions volontaires notables à l'effort de guerre pendant la première et la seconde guerres mondiales, dans des circonstances difficiles ou dangereuses.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Browne (Saint-Jean-Ouest), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation).

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation) afin de préciser la définition d'«étudiant»; d'accorder les avantages assurés par la loi à certaines classes d'enfants; de prolonger dans certains cas la période d'aide à l'instruction; de reculer dans le cas de certains étudiants particuliers la limite d'âge à partir de laquelle tous les avantages doivent cesser; d'accorder l'aide prévue par la loi à un étudiant qui a interrompu son instruction par suite d'une mauvaise santé ou pour une autre cause valable; et de relever le tarif des allocations.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Walker, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-65, Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-36, Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre;

M. Churchill, appuyé par M. Walker, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée,

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-37, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants;

M. Churchill, appuyé par M. Walker, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, en vue de prescrire que, avec l'approbation du gouverneur en conseil, l'Administration peut, à l'occasion, emprunter des sommes d'argent de Sa Majesté ou autrement, dont l'ensemble ne doit jamais dépasser trois cent quarante-cinq millions de dollars, au lieu des trois cent trente-cinq millions de dollars que l'Administration est présentement autorisée à emprunter en vertu de l'article 13 de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-66, Loi modifiant la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 35*), en date du 29 janvier 1962, demandant l'état suivant: 1. Lors du récent exercice *Tocsin B* tenu au Canada, combien a-t-on lancé de bombes et quelle était, en mégatonnes, la puissance globale de ces bombes?

2. Combien de bombes de chacune des catégories suivantes de mégatonnes ont été lancées: *a*) une à cinq, *b*) cinq à dix, *c*) dix à vingt, *d*) vingt à trente, *e*) trente à quarante, *f*) quarante à cinquante, *g*) de plus de cinquante?

3. Quels centres du Canada sont censés avoir été touchés par des bombes?

4. Quel a été le nombre estimatif des victimes dans chaque centre?

5. Quelle a été l'étendue de l'attaque simulée relativement à ce qui suit: *a*) lancement d'engins balistiques intercontinentaux, *b*) destruction de ces engins, avant qu'ils aient atteint la cible, *c*) engins lancés de sous-marins, *d*) destruction des engins lancés de sous-marins, avant qu'ils aient atteint la cible, *e*) attaques de bombardiers, *f*) destruction de bombardiers?

6. Quelles ont été les conséquences estimatives des retombées immédiates au pays, pour ce qui est des bombes et des engins *a*) qui ont touché le territoire américain, *b*) qui ont touché le territoire canadien sans atteindre la cible (à cause de notre défense, etc.)?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 101*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 30 juin 1958, le gouvernement de la province de Québec a-t-il conclu des accords

prévoyant des programmes conjoints au sujet des forêts avec l'un ou l'autre des ministères des Forêts, de l'Agriculture ou du Nord canadien et des Ressources nationales?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces programmes conjoints et quels montants ont été versés à la province à cet égard?

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 13 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Bill C-36, Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre, est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-37, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants, est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'Ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation;

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que, lorsque le comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques fera rapport à la Chambre du bill susmentionné, le débat sur l'Adresse, s'il est alors en cours, soit interrompu afin que ce bill soit étudié au comité plénier et subisse la troisième lecture.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, dans la province de Québec.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Les ordres n°s 1 à 4 inclusivement sont appelés tour à tour et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-13, Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public);

M. Herridge, appuyé par M. Fisher, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois;

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, dans la province de Québec.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue d'autoriser et d'assurer la construction et l'exploitation pour le compte de Sa Majesté d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, soit une distance d'environ cinquante-sept milles; de prescrire, en outre, que le gouverneur en conseil devra payer à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada un montant égal au coût, pour la Compagnie, de construction de la ligne ferroviaire (y compris les frais d'arpentage des lieux et le coût d'acquisition du terrain requis pour cette ligne ferroviaire), mais ne devant pas excéder de toute façon la somme de seize millions cent mille dollars.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Sévigny, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-66, Loi modifiant la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent;

M. Balcer, appuyé par M. Sévigny, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils;

M. Churchill, appuyé par M. Starr, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (**Avis de motion n° 159 portant production de documents*), en date du 13 septembre 1961, demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion ou le ministère des Transports ou le ministre du Revenu national et toutes autres personnes depuis le 1er janvier 1960, relativement à l'octroi d'un permis pour l'installation d'une station de relais ou de retransmission de télévision en vue d'assurer des émissions à la population d'expression française des comtés de Madawaska et de Victoria au Nouveau-Brunswick.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 13*), en date du 5 février 1962, en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il eu des entretiens avec M. Norman Z. Alcock relativement à l'établissement d'un Institut canadien de recherches pour la paix?

2. Dans le cas de l'affirmative, M. Alcock a-t-il demandé l'appui du gouvernement?

3. S'il en est ainsi, en est-on arrivé à une décision?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle en est la nature?

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année terminée le 31 mars 1961, selon l'article 7 de la Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, chapitre 67, S.R.C., 1952.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 20

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 14 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trente-cinq pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70 (1) du Règlement.

M. Pallett, du comité spécial institué pour dresser et présenter la liste des députés qui doivent composer les divers comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 65 du Règlement, présente le premier rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Votre comité, suivant l'article 65 du Règlement, propose que les comités permanents de cette Chambre se composent des députés dont les noms suivent:

N° 1

Privilèges et Élections

Messieurs

Aiken,
Barrington,
Bell (Carleton),
Caron,
Deschambault,
Godin,
Grills,
Henderson,
Hodgson,
Howard,
Johnson,
Macquarrie,
Mandziuk,
McBain,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McIlraith,
McWilliam,
Meunier,
Montgomery,
Nielsen,
Ormiston,
Paul,
Pickersgill,
Richard (Ottawa-Est),
Valade,
Webb,
Webster,
Woolliams.—29

(Quorum: 10)

N° 2

Chemins de Fer, Canaux et Lignes Télégraphiques

Messieurs

Allmark,
Asselin,
Badanai,
Baldwin,
Benidickson,
Bourbonnais,
Bourget,
Bourque,
Brassard (Chicoutimi),
Brassard (Lapointe),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Cadieu,
Campbell (Stormont),
Campeau,
Chevrier,
Creaghan,
Crouse,
Denis,
Drysdale,
Dumas,
Fisher,
Fournier,
Grills,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Howe,
Johnson,
Keays,
Kennedy,
La Marsh, Mlle
Lessard,
MacInnis,
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Martin (Essex-Est)
Matheson,
McBain,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGee,
McGregor,
McPhillips,
Monteith (Verdun),
Pascoe,
Payne,
Phillips,
Pigeon,
Pitman,
Rapp,
Rogers,
Rynard,
Simpson,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Thompson,
Tucker,
Valade,
Woolliams,
Wratten.—60

(Quorum: 20)

N° 3

Bills privés en général

Messieurs

Baldwin,
Batten,
Beech,
Bigg,
Broome,
Campbell (Stormont),
Carter,
Chatterton,
Cooper,
Crestohl,
Danforth,
Forbes,
Forgie,
Garland,
Granger,
Hales,
Horner (The Battlefords),
LaMarsh, Mlle
Kennedy,
Knowles,
MacEwan,
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Macnaughton,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Matthews,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McLennan,
McMillan,
Milligan,
Mitchell,
Monteith (Verdun),
More,
Morton,
Nixon,
Ormiston,
Peters,
Régnier,
Robinson,
Rogers,
Simpson,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Stefanson,
Webster,
Wratten.—50

(Quorum: 15)

N° 4

Banque et Commerce

Messieurs

Aiken,
Argue,
Asselin,
Baldwin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Bigg,
Brassard (Chicoutimi),
Broome,
Campeau,
Cardin,
Caron,
Cathers,
Chevrier,
Clermont,
Creaghan,
Crestohl,
Drysdale,
Hales,
Hanbidge,
Hicks,
Horner (Acadia),
Jung,
Macdonald, Mme
Macdonnell (Greenwood),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacLellan,
Macnaughton,
Martin (Essex-Est),
McIlraith,
McIntosh,
More,
Morissette,
Morton,
Nasserden,
Nugent,
Pascoe,
Pickersgill,
Regier,
Robichaud,
Rowe,
Rynard,
Skoreyko,
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Stewart,
Stinson,
Thomas,
Woolliams.—50

(Quorum: 15)

N° 5

Comptes publics

Messieurs

Beech,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Bissonnette,
Bourbonnais,
Bourget,
Brassard (Chicoutimi),
Broome,
Bruchési,
Campeau,
Danforth,
Deschatelets,
Denis,
Drysdale,
Dupuis,
Grenier,
Hales,
Hanbidge,
Hellyer,
Keays,
Lahaye,
Macdonnell (Greenwood),
Macnaughton,
McGee,
McGrath,
McGregor,
Morissette,
Morton,
Muir (Lisgar),
Murphy,
Noble,
Nugent,
Pickersgill,
Pigeon,
Pratt,
Regier,
Robichaud,
Rouleau,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Spencer,
Stefanson,
Stewart,
Tucker,
Valade,
Villeneuve,
Winch,
Woolliams,
Wratten.—50

(Quorum: 15)

N° 6

Agriculture et Colonisation

Messieurs

Argue,
Badanai,
Belzile,
Boulanger,
Brassard (Lapointe),
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Clancy,
Clermont,
Cooper,
Danforth,
Doucett,
Drouin,
Dubois,
Dupuis,
Fane,
Forbes,
Forgie,
Godin,
Gundlock,
Hales,
Henderson,
Hicks,
Horner (Acadia),
Howe,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Lahaye,
Leduc,
Latour,
Létourneau,
Mandziuk,
Matheson,
McBain,
McIntosh,
Michaud,
Milligan,
Montgomery,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Noble,
Pascoe,
Peters,
Phillips,
Racine,
Rapp,
Régnier,
Rogers,
Rompré,
Slogan,
Smallwood,
Southam,
Stefanson,
Tardif,
Thomas,
Thompson,
Tucker,
Villeneuve,
Webb.—60

(Quorum: 20)

N° 7

Règlement

Messieurs

Aitken, Mlle
Argue,
Batten,
Best,
Bourdages,
Brassard (Chicoutimi),
Campeau,
Danforth,
Forgie,
Fréchette,
Garland,
Grafftey,
Horner (Jasper-Edson),
Loiselle,
McWilliam,
Meunier,
Milligan,
Spencer,
Webb,
Webster.—20

(Quorum: 8)

N° 8

Marine et Pêcheries

Messieurs

Batten,
Browne (Vancouver-Kingsway),
Cardin,
Carter,
Crouse,
Danforth,
Drysdale,
English,
Gillet,
Granger,
Grenier,
Howard,
Keays,
Legere,
Macdonald, Mme
MacEwan,
MacLellan,
Matthews,
McCleave,
McGrath,
McLennan,
McPhillips,
McQuillan,
McWilliam,
Michaud,
Murphy,
Noble,
O'Leary,
Phillips,
Pickersgill,
Robichaud,
Speakman,
Stefanson,
Stewart,
Tucker.—35

(Quorum: 10)

N° 9

Mines, Forêts et Cours d'eau

Messieurs

Aiken,
Baskin,
Cadieu,
Campbell (Stormont),
Chatterton,
Clermont,
Coates,
Doucett,
Drysdale,
Dumas,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Godin,
Granger,
Gundlock,
Hicks,
Kindt,
Korchinski,
LaMarsh, Mlle
Leduc,
MacRae,
Martel,
Martin (Timmins),
McFarlane,
McGregor,
McLennan,
McQuillan,
Mitchell,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nielsen,
Nugent,
Payne,
Racine,
Robichaud,
Rompré,
Simpson.—35

(Quorum: 10)

N° 10

Relations industrielles

Messieurs

Beech,
Benidickson,
Bourdages,
Broome,
Browne (Vancouver-Kingsway),
Caron,
Clermont,
Creaghan,
Drouin,
Fournier,
Godin,
Grafftey,
Granger,
Lafrenière,
Lahaye,
LaMarsh, Mlle
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martini,
McDonald (Hamilton-Sud),
McWilliam,
Mitchell,
Monteith (Verdun),
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Noble,
Pigeon,
Pitman,
Ricard,
Simpson,
Skoreyko,
Small,
Smith (Winnipeg-Nord),
Spencer,
Weichel.—35

(Quorum: 10)

N° 11

Débats

Messieurs

Argue,
Campbell (Lambton-Kent),
Chevrier,
Fortin,
McPhillips,
Monteith (Verdun),
Nixon,
Paul,
Pigeon,
Régnier,
Richard (Ottawa-Est),
Roberge.—12

(Quorum: 7)

N° 12

Affaires extérieures

Messieurs

Aitken, Mlle
Allard,
Asselin,
Batten,
Cardin,
Casselman, Mme
Cathers,
Crestohl,
Eudes,
Fairfield,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Garland,
Hellyer,
Herridge,
Jung,
Kucherepa,
Lafrenière,
Lennard,
MacLellan,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
McCleave,
McGee,
McIntosh,
Montgomery,
Nesbitt,
Nugent,
Pearson,
Pratt,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Slogan,
Smith (Calgary-Sud),
Vivian,
White.—35

(Quorum: 10)

N° 13

Prévisions de dépenses

Messieurs

Argue,
Baldwin,
Benidickson,
Best,
Bissonnette,
Bourbonnais,
Bourdages,
Bourget,
Brassard (Lapointe),
Broome,
Bruchési,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardin,
Caron,
Carter,
Cathers,
Clancy,
Coates,
Crouse,
Drysdale,
Dumas,
Fairfield,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Fortin,
Gillet,
Grafftey,
Hales,
Hellyer,
Horner (Jasper-Edson)
Howe,
Korchinski,
LaMarsh, Mlle
MacLellan,
Matheson,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McQuillan,
McWilliam,
More,
Noble,
Parizeau,
Payne,
Pickersgill,
Pratt,
Pugh,
Richard (Kamouraska),
Skoreyko,
Smith (Calgary-Sud),
Stewart,
Stinson,
Thompson,
Vivian,
White,
Winch,
Winkler.—60

(Quorum: 20)

N° 14

Affaires des anciens combattants

Messieurs

Badanai,
Barrington,
Batten,
Beech,
Benidickson,
Broome,
Cardin,
Carter,
Chatterton,
Clancy,
Denis,
Fane,
Forgie,
Herridge,
Jones,
Kennedy,
LaMarsh, Mlle
Lennard,
MacEwan,
MacRae,
Matthews,
McFarlane,
McIntosh,
McWilliam,
Monteith (Verdun),
Montgomery,
O'Leary,
Ormiston,
Parizeau,
Peters,
Pugh,
Roberge,
Robinson,
Rogers,
Smith (Lincoln),
Stewart,
Thomas,
Webster,
Weichel,
Winkler.—40

(Quorum: 15)

N° 15

Impressions

(Membres représentant les Communes)

Messieurs

Allard,
Asselin,
Barrington,
Belzile,
Bissonnette,
Boivin,
Bourdages,
Bourque,
Brunsden,
Cadieu,
Campeau,
Caron,
Clancy,
Cooper,
Creaghan,
Deschambault,
Deschatelets,
Dubois,
Dupuis,
Fane,
Fisher,
Fortin,
Gillet,
Godin,
Grafftey,
Gundlock,
Henderson,
Howard,
Korchinski,
Lahaye,
Lessard,
Létourneau,
Matheson,
MacInnis
MacLellan,
McDonald (Hamilton-Sud),
McLennan,
McWilliam,
Meunier,
Michaud,
Morissette,
O'Leary,
Phillips,
Rapp,
Richard (Kamouraska),
Robinson,
Rouleau,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Southam,
Taylor,
Webb,
Winkler.—54

N° 16

Bibliothèque

(Membres représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Aitken, Mlle
Belzile,
Bourbonnais,
Bourque,
Brunsden,
Campeau,
Eudes,
Fairfield,
Fisher,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Forbes,
Fréchette,
Grenier,
Hanbidge,
Kindt,
Knowles,
LaRue,
Lennard,
Lessard,
Macquarrie,
Martel,
Matthews,
McFarlane,
McGee,
McIlraith,
Muir (Lisgar),
Nixon,
Pigeon,
Pratt,
Racine,
Ratelle,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Rouleau,
Simpson,
Skoreyko,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Stinson,
Tremblay.—45

N° 17

Restaurant

(Membres représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Bourque,
Campbell (Lambton-Kent),
Carter,
Chatterton,
Deschatelets,
Doucett,
Godin,
Hales,
Horner (The Battlefords),
Lafrenière,
Latour,
Legere,
Létourneau,
Martin (Timmins),
McGregor,
McQuillan,
Muir (Lisgar),
Pratt,
Richard (Ottawa-Est),
Tardif,
Taylor,
Villeneuve,
Weichel,
Wratten.—25

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Bell (Carleton), ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,—Que chacun des comités permanents de cette Chambre soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, à assigner des témoins et à ordonner la production de pièces et de dossiers.

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Bell (Carleton), il est ordonné,—Que des messages soient transmis au Sénat afin d'informer Leurs Honneurs que cette Chambre s'unira à eux pour former des comités mixtes des deux Chambres relativement aux impressions législatives, à la régie de la Bibliothèque du Parlement et à la direction du Restaurant du Parlement, et que les députés devant faire partie de chacun des comités susdits, pour y représenter cette Chambre, seront ceux dont les noms figurent au premier rapport du comité spécial, qui a été présenté aujourd'hui.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 73 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er novembre 1961, à l'exclusion de sommes pour des fins de publicité, le gouvernement canadien ou l'un de ses organismes, services ou ministères, a-t-il versé des sommes à quelque rédacteur, éditeur ou autre représentant de journal, ou pour leur compte, ou doit-il des sommes à ces personnes ou pour leur compte, et, dans le cas de l'affirmative, quels sont *a*) le nom et l'adresse de chaque rédacteur, éditeur ou représentant, *b*) le journal qu'ils représentaient ou pour lequel ils travaillaient, *c*) la somme versée ou due à titre de frais de voyage et les endroits visités à l'aller et au retour, *d*) la somme versée ou due pour frais d'hôtel et (ou) de repas, *e*) toute autre somme versée et les fins pour lesquelles elle l'a été?

*Question n° 123 par M. Leduc—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le ministère des Transports débite-t-il les frais de voyage aux ministères de l'État ou aux particuliers qui font usage de ses avions; dans le cas de l'affirmative, a-t-il présenté des factures pour les voyages effectués par des membres du gouvernement, *a*) soit à leurs ministères respectifs, *b*) soit à des organismes indépendants de l'État ou à des particuliers?

2. Si la réponse à la partie *b*) est affirmative, quelles sommes a-t-on exigées dans chaque cas et à l'égard de quelles envolées?

*Question n° 130 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un représentant de la Direction de l'économique du ministère fédéral des Forêts a-t-il porté la parole à une réunion conjointe de sylviculteurs canadiens et américains, tenue à Minneapolis?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est son nom, *b*) quelle est sa compétence professionnelle, *c*) a-t-il fait des commentaires au sujet de l'activité des sociétés américaines dans les industries forestières du Canada, *d*) a-t-il fait des déclarations touchant l'influence de ces sociétés vis-à-vis la situation concurrentielle du Canada dans les marchés mondiaux, *e*) a-t-il présenté quelque solution à ce problème, *f*) a-t-il émis des opinions sur le caractère international des syndicats ayant des contrats dans l'industrie forestière du Canada; si tel est le cas, qu'en est-il résulté?

M. Flemming (Royal), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 157 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quels sont les barèmes des salaires des employés suivants, rémunérés aux taux régnants, du ministère de la Défense nationale, dans la région de Toronto, et à quelle date ces barèmes sont-ils entrés en vigueur: *a*) plombiers, *b*) peintres, *c*) mécaniciens de moteurs, *d*) électriciens, *e*) manœuvres?

Les avis de motions (*n°s 2, 13 et 14*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

M. McIlraith, appuyé par M. Martin (Essex-Est), propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous contrats conclus entre la Commission canadienne du blé et la *China Resources Company* en vue de la vente de céréales en vertu de l'accord à long terme intervenu entre la Commission canadienne du blé et la *China Resources Company*. (*Avis de motion n° 5 portant production de documents*).

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Allard,	Brassard (Lapointe),	Dupuis,	Herridge,
Badanai,	Cardin,	Eudes,	Howard,
Batten,	Caron,	Forgie,	LaMarsh (Mlle),
Benidickson,	Carter,	Garland,	Lessard,
Boivin,	Crestohl,	Godin,	Loiselle,
Boulanger,	Dumas,	Granger,	McIlraith,
Bourque,		Habel,	McMillan,

McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Matheson,
Meunier,
Michaud,
Mitchell,
Pearson,
Pickersgill,
Pitman,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robichaud,
Rouleau,
Tardif,
Tucker,
Winch—44.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Barrington,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bourbonnais,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Deschambault,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fortin,
Fulton,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hanbidge,
Henderson,
Horner (Acadia),
Horner, (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jorgenson,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Kucherepa,
Lafrenière,
Lahaye,
Lambert,
Latour,
Legere,
Lennard,
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGrath,
McGregor,
McLennan,
McPhillips,
Martini,
Matthews,
Milligan,
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pigeon,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rowe,
Rynard,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Taylor,
Thomas,
Thompson,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Villeneuve,
Webb,
Weichel,
White,
Winkler,
Woolliams,
Wratten—146.

M. McIlraith, appuyé par M. Martin (Essex-Est), propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de l'accord à long terme signé par la Commission canadienne du blé et la *China Resources Company*, portant sur la période du 1er juin 1961 à décembre 1963. (*Avis de motion n° 6 portant production de documents*).

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Allard,
Badanai,
Batten,
Benidickson,
Boivin,
Boulanger,
Bourque,
Brassard (Lapointe),
Cardin,
Caron,
Carter,
Crestohl,
Dumas,
Dupuis,
Eudes,
Forgie,
Garland,
Godin,
Granger,
Habel,
Herridge,
Howard,
LaMarsh (Mlle),
Lessard,
Loiselle,
McIlraith,
McMillan,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Matheson,
Meunier,
Michaud,
Mitchell,
Pearson,
Pickersgill,
Pitman,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robichaud,
Rouleau,
Tardif,
Tucker,
Winch—44.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Barrington,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bourbonnais,
Brassard (Chicoutimi),
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Deschambault,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fortin,
Fulton,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hanbidge,
Henderson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jorgenson,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Kucherepa,
Lafrenière,
Lahaye,
Lambert,
Latour,
Legere,
Lennard,
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGrath,
McGregor,
McLennan,
McPhillips,
Martini,
Matthews,
Milligan,
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pigeon,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rowe,
Rynard,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Taylor,
Thomas,
Thompson,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Villeneuve,
Webb,
Weichel,
White,
Winkler,
Woolliams,
Wratten—147.

Sur motion de M. Paul, au nom de M. Martel, appuyé par M. Payne, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au programme actuel de travaux d'hiver. (*Avis de motion n° 15 portant production de documents*).

Avec l'assentiment unanime, M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Note adressée au premier ministre du Canada, le 11 février 1962, par le président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev. (Textes français et anglais).

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Churchill, appuyé par M. Starr: Que le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Allmark,
Badanai,
Barrington,
Baskin,
Batten,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Benidickson,
Bigg,
Boivin,
Boulanger,
Bourbonnais,
Bourque,
Brassard (Lapointe),
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Cooper,
Creaghan,
Crestohl,
Crouse,
Danforth,
Deschambault,
Deschatelets,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
Dumas,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Forgie,
Fortin,
Fulton,
Garland,
Godin,
Granger,
Green,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hanbidge,
Henderson,
Herridge,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Lafrenière,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
LaRue,
Latour,
Legere,
Lennard,
Lessard,
Loiselle,
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIntosh,
McLennan,
McMillan,
McPhillips,
McQuillan,
McWilliam,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Martini,
Matheson,
Matthews,
Meunier,
Michaud,
Milligan,

Mitchell,
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pearson,
Peters,
Pickersgill,
Pigeon,
Pitman,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Robichaud,
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
Simpson,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Tardif,
Taylor,
Thomas,
Thompson,
Thrasher,
Tremblay,
Tucker,
Villeneuve,
Webb,
Weichel,
White,
Winkler,
Woolliams,
Wratten—191.

CONTRE

Néant

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, et l'étude au comité plénier en est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Régnier, appuyé par M. Weichel, propose,—Que, de l'avis de la Chambre le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative tendant à tenir un référendum au sujet de l'adoption d'un drapeau canadien;

Que la question soumise, lors de ce référendum, soit la suivante: Êtes-vous en faveur d'un drapeau canadien qui ne contiendrait pas l'emblème d'un autre pays? (*Avis de motion n° 6*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Bill C-55, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Bill C-56, Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Bill C-62, Loi modifiant la Loi sur les invalides.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 29*), en date du 5 février 1962, en vue de l'état

suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1959, la Couronne ou la Corporation de disposition des biens de la Couronne ont-elles vendu des terrains à proximité de la rue Bank et de la promenade Riverside, à Ottawa (lots 18, 19 et 20, à Junction Gore, dans le township de Gloucester)?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien, à quel prix et à qui?

3. A-t-on annoncé la vente de ces terrains et, dans le cas de l'affirmative, par quels organes de publicité?

4. Comment a-t-on procédé pour vendre ces terrains?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 113*), en date du 7 février 1962, en vue de l'état suivant: 1. Au 31 décembre 1960, quel était le nombre total des inscriptions dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

2. Au 31 décembre 1960, quel était le nombre total d'élèves que pouvaient recevoir les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

3. Au 31 décembre 1961, quel était le nombre total des nouveaux rajouts ou des ailes des écoles secondaires de formation professionelle d'Ontario à l'égard desquelles le gouvernement fédéral avait autorisé le versement d'une contribution de 75 p. 100?

4. Quel sera le nombre maximum possible des inscriptions dans ces écoles de formation professionelle déjà agréées?

5. Durant l'année 1961, combien d'étudiants ont obtenu un diplôme en menuiserie dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario?

6. En 1961, combien d'ateliers de menuiserie ont été agréés dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario ou dans les nouvelles ailes de ces écoles agréées par le gouvernement fédéral?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Premier rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Dorothy Irene Marjorie Hunt Adams, épouse de Merrill Karn Adams, de St-Jean (P.Q.).

Demetre Almyriotis, de Montréal (P.Q.), époux de Evanthia Stamelos Almyriotis.

Anne Marie Perrozzino Asselin, épouse de Roger Asselin, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Taliercio Aucoin, épouse de John Charles Aucoin, de Montréal (P.Q.).

Sonja Swerzowa Bagry, épouse de Ignaz Bagry, de Montréal (P.Q.).

Iva Annett Baumgartner, épouse de Peter Baumgartner, de Montréal (P.Q.).

Marie Jeanne Dumont Beaulieu, épouse de J. E. Roger Bernard Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Paul-Aimé Bédard, de la province de Québec, époux de Jean Shirley Yvonne Carter Bédard.

Jacqueline Dumontet Bélanger, épouse de Marcel Bélanger, de Montréal (P.Q.).

Gladys Ethel Sarah Baker Bergeron, épouse de Philip Joseph Bergeron, de Montréal (P.Q.).

26210-5—9½

Joseph Jean-Paul Fernand Blanchette, de St-Jérôme (P.Q.), époux de Marie Jeanne Charbonneau Blanchette.

June Blickstead, épouse de Ralph Blickstead, de Montréal (P.Q.).

Gizella Ethel Nagy Bogoly, épouse de Louis Bogoly, fils, de Montréal (P.Q.).

Simonne Michèle Mona Routier Bouchard, épouse de Jacques Bouchard, de Montréal (P.Q.).

Claire Detwiler Bradford, épouse de Elwood Joseph Bradford, de Beaconsfield (P.Q.).

Gerhard Hermann Buchholz, de Montréal (P.Q.), époux de Ingrid Koenig Buchholz.

Eileen Myrtle Elliott Burns, épouse de James Berkeley Burns, de Montréal (P.Q.).

Lorraine Bastien Burt, épouse de Harold Edmund Burt, de Montréal (P.Q.).

Bruce Reid Campbell, de Westmount (P.Q.), époux de June Ethel Phyllis Barton Campbell.

Françoise Hébert Campion, épouse de Kenneth Rea Campion, de Montréal (P.Q.).

Judith Elizabeth Stacey Caron, épouse de Norman Michael Caron, de Montréal (P.Q.).

Robert Charles Chapman, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Jane Griffin Chapman.

Rosemary Beatrice Overett Clare, épouse de Derek Clare, d'Outremont (P.Q.).

Margot Scott Bradley Connor, épouse de David James Connor, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Guiseppe de Cristofaro, de Montréal (P.Q.), époux de Brigide Roy de Cristofaro.

Elsie Jean Oakley Delisle, épouse de Léo Roger Delisle, de Montréal (P.Q.).

Gladys Jean Assaf Desjardins, épouse de Joseph Julien Léopold Desjardins, de Ste-Thérèse (P.Q.).

Louise Lamarre Doyle, épouse de John Harold Doyle, de Montréal (P.Q.).

Marie Claire Rollande Laporte Dubois, épouse de Lorenzo Dubois, de Montréal (P.Q.).

Hazel Weir Durocher, épouse de Georges Durocher, de Montréal (P.Q.).

Rose Gratton Duval, épouse de Aurèle Duval, de Montréal (P.Q.).

Joseph Arthur Norman William Edwards, de Lasalle (P.Q.), époux de Muriel Joyce Bray Edwards.

Joyce Ethel Martin Empey, épouse de John Franklyn Empey, de Montréal (P.Q.).

Jean Alexandria MacPhail Etheridge, épouse de Kenneth Charles Etheridge, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

John Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Marion Gardner Faucher.

Marie Gertrude Hélène Richer Flamme, épouse de Christian Alain Flamme, de Montréal (P.Q.).

Alethea Arnold Fowler, épouse de Irwin Fowler, de Baldwin Mills (P.Q.).

Jeannine Fauteux Furoy, épouse de Edward Furoy, de Montréal (P.Q.).

Anita Duguay Cleri, épouse de Vinicio Cleri, de Montréal (P.Q.).

Hervé Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Sicard Gauthier.

Josephine Isabella Irvine Geiger, épouse de Eric A. Geiger, de Montréal (P.Q.).

Kate Lester Gillman, épouse de Saul Gillman, de Montréal (P.Q.).

Gilles Graveline,, de Montréal (P.Q.), époux de Marielle Demers Graveline.

Catherine Mildred Fogarty Gray, épouse de George Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Olga Komretsky Hagg, épouse de Frank Hagg, de Montréal (P.Q.).

John Harman, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Frogley Harman.

Gerald William Henderson, de Bristol (P.Q.), époux de Eileen Elizabeth Laframboise Henderson.

Germaine Marie Thérèse Dubeau Hinksman, épouse de John Hugh Dodd Hinksman, de St-Lambert (P.Q.).

Lise Lamer Hogue, épouse de Alain Hogue, de Montréal (P.Q.).

Felix Hollinger, de Montréal (P.Q.), époux de Adeline Ruskin Hollinger.

John Joseph Huitson, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Noël Huitson.

Harry Hyman, de Montréal (P.Q.), époux de Rose Terese Emond Hyman.

Regina Brauner Kamin, épouse de Isak (Jack) Kamin, de Montréal (P.Q.).

Cacilie Johnna Friederike Hagedorn Kaatz, épouse de Herbert Kaatz, de St-Laurent (P.Q.).

Lily (Laura) Anita Stubina Karbelnik, épouse de Louis Edward Karbelnik, de St-Laurent (P.Q.).

Margaret Anna Varga Kenwood, épouse de Ronald Albert Kenwood, de Montréal (P.Q.).

Gabriela Meislova Kiwitt, épouse de Wiliam Kiwitt, de Beaurepaire (P.Q.).

Maurice LeBel, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Desalliers LeBel.

Stella Proctor Leblanc, épouse de Bernard Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Celia Mucznik Lesnik, épouse de Borys Lesnik, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Doreen Bertram Howell, épouse de William Alfred Howell, de Westmount (P.Q.).

Margaret Ada Edwards Lewis, épouse de Gilbert Stepen Lewis, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Marsha Mendelman Liberman, épouse de Saul Liberman, de Montréal (P.Q.).

Sheila Izenberg Liebling, épouse de Gilbert Liebling, de Montréal (P.Q.).

Fernande Carloni Mandanici, épouse de Dante Mandanici, autrement connu sous le nom de Denis Mandenice, de Montréal (P.Q.).

Edward Sidney Mansfield, de Bois de Filion (P.Q.), époux de Dorothea Lyon Innes Mansfield.

Dawn Dorothea Armstrong Marsden, épouse de Ross John Chambers Marsden, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Anna Luella Zacharias Matthews, épouse de Ronald Rupert Matthews, de Montréal (P.Q.).

Mildred Dawson Larmonth Meakins, épouse de Jonathan Fayette Meakins, de Montréal (P.Q.).

John Andrew Milne, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Robertson Milne.

Gladys Noreen Hill Monette, épouse de John James Monette, de Montréal (P.Q.).

Josephine Suhr Deems Moseley, épouse de Herbert Frederick Moseley, de Westmount (P.Q.).

Shirley Guss Moss, épouse de Monty Moss, de Côte St-Luc (P.Q.).

Doreen Eleanor Bishop Mulcahy, épouse de Stanley Leo Francis Mulcahy, de Montréal (P.Q.).

Elsa Trolle Munch, épouse de Arne Munch, de Dorval (P.Q.).

Micheline Bastien McGuire, épouse de André McGuire, de Montréal (P.Q.).

Sandra E. Haan McVety, épouse de John A. McVety, de Montréal (P.Q.).

Frances Cynthia Beloff Nevitt, épouse de Joshua Nevitt, de Montréal (P.Q.).

Pawel Olejnik, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Bzik Olejnik.

Giovanni Pallotta, de Montréal (P.Q.), époux de Gerarda Della Zazzera Pallotta.

Clara Edith Laszlo Papp, épouse de Otto Papp, de Montréal (P.Q.).

Joan Mary Graham Pearson, épouse de Richard Hammond Pearson, de Montréal (P.Q.).

Suzi Elizabeth Locke Perry, épouse de Robert Arnold Perry, de St-Bruno (P.Q.).

Lena Bruyn Quelle, épouse de Hendricus Johanns Quelle, de Montréal (P.Q.).

Gilles Graveline, de Montréal (P.Q.), époux de Marielle Demers Graveline.

Joyce Evelyn Mackie Ranger, épouse de Joseph Paul Emille Nelson Ranger, de Rivière Beaudette (P.Q.).

Hale Calvin Reid, de Montréal (P.Q.), époux de Geraldine Margaret Ouellette Reid.

Elizabeth Shaw Fisher Wolfe Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Monique Fournier Remy, épouse de Edouard Remy, de St-Marc-sur-Richelieu (P.Q.).

Marcel Renaut, de Montréal (P.Q.), époux de Ruby Marie Bradbury Renaut.

Jean Alice Beswick Rinder, épouse de Leonard Rinder, de Montréal (P.Q.).

Irene Gargano Ross, épouse de Stanley Ross, de Montréal (P.Q.).

Nellie Rosen Rothman, épouse de Charles Rothman, de Westmount (P.Q.).

Gerda-Sascha Slosarczyk Rozwadowski, épouse de Jerzy Rozwadowski, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Gerda Margarete Brodersen Ruhnau, épouse de Willi Gustave Ruhnau, de Montréal (P.Q.).

Beverly Anne Bishop Runions, épouse de Harold Kenneth Runions, de Sherbrooke (P.Q.).

Lorna Greenberg Scherzer, épouse de Paul Scherzer, de Montréal (P.Q.).

Cynthia Elsie Rollock Scott, épouse de Marcel Sinclair Scott, de Montréal (P.Q.).

Agnes Irene Groundwater Seaman, épouse de Terence John Wendell Seaman, de Montréal (P.Q.).

Blima (Wendy) Weitzman Shapiro, épouse de Harry (Hirsh) Shapiro, de Montréal (P.Q.).

Jeannine Elizabeth Buchanan Sharpe, épouse de Theodore Sharpe, de Montréal (P.Q.).

Lloyd James Simpson, de Ste-Anne de Bellevue (P.Q.), époux de Hazel Weston Kindred Simpson.

Marion Ruth Catherine Harding Slattery, épouse de Edward Michael Slattery, de Verdun (P.Q.).

Rolland Soulière, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Lefebvre Soulière.

Myrtle Alice Carr Southwood, épouse de Harold Thomas Southwood, de Sherbrooke (P.Q.).

Sylvia Bertha Schneider Spires, épouse de John Joseph Spires, de Montréal (P.Q.).

Leomay Marie Blanche Chouinard Chilco Stratton, épouse de James Martin Stratton, de Montréal (P.Q.).

Marketa Langer Tata, épouse de Saam Tata, de Montréal (P.Q.).

Donat Thériault, de Ste-Thérèse-de-Blainville (P.Q.), époux de Anne Turgeon Thériault.

Isadore Titleman, d'Outremont (P.Q.), époux de Marion Ganstil Titleman.

Glen Stewart Small Tornay, épouse de Edgar Tornay, de Montréal (P.Q.).

Veverley Maron Trachtenberg, épouse de Arthur Trachtenberg, autrement connu sous le nom de Tratt, de Montréal (P.Q.).

Alma Dupuis Tremblay, épouse de Marcel Tremblay, de Montréal (P.Q.).

Lygery Papademetriou Varverikos, épouse de Emmanuel Varverikos, de Montréal (P.Q.).

Marie-Jeanne Paré Vezeau, épouse de Joseph Vezeau, de Montréal (P.Q.).

Hélène Denise Quintal Vien, épouse de Jean Thomas Vien, de Montréal (P.Q.).

Linnea Erna Barbara Gussow Walker, épouse de Henry Normand Walker, de Baie d'Urfé (P.Q.).

Barbara Ann Tivy Wallace, épouse de Kenneth William Wallace, de St-Lambert (P.Q.).

William Metcalfe Watt, de Laval-Ouest (P.Q.), époux de Rosemary Evelyn MacCartney Watt.

Mary Catherine Mullins, Weatherby, épouse de Martin Weir Weatherby, de Verdun (P.Q.).

Esther Sheps Wertheimer, épouse de William Wertheimer, de Montréal (P.Q.).

Alexandra May Westover, épouse de Gerald Sydney Westover, de Austin (P.Q.).

Miriam Fairbairn White, épouse de Matthew White, de Montréal (P.Q.).

James Richard Williamson, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Morin Williamson.

Lily Heyes Worthington, épouse de Ronald Worthington, de Ville LaSalle (P.Q.).

Frank Zeitlhofer, de Montréal (P.Q.), époux de Theresia Maria Summerer Zeitlhofer.

Rachèle Landau Zimber, épouse de Leo Zimber, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Deuxième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois d'annulation de mariage ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Paul-Émile Niquette, de Sorel (P.Q.), époux de Gisèle Desrosiers Niquette.

Margaret Catherine Mann Smith, épouse de Douglas Kerr Smith, de St-Lambert (P.Q.).

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 21

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 15 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Cinq pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70 (1) du Règlement.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 15 février 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Robert Taschereau, juge de la Cour suprême du Canada, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, le 15 février 1962, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire du Gouverneur général
ESMOND BUTLER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

26210-5—10

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont il ordonnera la publication et que l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue à cet égard;

2. Que son quorum soit réduit de 20 à 15 membres et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 65(1)*b*) du Règlement;

3. Que permission lui soit accordée de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Du consentement unanime, sur motion de M. Howe, appuyé par M. Robinson, ledit rapport est agréé sur division.

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le deuxième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages entendus relativement aux bills susmentionnés (*fascicule n° 1*) est annexé au présent rapport.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux.*)

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre, —Note envoyée le 14 février 1962 au président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev, par le premier ministre du Canada. (Textes français et anglais)

Le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-65, Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation);

M. Churchill, appuyé par M. Hees, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui fairre connaître qu'il a adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill C-36, Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre.

Bill C-37, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski.—*M. McCleave.*

Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell.—*M. McCleave.*

Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt.—*M. McCleave.*

Bill SD-4, Loi pour faire droit à Giovanni Pallotta.—*M. McCleave.*

Bill SD-5, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins.—*M. McCleave.*

Bill SD-6, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery.—*M. McCleave.*

Bill SD-7, Loi pour faire droit à Sonja Bagry.—*M. McCleave.*

Bill SD-8, Loi pour faire droit à Lena Quelle.—*M. McCleave.*

Bill SD-9, Loi pour faire droit à Frank Zeitlhofer.—*M. McCleave.*

Bill SD-10, Loi pour faire droit à John Harman.—*M. McCleave.*

Bill SD-11, Loi pour faire droit à Esther Wertheimer.—*M. McCleave.*

Bill SD-12, Loi pour faire droit à Rachela Zimber.—*M. McCleave.*

Bill SD-13, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler.—*M. McCleave.*

Bill SD-14, Loi pour faire droit à Rosemary Beatrice Clare.—*M. McCleave.*

Bill SD-15, Loi pour faire droit à Isadore Titleman.—*M. McCleave.*

Bill SD-16, Loi pour faire droit à Agnes Irene Seaman.—*M. McCleave.*

Bill SD-17, Loi pour faire droit à Margaret Ada Lewis.—*M. McCleave.*

Bill SD-18, Loi pour faire droit à Beverley Trachtenberg, autrement connue sous le nom de Beverley Tratt.—*M. McCleave.*

Bill SD-19, Loi pour faire droit à Demetre Almyriotis.—*M. McCleave.*

Bill SD-20, Loi pour faire droit à Cynthia Elsie Scott.—*M. McCleave.*

Bill SD-21, Loi pour faire droit à June Blickstead.—*M. McCleave.*

Bill SD-22, Loi pour faire droit à Stella Leblanc.—*M. McCleave.*

Bill SD-23, Loi pour faire droit à Gerda-Sascha Rozwadowski.—*M. McCleave.*

Bill SD-24, Loi pour faire droit à Josephine Isabella Geiger.—*M. McCleave.*

Bill SD-25, Loi pour faire droit à Margarete Gerda Ruhnau.—*M. McCleave.*

Bill SD-26, Loi pour faire droit à Margaret Catherine Smith.—*M. McCleave.*

Bill SD-27, Loi pour faire droit à Marie-Gertrude-Hélène Flamme.—*M. McCleave.*

Bill SD-28, Loi pour faire droit à Kate Gillman.—*M. McCleave.*

Bill SD-29, Loi pour faire droit à Barbara Ann Wallace.—*M. McCleave.*

Bill SD-30, Loi pour faire droit à Lise Hogue.—*M. McCleave.*

Bill SD-31, Loi pour faire droit à Marie-Claire-Rolande Dubois.—*M. McCleave.*

Bill SD-32, Loi pour faire droit à Sheila Liebling.—*M. McCleave.*

Bill SD-33, Loi pour faire droit à Elizabeth Shaw Fisher Reid.—*M. McCleave.*

Bill SD-34, Loi pour faire droit à Marie-Jeanne Beaulieu.—*M. McCleave.*

Bill SD-35, Loi pour faire droit à Maurice LeBel.—*M. McCleave.*

Bill SD-36, Loi pour faire droit à Gilles Graveline.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-8, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer;

M. Browne (Vancouver-Kingsway), appuyé par M. Brunsden, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois;

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Et au retour;

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Loi modifiant la Loi sur les invalides.

Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation afin d'augmenter de deux cents millions à trois cents millions de dollars la responsabilité maximum des importateurs, à quelque époque, aux termes des effets en cours dont le paiement est garanti par la Société en conformité de l'article 21A de la loi; et de pourvoir, en outre, à certains changements dans l'application de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Fleming (Eglinton), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-68, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Société d'assurance des crédits à l'exportation: Tableau indiquant, selon les pays, la valeur préliminaire des exportations actuellement assurées, durant l'année civile 1961, en se fondant sur les déclarations de contrats des détenteurs de polices et les expéditions de marchandises.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises;

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Fulton, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Transports pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Transports, chapitre 79, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 1 portant production de documents*), en date du 31 janvier 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1961 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de Québec au sujet des subventions aux universités.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 112*), en date du 7 février 1962, en vue de l'état suivant: 1. Au 31 décembre 1961, dans combien de localités donnait-on des cours aux chômeurs aux termes de l'Annexe M de la convention adoptée en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle?

2. Quels étaient les noms de ces localités et combien de chômeurs ont suivi ces cours dans chaque cas?

3. Dans chaque localité, quels cours de formation donnait-on et combien profitaient de chacun de ces cours?

4. Quel a été le coût global de ce programme durant l'année 1961?

Par M. Monteith (Perth), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les dépenses et l'administration relatives à l'application de la Loi sur l'assistance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1961, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 26, Statuts du Canada, 1956.

Cinquième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, présentées le 14 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Roger Bernard Angel, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Yvonne Suzanne Boyer Angel.

Denise Vezeau Bachelder, épouse de Stanley John Arthur Bachelder, de Rougemont (P.Q.).

Richard Price Bradley, de Montréal (P.Q.), époux de Joan Allen Bradley.

Marjorie McEachern Brown, épouse de Arnold Galbraith Brown, de Montréal (P.Q.).

Collin Mills Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Barbara June Jones Campbell.

Lucien Decœur, de Montréal (P.Q.), époux de Rachel Bélanger Decœur.

Roland Demers, de Montréal (P.Q.), époux de Pierrette Mercier Demers.

Anita Margaret Steele d'Esterre, épouse de Robert Duncan d'Esterre, de Beaconsfield (P.Q.).

Rosemary Louise di Gravina Eakins, épouse de Peter Russell Eakins, de Montréal (P.Q.).

Mary Sheppard Gallagher, épouse de Thomas Joseph Gallagher, de Saint-Jean (Terre-Neuve).

Amy Sandra Jaques Glendinning, épouse de Gerald Ronald Glendinning, de Hudson (P.Q.).

Lucille Issenman Goresky, épouse de Irving Goresky, de Montréal (P.Q.).

Wilhelmina Morrison Grundy, épouse de George William Grundy, de Verdun (P.Q.).

Madeleine Françoise Patenaude Hankowski, épouse de Jan Paul Hankowski, de la Province de Québec.

Patricia McKernan Hilton, épouse de Brian Hilton, de Montréal (P.Q.).

Marie Joan Patricia Romano Jeffries, épouse de Joseph William Jeffries, de Montréal (P.Q.).

Joseph Marcel André Laforge, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Alice Boilard Laforge.

Géralde Boucher Lalonde, épouse de Roger René Lalonde, de Montréal (P.Q.).

Paulyne Gagnon Leblanc, épouse de André Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Martin Simeon Levy, de Montréal (P.Q.), époux de Inge Hansen Larsen Levy.

William John Loke, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Verna Irene Loke.

John Loughheed (Lougheed), de Lachine (P.Q.), époux de Carmen Marceau Loughheed (Lougheed).

George Mantadakis, de Montréal (P.Q.), époux de Paraskevi Dogatzi Mantadakis.

Stanley Monks, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Crosby Monks.

Kathleen Alice Priestley Morrow, épouse de Harold Morrow, de Beaurepaire (P.Q.).

Marie Antoinette Germaine Corbeil Mouton, épouse de Maurice Joseph Mouton, de Montréal (P.Q.).

Betty Beare O'Neil, épouse de Garth O'Neil, de Ville LaSalle (P.Q.).

Rosi Irma Koetke Parrouty, épouse de André Parrouty, de Montréal (P.Q.).

Madge Estelle Druce Pinkerton, épouse de Robert Pinkerton, de Ville Lemoyne (P.Q.).

Louisa Emily Elizabeth Stevens Porter, épouse de John Andrew Porter, de la province de Québec.

Jacqueline Henriette Demelin Pujol, épouse de Vincent Joseph Pujol, de Montréal (P.Q.).

David Filmore Sadler, de la province de Québec, époux de Nancy Agnes Sanborn Sadler.

Ivy Elizabeth Jacques Sherry, épouse de Henry Edward Sherry, de Montréal (P.Q.).

Barbara Ann Bell Sobrian, épouse de Merlyn Arnold Sobrian, de Shawinigan Falls (P.Q.).

Edith Mary Seymour-Higgins Thom, épouse de William Wylie Thom, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Troisième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Beatrice Harriet Cohen et deux autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Brock Acceptance Limited.*

John David Friesen, de Saskatoon (Sask.) et deux autres personnes, aux fins d'une loi qui constitue en société l'*Evangelical Mennonite Mission Conference.*

Andrew Osher Schwartz et deux autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Gerand Acceptance Company.*

The Mutual Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à se servir dans la poursuite de ses affaires, en anglais du nom de *The Mutual Life Assurance Company of Canada,* et en français de celui de la «Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada».

John Dickstein et Denis Dennis, de Montréal (P.Q.) et trois autres personnes, aux fins d'une loi qui constitue en société la *Westmount Life Insurance Company.*

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quatrième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Denise Vezeau Bachelder, épouse de Stanley John Arthur Bachelder, de Rougemont (P.Q.).

Percy Beauvais, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Mary Letitia McKenzie Beauvais.

Jean-Robert Boucher, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Gisèle Brisebois Boucher.

Edward Brown, de Dorval (P.Q.), époux de Ginette Cameron Brown.

Anita Margaret Steele d'Esterre, épouse de Robert Duncan d'Esterre, de Beaconsfield (P.Q.).

Ruth Ilona Mickley Elkin, épouse de Sidney Elkin, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Gladys Keane Faucher, épouse de Alfred Faucher, de Westmount (P.Q.).

Lucille Issenman Goresky, épouse de Irving Goresky, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Minchinton Frederick, épouse de Francis George Frederick, autrement connu sous le nom de Frank Phillips, de Montréal (P.Q.).

Thérèse Lambert Genest, épouse de Claude Genest, de Westmount (P.Q.).

Nicole Marie Pineau Goeffroy, épouse de Bernard Marcel Geoffroy, de Montréal (P.Q.).

Madeleine Françoise Patenaude Hankowski, épouse de Jan Paul Hankowski, de la province de Québec.

Elizabeth Boulay Gray, épouse de Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

George Hann, de Lewisporte (Terreneuve), époux de Lavinia Pearl Canning Hann.

Christine Viger Johnson, épouse de Harteny Lawrence Johnson, de Valois (P.Q.).

Dora Elfriede Elizabeth Christian Jacobi Kovacs, épouse de Lajos Louis Kovacs (Kovac), de Montréal (P.Q.).

Jean Jeanette Hazlett Krautle, épouse de Karl Otto Krautle, de Montréal (P.Q.).

Maria Jeney Lenkei, épouse de François Ferenc Lenkei (Leichtag), de Montréal (P.Q.).

Valerie Jean Arnott Morton, épouse de John Ure Morton, de Verdun (P.Q.).

Ellen Chase Biggar McKeller, épouse de Bruce McKeller, de Montréal (P.Q.).

Georgine Jun Plzark, épouse de Bohumil Plzak, de Sutton (P.Q.).

Géraldine Ludgarde Pineault Romer, épouse de Joseph Frank Romer, de Chomeday-Sud (P.Q.).

Marcelle Guedj Rosenberg, épouse de Salomon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Lillian Banks Small, épouse de Richard William Small, de Châteauguay (P.Q.).

Elizabeth Angela McMenamin Stirling, épouse de Alexander Stirling, de Dorval (P.Q.).

Adèle Kathleen Paquin Strachan, épouse de Kenneth Alexander Strachan, de Montréal (P.Q.).

Irene Horianska Tyminski, épouse de Tadeusz Tyminski, de Montréal (P.Q.).

Stasys Vysniauskas, de Montréal (P.Q.), époux de Zenta Bertulaite Vysniauskas.

Helena Jadwiga Igiel Vel Frankel Wodnicki, épouse de Stanislaw Wodnicki, de Montréal (P.Q.).

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 16 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Bill C-65, Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation), est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-68, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation;

M. Hees, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois.

Le Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie, à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, est étudié de nouveau en comité plénier et rapporté sans amendement.

Cinq heures du soir

Avec l'assentiment unanime, le bill susmentionné est lu pour une troisième fois et adopté.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-10, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-12, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale);

M. McGee, appuyé par M. Baldwin, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Sommaire des arrêtés en conseil rendus durant les périodes allant du 1er décembre au 31 décembre 1961 et du 1er au 31 janvier 1962.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) adressé au Parlement par la Commission du service civil indiquant les emplois exclus, en totalité ou en partie, de l'application de la Loi sur le service civil au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 60 (2) de ladite loi, chapitre 48, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 9 portant production de documents*), en date du 7 février 1962 demandant une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1961 entre le gouvernement et chaque province, relativement à l'établissement d'un réseau national de force motrice.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 134*), en date du 12 février 1962, en vue de l'état suivant: 1. Quels ministères ou organismes de l'État retiennent les services professionnels de dentistes?

2. Au 1er janvier 1962, quel était le nombre des dentistes dans les cadres de chaque ministère ou organisme?

3. Durant chacune des trois dernières années civiles, combien de dentistes ont quitté les services du gouvernement fédéral?

4. Combien de dentistes sont entrés au service de l'État durant chacune des trois dernières années civiles?

5. Durant les trois dernières années civiles, combien de concours la Commission du service civil a-t-elle tenus en vue d'obtenir les services de dentistes et quel est le nombre *a*) des candidats, *b*) de ceux qui ont été reçus à l'examen, *c*) de ceux qui sont entrés au service de l'État?

6. D'une façon générale, la Commission du service civil recrute-t-elle facilement ou difficilement des dentistes ou ce recrutement est-il presque impossible à l'heure actuelle?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 140*), en date du 12 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre de formules de chèques imprimées en anglais *a*) actuellement à la disposition du Conseil du Trésor, *b*) déjà commandées mais non livrées?

2. A quelles dates et à quels prix ces formules non livrées ont-elles été commandées?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 142*), en date du 12 février 1962, en vue de l'état suivant: De 1956 à 1961, quel a été l'ensemble des recettes et des dépenses du gouvernement?

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1961, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228, S.R.C., 1952.

Sixième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 15 février, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Ronald K. Banister et quatre autres personnes d'Edmonton (Alb.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Cochin Pipe Lines Ltd.*—*M. Nugent.*

La *Muttart Development Corporation Ltd.* aux fins d'une loi la transformant en une compagnie de prêts sous le nom de «*Muttart Mortgage Corporation*».—*M. Maloney.*

Maurice Frederick Strong et deux personnes de Calgary (Alb.), et Albert Benjamin Rutter Lawrence et une autre personne de la ville d'Ottawa (Ont.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Polaris Pipe Lines.*—*M. Baldwin.*

Sun Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi lui permettant de changer son appellation française en celle de «Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie».—*M. Lafrenière.*

La *United Church of Canada* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société.—*M. Morton.*

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 23

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 19 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 14 février 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Cinquième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Ronald K. Banister et quatre autres personnes d'Edmonton (Alb.), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Cochin Pipe Lines Ltd.*

La *Muttart Development Corporation Ltd.*, aux fins d'une loi la transformant en une compagnie de prêts sous le nom de «*Muttart Mortgage Corporation*».

Sun Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi lui permettant de changer son appellation française en celle de «Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie».

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 20 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway), tendant à voter une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session.

Le débat se poursuit;

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Winch, appuyé par M. Bourget, la Chambre suspend la séance à 2 h. 40 de l'après-midi, pour se réunir de nouveau à l'appel de l'Orateur.

A trois heures, la Chambre reprend la séance.

Le débat reprend sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Peters, appuyé par M. Winch, propose l'amendement suivant: Que l'alinéa qui suit soit ajouté à l'Adresse:

«Cette Chambre regrette que les conseillers de Votre Excellence n'aient pas accordé aux producteurs agricoles un pouvoir compensateur convenable sur le marché en instituant, entre autres choses, des Offices nationaux de mise sur le marché.»

Il s'élève un débat; à 9 h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement provisoirement modifié.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Fisher, Howard, Peters, Winch—6.
Herridge, Martin (Timmins),

CONTRE

Messieurs

Aiken, Cathers, Gundlock, MacRae,
Aitken (Mlle), Charlton, Habel, McBain,
Allard, Chevrier, Hales, McCleave,
Allmark, Churchill, Hamilton McDonald
Badanai, Clancy, (Notre-Dame- (Hamilton-Sud),
Balcer, Clermont, de-Grâce), McFarlane,
Baskin, Coates, Hellyer, McGregor,
Batten, Cooper, Henderson, McIlraith,
Beech, Crestohl, Hicks, McLennan,
Bell (Saint-Jean- Crouse, Horner, McWilliam,
Albert), Danforth, (The Battlefords), Mandziuk,
Benidickson, Denis, Jones, Martel,
Boivin, Deschatelets, Jung, Martini,
Boulanger, Doucett, Keays, Matheson,
Bourbonnais, Drysdale, Kennedy, Meunier,
Bourdages, Dubois, Knowles, Michaud,
Bourget, English, Korchinski, Milligan,
Brassard Eudes, Kucherepa, Mitchell,
(Chicoutimi), Fairfield, Lafrenière, Monteith (Perth),
Brassard Fane, Lahaye, More,
(Lapointe), Flemming (Royal), LaMarsh (Mlle), Morissette,
Broome, Fournier, Latour, Morris,
Browne (Saint-Jean- Fréchette, Leduc, Morton,
Ouest), Fulton, Macdonnell Muir (Cap-Breton-
Cadieu, Garland, (Greenwood), Nord et Victoria),
Campbell Grafftey, MacEwan, Muir (Lisgar),
(Lambton-Kent), Granger, MacInnis, Nasserden,
Carter, Grenier, MacLean Nesbitt,
Casselman (Mme), Grills, (Queens), Nielsen,

Nixon,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Phillips,
Pickersgill,
Pigeon,
Pratt,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robinson,
Rompré,
Rouleau,
Rynard,
Sévigny,
Slogan,
Small,
Smallwood,
Smith (Lincoln),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stearns,
Tardif,
Taylor,
Thomas,
Tremblay,
Tucker,
Valade,
Vivian,
Walker,
Webb,
Winkler—149.

Le débat se poursuit sur la motion principale, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 90*), en date du 5 février 1962, en vue de l'état suivant: 1. Qui a pris l'initiative de convoquer la «Convention atlantique», tenue à Paris, au mois de janvier?

2. Quel était le but de cette Convention?

3. Qui a nommé les membres de la délégation canadienne?

4. Quels étaient leurs noms et qui représentaient-ils?

5. Qui a pris à charge les dépenses de cette délégation?

6. Quelle somme globale, s'il y a lieu, le gouvernement du Canada a-t-il dépensée?

7. Quelles ont été les recommandations formulées par la Convention?

8. Quelles dispositions le gouvernement canadien se propose-t-il de prendre relativement à ces recommandations?

Par M. MacLean (Queens), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office de la recherche en pêcheries pour l'année terminée le 31 mars 1961.

A dix heures soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 25

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 21 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trente-trois pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70 (1) du Règlement.

Mlle LaMarsh, appuyée par M. McMillan, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-69, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale, forme de la sentence), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Mlle LaMarsh, appuyée par M. McMillan, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-70, Loi statuant sur le droit d'auteur au Canada et donnant suite à la Convention universelle sur le droit d'auteur, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, avec l'amendement suivant:

Page 3, lignes 15 à 20 inclusivement: Retrancher l'article 8 du bill.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général—Rapport (en français et en anglais) de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale, chapitre 186, (S.R.C.) 1952.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 26

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 22 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70 (1) du Règlement.

M. Churchill, appuyé par M. Balcer, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants aux fins suivantes: prolonger la période durant laquelle un ancien combattant peut participer aux avantages de la loi; établir les dates auxquelles les personnes sont censées avoir été libérées; prolonger la période de remboursement des prêts; permettre au Directeur d'établir un régime facultatif d'assurance-vie collective à l'intention des anciens combattants; augmenter le taux d'intérêt lorsqu'une propriété retourne au Directeur; augmenter le maximum de l'aide prévue à la Partie II de la loi; assurer une assistance financière additionnelle à certains cultivateurs à plein temps; assurer une assistance financière additionnelle aux cultivateurs à temps réduit et aux pêcheurs de commerce; donner plus d'extension aux fins pour lesquelles un prêt consenti sous le régime de la Partie III de la loi peut être utilisé; étendre le champ d'application à l'égard de l'affectation du produit d'une vente ou autre aliénation de bien-fonds; et assurer la cession à un ancien combattant d'une partie de la terre sur laquelle il est établi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, afin d'étudier ledit projet de résolution.

Les avis de motions qui suivent sont appelés, reportés aux ordres inscrits au nom du Gouvernement et font l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Que le rapport du Conseil des Arts du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1961, qui a été déposé à la Chambre le 1er juillet 1961, soit déféré au comité permanent des comptes publics afin qu'il fasse l'objet d'un examen suivant l'article 23 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada.—*Le premier ministre.*

Que les Comptes publics (volumes I, II et III) ainsi que le rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961, et que les relevés financiers du Conseil des Arts du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1961 ainsi que le rapport de l'auditeur général y relatif, soient déférés au comité permanent des comptes publics.—*Le ministre des Finances.*

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Bourdages, appuyé par M. Browne (Vancouver-Kingsway): Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit; à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition de l'article 38(5) du Règlement provisoirement modifié.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Sur motion de M. Churchill, appuyé par M. MacLean (Queens), il est ordonné que ladite Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Le Sénat transmet des messages à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-65, Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation).

Bill C-48, Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 157*), en date du 14 février 1962, demandant l'état suivant: Quels sont les barèmes des salaires des employés suivants, rémunérés aux taux régnants, du ministère de la Défense nationale, dans la région de Toronto, et à quelle date ces barèmes sont-ils entrés en vigueur: *a*) plombiers, *b*) peintres, *c*) mécaniciens de moteurs, *d*) électriciens, *e*) manœuvres?

Septième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, présentées le 21 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Agnes Blumenthal Agai, épouse de Nicolas Agai, de Montréal (P.Q.).

Jeannie Kozak Belchik, épouse de Paul Belchik, de Montréal (P.Q.).

Lois Ferguson Budd, épouse de Hilsborne Budd, de Roxboro (P.Q.).

Claude Caron, de Valcartier (P.Q.), époux de Pauline Thomson Caron.

Suzanne Pampalon Chassé, épouse de Jean Chassé, de Montréal (P.Q.).

Rose Frishling Cohen, épouse de Ronald Cohen, de Montréal (P.Q.).

Rose Norris Coletta, épouse de Harold Coletta, de Montréal (P.Q.).

Rolland Commoy, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Aline Céline Milot Commoy.

Jethro Garland Crocker, de St. John's (Terreneuve), époux de Mary Jane Burry Crocker.

Philip Dalgleish, de Lachine (P.Q.), époux de Rosemarie Bohn Dalgleish.

Doreen Dreyer Kane Eastwood, épouse de Bruce David Eastwood, de Lachine (P.Q.).

Robert Fleischer, de Montréal (P.Q.), époux de Agnes Pataki Fleischer.

Margaret Elaine Arthur Gallagher, épouse de Raymond Hugh Gallagher, de Montréal (P.Q.).

Joseph Adelard Frederick Geraghty, de Québec (P.Q.), époux de Maude Ellen Bayford Geraghty.

Geraldine Cecilia Keating Gohier, épouse de Gérald Raymond Gohier, de Westmount (P.Q.).

Harvey Stewart Wycliffe Goodwin, de Westmount (P.Q.), époux de Marilyn Thompson Fisher Goodwin.

Marie-Louise Bourassa Guay, épouse de Jean-Marie Guay, de Montréal (P.Q.).

Franklin Dale Hufford, de Chomedey (P.Q.), époux de Geraldine Anne Milner Hufford.

Gilbert Walter Jackson, de Croydon (P.Q.), époux de Patricia May Ramsey Jackson.

Elizabeth Calder Laptew, épouse de Paul Constantin Laptew, de Westmount (P.Q.).

Ada Josephine Ford Lejeune, épouse de Ronald Lorne Lejeune, de Verdun (P.Q.).

Anita Marie Virginie Bouffard Leroux, épouse de André Leroux, de Montréal (P.Q.).

Jean Gold Letovsky, épouse de Louis Wolfe Letovsky, de Dorval (P.Q.).

Barbara Joan Sonia Horsfield Lowther, épouse de Gordon Readman Lowther, de Hudson (P.Q.).

Garfield MacLean, de Verdun (P.Q.), époux de Hazel Hollett MacLean.

Edna Anne Stanley MacPherson, épouse de George Anthony MacPherson, de St-Basile-le-Grand (P.Q.).

Beverley Ann Gall Maughan, épouse de John Frederick Maughan, de Westmount (P.Q.).

Werner Burke Michelsen, de Westmount (P.Q.), époux de Irene Elizabeth Moon Michelsen.

Joseph James Alexander Clermont O'Neill, de Les Saules (P.Q.), époux de Virginia Aucoin O'Neill.

Nicholas Pilidis, de Châteauguay (P.Q), époux de Barbara Ann Fennell Pilidis.

Anne-Marie Balazs Somlo, épouse de André Pierre Somlo, de Montréal (P.Q.).

Marcel Talbot, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Paule Bélair Talbot.

Shirley Margaret Bennett Woolley, épouse de Edward Brian Woolley, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Sixième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Margaret Ellynore MacDougall Abbott, épouse de Ernest Kitson Abbott, de Montréal (P.Q.).

Aranka Ilona Paris Berendy, épouse de Bela Julius Berendy, de Montréal (P.Q.).

Judith MacBeth Complin Cuggy, épouse de Kenneth Douglas Cuggy, de Montréal (P.Q.).

John Donaldson, de Montréal (P.Q.), époux de Evelyn Mahaffey Donaldson.

Thelma Schuker Freeman, épouse de Reuben Freeman, de Montréal (P.Q.).

Marie Albert Greensell, épouse de Rémi Greensell, de Montréal (P.Q.).

Joan Marjorie Baker Gregor-Pearse, épouse de Reginald Clive Gregor-Pearse, de Montréal (P.Q.).

Margaret Anne Honey Harvey, épouse de Edmund Gifford Harvey, de la province de Québec.

Nadia-Anne Lucyshyn Hruszij, épouse de Mycola Hruszij, de Montréal (P.Q.).

Martin Simeon Levy, de Montréal (P.Q.), époux de Inge Hansen Larsen Levy.

Dorothy Estelle Gibbons Lord, épouse de Richard Leslie Michael Lord, de Montréal (P.Q.).

Karl-Heinz Hans Luedders, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Irene Antonie Otten Luedders.

Frances Feldman Lyman, épouse de Harvey Lyman, de Montréal (P.Q.).

Léonard Marchand (Mihalcean), de Pont-Viau (P.Q.), époux de Gertrude Emond Marchand.

Angus McIntosh, de Verdun (P.Q.), époux de June Theresa Gearey McIntosh.

Marie Aleta (Maude) Barker Meerovitch, épouse de Nathaniel Meerovitch, de Montréal (P.Q.).

Frank Hamilton Mingie, fils, de Pointe-Claire (P.Q.), époux de Ruth Evelyn Norris Mingie.

May Margaret Rodgers Morelli, épouse de Nicholas Morelli, de Montréal (P.Q.).

Betty Beare O'Neil, épouse de Garth O'Neil, de Ville LaSalle (P.Q.).

Madge Estelle Druce Pinkerton, épouse de Robert Pinkerton, de Ville Lemoyne (P.Q.).

Jean Guy Prud'homme, de Montréal (P.Q.), époux de Aimée Lamontagne Prud'homme.

Aline Hélène Desjardins Smith, épouse de Desmond Edward Smith, de Montréal (P.Q.).

Anton Welte, de Longueuil (P.Q.), époux de Christina Mayer Welte.

A 9 h. 50 du soir, sur motion de M. Churchill, appuyé par M. Nowlan, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

26210-5—11½

N° 27

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 23 FÉVRIER 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 23 février 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Robert Taschereau, juge de la Cour suprême du Canada, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, aujourd'hui le 23 février, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire du Gouverneur général
ESMOND BUTLER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Avec l'assentiment unanime, M. l'Orateur dépose devant la Chambre,—Texte (en français et en anglais) de la Déclaration de Paris, émise par les délégués à la Convention Atlantique des Nations de l'OTAN, qui a été tenue à Paris du 8 au 20 janvier 1962.

L'amendement apporté par le Sénat au Bill C-63, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta, depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation, est lu pour une deuxième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts;

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

AGRICULTURE

Direction de la production et des marchés

615 Subventions au Manitoba, à la Saskatchewan et à l'Alberta, en conformité des modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, représentant la moitié des sommes versées par les gouvernements de ces provinces aux cultivateurs pour la récolte et la mise en balles des céréales fourragères, jusqu'au maximum de $2.50 la tonne . . . .$ 190,000 00

Assainissement des terres, travaux d'irrigation et de conservation des eaux

Travaux d'irrigation et de conservation des eaux dans les provinces de l'Ouest, y compris les travaux de la rivière Saskatchewan-Sud; le programme de rétablissement agricole des Prairies; protection, assèchement et mise en valeur de terrains—

616 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire . . 3,200,000 00

Crédit spécial

617 Exécution de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies—Crédit supplémentaire 498,693 00

PRODUCTION DE DÉFENSE

A—Ministère

624 Fonds pour soutenir la puissance technologique de l'industrie canadienne à l'appui de certains programmes de perfectionnement de la défense—Pour augmenter de $4,000,000 les engagements globaux autorisés par le crédit 72 du Budget principal de 1961-1962 . . . . . 1 00

FINANCES

Éventualités et divers

630 Autorisation d'établir un compte spécial dans le Fonds du revenu consolidé, devant être dénommé Compte du règlement des réclamations (Japon) en vertu du traité de paix, sur lequel seront imputées toutes les sommes reçues du Japon en règlement de ses obligations en vertu de la disposition 18 *a*) du traité de paix entre le Canada et le Japon signé à San Francisco le 8 septembre 1951, et, nonobstant l'article 35 de la Loi sur l'administration financière, autorisation d'imputer des versements sur ledit Compte pendant la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux Règlements relatifs au règlement des réclamations (Japon) en vertu du traité de paix, établis par le décret du Conseil C.P. 1961-1850 du 22 décembre 1961, à l'égard des réclamations et des dépenses subies dans les enquêtes et les rapports sur lesdites réclamations, et autorisation d'imputer sur le Compte du règlement des réclamations (Japon) en vertu du traité de paix de remboursement de toutes les sommes versées à l'égard desdites dépenses sous l'empire de la présente Loi des subsides ou de toute autre Loi des subsides 1 00

Éléments généraux de paye, y compris versements de pension de retraite

631 Contribution de l'État au Plan d'assurance-hospitalisation (hors du Canada)—Crédit supplémentaire et autorisation au Conseil du Trésor d'établir un règlement en vue d'étendre les objets du Plan établi sous l'empire du crédit 668 de la Loi des subsides nº 5, 1958, aux fins d'englober les membres des forces régulières dans les circonstances et pour les périodes prescrites par le règlement 90,000 00

632 Autorisation aux contributeurs sous l'empire de la Loi sur la pension du service civil immédiatement avant le 1er janvier 1954 qui devinrent contributeurs sous l'empire de la Loi sur la pension du service public à cette date, qui n'ont pas manifesté leur choix en vertu du paragraphe (5) de l'article 25 de ladite loi avant le 1er janvier 1955, de choisir, conformément aux conditions et modalités approuvées par le gouverneur en conseil, de faire compter les états de service qu'ils auraient pu faire compter en vertu dudit article s'ils avaient manifesté leur choix, et que ce choix soit réputé valable à toutes les fins de ladite loi 1 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

633 Contribution au Fonds de secours des sinistrés du Nouveau-Brunswick 50,000 00

634 Subvention à l'Association des universités de langue française pour aider à combler les dépenses de la tenue au Canada en 1961 du premier congrès mondial des universités de langue française 15,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-3, Loi concernant La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada. —*M. Weichel.*

Bill S-4, Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company.—*M. Webster.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message afin d'informer cette Chambre qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur la députation;

M. Nielsen, appuyé par M. Martel, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est retiré et un bill C-14 modifié, intitulé: «Loi modifiant la Loi sur la députation et la Loi électorale du Canada», lui est substitué.

Après discussion dudit bill modifié, ladite motion, dans sa forme modifiée, est mise aux voix et agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur ce, on soulève la question du Règlement au sujet de la validité des diverses délibérations relatives à ce bill.

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je voulais simplement préciser ceci: j'ai eu l'impression que la Chambre consentait à remettre à la prochaine séance la troisième lecture du projet de loi, et que l'honorable député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill) s'est alors prévalu du Règlement pour demander s'il convient que la Chambre fasse imprimer un second bill portant le même numéro et de forme identique mais différent quant au fond; c'est, je crois, un point qui vaut d'être étudié.

En l'occurrence, la Chambre du consentement unanime a accepté que le bill soit réimprimé et, par conséquent le rappel au Règlement ne peut être invoqué en ce moment mais seulement dans le cas où de semblables circonstances se produiraient. Je puis assurer à l'honorable député que je me pencherai sur le problème et que je mettrais en garde les personnes responsables de la possibilité qu'un pareil état de choses se reproduise ainsi que de la ligne de conduite appropriée qu'il faudrait suivre.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Et au retour;

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation).

Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 127*), en date du 12 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les noms, les emplacements, le nombre d'unités de logement, la date de parachèvement de chaque projet d'habitation de militaires ou d'anciens combattants actuellement administré par la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Combien de maisons ont été vendues dans chaque projet; combien sont présentement louées et ces unités de logement sont-elles disponibles pour la vente?

3. Y a-t-il une politique au sujet du rabais du prix de vente et, dans le cas de l'affirmative, donnez des précisions quant à son application à l'égard de tous les projets désignés au premier paragraphe, y compris les projets, s'il en est, où cette politique n'est plus en vigueur?

Par M. Monteith (Perth), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, chapitre 74, S.R.C., 1952.

Huitième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, aux fins de lois d'annulation de mariage, présentées le 22 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Francesco Clemente, de Montréal (P.Q.), époux de Grazia Marciano Clemente.

Patrick Marcel Renaud, de Montréal (P.Q.), époux de Jacqueline Louise Côté Renaud.

A six heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 28

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 26 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Jones, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-71, Loi désignant une semaine consacrée chaque année à l'exaltation des mérites de la jeunesse, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 143 par M. Racine—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: En ce qui concerne le programme de travaux d'hiver, à l'égard de chaque province et de la période 1960-1961 et de 1961 jusqu'à ce jour, *a*) combien de projets le gouvernement fédéral a-t-il approuvés, *b*) quel est le coût réel ou estimatif de ces travaux, *c*) combien de chômeurs inscrits aux bureaux du Service national de placement ont obtenu du travail grâce à ce programme?

Question n° 161 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. L'Imprimeur de la Reine a-t-il adressé une lettre circulaire selon laquelle on pouvait obtenir de l'Imprimerie des livres de recettes pour apprêter le bifteck de bison; dans le cas de l'affirmative, *a*) combien de lettres a-t-il adressées, *b*) combien de livres de recettes a-t-on imprimés, *c*) quel est le coût global d'impression et de livraison postale des lettres, *d*) quel est le coût global des livres de recettes, *e*) quelle somme prévoit-on réaliser grâce à la vente de ces livres?

2. Peut-on acheter de la viande de bison; dans le cas de l'affirmative, *a*) où, *b*) quel en est le prix de détail, *c*) combien coûte-t-elle au détaillant, *d*) combien de livres de bifteck de bison sont présentement mises en vente?

26210-5—12½

*Question n° 178 par M. McMillan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, combien de personnes se sont inscrites au cours d'entraînement de protection civile au Canada?

2. A la date la plus récente pour laquelle on possède une statistique, combien suivaient ce cours?

3. Sur ce nombre, combien étaient chômeurs lorsque leur entraînement a commencé?

Question n° 196 par M. Brassard (Lapointe)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Entre le 1er septembre 1957 et le 1er septembre 1961, quelque ministère ou ministre du gouvernement a-t-il échangé de la correspondance avec J. P. Boisjoli Industries, Limitée, au sujet de l'acquisition par cette compagnie de vieux rails appartenant au National-Canadien, situés à Sainte-Philomène, dans le comté de Châteauguay; dans le cas de l'affirmative, quel est le ministère ou le ministre en cause?

2. L'un ou l'autre des ministères ou des ministres ont-ils échangé de la correspondance à ce sujet; dans le cas de l'affirmative, quels sont les ministères ou les ministres en cause et quelle était la teneur des lettres des ministères en cause?

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est appelé pour la première fois, suivant les dispositions de l'article 56(2) du Règlement;

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

Mlle LaMarsh, appuyée par M. McMillan, propose l'amendement suivant: Que tous les mots après l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> «cette Chambre estime qu'on devrait étudier sans délai la mise en œuvre de programmes propres à assurer à l'économie canadienne un rythme d'expansion suffisant.»

Il s'élève un débat;

M. Herridge, appuyé par M. Winch, propose le sous-amendement suivant: Que le point à la fin de l'amendement soit remplacé par une virgule et que le texte qui suit soit ajouté:

> «en étendant la propriété publique et coopérative à des fins telles que l'aménagement des services publics, l'exploitation des ressources, l'élimination des concentrations monopolisatrices du pouvoir et le fonctionnement des entreprises importantes ayant une répercussion immédiate et directe sur la nation entière.»

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 13, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest et sanctionnées le 25 janvier 1962, conformément à l'article

15 de la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, chapitre 331, S.R.C. 1952, modifié en 1953-1954, et exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1962-219, en date du 15 février 1962, approuvant lesdites Ordonnances.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (**Avis de motion n° 132 portant production de documents*), en date du 22 mai 1961, demandant la copie de toutes communications échangées depuis le 1er juillet 1960 entre la *Dominion Steel and Coal Company* ou l'une de ses filiales et tout membre du gouvernement ou de l'Office fédéral du charbon, relativement à la fermeture éventuelle de l'une quelconque des houillères en Nouvelle-Écosse.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Relevé des soldes impayés dans les banques à charte du Canada au 31 décembre 1961, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fleming (Eglinton),—Relevé des soldes impayés dans les banques constituées sous le régime de la Loi sur les banques d'épargne de Québec au 31 décembre 1961, conformément à l'article 93(1) de ladite loi, chapitre 41, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Septième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Catherine Gerasimos Temponeras Andrulakis, épouse de Miltiadis George Andrulakis, de Montréal (P.Q.).

Armando Argentini, de Montréal (P.Q.), époux de Angela Giacondi Argentini.

Alma Ivy Trineer Bankley, épouse de Gordon Lloyd Bankley, de Montréal (P.Q.).

Guy Bertrand, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Fabiola Mathurin Bertrand.

Joseph Idolard Bouchard, de Nouvelle (P.Q.), époux de Antoinette Babineau Bouchard.

Joseph Léo Gérard Bougie, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Thériault Bougie.

Elizabeth Helen Peto Brown, épouse de Robert Morel Brown, de Montréal (P.Q.).

Wilma Gloria Hill Bryson, épouse de Lloyd George Bryson, de Lachute (P.Q.).

Lois Ferguson Budd, épouse de Hilsborne Budd, de Roxboro (P.Q.).

Alexander Burke, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.), époux de Emérantienne St-Pierre Burke.

Jeannette Tremblay Carignan, épouse de Henri Carignan, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Cimbru Chambers, de Montréal (P.Q.), époux de Germaine Leclerc Chambers.

Vivian Marjery Singer Cohen, épouse de Mortimer Cohen, de Montréal (P.Q.).

Rose Norris Coletta, épouse de Harold Coletta, de Montréal (P.Q.).

Rolland Commoy, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Aline Céline Milot Commoy.

Beverley Hayden Forman Crerar, épouse de Colin Douglas Crerar, de Beaconsfield (P.Q.).

Florence Patricia Finucane Da Silva, épouse de Aubrey Terrence Da Silva, de Montréal (P.Q.).

Alexandra Pantzaras Deliyannakis, épouse de Nicolas Deliyannakis, de Montréal (P.Q.).

Patricia Beverley Lang Dimeo, épouse de Alexander Hough Dimeo, de Montréal-Ouest (P.Q.).

Brigitte Seidel Dophide, épouse de Wilfrid Dophide, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Rosemary Louise di Gravina Eakins, épouse de Peter Russell Eakins, de Montréal (P.Q.).

Verena Bachmann Elsener, épouse de Joseph Elsener, de Montréal (P.Q.).

Léonard Emond, de Repentigny (P.Q.), époux de Bella Savard Emond.

Géraldine Cécilia Keating Gohier, épouse de Gérald Raymond Gohier, de Westmount (P.Q.).

Marie-Louise Bourassa Guay, épouse de Jean-Marie Guay, de Montréal (P.Q.).

Robert Harrison, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Jeanette Nolan Harrison.

Patricia McKernan Hilton, épouse de Brian Hilton, de Montréal (P.Q.).

Norma Ann Murray Hurley, épouse de Thomas Richard Joseph Hurley, de Beaurepaire (P.Q.).

Haidy Amalie Madelaine Vasesha Jack, épouse de John Thomas Jack, de Montréal (P.Q.).

Zbigniew Stanislaw Janicki, de Montréal (P.Q.), époux de Vittorina Bernardi Janicki.

Marie Joan Patricia Romano Jeffries, épouse de Joseph William Jeffries, de Montréal (P.Q.).

Colleen Ann Sheen Kenny, épouse de William Harold Kenny, fils, de Verdun (P.Q.).

Zelda Barbara Fine Kimberg, épouse de Irving Noah Kimberg, de Montréal (P.Q.).

Mildred Dishell Kligman, épouse de Sam Kligman, de Montréal (P.Q.).

Nora Bridget Whalen Lahey, épouse de John Joseph Lahey, de la province de Terreneuve.

Elizabeth Calder Laptew, épouse de Paul Constantin Laptew, de Westmount (P.Q.).

Constance Valerie McKnight Laurie, épouse de Norman Earl Laurie, de Verdun (P.Q.).

Paulyne Gagnon Leblanc, épouse de André Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Barbara Phyllis Lipchitz Lippman Leibovitch, épouse de Bernard Leibovitch, de Montréal (P.Q.).

Jean Gold Letovsky, épouse de Louis Wolfe Letovsky, de Dorval (P.Q.).

Ines Barbara Harari Levy, épouse de Nessin (Nathan) Levy, de Montréal (P.Q.).

Jean Bernard L'Heureux, de Ville LeMoyne (P.Q.), époux de Monique St-Germain L'Heureux.

Geraldine Elaine Edwards Liverpool, épouse de Samuel Allan Liverpool, de la province de Quèbec.

William John Loke, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Verna Irene Loke.

Evelyne Paquette Millette, épouse de André Millette, de Verdun (P.Q.).

Ruth Clark Moss, épouse de Harry Moss, de Montréal (P.Q.).

Edith Rozel Dougan McDougall, épouse de David McDougall, de Montréal (P.Q.).

Josephine (Rose) Tworek Nawrocki, épouse de Joseph John Nawrocki, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Jordan Rae, épouse de Clifford Rae, de Montréal (P.Q.).

Réal Richard, de Montréal (P.Q.), époux de Marcella Lévesque Richard.

Joseph-Zénon Roland Roy, de Montréal (P.Q.), époux de Jacqueline Forget Roy.

Ivy Elizabeth Jacques Sherry, épouse de Henry Edward Sherry, de Montréal (P.Q.).

Patricia Ann Nind Small, épouse de Leonard Edward George Small, de Montréal (P.Q.).

Bertha Bromirska Staruch, épouse de John Staruch, de Montréal (P.Q.).

Doris Irene Moss Trerice, épouse de Nelson Webster Trerice, de Montréal (P.Q.).

Gabrielle Alarie Ungar, épouse de Harry Ungar, de Montréal (P.Q.).

Toni Anna Lydia Mogroby Weiss, épouse de Bernard Weiss (Weisz), de Montréal (P.Q.).

Albert Henry Grabeldinger Willis, de Montréal (P.Q.), époux de Erna Margot Szlata Willis.

Shirley Margaret Bennett Woolley, épouse de Edward Brian Woolley, de Montréal (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 29

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 27 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Soixante-quinze pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sur la proposition de motion d'amendement de Mlle LaMarsh, appuyée par M. McMillan: Que tous les mots après l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> «cette Chambre estime qu'on devrait étudier sans délai la mise en œuvre de programmes propres à assurer à l'économie canadienne un rythme d'expansion suffisant.»

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Herridge, appuyé par M. Winch: Que le point à la fin de l'amendement soit remplacé par une virgule et que le texte qui suit soit ajouté:

> «en étendant la propriété publique et coopérative à des fins telles que l'aménagement des services publics, l'exploitation des ressources, l'élimination des concentrations monopolisatrices du pouvoir et le fonctionnement des entreprises importantes ayant une répercussion immédiate et directe sur la nation entière.»

Le débat se poursuit; à 8 h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions de l'alinéa *d*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Fisher, Howard, Peters, Regier,
Herridge, Martin (Timmins), Pitman, Winch—8.

CONTRE

Messieurs

Aiken, Dinsdale, Lambert, Nowlan,
Aitken (Mlle), Dorion, LaRue, Nugent,
Allard, Drouin, Latour, O'Hurley,
Balcer, Drysdale, Leduc, Pallett,
Baldwin, Dubois, Lennard, Parizeau,
Barrington, Dumas, Lessard, Pascoe,
Bell (Carleton), English, Létourneau, Paul,
Bell (Saint-Jean-Albert), Eudes, Loiselle, Pickersgill,
Belzile, Fairclough (Mme), Macdonald (Mme), Pigeon,
Benidickson, Fairfield, MacEwan, Pugh,
Bigg, Fane, MacLean (Queens), Rapp,
Boivin, Fleming (Eglinton), MacLean (Winnipeg-Nord-Centre), Régnier,
Boulanger, Flemming (Royal), MacRae, Ricard,
Bourbonnais, Flynn, McBain, Richard (Ottawa-Est),
Bourget, Forgie, McCleave, Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Brassard (Chicoutimi), Fréchette, McDonald (Hamilton-Sud), Robichaud,
Brassard (Lapointe), Fulton, McFarlane, Robinson,
Browne (Saint-Jean-Ouest), Garland, McGee, Rowe,
Cadieu, Godin, McGrath, Sévigny,
Campbell (Lambton-Kent), Grafftey, McGregor, Slogan,
Campbell (Stormont), Green, McIlraith, Small,
Cardiff, Hales, McIntosh, Smith (Lincoln),
Caron, Halpenny, McLennan, Smith (Simcoe-Nord),
Carter, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), McMillan, Smith (Winnipeg-Nord),
Casselman (Mme), Harkness, McPhillips, Southam,
Cathers, Hellyer, McQuillan, Spencer,
Chambers, Henderson, Mandziuk, Starr,
Charlton, Hicks, Martin (Essex-Est), Stefanson,
Chatterton, Hodgson, Martini, Tardif,
Churchill, Horner (Acadia), Matheson, Taylor,
Clancy, Horner (Jasper-Edson), Matthews, Thrasher,
Clermont, Horner, (The Battlefords), Meunier, Tremblay,
Coates, Howe, Montgomery, Tucker,
Cooper, Johnson, More, Valade,
Creaghan, Jones, Morissette, Walker,
Crestohl, Jung, Morris, Webster,
Crouse, Keays, Morton, Weichel,
Denis, Kennedy, Muir (Lisgar), White,
Deschambault, Knowles, Nasserden, Winkler,
Diefenbaker, Korchinski, Nesbitt, Wratten—164.
Kucherepa, Nielsen,
Lahaye, Nixon,

Ladite proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Benidickson,
Boivin,
Boulanger,
Bourget,
Brassard (Lapointe),
Caron,
Carter,
Clermont,
Crestohl,
Denis,
Dumas,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Garland,
Godin,
Hellyer,
Herridge,
Howard,
Leduc,
Lessard,
Loiselle,
McIlraith,
McMillan,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Matheson,
Meunier,
Nixon,
Peters,
Pickersgill,
Pitman,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Robichaud,
Tardif,
Tucker,
Winch—39.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Balcer,
Baldwin,
Barrington,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bourbonnais,
Brassard (Chicoutimi),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Deschambault,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Flemming (Royal),
Flynn,
Fréchette,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Harkness,
Henderson,
Hicks,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jones,
Jung,
Keays,
Kennedy,
Knowles,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
Lambert,
LaRue,
Latour,
Lennard,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIntosh,
McLennan,
McPhillips,
McQuillan,
Mandziuk,
Martini,
Matthews,
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Sévigny,
Slogan,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Taylor,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Walker,
Webster,
Weichel,
White,
Winkler,
Wratten—133.

Le débat se poursuit sur la motion principale; à dix heures du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions de l'alinéa *f*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

La motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant les dispositions de l'alinéa *a*) du paragraphe (5) de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

1 Administration centrale .. ..$ 1,072,000 00

JUSTICE

1 Administration centrale, y compris contribution annuelle de $200 à la Conférence des commissaires sur l'uniformité de la législation au Canada et $167,500 pour allocation aux agences privées agréées d'assistance aux prisonniers libérés, selon ce qu'approuvera le Conseil du Trésor .. ..$ 1,385,000 00

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

1 Administration centrale .. ..$ 1,916,900 00

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

1 Administration centrale, y compris la part des dépenses du Canada à l'égard de la Conférence sur les ressources de l'avenir .. ..$ 1,065,900 00

TRAVAUX PUBLICS

1 Administration générale, y compris une subvention de $2,000 à la *Canadian Good Roads Association* .. .. ..$ 11,098,000 00

COMMERCE

1 Administration centrale, y compris les cotisations à payer aux organismes internationaux énumérés dans le détail des affectations et un montant de $24,000 en subventions pour encourager l'esthétique industrielle .. ..$ 4,481,000 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 3 portant*

production de documents), en date du 31 janvier 1962, demandant une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1956 entre le gouvernement fédéral et tout autre gouvernement ou toute autre personne au sujet d'une route destinée à relier la réserve indienne de Kitimaat et la municipalité de Kitimat.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 161*), en date du 26 février 1962, demandant l'état suivant: 1. L'Imprimeur de la Reine a-t-il adressé une lettre circulaire selon laquelle on pouvait obtenir de l'Imprimerie des livres de recettes pour apprêter le bifteck de bison; dans le cas de l'affirmative, *a*) combien de lettres a-t-il adressées, *b*) combien de livres de recettes a-t-on imprimés, *c*) quel est le coût global d'impression et de livraison postale des lettres, *d*) quel est le coût global des livres de recettes, *e*) quelle somme prévoit-on réaliser grâce à la vente de ces livres.

2. Peut-on acheter de la viande de bison; dans le cas de l'affirmative, *a*) où, *b*) quel en est le prix de détail, *c*) combien coûte-t-elle au détaillant, *d*) combien de livres de bifteck de bison sont présentement mises en vente?

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport du surintendant des assurances du Canada concernant les sociétés de prêts et de fiducie pour l'année terminée le 31 décembre 1960, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70, S.R.C., 1952.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 30

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 28 FÉVRIER 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Neuf pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Bourbonnais, appuyé par M. Valade, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-72, Loi concernant l'administration de certaines corporations de la Couronne, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les avis de motions (*n°s 2, 16, 18, 20 et 21*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. McIlraith, au nom de M. Chevrier, appuyé par M. Martin (Essex-Est), il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre le ministre des Transports et le président de *Quebecair Limited* et (ou) toutes autres personnes, relativement à l'octroi à la société Québecair de l'exclusivité des opérations aériennes entre Sept-Îles et Québec. (*Avis de motion n° 13 portant production de documents*).

Sur motion de M. McIlraith, au nom de M. Chevrier, appuyé par M. Martin (Essex-Est), il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre le ministre des Transports et

le président de *Quebecair Limited* et (ou) toutes autres personnes, relativement à la demande, par la société Québecair, de subventions ou de versements pour l'exploitation de ses services durant l'hiver, ou de toute autre aide financière à l'égard de ses opérations aériennes dans le bas Saint-Laurent. (*Avis de motion n° 14 portant production de documents*).

Sur motion de M. Brassard (Lapointe), appuyé par M. Boulanger, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er septembre 1957 jusqu'au 1er septembre 1961 entre l'un quelconque des ministères ou des ministres du gouvernement et le président de J. P. Boisjoli Industries Limitée, relativement à l'achat de rails du National-Canadien à Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, dans la province de Québec. (*Avis de motion n° 22 portant production de documents*).

Sur motion de M. Tucker, appuyé par M. Matheson, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de la lettre que le secrétaire de l'unité locale 1237 de l'*International Association of Machinists*, de Saint-Jean (T.-N.), a adressée au ministre des Transports, depuis le 1er janvier 1962, au sujet du port de transbordement d'Argentia, ainsi que copie de toute réponse pertinente. (*Avis de motion n° 23 portant production de documents*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Fairfield, il est ordonné,—Que le nom de M. English soit substitué à celui de M. Johnson et

Le nom de M. Belzile à celui de M. Valade sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15 (3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. MacRae, appuyé par M. McCleave, propose,—Qu'un comité spécial soit institué en vue de procéder à une étude de tous les aspects de la publicité commerciale à la télévision et à la radio canadiennes, dans certains journaux, et dans les autres domaines de grande diffusion, aux fins de formuler, s'il y a lieu, les mesures propres à empêcher la propagation d'annonces frauduleuses et fallacieuses auprès des consommateurs canadiens;

Que ledit comité se compose de quinze membres qui seront désignés ultérieurement et dont neuf constitueront le quorum;

Que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire des documents et des dossiers, à siéger pendant les séances de la Chambre, à présenter des rapports de temps à autre, à faire imprimer les documents et les témoignages au jour le jour selon qu'il le décidera, et que les dispositions de l'article 66 du Règlement soient suspendues à cet égard. (*Avis de motion n° 7*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Séquestre des biens ennemis pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 3 de la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires), chapitre 24, Statuts du Canada, 1947.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 66*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les noms des navires et des dragues au service du ministère des Travaux publics en Colombie-Britannique?

2. Sur lesquels les employés prennent-ils leurs repas?

3. Quel est le nombre d'hommes habituellement employés sur chacun de ces navires?

4. Durant la dernière année civile ou financière pour laquelle on possède une statistique, quel a été, sur chacun de ces navires, le coût des vivres achetés pour ces hommes?

5. A quelle date a eu lieu la dernière vérification ou inspection de l'achat de ces vivres?

6. Lorsque les employés ne sont pas à bord, comment dispose-t-on des vivres achetés pour le week-end?

7. Quels sont les capitaines sur chacun de ces navires?

8. L'un ou l'autre des susvisés est-il propriétaire d'une épicerie et vend-il des vivres au gouvernement du Canada?

9. Au cours des cinq dernières années, quelles irrégularités, s'il en est, a-t-on constatées relativement à l'usage et à l'achat des vivres susmentionnés et, si des irrégularités se sont produites, quelles mesures a-t-on prises?

10. Quand a-t-on mené la dernière enquête sur la qualité des repas servis aux employés?

11. A l'égard de la dernière année pour laquelle on possède une statistique, de quels fournisseurs, et pour quels montants dans chaque cas, a-t-on acheté des vivres destinés au n.g.c. *Essington,* et quels sont les propriétaires des maisons d'affaires en cause?

12. L'un ou l'autre des ces propriétaires est-il à l'emploi du gouvernement du Canada?

13. Sur lesquels de ces navires a-t-on coutume de dispenser la majorité des employés d'être à bord durant le week-end?

Neuvième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, présentées le 27 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Carmen Lister Abrams, épouse de Theodore Martin Abrams, de Montréal (P.Q.).

Marylin Jean Moore Alie, épouse de John Alie, de Montréal (P.Q.).

Heinrich Bernhard Altmeppen, de Montréal (P.Q.), époux de Irmgard Christine Koster Altmeppen.

Ruth Diana Williams Andrews, épouse de Douglas Frank Andrews, de Montréal (P.Q.).

Paul Romain Bernard Babeu, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Jeannette L'Italien *dit* St-Laurent Babeu.

Casimir Batasonsky, de Montréal (P.Q.), époux de Marjam Sole Batasonsky.

Donald Beakes, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Pauline Houle Beakes.

Lili Solomon Benjamin, épouse de Aaron Benjamin, de Montréal (P.Q.).

Anna Annette Elofer Brahmi, épouse de Alfred Emile Isaac Brahmi, de Montréal (P.Q.).

Robert Brooks, de Duvernay (P.Q.), époux de Ludmilla Elissa Topolnicki Brooks.

Jean Ilene Woods Buckley, épouse de Kenneth George Buckley, de Chomedey (P.Q.).

Linda Alice Gardner Burrows, épouse de Michael Heber Burrows, de Montréal (P.Q.).

Daniel Gaston Jules Caron, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Yolande Fouquart Caron.

Elsie Champ Clifford, épouse de Peter Clifford, de Montréal (P.Q.).

Thomas Wesley Dixon, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Raymonde Camille Corbeil Dixon.

Paul André Clément Robert Dubois, de Montréal (P.Q.), époux de Mireille Suzanne Jacquet Dubois.

Jacques Ekaireb, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Staszower Ekaireb.

Virginia Waters Finnie, épouse de Alexander MacKenzie Finnie, de Montréal (P.Q.).

Gaston Joseph Gagnon, de Ste-Foy (P.Q.), époux de Mariette Gabrielle Gagnon.

Joseph Honoré Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Rose Baignée Goyer.

Leonard Greenfield, de Montréal (P.Q.), époux de Sheila (Harris) Horowitz Greenfield.

Margarete Huber Guimond, épouse de André Guimond, de Montréal (P.Q.).

Arthur Bruce Hann, de Musgravetown (Terre-Neuve), époux de Minnie Jane Little Hann.

Richard Wilfrid Earl Hogan, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Mary Margaret McAleer Hogan.

George Cecil Horton, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Josephine Bach Horton.

Antonello Javicoli, de Montréal (P.Q.), époux de Silvana Strapazinni Javicoli.

Roger Jodoin, de Montréal (P.Q.), époux de Jacqueline Quéry Jodoin.

Beverley Anne Basford Jones, épouse de Eric Thomas Jones, de Pierrefonds (P.Q.).

Peter Karas, de Montréal (P.Q.), époux de Lilly Rosa Zimmerman Karas.

Hazel Vera Caines Kennedy, épouse de Michael Francis Kennedy, de St. John's (Terre-Neuve).

Lillian Cere Kulczycki, épouse de Steve Kulczycki, de Montréal (P.Q.).

Marie Céline Pierrette Lavoie Lapointe, épouse de Laurent Lapointe, de Lachine (P.Q.).

Teresa Botulynska Lesiuk, épouse de Julian Roman Lesiuk, de la province de Québec.

Phyllis Marie Walsh Lessard, épouse de Aurélien Joseph Lessard, de Montréal (P.Q.).

Margaret Kathleen McCullough Lister, épouse de Walter Charles William Lister, de Pointe-Claire (P.Q.).

Margaret Rose Hamel McDuff, épouse de Leonard Edward McDuff, de Montréal (P.Q.).

Frances Sheila Cashmore Madden, épouse de Raymond Norman Madden, de Ville LaSalle (P.Q.).

Patricia Marjorie Fulton Maisonet, épouse de Harold Edward Maisonet, de Verdun (P.Q.).

Soshy Judith Teicher Marcovitz, épouse de Jessel (Jason) (Jassel) Benjamin Marcovitz, d'Outremont (P.Q.).

Stella Eileen Sassoon Menahem, épouse de Abraham Yousef Menahem, de Montréal (P.Q.).

Mabel Lucille Holland Mills, épouse de Thomas Mitchell Mills, de Montréal (P.Q.).

Shirley Millar Neal, épouse de George Chesley Neal, de St. John's (Terre-Neuve).

Helen Minkoff Oulton, épouse de Carl Oulton, de Montréal (P.Q.).

Betty Lillian Reichert Patrick, épouse de Allan Michael Patrick, de Ville LaSalle (P.Q.).

Roland Pilon, de Montréal (P.Q.), époux de Blanche Bobidoux Pilon.

Shirley Grace Reid Ramsay, épouse de John Murray Ramsay, de Verdun (P.Q.).

Christine Goguen Rivard, épouse de Ghislain Rivard, de Sept-Îles (P.Q.).

Barbara Patricia Roberts Rogers, épouse de William Arthur Rogers, de Ville Émard (P.Q.).

Fany Ghimpelman Rubenstein, épouse de Claude Henri Rubenstein, de Montréal (P.Q.).

Eugénie Fortin Sansregret, épouse de Arthur Sansregret, de Montréal (P.Q.).

Eloise Warner Sonne, épouse de Raymond Robert Sonne, de Montréal (P.Q.).

Mihaly Szakacs, de Westmount (P.Q.), époux de Maria Csocs Szakacs.

Adrien Tellier, de Rouyn (P.Q.), époux de Gisèle Langlois Tellier.

Lloyd Carlton Willard, de Sawyerville (P.Q.), époux de Uldene Florence Barber Willard.

Charlie Wing, autrement connu sous le nom de Hong Fong Wing et Charlie Wing Hong, de la province de Terre-Neuve, époux de Mak Yin Kwan Wing, autrement connue sous le nom de May Wing Hong.

Karl Heinz Wunderlich, de St-Hyacinthe (P.Q.), époux de Eike Foelsche Wunderlich.

Alfred Bartlett, de l'Île Perrot (P.Q.), époux de Jeannette Jodoin Bartlett.

Georgiana Bull Brasseur, épouse de Robert Brasseur, de Montréal (P.Q.).

Selena Sophia Quinton Clench, épouse de Edgar Francis Clench, de la province de Terre-Neuve.

James Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Lucy Gaylor Campbell.

Marie-Paule Jacqueline Lorette Noël Champagne, épouse de Joseph Ovila Raymond Champagne, de Montréal (P.Q.).

Louise Simard Flynn, épouse de Raymond Flynn, de St-Michel (P.Q.).

Gordon Gibb, de Granby (P.Q.), époux de Georgette Carmen Nolin Gibb.

Violet Gabrielle Beaudry Gilmour, épouse de Matthew Ralph Gilmour, de Rosemere (P.Q.).

Wilfrid Giroux, de Montréal (P.Q.), époux de Laurette Chamberland Giroux.

Kingsley Seafield Grant, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Dorothea Idnella Yates Grant.

Anita Carpman Klaiman, épouse de Raymond Klaiman, de Montréal (P.Q.).

Molly Slobod Krakower, épouse de David Krakower, de Montréal (P.Q.).

Monique Emond Mercure, épouse de Pierre Mercure, de Montréal (P.Q.).

Carroll Lynne Cavey Milette, épouse de Jean Pierre Milette, de Pointe-Claire (P.Q.).

Margaret Jean Coutts Moffatt, épouse de Phillip John Moffatt, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Mallie Fanny Kac Newman, épouse de Oscar Newman, de Montréal (P.Q.).

Carole Anne Douglas Orr, épouse de David Frederick Orr, de Beaconsfield (P.Q.).

Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Csurgay Pringle, épouse de Bruce Welsh Pringle, de Montréal (P.Q.).

Kenneth James Graham Tait, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Elsie Marguerite Joudrey Tait.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 31

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 1er MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Quarante-huit pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le troisième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages entendus relativement au bill susmentionné (*fascicule n° 2*) est annexé au présent rapport.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 2 aux Journaux.*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que les bills de divorce SD-1 à SD-36 inclusivement, actuellement inscrits pour la deuxième lecture, figurent de nouveau au Feuilleton en vue de leur prise en considération jeudi prochain.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-3, Loi concernant La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada;

M. Weichel, appuyé par M. McFarlane, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Le Bill S-4, Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company, est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur la députation et la Loi électorale du Canada;

M. Nielsen, appuyé par M. Dubois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

La question est mise en délibération;

DÉCISION DE L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant que la Chambre aborde l'examen du bill, qu'on me permette de soulever une objection qui s'impose, d'après moi, à l'égard de l'article 4 du bill réimprimé.

Les honorables députés se souviendront que la Chambre a été saisie du bill C-14, il y a quelques jours en vue de lui faire subir la deuxième lecture. A ce moment-là, l'honorable député de Yukon (M. Nielsen) avait obtenu l'autorisation, du consentement unanime de la Chambre, de substituer à son projet de loi un bill modifié, dont la Chambre est saisie en ce moment, et qui porte la mention suivante «Réimprimé avec les modifications qu'a proposées le comité plénier».

La mesure a ensuite subi la deuxième lecture, a été examinée par le comité et est parvenue à l'étape de la troisième lecture, même si le bill, dans son libellé actuel, y compris l'article 4, a été remis aux députés pour la première fois au moment de la deuxième lecture. Si les députés examinent l'article 4, ils conviendront avec moi qu'il autorise . . .

Je me ferai un plaisir de donner lecture de l'article 4 qui est ainsi conçu:

4. L'article 9 de la loi électorale du Canada est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

«(8) Dans le district électoral des territoires du Nord-Ouest, l'officier rapporteur, avec l'autorisation écrite du directeur général des élections, peut nommer plus d'un secrétaire d'élection et établir, si la chose est nécessaire, un bureau dans chaque localité que désigne le directeur général des élections et il

peut déléguer, par écrit, à tout semblable secrétaire d'élection ainsi nommé ses pouvoirs de choisir et de nommer des énumérateurs et des sous-officiers rapporteurs et de choisir des endroits de votation.»

Les honorables députés remarqueront que les trois premiers articles visent à modifier la loi sur la députation qui ne prévoit aucun déboursé mais traite plutôt de la députation et des districts électoraux. Par ailleurs, l'article 4 tend à modifier la loi électorale du Canada en ce qui a trait au paiement des dépenses relatives aux élections. Voici le problème dont j'aimerais saisir la Chambre. L'article 4 semble autoriser une dépense de fonds publics. Pour ceux qui pourraient vouloir approfondir la question, je rappelerai que c'est l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui traite des bills comportant une dépense de fonds publics. Permettez-moi de citer une partie de cet article: «Il ne sera pas permis à la Chambre des communes d'adopter une motion, une résolution, une adresse ou un projet de loi proposant d'affecter quelque partie du revenu public . . . à un objet que le gouverneur général en conseil n'aura pas au préalable recommandé par un message . . .»

Je n'ai lu qu'une partie de l'article. Cette disposition est reprise dans l'article 61 du Règlement. Il est question de pratique dans la quatrième édition Beauchesne, aux commentaires 243, 245 et 355. L'important dans tout ceci, ce n'est pas le montant du déboursé qu'autorise une mesure mais le fait qu'un bill vise à autoriser une dépense de deniers publics. Je dois donc conclure que l'article 4 tend à autoriser une dépense de fonds publics. Si cela allait entraver le progrès du bill, peut-être pourrait-on s'occuper de la question au moyen d'un amendement ou, si l'on désire faire avancer le bill, régler la difficulté en en remettant l'examen jusqu'au moment où une résolution aura été présentée. Il ne conviendrait pas que le bill soit lu pour une troisième fois et adopté. Ainsi serait créé un précédent qui, à l'avenir, irait à l'encontre de la pratique constitutionnelle bien établie et selon laquelle des fonds publics ne sauraient être votés, du fait qu'il en résulte des impôts, sans que la Chambre ait l'occasion d'étudier la question à l'étape de la résolution, en comité, avant que le bill lui-même soit présenté.

Il serait dans l'ordre, sans doute, de renvoyer le bill au comité avec instruction de supprimer l'article 4. Il se peut que la loi électorale du Canada, sous sa forme actuelle, offre le moyen d'assurer les fonds nécessaires à l'application des articles 1, 2 et 3 du bill. Si tel est le cas, les articles 1, 2 et 3 pourraient alors être mis en vigueur, même si l'article 4 était supprimé. Si la loi électorale du Canada ne comporte pas de telles dispositions habilitantes, alors il est d'autant plus évident que la modification proposée à cette loi va à l'encontre de nos usages.

Après quoi, M. Nowlan, appuyé par M. Browne (Saint-Jean-Ouest), propose: Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur la députation et la Loi électorale du Canada, ne soit pas lu maintenant pour une troisième fois, mais qu'il soit déféré de nouveau au comité plénier avec instruction d'en retrancher l'article 4 et d'en modifier le titre afin qu'il se lise ainsi: «Loi modifiant la Loi sur la députation».

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est déféré de nouveau au comité plénier, étudié par celui-ci, rapporté avec des amendements, étudié dans sa forme modifiée (le titre changé en celui de: «Loi modifiant la Loi sur la députation»), et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture du Bill C-15, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada (Graine de colza et graine de moutarde);

M. Rapp, appuyé par M. Nasserden, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-66, Loi modifiant la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Bill C-68, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Dixième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, aux fins de lois d'annulation de mariage, présentées le 28 février par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Joseph Azarie René Major, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Hélène Nadeau Major.

Raymond St-Jacques, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Hart St-Jacques.

Alexander Turnbull, d'Outremont (P.Q.), époux de Irene Myrtle Evangeline Shaw Turnbull.

Onzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 28 février, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Canada Security Assurance Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société.—*M. Stefanson.*

The Canadian Indemnity Company et *The Canadian Fire Insurance Company* aux fins d'une loi sanctionnant et confirmant une convention de fusion

conclue entre les compagnies les autorisant à exercer leur commerce sous le nom, en anglais, de *The Canadian Indemnity Company* et, en français, sous le nom de «L'Indemnité Compagnie Canadienne».—*M. Smith* (*Winnipeg-Nord*).

La Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, de la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon, la Compagnie du pont et du prolongement du chemin de fer de Saint-Jean et de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Stephen et Milltown, aux fins d'une loi attribuant à la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique les voies ferrées et l'entreprise des autres dites compagnies, y compris leur actif et leur passif.—*M. Stewart.*

The Eastern Trust Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais de *The Eastern Trust Company* et, en français, sous le nom de «Le Trust de l'Est canadien».—*M. McCleave.*

William Green et deux autres personnes, toutes de Hamilton (Ontario), et Roy Henderson Cuzner et une autre personne d'Ottawa (Ontario), aux fins d'une loi constituant en société *Greymac Mortgage Corporation.*—*M. McCleave.*

James Vincent Ryan et sept autres personnes de St. John's (Terre-Neuve), et Patrick J. Tobin, de Bishop Falls (Terre-Neuve), aux fins d'une loi constituant en société «The Railway Employees' Welfare Association Limited».—*M. McGrath.*

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

26210-5—13

N° 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 2 MARS 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu des communications de plusieurs députés l'informant que les deux vacances suivantes se sont produites dans la députation:

M. Mervyn Arthur Hardie, député du district électoral de Mackenzie-River, décédé.

L'honorable Paul Comtois, député du district électoral de Nicolet-Yamaska, qui a accepté une charge rétribuée par la Couronne.

En conséquence, il a adressé ses mandats au directeur général des élections, lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs d'élection pour lesdits districts électoraux.

DISTRICT ÉLECTORAL DE MACKENZIE-RIVER

DOMINION DU CANADA
Savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes,

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Chambre des communes, chapitre 143, S.R.C., 1952, qu'une vacance est survenue dans la députation à la Chambre des communes, pour le district électoral de Mackenzie-River, dans les Territoires du Nord-Ouest, par suite de la mort de M. Mervyn Arthur Hardie, député de cette circonscription.

Donné sous nos seings et sceaux, à Ottawa, ce 1er jour de mars 1962.

(L.S.) D. S. HARKNESS
Député du district électoral de Calgary-Nord

(L.S.) WALTER DINSDALE
Député du district électoral de Brandon-Souris

26210-5—13½

DISTRICT ÉLECTORAL DE NICOLET-YAMASKA

DOMINION DU CANADA
Savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes,

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Chambre des communes, chapitre 143, S.R.C., 1952, qu'une vacance est survenue dans la députation à la Chambre des communes, pour le district électoral de Nicolet-Yamaska, dans la province de Québec, par suite de l'acceptation d'une charge rétribuée par la Couronne par l'honorable Paul Comtois, député de cette circonscription.

Donné sous nos seings et sceaux, à Ottawa, ce 1er jour de mars 1962.

(L.S.) LÉON BALCER
Député du district électoral de Trois-Rivières

(L.S.) WILLIAM HAMILTON
Député du district électoral de Notre-Dame-de-Grâce

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre, —Note adressée au premier ministre du Canada, le 27 février 1962, par le président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev. (Textes français et anglais).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-6, Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd.».—*M. Nugent.*

Bill S-7, Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.—*M. Maloney.*

Bill S-8, Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie. —*M. Lafrenière.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-14. Loi modifiant la Loi sur la députation (Titre précédent: «Loi modifiant la Loi sur la députation et la Loi électorale du Canada»);

M. Nielsen, appuyé par M. Villeneuve, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-16, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Âge des votants);

M. Howard, appuyé par M. Regier, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 27*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé le premier cours d'entraînement de survivance, *b*) l'ont terminé, ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien étaient sans emploi?

2. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé ce cours *b*) l'ont terminé ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien bénéficiaient des services de bien-être municipaux?

3. Sur le nombre d'hommes qui *a*) ont commencé ce cours, *b*) l'ont terminé ou *c*) ont été refusés à l'inscription, combien étaient mariés?

4. Sur le nombre d'hommes mariés qui ont terminé ce cours, combien étaient aussi sans emploi?

5. Sur le nombre d'hommes qui ont terminé ce cours, combien se sont engagés *a*) dans la milice, *b*) dans les forces régulières?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 143*), en date du 26 février 1962, demandant l'état suivant: En ce qui concerne le programme de travaux d'hiver, à l'égard de chaque province et de la période 1960-1961 et de 1961 jusqu'à ce jour, *a*) combien de projets le gouvernement fédéral a-t-il approuvés, *b*) quel est le coût réel ou estimatif de ces travaux, *c*) combien de chômeurs inscrits aux bureaux du Service national de placement ont obtenu du travail grâce à ce programme?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 178*), en date du 26 février 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1961, combien de personnes se sont inscrites au cours d'entraînement de protection civile au Canada?

2. A la date la plus récente pour laquelle on possède une statistique, combien suivaient ce cours?

3. Sur ce nombre, combien étaient chômeurs lorsque leur entraînement a commencé?

Douzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de loi de divorce, présentées le 1er mars par M. McCleave, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Joseph Ernest André Bergeron, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Réjeanne Françoise Thérèse Francoeur Bergeron.

Madeleine Stattner Bornstein, épouse de James Bornstein, de Montréal (P.Q.).

Cécile Marcoux Caillé, épouse de Roland Caillé, de Montréal (P.Q.).

William James Coade, de Montréal (P.Q.), époux de Marguerite Forget Coade.

Edie (Etta) Kaufman Cohen, épouse de Husmond (Hy) Cohen, de Montréal (P.Q.).

Vivian Turkenik Cohen, épouse de Irving Cohen, de la province de Québec.

Emily May Gledhill Crawford, épouse de John Hamilton Crawford, de Knowlton (P.Q.).

Aida Asnaourian *dit* Asnavour Diotte, épouse de Joseph Ludger Camille Marcel Diotte, de Montréal (P.Q.).

Jacqueline Maynard Elfstrom, épouse de Edward Albert Elfstrom, de Montréal (P.Q.).

Jean Mildred Giberson Fillmore, épouse de Eric Edwin Fillmore, de Roxboro (P.Q.).

Gabriel Fortin, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Paule Monette Fortin.

Elizabeth Cowan Lecky Frawley, épouse de Lawrence Patrick Frawley, de Westmount (P.Q.).

Helen Doreen Nesbitt Gearey, épouse de Wayne Norman Gearey, de Montréal (P.Q.).

June Eleanor Elvidge Holgate, épouse de Donald Harold Holgate, de Greenfield Park (P.Q.).

Adam Holp, de Montréal (P.Q.), époux de Frieda Haas Holp.

Joan Hembling Impellezzeri, épouse de Ascenzo, autrement connu sous le nom de Vincent Impellezzeri, de Montréal (P.Q.).

Wilma Goldstein Karls, épouse de Ludwig Karls, de Côte St-Luc (P.Q.).

John Joseph Laflamme, de Montréal (P.Q.), époux de Anne-Marie Schoenwandt Laflamme.

Gwendolyn Grace Parsons Lanctot, épouse de Pierre Lanctot, de Ste-Marguerite Station (P.Q.).

Constance Le Baron Dibblee Lank, épouse de Raymond Bailey Lank, de Montréal-Ouest (P.Q.).

Gilles Lamoureux, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Laperriere Lamoureux.

Gertrude Vutz Lindener, épouse de Arthur Lindener, de Montréal (P.Q.).

Laura Letovsky Litwack, épouse de Hyman Litwack, de Montréal (P.Q.).

Margaret Meredith Cape MacDougall, épouse de Robert Reford MacDougall, de Saraguay (P.Q.).

Louisa Greig McAleer, épouse de John James McAleer, de Montréal (P.Q.).

Barbara Ruth Neale Mann, épouse de John Clifford Mann, de Montréal (P.Q.).

Léo René Maranda, de Montréal (P.Q.), époux de Renée Haineault Maranda.

Annie Mary (Mae) Dixon Marzitelli, épouse de Vincenzo (Jimmy) Marzitelli, de Montréal (P.Q.).

Marie Catherine Beaubien Frances Drumm Mathieu, épouse de Joseph Oscard Pierre Mathieu, d'Outremont (P.Q.).

Suzanne Piuze Moreau, épouse de Charles Edouard Moreau, de Montréal (P.Q.).

Jean-Paul Mousseau, de Westmount (P.Q.), époux de Denise Guilbault Mousseau.

Joseph Philippe Philias Fabien Parent, de Montréal (P.Q.), époux de Béatrice Vachon Parent.

Elizabeth Heubach Peck, épouse de Hugh S. Peck, de Lac Carré (P.Q.).

Joseph Luc Roger Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Madeleine Hélène Dalcourt Pelletier.

Joseph John Paul Raymond Phelps, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Helen Jacqueline Tischuk Phelps.

John Matthew Hardman Pickford, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Phyllis Wright Pickford.

Joseph Emelien René Racine, de Courville (P.Q.), époux de Doris Helen Warner Racine.

Olga Eizner Rapoport, épouse de Harry Rapoport, de Montréal (P.Q.).

Thirza Patricia Coleman Reid, épouse de Stafford Philip Reid, de Fabreville (P.Q.).

Melvin Rose, de Bay Roberts (Terre-Neuve), époux de Elizabeth Butler Rose.

Jeanette Silver Rosenberg, épouse de Leon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Daisy Emily Dorothy Peard Ryan, épouse de Lawrence Ryan, de Montréal (P.Q.).

Irene Dolgin Teitlebaum (Teitle), autrement connue sous le nom de Hart, épouse de Michael Teitlebaum (Teitle) (Hart), de Côte St-Luc (P.Q.).

Raymonde Mongeau Vachon, épouse de André Vachon, de Montréal (P.Q.).

Panagiotis Vekos, de Montréal (P.Q.), époux de Tassia Pallicaris Vekos.

Waltraut Ursula Paymann Wrede, épouse de Walter Otto Wrede, de Wakefield (P.Q.).

Sheila Cohen Wright, épouse de Donald Wright, de Montréal (P.Q.).

Jean Zalloni, de Montréal (P.Q.), époux de Huguette Lamarche Zalloni.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Huitième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Dorothy Hazel Neila Bell Beausoleil, épouse de Joseph Albert William Beausoleil, de Montréal (P.Q.).

Magella Rhéaume Bergeron, épouse de Lauréat Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Guy Bertrand, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Colombe Grondin Bertrand.

Michèle Favreau Breuer, épouse de Claude Luc Breuer, de Montréal (P.Q.).

Klara Ary Brody, épouse de Otto Brody, de Montréal (P.Q.).

Olga Antonina Safian Burkousky, épouse de Joseph Marion Burkousky, de Lachine (P.Q.).

Joseph Fortin Decelles, de Montréal (P.Q.), époux de Simonne Létourneau Decelles.

Jean Helen Wales Donnan, épouse de James Stewart Donnan, de Montréal (P.Q.).

Rosaire Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Diane Auclair Gauthier.

Nancy Ruth Romaniuk Grabina, épouse de Jerry Grabina, de la province de Québec.

Wilhelmina Morrison Grundy, épouse de George William Grundy, de Verdun (P.Q.).

René Hébert, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Labrecque Hébert.

Abie (Allan) Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Fannie (Fay) Green Herscovitch.

Lillian Florence Catherine Kaye Hurst, épouse de Douglas Charles Hurst, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Heubach Peck, épouse de Hugh S. Peck, de Lac Carré (P.Q.).

Mona Mauron Pozza, épouse de Corrado Pozza, de Montréal (P.Q.).

Patricia Rose Sheen Rankin, de Allan Hugh Rankin, de Verdun (P.Q.).

Christine Goguen Rivard, épouse de Ghislain Rivard, de Sept-Îles (P.Q.).

Daisy Emily Dorothy Peard Ryan, épouse de Lawrence Ryan, de Montréal (P.Q.).

Sheila Callan Wolofsky, épouse de Leib Wolofsky, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Wunderlich, de St-Hyacinthe (P.Q.), époux de Eike Foelsche Wunderlich.

A six heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 33

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 5 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose à la Chambre,—Communiqué de presse conjoint de la sixième réunion du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, tenue à Ottawa le 1er et 2 mars 1962, et rapports des deux comités d'études. (Textes français et anglais).

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ledit document soit imprimé en appendice au hansard de ce jour.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 217 par M. Pigeon—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Au cours de la seconde guerre, quel a été le total des prêts consentis ou des dons faits à la Russie soviétique par le gouvernement canadien, sous forme d'argent ou d'armes?

Question n° 227 par M. Benidickson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Division des douanes et de l'accise du ministère du Revenu national possède-t-elle des renseignements indiquant que, durant les années civiles 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, et en 1959, avant la présentation du budget, on fabriquait au Canada des chariots élévateurs actionnés au gaz ou à l'essence ayant une capacité de levage (selon la décision du ministère) de quatre mille livres, avec centre de gravité de la charge à vingt-quatre pouces de la naissance de la fourche?

2. Dans le cas de l'affirmative, durant lesquelles des années ci-haut mentionnées fabriquait-on au Canada de tels chariots élévateurs, quels en étaient les fabricants et selon quelles désignations de modèles étaient-ils connus?

26210-5—14

*Question n° 242 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre de personnes à l'emploi des Divisions de l'information de tous les ministères du gouvernement?

2. Quel en était le nombre dans les mêmes services en 1957?

3. Quel est le montant global versé en traitements dans ces Divisions de l'information?

Question n° 243 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelles dates le gouvernement fédéral a-t-il conclu des conventions avec chacune des provinces en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle, adoptée à la dernière session du présent Parlement?

2. Combien d'institutions techniques destinées à faciliter la formation de ceux qui ont terminé un programme scolaire régulier ont été habilitées à recevoir les subventions fédérales octroyées aux termes de cette loi?

3. Quels sont les noms de ces institutions, le coût de chacune, la quote-part fédérale de ce coût et le nombre estimatif d'élèves qu'elles peuvent recevoir?

4. Combien de titulaires aux postes d'instituteurs, d'instructeurs, de surveillants et d'administrateurs, de formation professionnelle, ont été formés dans chacune des provinces en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle?

Question n° 244 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels étaient les noms et adresses de tous les conseillers juridiques de la Société centrale d'hypothèques et de logement dans le district électoral de Peterborough, durant chaque année, de 1953 à 1961?

2. Quels honoraires a-t-on versés à chacun de ces conseillers juridiques, de 1953 à 1961?

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Fulton: Que le Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité:

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Howard, appuyé par M. Winch, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, la Société Radio-Canada devrait, directement ou indirectement, prendre des mesures immédiates pour donner un service de télévision aux régions et localités du Canada actuellement privées des services et des installations de télévision. (*Avis de motion n° 8*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Une objection est formulée, dans le comité, contre la décision du président (M. Martineau) sur une question de rappel au Règlement; et comme on en appelle à la Chambre;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité soumet le rapport suivant:

«Au cours de l'examen, en comité plénier, de l'article (1) du Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux petites entreprises, l'honorable représentant de Timiskaming (M. Peters) a proposé l'amendement suivant:

«Que l'article 1 soit modifié par la suppression du point et virgule à la fin dudit article et par la substitution de ce qui suit:

«et tout prêt consenti en vertu de cette loi portera un taux d'intérêt simple n'excédant pas 5 p. 100 par année.»

«J'ai décidé que l'amendement était irrégulier parce qu'il dépasse la portée du bill approuvé en deuxième lecture par la Chambre et est étranger au bill.

«Là-dessus, l'honorable représentant de Timiskaming en a appelé à la Chambre de cette décision.»

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision du président sera-t-elle confirmée?»—Et la décision est confirmée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Bigg,
Boivin,
Bourget,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Carter,
Cathers,
Charlton,
Chevrier,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Deschatelets,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drysdale,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Forgie,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hellyer,
Henderson,
Horner (The Battlefords),
Kindt,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
Leduc,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLellan,
McBain,
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McMillan,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Milligan,
Montgomery,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nielsen,
O'Hurley,
Pallett,
Pascoe,
Pickersgill,
Pigeon,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Rogers,
Rompré,
Simpson,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Stewart,
Thomas,
Tremblay,
Villeneuve,
Webb—95.

CONTRE

Messieurs

Fisher,
Herridge,
Howard,
Martin (Timmins),
Peters,
Pitman,
Regier,
Winch—8.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux petites entreprises, qui est rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la Reine,—Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 28 février 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952, (version française et anglaise).

Par M. Diefenbaker,—Index codifié et Tableau des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publés dans la Partie II de la *Gazette du Canada,* visant la période du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1961 (version française et anglaise).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain. à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 34

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 6 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-37, Loi pour faire droit à Simonne-Michèle-Mona Bouchard.—*M. McCleave.*

Bill SD-38, Loi pour faire droit à Anne-Marie Asselin.—*M. McCleave.*

Bill SD-39, Loi pour faire droit à Hale Calvin Reid.—*M. McCleave.*

Bill SD-40, Loi pour faire droit à Lorna Scherzer.—*M. McCleave.*

Bill SD-41, Loi pour faire droit à Léomay Marie-Blanche-Stratton.—*M. McCleave.*

Bill SD-42, Loi pour faire droit à Sylvia Aucoin.—*M. McCleave.*

Bill SD-43, Loi pour faire droit à Frances Cynthia Nevitt.—*M. McCleave.*

Bill SD-44, Loi pour faire droit à Lily Worthington.—*M. McCleave.*

Bill SD-45, Loi pour faire droit à Dorothy Doreen Howell.—*M. McCleave.*

Bill SD-46, Loi pour faire droit à Daisy Emily Dorothy Ryan.—*M. McCleave.*

Bill SD-47, Loi pour faire droit à Joyce Evelyn Ranger.—*M. McCleave.*

Bill SD-48, Loi pour faire droit à Jeannine Furoy.—*M. McCleave.*

Bill SD-49, Loi pour faire droit à Myrtle Alice Southwood.—*M. McCleave.*

Bill SD-50, Loi pour faire droit à Iva Baumgartner.—*M. McCleave.*

Bill SD-51, Loi pour faire droit à Elsie Jean Delisle.—*M. McCleave.*

Bill SD-52, Loi pour faire droit à Josephine Suhr Moseley.—*M. McCleave.*

Bill SD-53, Loi pour faire droit à Christine Johnson.—*M. McCleave.*

Bill SD-54, Loi pour faire droit à Réal Richard.—*M. McCleave.*

Bill SD-55, Loi pour faire droit à Monique Rémy.—*M. McCleave.*

Bill SD-56, Loi pour faire droit à Paul-Émile Niquette.—*M. McCleave.*

Bill SD-57, Loi pour faire droit à Elsa Munch.—*M. McCleave.*

Bill SD-58, Loi pour faire droit à Lygery Varverikos.—*M. McCleave.*

Bill SD-59, Loi pour faire droit à Jeannine Elizabeth Sharpe.—*M. McCleave.*

Bill SD-60, Loi pour faire droit à Anita Cleri.—*M. McCleave.*

Bill SD-61, Loi pour faire droit à John Andrew Milne.—*M. McCleave.*

Bill SD-62, Loi pour faire droit à Germaine-Marie-Thérèse Hinksman.—*M. McCleave.*

Bill SD-63, Loi pour faire droit à Mary Catherine Weatherby.—*M. McCleave.*

Bill SD-64, Loi pour faire droit à Gerald William Henderson.—*M. McCleave.*

Bill SD-65, Loi pour faire droit à Eileen Myrtle Burns.—*M. McCleave.*

Bill SD-66, Loi pour faire droit à Anita Margaret d'Esterre.—*M. McCleave.*

Bill SD-67, Loi pour faire droit à Joseph Arthur Norman William Edwards.—*M. McCleave.*

Bill SD-68, Loi pour faire droit à Irene Ross.—*M. McCleave.*

Bill SD-69, Loi pour faire droit à Anna Luella Matthews.—*M. McCleave.*

Bill SD-70, Loi pour faire droit à Gladys Ethel Sarah Bergeron.—*M. McCleave.*

Bill SD-71, Loi pour faire droit à Hazel Durocher.—*M. McCleave.*

Bill SD-72, Loi pour faire droit à Lily (Laura) Anita Karbelnik.—*M. McCleave.*

Bill SD-73, Loi pour faire droit à Margot Scott Connor.—*M. McCleave.*

Bill SD-74, Loi pour faire droit à James Richard Williamson.—*M. McCleave.*

Bill SD-75, Loi pour faire droit à Alma Tremblay.—*M. McCleave.*

Bill SD-76, Loi pour faire droit à Micheline McGuire.—*M. McCleave.*

Bill SD-77, Loi pour faire droit à Miriam White.—*M. McCleave.*

Bill SD-78, Loi pour faire droit à Lloyd James Simpson.—*M. McCleave.*

Bill SD-79, Loi pour faire droit à Felix Hollinger.—*M. McCleave.*

Bill SD-80, Loi pour faire droit à Gizella Ethel Bogoly.—*M. McCleave.*

Bill SD-81, Loi pour faire droit à Françoise Campion.—*M. McCleave.*

Bill SD-82, Loi pour faire droit à Suzi Elizabeth Perry.—*M. McCleave.*

Bill SD-83, Loi pour faire droit à Dawn Dorothea Marsden.—*M. McCleave.*

Bill SD-84, Loi pour faire droit à Pawel Olejnik.—*M. McCleave.*

Bill SD-85, Loi pour faire droit à Joyce Ethel Empey.—*M. McCleave.*

Bill SD-86, Loi pour faire droit à Gabriela Kiwitt.—*M. McCleave.*

Bill SD-87, Loi pour faire droit à Hervé Gauthier.—*M. McCleave.*

Bill SD-88, Loi pour faire droit à Jean Alexandria Etheridge.—*M. McCleave.*

Bill SD-89, Loi pour faire droit à John Joseph Huitson.—*M. McCleave.*

Bill SD-90, Loi pour faire droit à Dorothy Irene Marjorie Adams.—*M. McCleave.*

Bill SD-91, Loi pour faire droit à Judith Elizabeth Caron.—*M. McCleave.*

Bill SD-92, Loi pour faire droit à Joan Mary Pearson.—*M. McCleave.*

Bill SD-93, Loi pour faire droit à Glen Stewart Tornay.—*M. McCleave.*

Bill SD-94, Loi pour faire droit à Nellie Rothman.—*M. McCleave.*

Bill SD-95, Loi pour faire droit à Jacqueline Bélanger.—*M. McCleave.*

Bill SD-96, Loi pour faire droit à Blima (Wendy) Shapiro.—*M. McCleave.*

Bill SD-97, Loi pour faire droit à Gladys Jean Desjardins.—*M. McCleave.*

Bill SD-98, Loi pour faire droit à Gladys Noreen Monette.—*M. McCleave.*

Bill SD-99, Loi pour faire droit à Celia Lesnik.—*M. McCleave.*

Bill SD-100, Loi pour faire droit à Clara Edith Papp.—*M. McCleave.*

Bill SD-101, Loi pour faire droit à Frances Lyman.—*M. McCleave.*

Bill SD-102, Loi pour faire droit à Anton Welte.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions.*

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Ricard, il est ordonné,—Que le nom de M. Winch soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent de la banque et du commerce;

Que le nom de M. Herridge soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent du Règlement;

Que le nom de M. Howard soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent des débats;

Que le nom de M. Herridge soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent de l'agriculture et de la colonisation; et

Que le nom de M. Martin (Timmins) soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent des prévisions de dépenses.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-6, Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd.»;

M. Nugent, appuyé par M. Baldwin, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-7, Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.;

M. Morton, au nom de M. Maloney, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose, —Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-8, Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie;

M. Asselin, au nom de M. Lafrenière, appuyé par M. McGee, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure);

M. Howard, appuyé par M. Peters, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Quelque temps après;

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de modifier la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles afin de permettre de consentir des prêts garantis pendant la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1965 et de fixer à quatre cents millions de dollars la limite des prêts garantis qui peuvent être consentis au cours de la nouvelle période de prêts.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-73, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée.

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche en vue de proroger au 30 juin 1965 la période durant laquelle les prêts garantis peuvent être consentis.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-74, Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, qui est lu pour une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant le paiement de certains impôts et droits provinciaux par les corporations de la Couronne et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 23 portant production de documents*), en date du 28 février 1962, demandant une copie de la lettre que le secrétaire de l'unité locale 1237 de l'*International Association of Machinists*, de Saint-Jean (T.-N.), a adressée au ministre des Transports, depuis le 1er janvier 1962, au sujet du port de transbordement d'Argentia, ainsi que copie de toute réponse pertinente.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Neuvième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Betty Szlukier Ankhelyi, épouse de Gyorgy (George) Ankhelyi, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Pampalon Chassé, épouse de Jean Chassé, de Montréal (P.Q.).

Alice Elizabeth Newman Clarke, épouse de Warren Clarke, de Ville LeMoyne (P.Q.).

Josephine Mary Holmes Croll, épouse de Donald Edmund Croll, de Montréal (P.Q.).

Roland Demers, de Montréal (P.Q.), époux de Pierrette Mercier Demers.

Hilda Copley Desjardins, épouse de Joseph Réal Robert Desjardins, de Montréal (P.Q.).

Margaret Joan Parkinson Digby, épouse de George Arnold Digby, de Ville St-Michel (P.Q.).

Aida Asnaourian *dit* Asnavour Diotte, épouse de Joseph Ludger Camille Marcel Diotte, de Montréal (P.Q.).

Robert Fleischer, de Montréal (P.Q.), époux de Agnes Pataki Fleischer.

Mary Iris Neil Fournier, épouse de Jean Jacques Fournier, de Montréal (P.Q.).

Haia (Clara) Weissman Fuchsman, épouse de Iosif (Josif) Fuchsman, de Châteauguay (P.Q.).

Wilfrid Giroux, de Montréal (P.Q.), époux de Laurette Chamberland Giroux.

Margaret Elaine Arthur Gallagher, épouse de Raymond Hugh Gallagher, de Montréal (P.Q.).

Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Lillian Lea Huss Herscovitch.

Micheline Deyglun Holowaty, épouse de Sam Holowaty, de Montréal (P.Q.).

Rosa Degen Jacobson, épouse de Michael Jacobson, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Hanley Kotania, épouse de Thadeus Julian John Kotania, de Ville LaSalle (P.Q.).

Stephen Alexander Lantos, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Luise Schmidt Lantos.

Joyce Irene Bernard Larocque, épouse de Andrew Joseph Larocque, de la province de Québec.

Violet Pearl St. James Kerr Lemoine, épouse de Stanley Allen Lemoine, de Montréal (P.Q.).

Nathalie Katyk Longtin, épouse de Claude Valois Longtin, de Montréal (P.Q.).

Ann Marguerite Barnett MacDonald, épouse de Russell Albert MacDonald, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Phyllis Amber Manoah, épouse de Yaacov Manoah, de Montréal (P.Q.).

Sandra Mary-Louise Deering Martin, épouse de Wallace Martin, de Montréal (P.Q.).

Leslie Thomas Norval Modler, de Cartierville (P.Q.), époux de Nina Naomi March Modler.

William Henry Monaghan, de Hudson Heights (P.Q.), époux de JoAnn Carol Brown Monaghan.

Harold Moreau, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Dragon Moreau.

Vida Irene Louise Zwicker McCallum, épouse de William Neil McCallum, de Montréal (P.Q.).

Jean Elizabeth Simmons O'Reilly, épouse de Michael Walter O'Reilly, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph Philippe Philias Fabien Parent, de Montréal (P.Q.), époux de Béatrice Vachon Parent.

Maureen Mary Mears Piercey, épouse de William Frederick Piercey, de Montréal (P.Q.).

Eva Florence Eigen Plaskett, épouse de Gordon Plaskett, de Montréal (P.Q.).

Barbara Patricia Roberts Rogers, épouse de William Arthur Rogers, de Ville Emard (P.Q.).

Isadore Rosenblatt, de Montréal (P.Q.), époux de Sarah Molly Speevak Rosenblatt.

Rebecca Rafalkes Rosenstrauss, épouse de Eisig Rosenstrauss, de Montréal (P.Q.).

Ida Dubrofsky Schwartz, épouse de Mosses Albert Schwartz, de Côte St-Luc (P.Q.).

David Filmore Sadler, de la province de Québec, époux de Nancy Agnes Sanborn Sadler.

Millicent Vera Bratley Seagrove, épouse de Anthony Naworth Seagrove, de Montréal (P.Q.).

Phyllis White Siev, épouse de Geoffrey Marshall Siev, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Hopkins Socaransky, épouse de Samuel Socaransky, de Montréal (P.Q.).

Anne-Marie Balazs Somlo, épouse de André Pierre Somlo, de Montréal (P.Q.).

Hyman Omri Tannenbaum, de Baie d'Urfé (P.Q.), époux de Elsie Sarah Kirouac Tannenbaum.

Milton Lawrence Trickey, de St-Constant (P.Q.), époux de Myrtle Ramona Feltham Trickey.

Maurice Varin, de Montréal-Nord (P.Q.), époux de Pierrette Gariépy Varin.

Lillian Anne LePoidevin Waller, épouse de Frederick Louis Waller, de Laval-des-Rapides (P.Q.).

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 35

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 7 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Cathers, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande

1. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 65(1) *d*) du Règlement;

2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les procès-verbaux et témoignages qu'il jugera nécessaires et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement;

3. Que permission lui soit accordée de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Cathers, appuyé par M. Southam, ledit rapport est agréé.

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre:

1) Accord intérimaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant des négociations tarifaires en conformité de l'article XXVIII de l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, fait à Genève le 7 mars 1962. (Textes français et anglais).

2) Sommaire des listes annexées à l'Accord susdit comprenant les concessions obtenues et accordées par le Canada. (Textes français et anglais).

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,— Rapport intérimaire de la Commission internationale pour la protection des oiseaux migrateurs, daté du 15 décembre 1961.

M. Harkness, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 232 par M. Caron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il reçu des instances dont la teneur est que des pensions industrielles sans participation ont été réduites du montant de la récente majoration de la pension de vieillesse?

2. Existe-t-il des règlements empêchant une société de réduire ainsi les versements de pension?

Les avis de motions (*n°s 2, 16, 18, 21 et 24*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Benidickson, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1961 entre le ministre des Transports ou l'un des fonctionnaires de son ministère et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse ou toute autre personne, relativement au chemin de fer reliant la jonction de Springhill à Springhill, en Nouvelle-Écosse. (*Avis de motion n° 20 portant production de documents*).

Sur motion de M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1959 entre le gouvernement fédéral et tout autre gouvernement ou l'un de ses organismes, ministères ou services, relativement à l'enquête d'ordre économique ou technique visant la possibilité d'aménager un port en eau salée à Moosonee. (*Avis de motion n° 25 portant production de documents*).

M. Howard, appuyé par M. Peters, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de l'étude faite, par un comité interministériel, des vœux formulés par la Commission d'enquête qui a été instituée le 25 juin 1959 et chargée de s'enquérir d'une manière générale de toutes les questions découlant des dispositions inexécutées des traités 8 et 11 qui s'appliquent aux Indiens du district de Mackenzie. (*Avis de motion n° 26 portant production de documents*).

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Herridge, Howard, Martin (Timmins), Peters, Regier, Winch—6.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Allard,
Allmark,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barrington,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Benidickson,
Best,
Bigg,
Bissonnette,
Boulanger,
Bourbonnais,
Bourdages,
Bourget,
Bourque,
Brassard (Lapointe),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Bruchési,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cardin,
Carter,
Casselman (Mme),
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crestohl,
Crouse,
Danforth,
Denis,
Deschambault,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
Dumas,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fortin,
Fournier,
Fulton,
Garland,
Grafftey,
Granger,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hellyer,
Henderson,
Hicks,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
Latour,
Leduc,
Legere,
Lennard,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacLellan,
Macnaughton,
Macquarrie,
McBain,
McDonald,
McFarlane,
McGrath,
McGregor,
McIntosh,
McLennan,
McMillan,
McPhillips,
McQuillan,
McWilliam,
Mandziuk,
Martel,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Matheson,
Matthews,
Meunier,
Milligan,
Monteith (Perth),
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Pearson,
Pickersgill,
Pigeon,
Pratt,
Racine,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
Sévigny,
Simpson,
Small,
Smallwood,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Tardif,
Thomas,
Thrasher,
Tremblay,
Tucker
Villeneuve,
Walker,
Webb,
Webster,
Winkler,
Wratten—189.

Le Bill C-73, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-74, Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Balcer, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Argue, appuyé par M. Boulanger, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait songer à l'opportunité d'assurer aux cultivateurs des versements couvrant, de façon générale, leurs revenus, en cas de récolte manquée, en modifiant la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies de manière à assurer: *a*) une augmentation de l'échelle des versements, ainsi qu'il suit: (i) une augmentation du versement maximum de $4 l'acre à $8 l'acre; (ii) une augmentation du versement actuel de $3 l'acre à $6 l'acre; (iii) une augmentation du versement actuel de $2 l'acre à $4 l'acre; *b*) une augmentation des contributions des cultivateurs, de 1 p. 100 à 2 p. 100; *c*) une augmentation du maximum de la superficie ensemencée, à l'égard duquel des versements peuvent être effectués, soit de 400 acres à 600 acres; il devrait songer en outre à apporter d'autres modifications requises pour assurer un revenu suffisant aux cultivateurs en cas de récolte manquée. (*Avis de motion n° 9*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 72*), en date du 31 janvier 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels postes civils ou militaires, en faisant mention des dates en cause, ont été occupés par M. C. M. Drury, dont a parlé le premier ministre le 23 janvier 1962?

2. Quelles décorations, s'il en est, a-t-on remises à M. Drury?

3. Le présent gouvernement a-t-il honoré M. Drury en le nommant à quelque poste?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 73*), en date du 14 février 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er novembre

1961, à l'exclusion des sommes pour des fins de publicité, le gouvernement canadien ou l'un de ses organismes, services ou ministères, a-t-il versé des sommes à quelque rédacteur, éditeur ou autre représentant de journal, ou pour leur compte, ou doit-il des sommes à ces personnes ou pour leur compte, et, dans le cas de l'affirmative, quels sont *a*) le nom et l'adresse de chaque rédacteur, éditeur ou représentant, *b*) le journal qu'ils représentaient ou pour lequel ils travaillaient, *c*) la somme versée ou due à titre de frais de voyage et les endroits visités à l'aller et au retour, *d*) la somme versée ou due pour frais d'hôtel et (ou) de repas, *e*) toute autre somme versée et les fins pour lesquelles elle l'a été?

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

Nº 36

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 8 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le quatrième rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-6, Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd.» et est convenu d'en faire rapport sans modification.

L'article 3 du bill prévoit que le capital social de la compagnie consistera en quatre millions d'actions sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le Comité recommande que, pour fins de l'imposition des droits prévus par l'article 94 du Règlement, chacune des actions ordinaires soit censée avoir une valeur d'un dollar.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement au bill susmentionné (*fascicule nº 3*) est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice nº 3 aux Journaux.*)

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Howe, appuyé par M. Robinson, la recommandation concernant les droits imposés au titre du capital-actions, contenue dans le rapport susmentionné, est agréée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Du consentement unanime, tous les bills de divorce inscrits au *Feuilleton* en vue de la deuxième lecture sont réservés.

(*Bills publics*)

Les ordres n°s 1 et 2 sont appelés séparément et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-20, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (brefs d'élection partielle);

M. Pickersgill, appuyé par M. Hellyer, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962
AFFAIRES EXTÉRIEURES

A—MINISTÈRE

625 Frais assumés par le Canada en tant que membre civil des commissions internationales pour la surveillance et le contrôle en Indochine—Crédit supplémentaire . . . .$ 100,000 00

626 Don pour commémorer le 150e anniversaire de l'indépendance de la république du Mexique—Crédit supplémentaire 2,500 00

627 Don pour commémorer l'inauguration de la «Plaza Canada», à Buenos Aires (Argentine) 1,100 00

AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES ET AUX PROGRAMMES INTERNATIONAUX

628 Cotisation du Gouvernement canadien comme membre d'organismes internationaux et du Commonwealth, selon le détail des affectations, y compris l'autorisation d'acquitter ces cotisations selon les montants spécifiés et en devises dans lesquelles elles sont prélevées—Crédit supplémentaire requis, en dollars canadiens, établi en janvier 1962 à 2,400 00

629 Achat et transport au Honduras britannique de poudre de lait écrémé, de viande de porc en conserve et d'autres approvisionnements pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et autorisation de rembourser l'Office de stabilisation des prix agricoles à l'égard de l'achat de ladite poudre de lait écrémé et de ladite viande de porc en conserve 70,500 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

AFFAIRES EXTÉRIEURES

668 Pour autoriser l'achat pendant l'année financière courante et les années subséquentes d'obligations des Nations Unies au montant de $6,240,000 (É.-U.), même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, estimé en janvier 1962 à 6,493,500 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL
OTTAWA

Le 7 février 1962.

Aux honorables membres de la Chambre des communes:

La Commission du service civil a l'honneur de présenter le rapport suivant.

La nécessité s'impose de créer un emploi continu de Caissier à la cafétéria du restaurant des deux chambres afin de permettre la titularisation de la personne qui fait actuellement fonction de Caissier et qui a été affectée à un emploi dispensé en vertu d'une autorisation de l'Orateur de la Chambre des communes. En conformité des articles 10 et 62 de la Loi sur le service civil, la Commission du service civil a donc approuvé la création de la nouvelle catégorie suivante, à compter du 1er juillet 1961:

CAISSIER, RESTAURANT DES DEUX CHAMBRES

En vertu des articles 11 et 62 de la Loi sur le service civil, la Commission du service civil recommande à l'approbation de la Chambre des communes que les taux de rémunération ci-après s'appliquent à la nouvelle catégorie susindiquée, à compter du 1er juillet 1961:

CAISSIER, RESTAURANT DES DEUX CHAMBRES

Rémunération

annuelle: $2,190 $2,280 $2,370 $2,460

Respectueusement soumis,

SAM HUGHES
président
RUTH E. ADDISON
commissaire
PAUL PELLETIER
commissaire

L'Orateur de la Chambre des communes
ROLAND MICHENER

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL
OTTAWA

Le 21 février 1962.

Aux honorables membres de la Chambre des communes:

La Commission du service civil a l'honneur de présenter le rapport suivant.

Conformément aux dispositions des articles 11 et 62 de la Loi sur le service civil, il est recommandé qu'à compter du 1er juillet 1961, les taux de rémunération s'appliquant à chacune des catégories énumérées ci-dessous, soient revisés aux taux indiqués immédiatement au-dessous, sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le taux de rémunération doit être fixé comme il suit:
   a) Tout employé des catégories indiquées doit être payé selon le taux de rémunération indiqué immédiatement au-dessous du taux de rémunération qu'il recevait à la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux ou, s'il a été nommé après cette date, selon le taux de rémunération indiqué immédiatement au-dessous du taux de rémunération qu'il recevait à la date de sa nomination.
   b) L'employé dont la promotion à l'une des catégories indiquées entre en vigueur à la date ou avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux sera censé, aux fins de la rémunération, avoir été payé selon un taux de rémunération fixé conformément à la Loi sur le service civil et à ses règlements d'application.
   c) La date actuelle du relèvement du traitement des employés ne sera pas modifiée par le présent décret et l'employé conservera tous les avantages auxquels il aurait par ailleurs droit en vertu des dispositions du décret du Conseil C.P. 23/1700 avec ses modifications.

2. L'augmentation doit être payée selon le barême susindiqué à l'égard de la période commençant à la date ou après la date d'entrée en vigueur,
   a) à un employé faisant partie du personnel à la date d'approbation du présent exposé à condition, toutefois, qu'un employé puisse bénéficier une fois seulement des dispositions de l'article 1;
   b) à un ancien employé dont les services ont pris fin pendant ladite période pour l'un des motifs suivants:
      i) mise en disponibilité,

ii) mise à la retraite, ou

iii) congédiement de l'employé pour un motif qui, de l'avis du sous-chef intéressé, était indépendant de la volonté de l'employé,

c) à la succession d'un ancien employé décédé au cours de ladite période.

3. Aucune modification ne doit être apportée, par suite de la revision recommandée dans le présent exposé, au traitement ou à toute autre rémunération de toute personne employée en vertu des dispositions de l'article 39 de la Loi sur le service civil.

4. La revision recommandée dans le présent exposé ne change en rien tout décret qui autorise le versement d'un supplément provisoire.

SECRÉTAIRE-LÉGISTE, CHAMBRE DES COMMUNES

De:	14000	14500	15000
A:	14800	15300	15800

SECRÉTAIRE-LÉGISTE ADJOINT, CHAMBRE DES COMMUNES

De:	8120	8540	8960	9380	9800
A:	8760	9120	9480	9880	10300

Respectueusement soumis,

RUTH E. ADDISON
commissaire

L'Orateur de la Chambre des communes
ROLAND MICHENER

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL
OTTAWA

Le 21 février 1962.

Aux honorables membres de la Chambre des communes,

La Commission du service civil a l'honneur de présenter le rapport suivant.

Conformément aux dispositions des articles 11 et 62 de la Loi sur le service civil, il est recommandé qu'à compter du 1er juillet 1961, les taux de rémunération s'appliquant à chacune des catégories énumérées ci-dessous, soient revisés aux taux indiqués immédiatement au-dessous, sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le taux de rémunération doit être fixé comme il suit:

a) Tout employé des catégories indiquées doit être payé selon le taux de rémunération indiqué immédiatement au-dessous du taux de rémunération qu'il recevait à la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux ou, s'il a été nommé après cette date, selon le taux de rémunération indiqué immédiatement au-dessous du taux de rémunération qu'il recevait à la date de sa nomination.

b) L'employé dont la promotion à l'une des catégories indiquées entre en vigueur à la date ou avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux sera censé, aux fins de la rémunération, avoir été payé selon un taux de rémunération fixé conformément à la Loi sur le service civil et à ses règlements d'application.

c) Sauf les exceptions prévues à l'alinéa *d*), la date actuelle du relèvement du traitement des employés ne sera pas modifiée par le présent décret et l'employé conservera tous les avantages auxquels il aurait par ailleurs droit en vertu des dispositions du décret du Conseil C.P. 23/1700 avec ses modifications.

d) Afin de calculer la date d'entrée en vigueur du relèvement de traitement de l'employé qui est payé selon un taux moins élevé lorsqu'un taux uniforme de la nouvelle échelle remplace plus d'un taux de l'échelle actuelle, la date d'entrée en vigueur de la revision sera censée être la date d'entrée en vigueur du dernier relèvement de traitement.

2. L'augmentation doit être payée selon le barème susindiqué à l'égard de la période commençant à la date ou après la date d'entrée en vigueur,

a) à un employé faisant partie du personnel à la date d'approbation du présent exposé à condition, toutefois, qu'un employé puisse bénéficier une fois seulement des dispositions de l'article 1;

b) à un ancien employé dont les services ont pris fin pendant ladite période pour l'un des motifs suivants:

i) mise en disponibilité,

ii) mise à la retraite, ou

iii) congédiement de l'employé pour un motif qui, de l'avis du sous-chef intéressé, était indépendant de la volonté de l'employé,

c) à la succession d'un ancien employé décédé au cours de ladite période.

3. Aucune modification ne doit être apportée, par suite de la revision recommandée dans le présent exposé, au traitement ou à toute autre rémunération de toute personne employée en vertu des dispositions de l'article 39 de la Loi sur le service civil.

4. La revision recommandée dans le présent exposé ne change en rien tout décret qui autorise le versement d'un supplément provisoire.

BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR 1
BIBLIOTHÉCAIRE DE DOCUMENTATION 1

De:	4200	4380	4560	4740	4920
A:	4560	4740	4920	5160	

BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR 2
BIBLIOTHÉCAIRE DE DOCUMENTATION 2

De:	5160	5400	5640	5880
A:	5160	5400	5640	5940

BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR 3
BIBLIOTHÉCAIRE DE DOCUMENTATION 3

De:	5700	5940	6180	6420
A:	5700	5940	6240	6540

S'applique aux titulaires actuels

5640	5940	6240	6540

S'applique aux nominations à venir

BIBLIOTHÉCAIRE DE DOCUMENTATION 4

De:	6180	6420	6660	6900
A:	6240	6540	6840	7140

BIBLIOTHÉCAIRE DE DOCUMENTATION 5
BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR EN CHEF

De:	6540	6840	7140	7500
A:	7140	7500	7860	8220

BIBLIOTHÉCAIRE EN CHEF DE DOCUMENTATION

De:	7620	7980	8340	8700
A:	8220	8580	8940	9300

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT (ANGLAIS), BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT (FRANÇAIS), BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

De:	8120	8540	8960	9380	9800
A:	8760	9120	9480	9880	10300

Le tout respectueusement soumis,

RUTH E. ADDISON
commissaire

L'Orateur de la Chambre des communes
ROLAND MICHENER

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle),—Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 175, S.R.C., 1952.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 37

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 9 MARS 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Rapport intitulé: «Immobilisations privées et publiques au Canada: perspectives pour 1962 et prévisions d'ordre régional».

M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Avant-projet d'arrangement conclu, en vertu du Bill C-67 dont la Chambre est actuellement saisie, avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada au sujet des conditions et des modalités selon lesquelles la Compagnie agira en qualité de mandataire de la Couronne relativement à la construction, l'entretien, la régie et l'exploitation du chemin de fer de Gaspé.

Le Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, est étudié de nouveau en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Exemplaire de l'accord conclu le 22 juillet 1909 entre Sa Majesté le Roi, représenté par le ministre des chemins de fer et des canaux, et la *Matane and Gaspé Railway Company*.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que le bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

26210-5—15½

La question est mise en délibération;

M. Fisher, appuyé par M. Martin (Timmins), propose: Que le projet de loi à l'étude ne soit pas lu, maintenant, pour la troisième fois, mais qu'il soit déféré au comité plénier, avec instruction d'y ajouter, immédiatement après l'article 6, l'article 7 prévoyant: «Que la mise en vigueur du bill soit réservée jusqu'à une date, qui ne devra pas être plus éloignée qu'un an de ce jour, à laquelle le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques devra, après étude, faire rapport sur la possibilité pratique de dépenser le montant autorisé par le bill, de façon à permettre à la Gaspésie d'intensifier sa mise en valeur économique et d'obtenir des moyens de transport qui lui conviendraient mieux.»

M. l'ORATEUR SUPPLÉANT EN EXERCICE (*M. Chown*): Un député pourrait peut-être aider le président à rendre une décision au sujet de la régularité de l'amendement proposé, et surtout à établir si cet amendement ajoute du nouveau au bill lui-même.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'une discussion;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR SUPPLÉANT EN EXERCICE

M. l'ORATEUR SUPPLÉANT EN EXERCICE: J'ai éprouvé quelque difficulté à me prononcer au sujet de cet amendement. Je ne parvenais pas à déterminer s'il comportait, oui ou non, quelque chose d'étranger à l'objet du bill. Je remercie les honorables députés qui m'ont aidé à en arriver à une décision. Je voudrais citer le premier paragraphe de la page 578 de la 16e édition des commentaires de May: «Vu qu'à l'étape de la troisième lecture le débat doit se restreindre aux dispositions du bill, il est interdit de présenter des amendements raisonnés qui soulèvent des questions non visées par les dispositions du bill.»

C'est là le point assez subtil sur lequel je me butais. Le commentaire dont le solliciteur général a donné lecture est toutefois un peu plus formel. Je ne citerai donc qu'une partie du commentaire de Beauchesne que l'honorable représentant nous a lu, 4e édition, commentaire 418: «A l'étape de la deuxième lecture, on peut proposer un amendement exprimant des opinions sur toutes les circonstances qui se rattachent à sa présentation ou à son étude, ou cherchant à obtenir soit d'autres renseignements au sujet du bill, par l'intermédiaire de comités ou de commissions, soit encore la production de documents ou autres témoignages, ou l'opinion des juges. Cela ne peut se faire au stade de la troisième lecture, parce qu'elle ne se rattache directement à aucune disposition du bill.»

Après avoir lu ce passage, je trouve qu'il serait difficile d'admettre cet amendement. Je le déclare donc irrégulier.

Le débat se poursuit sur la motion principale: Que le Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les disposition de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-18, Loi sur l'impression, en français et en anglais, de certains effets négociables, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-19, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts;

M. Argue, appuyé par M. Tucker, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois;

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 38

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 12 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, les rapports de la Commission du service civil touchant certains emplois dans le personnel du restaurant des deux Chambres, de la Chambre des communes et de la bibliothèque du Parlement, qui ont été déposés sur le bureau de la Chambre, le jeudi 8 mars 1962, sont approuvés.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Qu'un comité spécial, dont les membres seront désignés, soit institué afin d'étudier, en collaboration avec M. l'Orateur, la procédure de la Chambre, en vue de proposer toutes modifications qu'il jugera désirables pour assurer l'expédition plus rapide des affaires publiques et, en particulier, afin d'examiner s'il est souhaitable d'abroger l'article 33 du Règlement (règle relative à la clôture); que le comité soit autorisé à assigner des personnes, à ordonner la production de documents et de dossiers, et à faire part à la Chambre, de temps à autre, de ses conclusions et de ses recommandations.—*Le premier ministre.*

Les questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 59(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 229 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les noms des fonctionnaires du bureau central, à Ottawa, de la division de l'hydraulique de la Direction des ressources hydrauliques du

ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, quels postes occupent-ils présentement, quelles qualités et quels diplômes possèdent-ils et quelle est leur expérience quant à la construction ou l'exploitation d'usines hydroélectriques, de digues, etc.?

2. Certains de ces fonctionnaires, à quelque titre que ce soit, ont-ils déjà été au service d'un gouvernement étranger ou de l'un de ses organismes, ou bien se sont-ils adonnés à l'exploitation des ressources hydrauliques dans un pays étranger, ou encore ont-ils été à l'emploi d'une société privée au pays ou à l'étranger? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces fonctionnaires et quels sont les détails pertinents à leur emploi à l'étranger?

*Question n° 255 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est, en réalité, la différence entre les fonctions de messager et de messager de confiance?

2. Pour quelle raison le taux minimum et maximum d'un messager est-il tellement inférieur à celui d'un messager de confiance?

3. Pourquoi a-t-on établi un taux supérieur de traitement pour un messager nommé avant le 1er avril 1955?

4. Quel est le nombre actuel des fonctionnaires, à Ottawa, appartenant aux trois catégories ci-après: messager, messager nommé avant le 1er avril 1955, messager de confiance?

5. A-t-on récemment étudié la question de rationaliser les taux de traitement des messagers au service de l'État, afin qu'il y ait plus d'équité parmi les fonctionnaires affectés à des fonctions semblables ou apparentées?

*Question n° 267 par M. Boulanger—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le ministère du Commerce a-t-il constitué une délégation ayant pour mission de se rendre en Nouvelle-Zélande et en Australie? Dans le cas de l'affirmative, *a*) quand cette délégation a-t-elle été constituée et quel était son mandat, *b*) quel est le nombre de délégués, *c*) quels sont leurs noms, de quelles provinces viennent-ils et quelle organisation représentent-ils?

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Balcer, appuyé par M. Churchill: Que le Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Le débat se poursuit;

M. Regier, appuyé par M. Martin (Timmins), propose l'amendement suivant: Que l'expression «maintenant» soit supprimée et que les mots «dans six mois à compter d'aujourd'hui» soient ajoutés à la fin de la motion.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Fisher,	Martin (Timmins),	Pitman,	Winch—7.
Herridge,	Peters,	Regier,	

CONTRE

Messieurs

Badanai,	Dubois,	Leduc,	O'Leary,
Balcer,	Dumas,	Legere,	Ormiston,
Baldwin,	English,	Macdonald (Mme),	Pascoe,
Baskin,	Fairclough (Mme),	Macdonnell,	Paul,
Batten,	Fane,	MacInnis,	Payne,
Bell (Carleton),	Fleming (Eglinton),	MacLean (Queens),	Phillips,
Bell (Saint-Jean-Albert),	Fleming (Okanagan-Revelstoke),	MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),	Pigeon,
Bigg,	Flemming (Royal),	MacLellan,	Rapp,
Bissonnette,	Flynn,	MacRae,	Régnier,
Broome,	Forbes,	McBain,	Ricard,
Browne (Saint-Jean-Ouest),	Fréchette,	McCleave,	Roberge, ,
Browne (Vancouver-Kingsway),	Grafftey,	McFarlane,	Robichaud,
Brunsden,	Granger,	McGee,	Robinson,
Campbell (Lambton-Kent),	Grills,	McGrath,	Rogers,
Cardiff,	Halpenny,	McIlraith,	Sévigny,
Cardin,	Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),	McIntosh,	Simpson,
Caron,	Hanbidge,	McLennan,	Skoreyko,
Carter,	Harkness,	McMillan,	Smallwood,
Casselman (Mme),	Hees,	McPhillips,	Smith (Lincoln),
Cathers,	Henderson,	McQuillan,	Smith (Winnipeg-Nord),
Charlton,	Hicks,	Maloney,	Southam,
Chatterton,	Hodgson,	Mandziuk,	Starr,
Chevrier,	Howe,	Martel,	Stefanson,
Churchill,	Jones,	Matthews,	Stewart,
Clancy,	Jung,	Monteith (Perth),	Tardif,
Cooper,	Keays,	Montgomery,	Taylor,
Crouse,	Kindt,	Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),	Thomas,
Danforth,	Knowles,	Muir (Lisgar),	Tucker,
Diefenbaker,	Korchinski,	Murphy,	Webb,
Dinsdale,	Kucherepa,	Nasserden,	Webster,
Drysdale,	Lahaye,	Nugent,	Weichel,
	Lambert,		White,
			Woolliams,
			Wratten—128.

La motion principale, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Winch, appuyé par M. Regier, propose,—La Chambre des communes décide de prendre note des importants problèmes de responsabilité et de juridiction découlant de l'octroi de baux, de la perception de redevances et du contrôle du plateau continental, relativement aux frontières littorales de diverses provinces et des Territiores du Nord, et reconnaît en outre que cette question a donné lieu déjà à un conflit fédéral-provincial, puisque les autorités fédérales de même que les autorités provinciales du littoral en réclament la souveraineté.

La Chambre est donc d'avis de recommander que le gouvernement songe sérieusement à régler le conflit de la façon suivante:

(1) Que la question de souveraineté quant au plateau continental fasse l'objet de négociations immédiates entre les parties intéressées et,

si la question ne peut être réglée promptement, qu'elle soit déférée à la Cour suprême du Canada, à la condition qu'on donne suite à sa décision en présentant la mesure législative voulue et(ou) une modification à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

(2) Que, puisque la question du plateau continental intéresse le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements provinciaux, en attendant le règlement de la question, on accepte que le gouvernement fédéral octroie des baux d'exploration.

(3) Que toutes les recettes provenant de ces baux ou des redevances soient gardées en fiducie en attendant que soit réglée cette question de souveraineté, soit en vertu d'une entente fédérale-provinciale, soit par un jugement de la Cour suprême.—(*Avis de motion n° 10*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

FORÊTS

DIRECTION DES RECHERCHES SYLVICOLES

635 Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire ..$ 80,000 00

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL
OTTAWA

Le 5 mars 1962

Aux honorables membres de la Chambre des communes:

La Commission du service civil a l'honneur de présenter le rapport suivant:

Conformément aux dispositions des articles 60 et 61 de la Loi sur le service civil, la Commission du service civil demande que soit approuvée l'exclusion de l'emploi LP-A-30 de l'application de l'article 12 de la Loi, afin de pourvoir à l'avancement de Mlle Yvette D. Chevrier au rang de Bibliothécaire 1 (Cataloguement), au traitement de $4,560 par année, le troisième taux dans l'échelle

de la classe, avec effet à compter du 3 janvier 1961. Au moment de la promotion de Mlle Chevrier, le taux de salaire pour le recrutement des Bibliothécaires 1 était de $4,560 par année, l'échelle de traitement étant identique à celle des Bibliothécaires 1 (Cataloguement). On estime qu'à tous autres égards cet emploi reste assujéti aux dispositions de la Loi sur le service civil.

Respectueusement soumis,

SAM HUGHES
président
RUTH E. ADDISON
commissaire

L'Orateur de la Chambre des communes
ROLAND MICHENER

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et anglais) du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 11 de la Loi sur le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, chapitre 4, Statuts du Canada, 1953-1594.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Banque du Canada et relevé des comptes attesté par les vérificateurs, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément au paragraphe (3) de l'article 27 de la Loi sur la Banque du Canada, chapitre 13, S.R.C., 1952, modifié en 1953-1954.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dixième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Canada Security Assurance Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société.

William Edward Green et deux autres personnes, toutes de Hamilton (Ontario), et Roy Henderson Cuzner et une autre personne d'Ottawa (Ontario), aux fins d'une loi constituant en société *Greymac Mortgage Corporation.*

Maurice Frederick Strong et deux autres personnes de Calgary (Alberta), et Albert Benjamin Rutter Lawrence et une autre personne de la ville d'Ottawa (Ontario), aux fins d'une loi qui constitue en société la *Polaris Pipe Lines.*

Le Conseil de direction de l'Armée du Salut, Canada-Est, et le Conseil de direction de l'Armée du Salut, Canada-Ouest, aux fins d'une loi modifiant les lois qui les constituent en société.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Onzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Carmen Lister Abrams, épouse de Theodore Martin Abrams, de Montréal (P.Q.).

Agnes Blumenthal Agai, épouse de Nicolas Agai, de Montréal (P.Q.).

Pardo Belpulso, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Ruta Belpulso.

Margit Schlosszer Bene, épouse de Janos Gabor Bene, de Chibougamau (P.Q.).

26210-5—16½

Virginia Waters Finnie, épouse de Alexander MacKenzie Finnie, de Montréal (P.Q.).

Mary Sheppard Gallagher, épouse de Thomas Joseph Gallagher, de St. John's (Terre-Neuve).

Mary Yvonne Agarand Giguère, épouse de Claude Giguère de Montréal (P.Q.).

Amy Sandra Jaques Glendinning, épouse de Gerald Ronald Glendinning, de Hudson (P.Q.).

Barbara Gladys George Gregory, épouse de Marshall Donald Ward Gregory, de Lac Selby (P.Q.).

George Cecil Horton, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Josephine Bach Horton.

Muriel Howarth Bazley Hulbig, épouse de William John Hulbig, de Montréal (P.Q.).

Ion Ignatescu, de Montréal (P.Q.), époux de Saveta Palagian Ignatescu.

Phyllis Carol Green Johnston, épouse de William Johnston, de Montréal (P.Q.).

Anita Marie Virginie Bouffard Leroux, épouse de André Leroux, de Montréal (P.Q.).

Margaret Rose Hamel McDuff, épouse de Leonard Edward McDuff, de Montréal (P.Q.).

Beverley Ann Gall Maughan, épouse de John Frederick Maughan, de Westmount (P.Q.).

Mabel Lucille Holland Mills, épouse de Thomas Mitchell Mills. de Montréal (P.Q.).

Betty Solomon Naimovitch, épouse de Max Issie Naimovitch (Naimo), de Ville St-Laurent (P.Q.).

Paul Neron, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Riopel Neron.

Hugh O'Connor, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen West Taylor O'Connor.

Charles Harold Page, de Montréal (P.Q.), époux de Carole Ann Gollan Page.

Rosi Irma Koetke Parrouty, épouse de André Parrouty, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Markovits Reiner, épouse de Charles Reiner, de Montréal (P.Q.).

Marie Theresa Keefe Sckyra, épouse de Erwin Sckyra, de Longueuil (P.Q.).

Barbara Ann Bell Sobrian, épouse de Merlyn Arnold Sobrian, de Shawinigan Falls (P.Q.).

Eloise Warner Sonne, épouse de Raymond Robert Sonne, de Montréal (P.Q.).

Jennie Cmikiewics Zajko, épouse de Joseph Stanley Zajko, de Montréal (P.Q.).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 39

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 13 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-6, Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd.», est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que les bills de divorce n^{os} SD-1 à SD-102 inclusivement, qui figurent au *Feuilleton* en vue de la deuxième lecture, y soient réinscrits pour leur prise en considération mardi prochain.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-21, Loi modifiant la Loi sur les pensions (Appel judiciaire);

M. McIntosh, appuyé par M. Webb, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

DIRECTION DES AFFAIRES INDIENNES

Agences indiennes—

618 Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire $ 136,000 00

619 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire 342,550 00

Bien-être des Indiens—

620 Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire 188,000 00

621 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire 294,500 00

Émancipation économique—

622 Fonctionnement et entretien—Pour prolonger les fins du Crédit 61 du Budget principal de 1961-1962 et autoriser le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration à pourvoir, en vue de l'activité commerciale des Indiens, à l'instruction et à la surveillance des Indiens, à la fourniture de matières premières, à l'achat de produits finis et, nonobstant toute autre loi, à la vente de ces produits finis; et pour compléter le crédit 91,000 00

Instruction—

623 Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire 633,380 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la Commission des transports du Canada pour l'année close le 31 décembre 1961, en conformité de l'article 31 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 75*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er décembre 1961, quelque véhicule du gouvernement ou

de l'un de ses ministères, organismes ou services, a-t-il traversé, en Colombie-Britannique, les lignes de piquetage établies par le syndicat des employés de détaillants, de grossistes et de grands magasins (*AFL-CIO/CLC*) à la *Taylor, Pearson and Carson Corporation,* et, dans le cas de l'affirmative, ces actes ont-ils été exécutés à la connaissance et du consentement du gouvernement ou du ministère, de l'organisme ou du service en cause?

2. Prend-on des mesures pour éviter le retour de tels actes et, dans le cas de l'affirmative, quelles sont-elles?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 82*), en date du 7 février 1962, demandant l'état suivant: 1. La Société Radio-Canada a-t-elle reçu des protestations de la part de La Société des Amis de Maurice-L. Duplessis?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date et à quel sujet?

3. A qui a-t-on adressé cette plainte?

4. Le gouvernement a-t-il lui-même, indépendamment de la Société Radio-Canada, reçu des protestations?

5. Le gouvernement ou la Société Radio-Canada ont-ils reçu des instances de ministres fédéraux de la Couronne en qualité de membres ou de représentants de La Société des Amis de Maurice-L. Duplessis?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 87*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Entre 1949 et 1957, le gouvernement fédéral a-t-il déjà exécuté des travaux de nettoyage dans la rivière Senneville et dans la petite rivière Senneville, dans les comtés de Villeneuve et de Chapleau?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a demandé ces travaux de nettoyage et les a recommandés au gouvernement fédéral de l'époque, *b*) quel contremaître dirigeait chacun de ces projets, *c*) quel a été le coût global de chaque projet, *d*) quels salaires a-t-on versés à chaque contremaître et aux autres personnes employées à ces travaux, *e*) quels ont été les fournisseurs des matériaux, des machines ou des autres services de toutes sortes à chaque endroit, et quel montant a-t-on versé à chaque fournisseur?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 88*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Entre 1949 et 1957, le gouvernement fédéral a-t-il déjà entrepris des travaux de construction d'un quai au lac Macamic, dans le comté de Chapleau, ou des travaux de nettoyage près du lac Macamic ou dans les environs de la ville de Macamic et de la municipalité de Royal-Roussillon?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a demandé ces travaux et les a recommandés au gouvernement fédéral de l'époque, *b*) quel contremaître dirigeait chacun de ces projets, *c*) quel a été le coût global de chaque projet, *d*) quels salaires a-t-on versés à chaque contremaître et aux autres personnes employés à ces travaux, *e*) quels ont été les fournisseurs des matériaux, des machines ou des autres services de toutes sortes à chaque endroit, et quel montant a-t-on versé à chaque fournisseur?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 119*), en date du 7 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er juillet 1961, le premier ministre ou tout autre ministre de la Colombie-Britannique a-t-il demandé au gouvernement fédéral qu'une entente soit conclue entre les deux gouvernements en vue de l'aménagement d'une route entre Prince-Rupert (C.-B.) et Jasper (Alb.), selon un programme de participation financière analogue à celui qui est en vigueur sous le régime de la Loi sur la route transcanadienne; dans le cas de l'affirmative, à quelle date et par qui cette demande a-t-elle été formulée?

2. Les représentants de la Colombie-Britannique ont-ils soumis des propositions relatives à un programme de participation financière et, dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents?

3. Quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement fédéral, s'il en est?

A dix heures neuf minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 14 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Cathers, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le deuxième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modifications:

Bill S-3, Loi concernant La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada.

Bill S-4, Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company.

Bill S-7, Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.

Bill S-8, Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie.

M. Broome, appuyé par M. McPhillips, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-76, Loi concernant les contrats d'achat du gouvernement (Livraison franco bord), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Broome, appuyé par M. McPhillips, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-77, Loi accordant aux Canadiens la préférence en matière de contrats de construction, d'achat et de service du gouvernement, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les avis de motions (*n°s 2 et 28*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Bourget, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de la liste des marchandises d'importance stratégique, dont le ministre du Commerce a fait mention à la page 752 de l'édition française du hansard du 9 février 1962. (*Avis de motion n° 18 portant production de documents*).

Sur motion de M. Winch, appuyé par M. Regier, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre des copies de tous télégrammes, ordonnances, correspondance et autres documents émanant depuis le 1er janvier 1961, du ministre des Finances, du Conseil du Trésor ou d'autres personnes, relativement à la situation des ouvriers de l'industrie du bâtiment, tels que les électriciens, les monteurs d'appareils de chauffage, les charpentiers, les plombiers, les machinistes, etc., en ce qui concerne le barème de leurs salaires. (*Avis de motion n° 21 portant production de documents*).

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Bourget, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie du décret du conseil C.P. 1961-1012, en date du 13 juillet 1961, dont fait mention le ministre de l'Agriculture à la page 1311 (édition française) du hansard du 26 février 1962. (*Avis de motion n° 24 portant production de documents*).

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle), dépose la réponse à l'adresse susdite.

Sur motion de M. Caron, au nom de M. Robichaud, appuyé par M. Bourget, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1956 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, ou l'un de leurs organismes, relativement à la construction d'une chaussée-brise-lames, à Port Hood, dans le comté d'Inverness, en Nouvelle-Écosse. (*Avis de motion n° 27 portant production de docuements*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 11 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Rapp, appuyé par M. Nasserden, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi sur l'assurance-chômage afin que les travailleurs saisonniers employés dans les fermes touchent des prestations semblables à celles actuellement versées aux pêcheurs saisonniers. (*Avis de motion n° 12*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 13 portant production de documents*), en date du 28 février 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre le ministre des Transports et le président de *Quebecair Limited* et (ou) toutes autres personnes, relativement à l'octroi à la société Québecair de l'exclusivité des opérations aériennes entre Sept-Îles et Québec.

Par M. Dorion,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 14 portant production de documents*), en date du 28 février 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre le ministre des Transports et le président de *Quebecair Limited* et (ou) toutes autres personnes, relativement à la demande par la société Québecair, de subventions ou de versements pour l'exploitation de ses services durant l'hiver, ou de toute autre aide financière à l'égard de ses opérations aériennes dans le bas Saint-Laurent.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 15 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avec la permission de la Chambre, j'aimerais faire une brève déclaration au sujet des essais d'enregistrement de nos délibérations par des moyens mécaniques, conformément à l'autorisation donnée par la Chambre en avril dernier. Si je propose de faire ce que j'appellerais un rapport provisoire sur cette affaire, c'est afin de dissiper les doutes qui pourraient subsister dans l'esprit des députés depuis hier, alors qu'on a soulevé la question, dont l'examen n'a pas été poursuivi, en posant la question de privilège. La Chambre consent-elle à ce que je fasse une brève déclaration?

Des VOIX: D'accord!

M. l'ORATEUR: Si les députés veulent bien se reporter à la page 4113 du hansard du 25 avril 1961 ou à la page 471 des *Journaux* de cette année-là, ils y relèveront ceci:

«M. l'ORATEUR: Avec la permission de la Chambre—à qui je dirai tout de suite que j'ai consulté les chefs de partis—j'aimerais demander aux députés s'ils approuveraient que nous tentions certains essais, lesquels consisteraient à enregistrer nos délibérations au moyen de magnétophones branchés sur notre réseau de haut-parleurs. Nous voulons savoir si l'enregistrement mécanique des délibérations peut utilement se combiner avec les prises sténographiques, comme cela se fait ailleurs, et obtenir des données qui pourraient guider le comité de la procédure et la Chambre elle-même. Je le répète, il ne s'agit que d'enregistrements expérimentaux. La Chambre est-elle d'accord?

Sur ce, la Chambre consent à ladite proposition.»

Avant l'ajournement du mois de juillet, on a fait des expériences avec des machines à dicter dans les bureaux des *Débats* français et anglais, avec la

collaboration des éditeurs des *Débats* et de certains membres du personnel. On n'en a fait rapport au comité de la procédure au cours de la dernière session parce qu'on ne trouvait pas que ces expériences étaient concluantes et parce que le comité lui-même était surchargé de travail.

On a demandé l'aide de la Direction d'analyse de la gestion de la Commission du service civil pour continuer les expériences. C'est le greffier qui en a fait la demande le 5 octobre 1961 et le mandat se lisait ainsi qu'il suit: «Étudier l'organisation, les méthodes et les procédés de la section anglaise des *Débats* et recommander toute amélioration qui s'impose.»

M. A. M. Ervin a été chargé de ce travail. Il a entrepris une étude assez vaste des méthodes d'enregistrement utilisées tant à la Chambre qu'ailleurs. Les premiers enregistrements de la présente étude ont commencé le jeudi 1er mars et se sont poursuivis jusqu'au 9 mars. La seconde série commencera le 15 mars et se terminera, pour de bon, le 23 mars. Le procédé consiste à enregistrer des échantillons, d'une durée de 10 minutes, à chaque heure environ, au cours de nos séances ordinaires.

On a surveillé de très près tous les manchons et disques sur lesquels les délibérations de la Chambre ont été enregistrées; ils n'ont pas servi et ne serviront pas à d'autre usage. On a détruit les manchons et les rubans de la première expérience, et les enregistrements de M. Ervin, accompagnés du rapport de ce dernier, seront transmis à l'Orateur.

Ces expériences n'ont rien de secret, si ce n'est qu'on assure le caractère confidentiel des enregistrements.

Peut-être devrais-je ajouter, pour rassurer les députés, qu'on ne doit nullement voir dans ces essais une critique de notre excellente équipe de sténographes et de rédacteurs. Il s'agit plutôt de trouver des moyens qui pourront éventuellement les aider dans l'exécution de leur tâche difficile.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Que le rapport annuel du gouverneur de la Banque du Canada, ainsi que le relevé des comptes, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, déposés sur le bureau le 12 mars 1962, soient déférés au comité permanent de la banque et du commerce.—*Le ministre des Finances.*

Avec l'assentiment unanime, M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Tableau des projets, répartis par provinces, approuvés aux termes des conventions relatives à la formation technique et professionnelle, pendant la période allant du 1er avril 1961 au 14 mars 1962.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

M. Weichel, appuyé par M. McFarlane, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus pour une troisième fois et adoptés:

Bill S-3, Loi concernant La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada.

Bill S-4, Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company.

Bill S-7, Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.

Bill S-8, Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie.

(*Bills publics*)

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-22, Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle);

M. McGee, appuyé par M. Henderson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-5, Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference».—*M. Muir* (*Lisgar*).

Bill S-9, Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company.—*M. Smith* (*Winnipeg-Nord*).

Bill S-10, Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company.—*M. Smith* (*Winnipeg-Nord*).

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 11 portant production de documents*), en date du 7 février 1962, demandant une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1961 entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial, relativement à une aide fédérale pour la construction d'une seconde route transcanadienne.

Par M. Dorion,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 15 portant production de documents*), en date du 14 février 1962, demandant une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au programme actuel de travaux d'hiver.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 16 MARS 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité (M. Martineau) présente le rapport suivant:

«Au cours de l'examen des prévisions de dépenses du ministère du Travail, au comité des subsides, l'honorable représentant de Hull (M. Caron) a accusé le président de se montrer partial dans ses décisions. Invité à retirer ses observations, l'honorable député de Hull s'est obstiné dans son refus.»

Ledit rapport est soumis à la Chambre;

Après s'être expliqué brièvement, l'honorable député de Hull quitte la Chambre.

Après quoi, M. Churchill, appuyé par M. Flynn, propose,—Que l'honorable député de Hull (M. Caron) soit exclu de la Chambre pour le reste de la séance d'aujourd'hui.

Ladite motion mise aux voix est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Bell (Saint-Jean-Albert),	Cadieu,	Cardiff,
Allard,	Browne (Saint-Jean-Ouest),	Campbell (Lambton-Kent),	Casselman (Mme),
Balcer,	Brunsden,	Campbell (Stormont),	Chambers,
Baldwin,			Charlton,
Bell (Carleton),			Chatterton,

Churchill, Clancy, Coates, Creaghan, Crouse, Danforth, Dinsdale, English, Fairclough (Mme), Fane, Flemming (Royal), Flynn, Forbes, Fulton, Grafftey, Gundlock, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Hees, Henderson, Hicks, Kennedy, Kindt, Korchinski, Lambert, LaRue, Létourneau, Macdonald (Mme), MacEwan, MacLean (Queens), MacRae, McBain, McCleave, McFarlane, McGrath, Rapp, McPhillips, McQuillan, Mandziuk, Matthews, Milligan, Montgomery, More, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Nasserden, Nugent, O'Leary, Ormiston, Pallett, Pascoe, Payne, Phillips, Régnier, Simpson, Skoreyko, Slogan, Smallwood, Smith (Lincoln), Smith (Winnipeg-Nord), Southam, Spencer, Starr, Stewart, Taylor, Thrasher, Tremblay, Walker, Woolliams—84.

CONTRE

Messieurs

Badanai, Batten, Brassard (Lapointe), Carter, Chevrier, Clermont, Denis, Dupuis, Eudes, Habel, Hellyer, Herridge, Leduc, McIlraith, McMillan, Martin (Timmins), Peters, Pickersgill, Regier, Richard (Ottawa-Est), Rouleau, Tardif, Tucker, Winch—24.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

TRAVAIL

A—Ministère

Aide à la formation technique et professionnelle

636 Dépenses afférentes à l'application de la Loi sur la coordination de la formation professionnelle et des accords conclus en vertu de cette loi. Versements aux provinces—Crédit supplémentaire .. ..$ 28,400,000 00

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Bills publics)

Les ordres nos 1 à 9 inclusivement sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-32, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Recours contre les violateurs des droits de l'homme);

M. Herridge, appuyé par M. Winch, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 28 février 1962.

A six heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 43

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 19 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (4) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1962 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, lesdits message et nouveau budget supplémentaire (4) sont renvoyés au comité des subsides.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Que le comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques soit autorisé à entreprendre l'examen et l'étude du mémoire que le Comité national de la législation de l'*International Railway Brotherhoods* a adressé au président du comité, relativement aux dispositions de l'article 182 de la Loi sur les chemins de fer et proposant la modification dudit article en

vue de pourvoir au versement d'une indemnité aux employés touchés par l'abandon d'exploitation de lignes de chemin de fer, ou par la fermeture ou le déplacement de toute gare ou de tout point de division, ou par le changement de centres d'exploitation ou de terminus.—*Le ministre des Transports.*

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 292 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement a-t-il récemment reçu une requête de M. A. R. Buckler, 90, rue Park, Kentville (N.-É.), à titre de président de l'Association des fonctionnaires fédéraux retraités des provinces Maritimes, demandant un rajustement des pensions en vue de mieux répondre aux exigences du coût de la vie? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date cette requête a-t-elle été formulée, quel est le nom du ministre qui lui a donné suite et quelle était la teneur de la réponse?

Question n° 309 par M. Dupuis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes le ministère de la Défense nationale a-t-il versées pendant les années 1959, 1960 et 1961, pour l'enseignement militaire aux cadets et aux élèves (milice) dans les écoles appartenant à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal?

2. Quels sont les noms des officiers (avec adresses) recevant un salaire dans chacune de ces écoles et quel est le montant qui leur a été accordé pour chacune de ces années?

3. Quelle est la somme versée à chacune des écoles dont les noms suivent, pour l'entretien des uniformes, des fusils, de l'équipement, etc.:

1) Chomedey de Maisonneuve, 1820, Morgan, Montréal;
2) Jean-Baptiste Meilleur, 2237, Fullum, Montréal;
3) Urgel Archambault, 8300, De Teck, Montréal;
4) Philippe-Perrier, 5925, 27e avenue, Rosemont, Montréal;
5) Pie IX, 10919, Gariépy, Montréal-Nord;
6) Mgr Georges Gauthier, 750 est, boul. Gouin, Montréal;
7) St-Viateur, 7315, DeLanaudière, Montréal;
8) Christophe-Colomb, 6891, Christophe-Colomb, Montréal;
9) Le Plateau, 3700, Calixa Lavallée, Montréal;
10) Louis Hébert, 6361, 6e avenue, Rosemont, Montréal;
11) St-Henri, 4105, St-Jacques, Montréal;
12) St-Luc, 5100, St-Luc, Montréal;
13) Simon Sanguinet, 1260, Sanguinet, Montréal;
14) Louis Pasteur, 1995, Victor Doré, Montréal?

4. Quelle est la somme versée à la direction de chacune des écoles précitées?

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Fisher, appuyé par M. Pitman, propose,—Que le gouvernement étudie immédiatement la nécessité d'augmenter le revenu des membres du Parlement. —(*Avis de motion n° 11*).

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Macdonnell (Greenwood).

M. Pickersgill, appuyé par M. Carter, propose,—Qu'un comité spécial, composé de seize membres qui seront désignés ultérieurement, soit institué en vue d'étudier et de formuler les moyens propres à assurer une plus grande indépendance aux membres du Parlement par l'adoption des mesures plus efficaces destinées à restreindre et à contrôler les dépenses des campagnes électorales des députés à la Chambre des communes, et que les dispositions de l'article 67(1) du Règlement soient suspendues à cet égard.—(*Avis de motion n° 13*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Du consentement unanime, il est ordonné que tous les ordres relatifs à la deuxième lecture des bills de divorce soient différés et soient réinscrits en vue de leur prise en considération le mardi 27 mars 1962.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

TRAVAIL

B—Commission d'assurance-chômage

669 Pour autoriser le ministre des Finances, nonobstant la Loi sur l'assurance-chômage, à porter au crédit de la Caisse d'assurance-chômage, au cours de l'année financière 1962-1963, des sommes au total de $25,000,000, aux modalités et conditions que détermine le gouverneur en conseil . . . . . $ 25,000,000 00

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la Reine,—Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 14 mars 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C. 1952 (versions française et anglaise).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-316, en date du 8 mars 1962, autorisant une revision des modalités de paiement originairement approuvées par l'arrêté en conseil C.P. 1959 du 11 juin 1959, édicté sous le régime de l'article 21 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vertu duquel la Société d'assurance des crédits à l'exportation avait assuré la vente, par *Canadair Limited,* Montréal, de dix avions à *The Flying Tiger Line Inc.,* Burbank, Californie, conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1961.

Par M. Hees,—Arrêté en conseil C.P. 1962-338, en date du 13 mars 1962, autorisant, aux termes de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, à l'égard de la provenance canadienne de la vente, par *General Motors Diesel Limited,* London (Ontario), de 56 locomotives électriques diesel et de pièces de rechange à *Rede Ferroviaria Federal,* S.A., Rio-de-Janeiro, Brésil, conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1961.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Douzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Édouard Joseph Armand Baril, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Thérèse Bibiane Noël Baril.

Marie Raymonde Violetta Douillard Dalpé, épouse de Donald Dalpé, de Drummondville (P.Q.).

Edward Dorozowsky, de Verdun (P.Q.), époux de Tatiana Roxolana Diduch Dorozowsky.

Marie Marguerite Nicole Bisaillon Fraser, épouse de Robert Fraser, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cowan Lecky Frawley, épouse de Lawrence Patrick Frawley, de Westmount (P.Q.).

Marie Augustine Jeannette Rail Gibbs, épouse de William David Gibbs, de Montréal (P.Q.).

Violet Gabrielle Beaudry Gilmour, épouse de Matthew Ralph Gilmour, de Rosemère (P.Q.).

Marie Émilia Roland Bernier Gittens, épouse de Kenneth Fitzgerald Gittens, de Montréal (P.Q.).

Doris Sibyl Jane Godsell Hassall, épouse de Frederick James Hassall, de Verdun (P.Q.).

Maureen Davies Knowles, épouse de Geoffrey Arnold Knowles, de Montréal (P.Q.).

Teresa Botulynska Lesiuk, épouse de Julian Roman Lesiuk, de la province de Québec.

Virginia Ruth Baker Parmiter, épouse de Douglas Parmiter, de Ville La-Salle (P.Q.).

Kathleen Meades Ryan, épouse de Albert George Ryan, de Pointe-St-Charles (P.Q.).

Anna Bovington Strickland, épouse de Edward Strickland, de Montréal (P.Q.).

Stanley Frank White, de Lachine (P.Q.), époux de Dawn Elaine Wankel White.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Treizième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

The Canadian Indemnity Company et *The Canadian Fire Insurance Company* aux fins d'une loi sanctionnant et confirmant une convention de fusion conclue entre les compagnies les autorisant à exercer leur commerce sous le nom, en anglais, de *The Canadian Indemnity Company* et, en français, sous le nom de «L'Indemnité Compagnie Canadienne».

La *Reliance Insurance Company of Canada* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à se servir dans la poursuite de ses affaires du nom de *Reliance Insurance Company of Canada,* et/ou celui de «La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurance».

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

26210-5—17

N° 44

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 20 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Ricard, il est ordonné,—Que le nom de M. McMillan soit substitué à celui de M. Chevrier sur la liste des membres du comité permanent de la banque et du commerce.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-5, Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference»;

M. Muir (Lisgar), appuyé par M. Smith (Winnipeg-Nord), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

26210-5—17½

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-9, Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company;

M. Smith (Winnipeg-Nord), appuyé par M. Southam, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-10, Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company;

M. Smith (Winnipeg-Nord), appuyé par M. Southam, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-23, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces), ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-24, Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes), ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-25, Loi concernant la souveraineté du Canada;

M. Allard, appuyé par M. Dubois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois;

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

DÉFENSE NATIONALE

ARMÉE CANADIENNE

644 Direction et entretien—Crédit supplémentaire .. ..$ 35,000,000 00

AVIATION ROYALE DU CANADA

645 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel important—Crédit supplémentaire .. 31,000,000 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

646 Crédit pour établir que George Alvin Baycroft, ancien employé de Sa Majesté, sera, sous réserve des modalités et conditions prescrites par le Conseil du Trésor, censé avoir été désigné le 1er octobre 1957 comme contributeur conformément à l'alinéa *f*) du paragraphe (1) de l'article 4 de la Loi sur la pension du service public 1 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

DÉFENSE NATIONALE

670 Autorisation de contracter au cours de l'année financière actuelle et des années financières subséquentes, relativement aux programmes qui auront été arrêtés avec le ministre de la Défense nationale, afin de pourvoir à la construction de maisons d'habitation destinées aux membres des forces armées du Canada; ces prêts seront consentis au taux d'intérêt et conformément aux modalités et conditions que fixera le gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire .. 5,000,000 00

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES, Y COMPRIS LE CONSEIL DE RECHERCHE MÉDICALE

647 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire 298,000 00

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

PAIEMENTS DIVERS

667 Pour valider, aux fins de la Loi sur la pension du service public et nonobstant l'absence de l'examen médical requis par l'article 18 de ladite loi, le choix fait le 16 septembre 1957 par feu Émery Leduc, et pour autoriser le paiement de prestations à sa veuve et à ses enfants, comme s'il avait subi l'examen médical requis 1 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des

provinces au sujet d'une rencontre fédérale-provinciale, au niveau des ministres, le 19 mars 1962, aux fins d'étudier les problèmes de la production et du transport de l'énergie électrique par tout le Canada (réseau national d'électricité).

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 40 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Balcer,—Rapport (en français et en anglais) du vérificateur au Parlement concernant les comptes du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 40 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Balcer,—Rapport (en français et en anglais) du Trust des titres des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 17 de la Loi sur la revision du capital des chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 311, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Rapport (en français et en anglais) d'Air Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 29 de la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, chapitre 268, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Rapport (en français et en anglais), du vérificateur au Parlement concernant les comptes d'Air Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 29 de la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, chapitre 268, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 12 portant production de documents*), en date du 7 février 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1961 entre tout membre du gouvernement du Canada et le maire de Yarmouth (N.-É.), relativement au remplacement du phare, à Yarmouth.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 18 portant production de documents*), en date du 14 mars 1962, demandant une copie de la liste des marchandises d'importance stratégique, dont le ministre du Commerce a fait mention à la page 752 de l'édition française du hansard du 9 février 1962.

A dix heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 21 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 21 mars 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Robert Taschereau, juge de la Cour suprême du Canada, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, le vendredi 23 mars, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général,
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

Le Sénat transmet un message afin d'informer cette Chambre qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-73, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Bill C-74, Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

Avec l'assentiment unanime, M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Réponse du gouvernement canadien, en date du 21 mars 1962, au sondage effectué par le secrétaire général des Nations Unies conformément à la résolution n° 1664 (XVI) (dite résolution de la Suède), du 4 décembre 1961, de l'Assemblée Générale. (Textes français et anglais).

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié.

Question n° 275 par M. Regier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les noms et les fonctions de chaque personne détachée ou affectée au service de l'ambassade canadienne en France, depuis le 1er janvier 1954?

2. Quelle a été la durée des fonctions de chacune de ces personnes?

3. Quelles personnes ont obtenu une promotion pendant la durée de leurs fonctions et quels sont les détails pertinents dans chaque cas?

4. Lesquelles de ces personnes ne sont plus actuellement à l'emploi du gouvernement fédéral et pour quelle raison chacune a-t-elle quitté le service?

Question n° 295 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Durant chaque mois de chaque année, depuis 1950, quel a été le cubage d'eau dans la route fluviale de Trent, à l'endroit le plus rapproché de la ville de Peterborough?

M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 296 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de demandes d'emploi pour les mois d'été a-t-on reçues à la suite de l'annonce du concours numéro 62-50 de la Commission du service civil?

2. Quels ont été les candidats choisis et dans quel district électoral chacun résidait-il?

3. Des recommandations ont-elles été faites en faveur de l'un quelconque des candidats choisis? Dans le cas de l'affirmative, par qui?

4. Quels titres universitaires possédait chacun des candidats choisis?

L'avis de motion (*n° 2*) portant production de documents est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Benidickson, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toutes communications que le ministre des Transports a adressées, depuis le 1er janvier 1962, au premier ministre ou à tout membre du gouvernement de Terre-Neuve, relativement au service de transbordement prévu à Argentia, ainsi que toutes réponses auxdites communications.—(*Avis de motion n° 29 portant production de documents*).

Sur motion de M. Fisher, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Transports et des personnes autres que des fonctionnaires du

ministère des Transports, qui ont communiqué avec lui au sujet de l'amélioration des installations à l'aéroport de la tête des Lacs.—(*Avis de motion n° 30 portant production de documents*).

Sur motion de M. Fisher, appuyé par M. Herridge, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Travaux publics et toute personne intéressée à l'aménagement d'un nouveau bureau de poste à Longlac (Ont.).—(*Avis de motion n° 31 portant production de documents*).

M. Pickersgill, appuyé par M. McIlraith, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'un exemplaire des prévisions économiques les plus récentes préparées par le ministère du Commerce et faisant partie de la série destinée à remplacer le rapport dit *Perspectives économiques du Canada,* selon la description donnée à la page 8216 du hansard du 10 août 1960.—(*Avis de motion n° 33 portant production de documents*).

La question est mise en délibération;

L'honorable représentant de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à la rubrique *Avis de motions* (*documents*), conformément à l'article 47 du Règlement provisoirement modifié.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. McIlraith, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er octobre 1961 entre le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion et toutes autres personnes, relativement à une émission de télévision au poste CJCH-TV, d'Halifax, intitulée: «Youth Wants to Know».—(*Avis de motion n° 34 portant production de documents*).

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que le discours prononcé cette semaine par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (l'honorable M. Green) à la conférence sur le désarmement, à Genève, soit imprimé en appendice au hansard de ce jour.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

A—MINISTÈRE

SERVICES ADMINISTRATIFS

Administration—

637 Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire . . . . . $ 65,000 00

638 Acquisition de matériel d'usage courant pour les levés et d'autre matériel—Crédit supplémentaire 187,000 00

DIRECTION DES LEVÉS ET DE LA CARTOGRAPHIE

Service hydrographique du Canada—

639 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire .. 50,000 00

COMMISSION GÉOLOGIQUE DU CANADA

640 Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire 75,000 00

OBSERVATOIRES FÉDÉRAUX

Observatoire fédéral d'Ottawa et stations sur le terrain—

641 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire .. 60,450 00

GÉNÉRALITÉS

642 Projet du plateau continental dans les régions polaires—Crédit supplémentaire 16,400 00

B—OFFICE FÉDÉRAL DU CHARBON

643 Versements relatifs au transport du charbon selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire 4,800,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Avis de motions)

M. Morton, appuyé par M. McGrath, propose,—Qu'un comité spécial de la Chambre, dont les membres seront désignés ultérieurement, soit institué afin d'étudier de quelle façon le gouvernement du Canada peut accorder une aide financière plus grande pour l'éducation, dans le cadre des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et en collaboration avec les provinces.—*(Avis de motion n° 14)*.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited,* pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

26210-5—18½

N° 46

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 22 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Qu'un comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande que l'État possède et régit soit institué aux fins de faire l'examen des comptes, des prévisions de dépenses et des projets de loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et Air Canada, sous réserve toujours des pouvoirs du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics; que ce comité soit autorisé à assigner des témoins, à faire produire des documents et des dossiers et à faire rapport de temps à autre et que, nonobstant la disposition de l'article 67 du Règlement concernant la restriction relative au nombre des membres, ledit comité se compose de MM. Badanai, Brassard (Lapointe), Broome, Browne (Vancouver-Kingsway), Campeau, Carter, Chevrier, Creaghan, Fisher, Forbes, Granger, Grills, Horner (Jasper-Edson), Howe, Kennedy, McDonald (Hamilton-Sud), McFarlane, McPhillips, McWilliam, Mitchell, Monteith (Verdun), Pascoe, Robinson, Rowe, Smallwood et Smith (Simcoe-Nord).—*Le ministre des Transports.*

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions—documents*)

M. Pickersgill, appuyé par Mlle LaMarsh, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'un exemplaire des prévisions

économiques les plus récentes préparées par le ministère du Commerce et faisant partie de la série destinée à remplacer le rapport dit *Perspectives économiques du Canada,* selon la description donnée à la page 8216 du hansard du 10 août 1960.—(*Avis de motion portant production de documents n° 33*).

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est rejetée.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

DIRECTION DES PARCS NATIONAUX

Services des parcs nationaux et des lieux historiques—
648 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire .. ..$ 2,500,000 00

DIRECTION DES SERVICES HYDRAULIQUES

649 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire 40,000 00

DIRECTION DES RÉGIONS SEPTENTRIONALES

Divisions du bien-être social et de l'expansion industrielle—
650 Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire 270,000 00

Territoire du Yukon—
651 Fonctionnement et entretien—En vue d'étendre les objets du crédit 302 du Budget principal de 1961-1962 afin d'inclure les subventions, selon le détail de ces affectations 22,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

Direction des régions septentrionales

671 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon conformément aux modalités et conditions que prescrit le gouverneur en conseil 500,000 00
672 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon (ci-après dénommé le «Territoire») dans l'année financière courante et dans les années financières subséquentes, conformément aux modalités et conditions que le

gouverneur en conseil pourra approuver, afin de permettre au Gouvernement de consentir des prêts hypothécaires aux résidents du Territoire en vue de l'achat ou de la construction de maisons d'habitation à prix modique dans le Territoire; et autorisation au commissaire en conseil du Territoire, nonobstant toute disposition contraire contenue dans la Loi sur le Yukon, à édicter les ordonnances concernant le remboursement, par le gouvernement du Territoire, de prêts qui lui ont été consentis conformément au présent crédit, et à l'égard du prêt de deniers à des résidents du Territoire pour l'achat ou la construction de maisons d'habitation dans le Territoire et la prise de garantie à cet égard au moyen d'hypothèque 240,000 00

673 Prêts au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux modalités et conditions que prescrit le gouverneur en conseil 150,000 00

674 Prêts au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (ci-après dénommés les «Territoires»), dans l'année financière courante et dans les années financières subséquentes, conformément aux modalités et conditions que le gouverneur en conseil pourra approuver, afin de permettre au Gouvernement de consentir des prêts hypothécaires en vue de l'achat ou de la construction de maisons à prix modique dans les Territoires; et autorisation au commissaire en conseil des Territoires, nonobstant toute disposition contraire contenue dans la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, d'édicter les ordonnances concernant le remboursement, par le gouvernement des Territoires, de prêts qui lui ont été consentis conformément au présent crédit, et à l'égard du prêt de deniers à des résidents des Territoires pour l'achat ou la construction de maisons d'habitation dans les Territoires et la prise de garantie à cet égard au moyen d'hypothèque 240,000 00

TRAVAUX PUBLICS

ÉDIFICES PUBLICS

CONSTRUCTION ET SERVICES

Construction, acquisition, réparations et améliorations importantes, préparation de plans et achat d'emplacements, relativement aux édifices publics mentionnés au détail des affectations, y compris les dépenses à l'égard des ouvrages sur d'autres propriétés que les propriétés fédérales; toutefois, le Conseil du Trésor peut diminuer ou augmenter les montants dans le cadre de l'affectation se rapportant à chacun des ouvrages énumérés—

Crédits supplémentaires—

655 Nouvelle-Écosse 1 00

656 Nouveau-Brunswick 375,000 00

657 Améliorations en général et édifices divers—La somme à dépenser à l'égard d'un projet quelconque ne doit pas dépasser $25,000 sans l'approbation du Conseil du Trésor 125,000 00

658 Entretien et service des édifices et terrains fédéraux—Crédit supplémentaire 1,000,000 00

DIRECTION DU GÉNIE (AMÉNAGEMENT)

659 Routes et ponts—Entretien et exploitation—Crédit supplémentaire 150,000 00

GÉNÉRALITÉS

660 Travaux divers non prévus ailleurs, y compris les dépenses relatives à des travaux effectués sur des propriétés autres que les propriétés du gouvernement fédéral: un montant limité à $15,000 peut être dépensé pour un seul ouvrage, et ce maximum peut être porté, avec l'approbation du Conseil du Trésor, à $25,000—Crédit supplémentaire 190,000 00

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

661 Crédit pour que le choix fait par feu Benjamin Vinton Beddow le 9 mars 1961 soit jugé valide pour toutes les fins de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, en dépit du fait qu'il n'avait pas subi l'examen médical requis par l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 7 de ladite loi, et pour autoriser le paiement de prestations à sa veuve comme s'il avait subi et réussi l'examen médical prescrit 1 00

COMMERCE

B—GÉNÉRALITÉS

ELDORADO MINING AND REFINING LIMITED

662 Paiements au cours des années financières 1961-1962 et 1962-1963, en vertu du contrat, en date du 24 novembre 1961, intervenu entre l'*Eldorado Mining and Refining Limited,* au nom de Sa Majesté, et la *Macassa Gold Mines Limited,* pour l'achat par Sa Majesté de concentrés d'uranium 2,400,000 00

TRANSPORTS

A—MINISTÈRE

SERVICES DES CHEMINS DE FER ET DES NAVIRES À VAPEUR

663 Construction ou acquisition de transbordeurs d'autos et de matériel, selon le détail des affectations, le Conseil du Trésor pouvant augmenter ou diminuer le montant du crédit à affecter aux projets particuliers —Crédit supplémentaire 71,885 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 232*), en date du 7 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il reçu des instances dont la teneur est que des pensions industrielles sans participation ont été réduites du montant de la récente majoration de la pension de vieillesse?

2. Existe-t-il des règlements empêchant une société de réduire ainsi les versements de pension?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quatorzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

La Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon, la Compagnie du pont et du prolongement du chemin de fer de Saint-Jean et la Compagnie du chemin de fer de Saint-Stephen et Milltown, aux fins d'une loi attribuant à la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique les voies ferrées et l'entreprise des autres dites compagnies, y compris leur actif et leur passif.

La *United Church of Canada* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 47

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 23 MARS 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-103, Loi pour faire droit à Giuseppe de Cristoforo.—*M. McCleave.*

Bill SD-104, Loi pour faire droit à Wilfrid Giroux.—*M. McCleave.*

Bill SD-105, Loi pour faire droit à Anne-Marie Somlo.—*M. McCleave.*

Bill SD-106, Loi pour faire droit à Margaret Ellymore Abbott.—*M. McCleave.*

Bill SD-107, Loi pour faire droit à Madge Estelle Pinkerton.—*M. McCleave.*

Bill SD-108, Loi pour faire droit à Angus McIntosh.—*M. McCleave.*

Bill SD-109, Loi pour faire droit à May Margaret Morelli.—*M. McCleave.*

Bill SD-110, Loi pour faire droit à Linnea Erna Barbara Walker.—*M. McCleave.*

Bill SD-111, Loi pour faire droit à Joan Marjorie Gregor-Pearse.—*M. McCleave.*

Bill SD-112, Loi pour faire droit à Jean-Guy Prud'homme.—*M. McCleave.*

Bill SD-113, Loi pour faire droit à Aline-Hélène Smith.—*M. McCleave.*

Bill SD-114, Loi pour faire droit à Marie Aleta Meerovitch.—*M. McCleave.*

Bill SD-115, Loi pour faire droit à Beverley Hayden Crerar.—*M. McCleave.*

Bill SD-116, Loi pour faire droit à Brigitte Dophide.—*M. McCleave.*

Bill SD-117, Loi pour faire droit à Constance Valerie Laurie.—*M. McCleave.*

Bill SD-118, Loi pour faire droit à Robert Harrison.—*M. McCleave.*

Bill SD-119, Loi pour faire droit à Marketa Tata.—*M. McCleave.*

Bill SD-120, Loi pour faire droit à Margaret Anna Kenwood.—*M. McCleave.*

Bill SD-121, Loi pour faire droit à Robert Charles Chapman.—*M. McCleave.*

Bill SD-122, Loi pour faire droit à Rose Duval.—*M. McCleave.*

Bill SD-123, Loi pour faire droit à Louise Doyle.—*M. McCleave.*

Bill SD-124, Loi pour faire droit à Sandra Elizabeth McVety.—*M. McCleave.*

Bill SD-125, Loi pour faire droit à Jean-Bernard L'Heureux.—*M. McCleave.*

Bill SD-126, Loi pour faire droit à Mildred Kligman.—*M. McCleave.*

Bill SD-127, Loi pour faire droit à Lucille Goresky.—*M. McCleave.*

Bill SD-128, Loi pour faire droit à Ivy Elizabeth Sherry.—*M. McCleave.*

Bill SD-129, Loi pour faire droit à Haidy Amalie Madelaine Jack.—*M. McCleave.*

Bill SD-130, Loi pour faire droit à Florence Patricia Da Silva.—*M. McCleave.*

Bill SD-131, Loi pour faire droit à Nancy Ruth Grabina.—*M. McCleave.*

Bill SD-132, Loi pour faire droit à Paul-Aimé Bédard.—*M. McCleave.*

Bill SD-133, Loi pour faire droit à Edward Sidney Mansfield.—*M. McCleave.*

Bill SD-134, Loi pour faire droit à Harry Hyman.—*M. McCleave.*

Bill SD-135, Loi pour faire droit à Patricia Rose Rankin.—*M. McCleave.*

Bill SD-136, Loi pour faire droit à Marsha Liberman.—*M. McCleave.*

Bill SD-137, Loi pour faire droit à Elizabeth Lillian Small.—*M. McCleave.*

Bill SD-138, Loi pour faire droit à Catherine Mildred Gray.—*M. McCleave.*

Bill SD-139, Loi pour faire droit à Klara Brody.—*M. McCleave.*

Bill SD-140, Loi pour faire droit à René Hébert.—*M. McCleave.*

Bill SD-141, Loi pour faire droit à Abie Herscovitch, autrement connu sous le nom de Allan Herscovitch.—*M. McCleave.*

Bill SD-142, Loi pour faire droit à Rosaire Gauthier.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Communiqué, en date du 16 mars 1962, annonçant le programme prévu à l'occasion du séjour au Canada, en juin prochain, de Sa Majesté la reine-mère Élisabeth d'Angleterre. (Textes français et anglais).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (3), 1961-1962
TRANSPORTS

B—GÉNÉRALITÉS

COMMISSION DES TRANSPORTS AÉRIENS

664	Subventions aux transports aériens, selon le détail des affectations .. ..$	300,000 00

COMMISSION MARITIME CANADIENNE

665	Subventions pour services de cabotage par les navires à vapeur, selon le détail des affectations—Crédit supplémentaire	510,164 00

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

666	Déficit d'exploitation et besoins de capitaux pour des canaux et ouvrages confiés à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—Crédit supplémentaire	1,291,400 00

CONSEIL PRIVÉ

MESURES D'URGENCE

652	Administration et fonctionnement de l'Organisation des mesures d'urgence—Crédit supplémentaire	261,500 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

653	Dépenses de la Commission royale d'enquête sur les banques et la finance, y compris le paiement, nonobstant les dispositions de la Loi sur le service civil, d'honoraires ou d'indemnités, selon l'autorisation du Conseil du Trésor, aux fonctionnaires, commis ou employés permanents du service public pour services rendus par eux à la Commission	128,000 00
654	Dépenses du Comité d'enquête sur la Loi sur l'assurance-chômage, y compris le paiement, nonobstant les dispositions de la Loi sur le service civil, d'honoraires ou d'indemnités, selon l'autorisation du Conseil du Trésor, aux fonctionnaires, commis ou employés permanents du service public pour services rendus par eux à la Commission	75,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1962, la somme de $153,270,929.00 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, au nom de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-78, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, M. Nowlan, au nom de M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-13, Loi constituant en corporation la «Polaris Pine Lines».—*M. Baldwin.*

Bill S-14, Loi concernant la Canada Security Assurance Company.—*M. Stefanson.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de l'informer qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur la députation.

Bill C-67, Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-26, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits relatifs aux spiritueux), ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-27, Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés), ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

L'ordre n° 3 est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-29, Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Différenciation suivant l'âge), ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-30, Loi établissant une loterie canadienne, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-31, Loi concernant les drapeaux du Canada, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton.*

Les ordres n°s 7, 8 et 9 sont appelés tour à tour et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-39, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands;

M. Carter, appuyé par M. Pickersgill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-78, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Et au retour;

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Loi modifiant la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd».

Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.

Loi concernant La Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada.

Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie.

Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company.

Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts.

Loi modifiant la Loi sur la députation.

M. l'Orateur fait aussi connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962».

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner».

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill».

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Société centrale d'hypothèques et de logement, comprenant

le relevé de ses comptes, certifié par les vérificateurs, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement, chapitre 46, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A six heures vingt-trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 48

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 26 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-11, Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada). —*M. Wratten.*

Bill SD-143, Loi pour faire droit à Gerhard Hermann Buchholz.—*M. McCleave.*

Bill SD-144, Loi pour faire droit à Joseph-Fortin Decelles.—*M. McCleave.*

Bill SD-145, Loi pour faire droit à Guy Bertrand.—*M. McCleave.*

Bill SD-146, Loi pour faire droit à Dorothy Hazel Neila Beausoleil.—*M. McCleave.*

Bill SD-147, Loi pour faire droit à Dorothy Estelle Lord.—*M. McCleave.*

Bill SD-148, Loi pour faire droit à Claire Bradford.—*M. McCleave.*

Bill SD-149, Loi pour faire droit à Léonard Marchand, autrement connu sous le nom de Léonard Mihalcean.—*M. McCleave.*

Bill SD-150, Loi pour faire droit à Olga Antonina Burkousky.—*M. McCleave.*

Bill SD-151, Loi pour faire droit à Sheila Wolofsky.—*M. McCleave.*

Bill SD-152, Loi pour faire droit à Géraldine-Cécilia Gohier.—*M. McCleave.*

Bill SD-153, Loi pour faire droit à Jean Helen Donnan.—*M. McCleave.*

Bill SD-154, Loi pour faire droit à Michèle Breuer.—*M. McCleave.*

Bill SD-155, Loi pour faire droit à Magella Bergeron.—*M. McCleave.*

Bill SD-156, Loi pour faire droit à Wilhelmina Grundy.—*M. McCleave.*

Bill SD-157, Loi pour faire droit à Lillian Florence Catherine Hurst.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

Sur motion de M. Churchill, appuyé par M. Balcer, le rapport de la Commission du service civil concernant le poste de Bibliothécaire 1 (Cataloguement), déposé sur le bureau de la Chambre, le lundi 12 mars 1962, est approuvé.

M. Nowlan, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-79, Loi modifiant la Loi sur les douanes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fulton, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les juges en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges de la division d'instruction de la Cour suprême d'Ontario et de sept autres juges des cours de comté et des cours de district d'Ontario, dont un juge en chef.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes; de prescrire que certains membres de la Commission peuvent recevoir l'allocation quotidienne que détermine le gouverneur en conseil; de pourvoir au paiement des frais raisonnables de déplacement et de subsistance des membres de la Commission; et de prescrire aussi que la Commission peut retenir les services des conseillers techniques et des autres employés, y compris une personne agissant à titre de son secrétaire, qu'elle estime nécessaires

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 316 par M. Martel—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on demandé des soumissions publiques pour la construction d'un

ponceau, près du mille 9, sur la route Amos-Mattagami, sous le régime du programme d'aménagement de chemins d'accès aux ressources? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date et dans quels journaux les avis ont-ils été publiés, en indiquant la date de leur publication? Sinon, de quelle façon a-t-on procédé pour l'octroi de ce contrat?

2. Jusqu'à ce jour, quelle somme globale a-t-on déboursée *a*) pour l'aménagement de la route Amos-Mattagami, *b*) à titre de frais additionnels versés ou autorisés à l'égard de ladite route?

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Qu'un comité spécial, dont les membres seront désignés, soit institué afin d'étudier, en collaboration avec M. l'Orateur, la procédure de la Chambre, en vue de proposer toutes modifications qu'il jugera désirables pour assurer l'expédition plus rapide des affaires publiques et, en particulier, afin d'examiner s'il est souhaitable d'abroger l'article 33 du Règlement (règle relative à la clôture); que le comité soit autorisé à assigner des personnes, à ordonner la production de documents et de dossiers, et à faire part à la Chambre, de temps à autre, de ses conclusions et de ses recommandations.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Aiken, appuyé par M. Montgomery, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait effectuer une revision complète de la Loi sur les jeunes délinquants et étudier la question de nommer un comité spécial chargé de formuler les recommandations pertinentes.—(*Avis de motion n° 15*).

Il s'élève un débat.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que les dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement, touchant l'impression des ordres relatifs à la deuxième lecture des bills de divorce et à leur prise en considération, soient suspendues jusqu'à ce que, sur les instances de n'importe quel député, la Chambre en décide autrement.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants aux fins suivantes: prolonger la période durant laquelle un ancien combattant peut participer aux avantages de la loi; établir les dates auxquelles les personnes sont censées avoir été libérées; prolonger la période de remboursement des prêts; permettre au Directeur d'établir un régime facultatif d'assurance-vie collective à l'intention des anciens combattants; augmenter le taux d'intérêt lorsqu'une propriété retourne au Directeur; augmenter le maximum de l'aide prévue à la Partie II de la loi; assurer une assistance financière additionnelle à certains cultivateurs à plein temps; assurer une assistance financière additionnelle aux cultivateurs à temps réduit et aux pêcheurs de commerce; donner plus d'extension aux fins pour lesquelles un prêt consenti sous le régime de la Partie III de la loi peut être utilisé; étendre le champ d'application à l'égard de l'affectation du produit d'une vente ou autre aliénation de bien-fonds; et assurer la cession à un ancien combattant d'une partie de la terre sur laquelle il est établi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. MacLean (Queens), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé;

M. Churchill, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. MacLean (Queens), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quinzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Alphonse Audet, de Montréal (P.Q.), époux de Gracia Gagnon Audet.

Kenneth Allen Blight, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.), époux de Iris Maureen Barnett Blight.

Marjorie McEachern Brown, épouse de Arnold Galbraith Brown, de Montréal (P.Q.).

James Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Lucy Gaylor Campbell.

William Rankin Edmondson, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Marjorie Beryl Blodgett Edmondson.

Gordon Gibb, de Granby (P.Q.), époux de Georgette Carmen Nolin Gibb.

Donald Edgar Hicks, de Grand Falls (Terre-Neuve), époux de Frances Marie Benson Hicks.

Karl Heinz Kerlikowsky, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Ingrid Lopinski Kerlikowsky.

Barbara Joan Sonia Horsfield Lowther, épouse de Gordon Readman Lowther, de Hudson (P.Q.).

Vera Irene Scott MacKenzie, épouse de William George MacKenzie, de Lachute (P.Q.).

Mallie Fanny Kac Newman, épouse de Oscar Newman, de Montréal (P.Q.).

Paul Parizeau, de Montréal (P.Q.), époux de Georgette Clément Parizeau.

Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Csurgay Pringle, épouse de Bruce Welsh Pringle, de Montréal (P.Q.).

Frieda Lina Witt Schaub, épouse de Clemens Heinrich Schaub, de Hampstead (P.Q.).

Audrey Barbara Harris Sutton, épouse de Frederick Albert Sutton, de Montréal (P.Q.).

Léo Paul Turcotte, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Leborgne Turcotte.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 49

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 27 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des affaires des anciens combattants.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Churchill, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. MacLean (Queens): Que le Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la commission canadienne du blé, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mme),	Benidickson,	Campbell	Cooper,
Argue,	Bigg,	(Lambton-Kent),	Creaghan,
Badanai,	Boivin,	Cardin,	Crestohl,
Balcer,	Boulanger,	Caron,	Crouse,
Baldwin,	Bourque,	Carter,	Denis,
Barrington,	Brassard	Chambers,	Deschatelets,
Baskin,	(Chicoutimi),	Charlton,	Diefenbaker,
Beech,	Broome,	Chatterton,	Dinsdale,
Bell (Carleton),	Browne (Saint-Jean-	Chevrier,	Dorion,
Bell (Saint-Jean-	Ouest),	Churchill,	Doucett,
Albert),	Brunsden,	Clermont,	Dumas,
Belzile,	Cadieu,	Coates,	Dupuis,

English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fane,
Fisher,
Fleming (Eglinton),
Flynn,
Forbes,
Forgie,
Fournier,
Fulton,
Garland,
Grafftey,
Granger,
Grenier,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Halpenny,
Hamilton,
(Notre-Dame-de-Grâce),
Harkness,
Henderson,
Herridge,
Hodgson,
Horner
(The Battlefords),
Howe,
Jorgenson,
Jung,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Kucherepa,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Latour,
Leduc,
Legere,
Lennard,
Lessard,
Létourneau,
Loiselle,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean
(Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McFarlane,
McGrath,
McIlraith,
McMillan,
McPhillips,
McQuillan,
McWilliam,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martini,
Matheson,
Matthews,
Milligan,
Mitchell,
Monteith (Perth),
Monteith (Verdun),
Montgomery,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Ormiston,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pearson,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Pigeon,
Pratt,
Racine,
Rapp,
Regier,
Régnier,
Ricard,
Richard
(Kamouraska),
Richard
(Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rouleau,
Rynard,
Skoreyko,
Small,
Smallwood,
Smith
(Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith
(Simcoe-Nord),
Smith
(Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Stefanson,
Stewart,
Tardif,
Thomas,
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve,
Vivian,
Webb,
Webster,
Weichel,
White,
Winch,
Winkler,
Woolliams,
Wratten—173.

CONTRE

Aucun.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Bills privés)

Le Bill S-13, Loi constituant en corporation la «Polaris Pipe Lines», est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Le Bill S-14, Loi concernant la Canada Security Assurance Company, est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-11, Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada);

M. Wratten, appuyé par M. Nielsen, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-28, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne la représentation au Sénat;

M. Nielsen, appuyé par M. Wratten, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

La question est mise en délibération;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant de donner la parole au député qui présente le bill, puis-je rappeler à la Chambre que la dernière fois que ce bill a été mis en discussion, je me suis demandé s'il ne s'agissait pas d'une loi d'impôt exigeant au préalable la présentation d'une résolution et l'autorisation du cabinet. J'ai conclu, à moins que des députés ne me persuadent du contraire, qu'il ne s'agit pas assez clairement d'une loi d'impôt pour que je décide d'en interdire la discussion. Je suis donc disposé à permettre au parrain de continuer, à moins que des députés ne s'y opposent et me persuadent que la manière de procéder est irrégulière.

Je pense qu'il convient d'énoncer brièvement certains points que le bill soulève, car la question n'est pas sans importance. Le bill C-28 tend à modifier les articles 21 et 22 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de façon à porter le nombre des sénateurs de 102 à 104. Autrement dit, le bill prévoit la nomination de deux autres sénateurs. S'il est adopté, il s'ensuivra qu'en vertu de la loi sur le Sénat et la Chambre des communes, chapitre 249 des Statuts revisés de 1952, ces sénateurs auront droit à l'indemnité sénatoriale, et ils seront rémunérés en conséquence. On peut donc dire que le présent bill entraînera, de façon indirecte, le versement, sur le Trésor fédéral, des émoluments payables en vertu d'une autre loi aux deux nouveaux sénateurs, une fois nommés. L'adoption du bill aura donc pour conséquence une dépense de deniers publics.

Toutefois, j'incline à croire que cette dépense de deniers publics est déjà autorisée par la loi sur le Sénat et la Chambre des communes, qui prévoit d'avance, me semble-t-il, la rémunération d'un nombre additionnel de sénateurs aussi bien que d'un nombre additionnel de députés. Le Parlement a donc déjà donné l'autorisation d'effectuer les versements en cause. Il l'a donnée en adoptant la loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et le projet de loi à l'étude, qui ne prévoit pas en soi de versement, peut donc être considéré comme n'étant pas une loi d'impôt, bien qu'il mette en jeu l'autre loi et qu'il entraîne, ainsi, une dépense.

Il existe un précédent, et c'est en me fondant sur ce précédent que je me propose de laisser le débat se dérouler. Il s'agit de la loi sur la députation, chapitre 15 des statuts de 1952, tendant à modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1951) en ce qui concerne la modification de la députation à

la Chambre des communes. Cette loi a été présentée sans préavis sous la forme du bill n° 331 le 10 juin 1952. Il n'a pas été précédé d'un projet de résolution, et il n'était pas recommandé par la Couronne, bien qu'il ait eu pour résultat de porter le nombre des députés à la Chambre des communes de 255 à 265, et qu'un député supplémentaire ait été prévu pour les Territoires du Nord-Ouest. En l'occurrence, la Chambre a pris les dispositions nécessaires pour augmenter le nombre des membres du Parlement et ainsi augmenter le traitement auquel ils avaient droit. Il me semble que les deux cas sont parallèles. C'est le seul précédent et, par conséquent, à mon avis, la marche à suivre serait de noter le doute que nous avons exprimé à propos du bill, afin qu'elle ne nuise à aucune décision future, mais non pas de pousser les choses au point d'interrompre le débat.

Ma façon de voir se trouve renforcée quand je songe qu'il faut, dans ces questions, accorder le bénéfice du doute à un simple député en l'autorisant à soulever de ces questions de la façon qu'il croit convenable devant le Parlement, et non pas rendre une décision restrictive.

Il s'élève un débat sur la motion: Que le Bill C-28, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne la représentation au Sénat, soit maintenant lu pour une deuxième fois;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, qui est rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport du directeur de la Monnaie royale du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 21 de la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, chapitre 315, S.R.C., 1952.

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Postes sur l'activité de l'année close le 31 mars 1961, conformément à l'article 77 de la Loi sur les postes, chapitre 212, S.R.C., 1952.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 28 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. McCleave, du comité permanent des bills privés en général, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande que son quorum soit réduit de quinze à dix membres et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 65(1)c) du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. McCleave, appuyé par M. Chatterton, ledit rapport est agréé.

M. McCleave, du comité permanent des bills privés en général, présente le deuxième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-5, Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference», et est convenu d'en faire rapport sans modification.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 59(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 325 par M. Pitman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelle somme globale le ministère des Transports a-t-il dépensée dans le district électoral fédéral de Peterborough durant chacune des dix dernières années?

Sur motion de M. Pickersgill, au nom de M. Chevrier, appuyé par M. Cardin, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le

priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1960 entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux ou autres ministres des provinces au sujet du mode de modification de la constitution canadienne.—(*Avis de motion n° 2 portant production de documents*).

Les avis de motions (*n°s 35, 36 et 38*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Badanai, appuyé par M. Dupuis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1961 entre le ministère des Travaux publics et toutes personnes et associations ne faisant pas partie de l'Administration, relativement à la construction d'un nouvel édifice destiné à loger la Commission d'assurance-chômage et un nouveau bureau de poste, dans la ville de Fort-William.—(*Avis de motion n° 37 portant production de documents*).

Sur motion de M. Badanai, appuyé par M. Dupuis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1958 entre le ministre de l'Agriculture et d'autres personnes et associations ne faisant pas partie de l'Administration, relativement à toute activité ou à tous programmes du ministère de l'Agriculture concernant des stations de démonstration ou l'établissement de toute station expérimentale permanente dans le district de Thunder-Bay (plus précisément dans le voisinage de Port-Arthur et de Fort-William).—(*Avis de motion n° 39 portant production de documents*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 16 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Regier, appuyé par M. Winch, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier sans tarder l'à-propos d'élaborer une politique nationale des transports, de manière qu'on puisse satisfaire aux besoins du Canada en matière de transport avec un minimum de subventions envers des formes concurrentes de transport public.—(*Avis de motion n° 17*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 34 portant production de documents*), en date du 21 mars 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er octobre 1961 entre le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion et toutes autres personnes, relativement à une émission de télévision au poste CJCH-TV, d'Halifax, intitulée: «Youth Wants to Know».

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 51

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 29 MARS 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-12, Loi concernant La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances. —*M. Lafrenière.*

Bill S-15, Loi concernant L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.—*M. Smith (Winnipeg-Nord).*

Bill S-16, Loi concernant l'Église-unie du Canada.—*M. Morton.*

Bill S-18, Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation. —*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois, et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le Bill S-19, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada, qu'il soumet à son assentiment.

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,— Ventilation des produits assurés par la Société d'assurance des crédits à l'exportation durant l'année close le 31 décembre 1961.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ledit document soit imprimé en appendice au hansard de ce jour.

26210-5—20

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Ricard, il est ordonné,—Que le nom de M. Webb soit substitué à celui de M. Lennard sur la liste des membres du comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. Creaghan, appuyé par M. McFarlane, demande à déposer un bill intitulé: «Loi modifiant la Loi sur la mise au point des pensions du service public (De façon à inclure les pensionnés en vertu d'un fonds de prévoyance)».

M. l'Orateur soulève la question du Règlement pour dire que ledit bill semble comporter une dépense d'argent.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que l'examen du rappel au Règlement relatif à ladite motion soit réservé jusqu'au lundi 2 avril 1962.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Bills privés)

Le Bill S-5, Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference», est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-33, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (Travaux d'irrigation);

M. Thomas, appuyé par M. Smith (Lincoln), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

AGRICULTURE

SERVICE DE L'ADMINISTRATION

675	Administration centrale—Crédit supplémentaire .. .. ..$	77,500 00
676	Contributions aux *Commonwealth Agricultural Bureaux*— Pour augmenter de £3,553 le montant prévu au crédit n° 3 du budget principal de 1961-1962; l'équivalent de cette augmentation en dollars canadiens, établi en février 1962, est de	10,446 00

SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHÉS

677 Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi sur les installations frigorifiques—Crédit supplémentaire 78,588 00

Division de l'hygiène vétérinaire—

678 Dédommagement aux propriétaires d'animaux malades relevant de la Loi sur les épizooties, qui sont morts ou ont été abattus dans des circonstances non prévues par la loi précitée ni par son règlement d'application, le tout suivant le détail des affectations 8,417 00

Division des bestiaux—

679 Surveillance des paris aux pistes de course—Crédit supplémentaire 28,000 00

680 Subventions aux foires, expositions et musées agricoles, en conformité des règlements établis par le gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire .. 130,000 00

Division des produits végétaux—

681 Versement à l'Île du Prince-Édouard, selon les conditions et les modalités prescrites par le gouverneur en conseil, de la moitié des sommes payées par cette province aux producteurs de pommes de terre à titre d'indemnité pour les pertes que leur récolte de 1960 a subies en raison de la pourriture causée par le fusarium, contribution fédérale jusqu'à concurrence de $300 pour chaque ferme—Crédit supplémentaire 70,000 00

682 Aide, chaux agricole—Crédit supplémentaire 1,362,000 00

ASSAINISSEMENT DES TERRES, TRAVAUX D'IRRIGATION ET DE CONSERVATION DES EAUX

683 Remboursement à la Caisse renouvelable, aux termes de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, de la valeur des réserves vieillies, inutilisables, perdues ou détruites 1,403 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

684 Montant estimatif requis pour renflouer le compte de l'Office des produits agricoles et couvrir les pertes d'exploitation nettes inscrites dans ce compte au 31 mars 1962 .. .. 4,861,998 00

685 Montant estimatif requis pour renflouer le compte de stabilisation des produits agricoles et couvrir les pertes d'exploitation nettes de l'Office de stabilisation des prix agricoles au 31 mars 1962 .. .. 23,139,333 00

ÉNERGIE ATOMIQUE

COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

686 Dépenses d'administration de la Commission—Crédit supplémentaire 1,400 00

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Direction des affaires indiennes

Réserves et caisses de fiducie—

687 Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire 59,500 00

Bien-être des Indiens—

688 Fonctionnement et entretien—Pour porter à $65,000 la subvention à la province du Manitoba de la moitié du coût du programme de mise en valeur du groupement local et assurer un montant supplémentaire de 765,000 00

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

689 Traitements et éventualités de la Commission, y compris les gratifications accordées en vertu du Programme des primes à l'initiative du Service public du Canada —Crédit supplémentaire 5,000 00

PRODUCTION DE DÉFENSE

A—Ministère

690 Soin, entretien et garde d'usines, bâtiments, machines-outils et outillage de production, de réserve, pour la défense—Crédit supplémentaire 100,000 00

B—Compagnies de la Couronne

Canadian Arsenals Limited—

691 Administration et exploitation—Pour prolonger les fins du crédit n° 74 du budget principal de 1961-1962 et rembourser la Canadian Arsenals Limited relativement aux soldes impayés des déficits des années antérieures d'exploitation 1 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 217*), en date du 5 mars 1962, demandant l'état suivant: Au cours de la seconde guerre, quel a été le total des prêts consentis ou des dons faits à la Russie soviétique par le gouvernement canadien, sous forme d'argent ou d'armes?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 309*), en date du 19 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles sommes le ministère de la Défense nationale a-t-il versées pendant les années 1959, 1960 et 1961, pour l'enseignement militaire aux cadets et aux élèves (milice) dans les écoles appartenant à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal?

2. Quels sont les noms des officiers (avec adresses) recevant un salaire dans chacune de ces écoles et quel est le montant qui leur a été accordé pour chacune de ces années?

3. Quelle est la somme versée à chacune des écoles dont les noms suivent, pour l'entretien des uniformes, des fusils, de l'équipement, etc.:

1) Chomedey de Maisonneuve, 1820, Morgan, Montréal;
2) Jean-Baptiste Meilleur, 2237, Fullum, Montréal;
3) Urgel Archambault, 8300, De Teck, Montréal;
4) Philippe-Perrier, 5925, 27e avenue, Rosemont, Montréal;
5) Pie IX, 10919, Gariépy, Montréal-Nord;
6) Mgr Georges Gauthier, 750 est, boul. Gouin, Montréal;
7) St-Viateur, 7315, DeLanaudière, Montréal;
8) Christophe-Colomb, 6891, Christophe-Colomb, Montréal;
9) Le Plateau, 3700, Calixa Lavallée, Montréal;
10) Louis Hébert, 6361, 6e avenue, Rosemont, Montréal;
11) St-Henri, 4105, St-Jacques, Montréal;
12) St-Luc, 5100, St-Luc, Montréal;
13) Simon Sanguinet, 1260, Sanguinet, Montréal;
14) Louis Pasteur, 1995, Victor Doré, Montréal?

4. Quelle est la somme versée à la direction de chacune des écoles précitées?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la Société d'assurance des crédits à l'exploitation et relevés financiers certifiés par l'auditeur général pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément aux articles 17(3) et 18 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 52

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 30 MARS 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est présentée, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Montgomery, du comité permanent des affaires des anciens combattants, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande qu'il lui soit permis de faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont il pourra ordonner la publication et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. Montgomery, appuyé par M. Beech, ledit rapport est agréé.

M. McCleave, du comité permanent des bills privés en général, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-11, Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada), et est convenu d'en faire rapport sans modification.

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le cinquième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-13, Loi constituant en corporation la «Polaris Pipe Lines», et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et témoignages apportés relativement au bill susmentionné (*fascicule nº 4*) est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice nº 4 aux Journaux.*)

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le sixième rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité a fait rapport aujourd'hui du Bill S-13, Loi constituant en corporation la «Polaris Pipe Lines» dans son cinquième rapport.

L'article 3 dudit bill prévoit que le capital social consistera en dix millions d'actions sans valeur nominale ou au pair.

Le Comité recommande à cet égard, aux fins de l'imposition des droits prévus par le paragraphe 3 de l'article 94 du Règlement, que les dix millions d'actions sans valeur nominale ou au pair soient censées avoir une valeur globale de dix millions ($10,000,000).

Sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Ricard, il est ordonné,—Que le comité spécial chargé d'étudier, avec M. l'Orateur, la procédure de cette Chambre, qui a été institué le 26 mars 1962, soit composé de Mlle Aitken, MM. Balcer, Chown, Churchill, Crestohl, Fulton, Howard, Martineau, McCleave, McGee, McIlraith, Meunier, Pallett, Pickersgill et Ricard.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu pour une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-19, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada.—*M. Hamilton (Qu'Appelle)*.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

FINANCES

EXÉCUTION DE DIVERSES LOIS ET FRAIS DE FONCTIONS SPÉCIALES

Monnaie royale canadienne—

707	Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire	$ 42,000 00
708	Construction ou acquisition de matériel—Crédit supplémentaire	13,000 00

SUBVENTIONS ET AUTRES PAIEMENTS AUX PROVINCES

Paiements spéciaux aux provinces

709 Paiements au gouvernement de chaque province, quant à l'impôt sur le revenu prélevé des sociétés dont l'entreprise principale consiste à distribuer au public ou à

produire, pour distribution au public de l'énergie électrique, du gaz, ou de la vapeur, selon des montants calculés conformément à l'article 6 de la loi de 1952 sur les conventions de location de domaines fiscaux, comme si les deux dernières lignes du paragraphe (1) dudit article énonçaient: «...se terminant le 31e jour de décembre 1959»—Crédit supplémentaire 396,559 00

ÉVENTUALITÉS ET DIVERS

710 Pour autoriser le Conseil du Trésor à radier des comptes certaines dettes et réclamations de Sa Majesté, dont le montant excède $1,000 dans chaque cas et qui s'élèvent au total de $3,710,688 .. .. 1 00

ÉLÉMENTS DE PAYE, Y COMPRIS VERSEMENTS DE PENSIONS DE RETRAITE

711 Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, majoration d'autres crédits applicables aux traitements, salaires et autres éléments de paye—Crédit supplémentaire 2,500,000 00

712 Autorisation aux personnes qui font maintenant partie du Service public par suite du passage de l'administration de l'aéroport de Vancouver au ministère des Transports et qui, immédiatement avant d'être employées étaient au service de la ville de Vancouver, de faire compter comme service ouvrant droit à la pension sous le régime de la Loi sur la pension du service public, et nonobstant toute disposition y contenue, leur service auprès de la ville de Vancouver à condition que la somme exigible desdites personnes à l'égard de ce service soit déterminée en conformité de règlements du Conseil du Trésor comme si un accord avait été conclu avec la ville de Vancouver conformément à l'article 28 de la Loi sur la pension du service public, à des conditions analogues à celles que prévoient les accords conclus avec d'autres employeurs du service public 1 00

PÊCHERIES

CRÉDITS SPÉCIAUX

713 Amortissement, au Compte d'indemnité relatif aux casiers à homards, établi en vertu du crédit 540 de la Loi des subsides n° 5, 1955, des pertes d'exploitation subies audit Compte au 31 mars 1962 .. .. 99,000 00

JUSTICE

A—MINISTÈRE

714 Administration—Crédit supplémentaire 75,500 00

Territoires du Nord-Ouest—

715 Administration de la justice dans les Territoires du Nord-Ouest, y compris la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest—Crédit supplémentaire 47,000 00

Territoire du Yukon—

716 Administration de la justice dans le Territoire du Yukon, y compris la Cour territoriale du Territoire du Yukon—Crédit supplémentaire 41,000 00

Loi relative aux enquêtes sur coalitions—

717 Commission des pratiques restrictives du commerce—Crédit supplémentaire 5,000 00

718 Exécution de la Loi sur la faillite—Crédit supplémentaire 25,000 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

719 Gratifications aux veuves et autres personnes à la charge des juges décédés en fonctions—Crédit supplémentaire 9,000 00

B—PÉNITENCIERS

720 Remboursement, à la Caisse industrielle automatiquement renouvelable établie en vertu du crédit 628 de la Loi des subsides n° 2, 1955, de la valeur des matériaux détruits par un incendie 14,145 00

SERVICE LÉGISLATIF

CHAMBRE DES COMMUNES

721 Quote-part du Canada aux dépenses de l'Association parlementaire du Commonwealth, y compris les abonnements aux publications de l'Association—Crédit supplémentaire 1,000 00

722 Administration—Crédits du greffier—Crédit supplémentaire 148,000 00

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

A—MINISTÈRE

GÉNÉRALITÉS

723 Projet relatif au plateau continental polaire—Crédit supplémentaire 103,565 00

DÉFENSE NATIONALE

MARINE ROYALE DU CANADA

724 Direction et entretien—Crédit supplémentaire 3,500,000 00

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

Services d'hygiène, y compris l'aide aux provinces—

725 Subvention aux provinces, aux Territoires du Nord-Ouest et au Territoire du Yukon à l'égard de la construction d'hôpitaux, aux conditions et aux montants énoncés dans le détail des affectations—Crédit supplémentaire 2,000,000 00

DIRECTION GÉNÉRALE DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

726 Autorisation de paiement au gouvernement de la province de l'Île du Prince-Édouard, pour le mois de janvier 1961, en règlement des réclamations présentées en vertu de l'accord passé avec cette province sous le régime de la Loi sur l'assistance-chômage, et compte non tenu du retard de présentation des réclamations dans les délais fixés au paragraphe 13 dudit accord .. 15,708 00

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

DIRECTION DES PARCS NATIONAUX

Service des parcs nationaux et des lieux historiques—

727 Administration, exploitation et entretien—Crédit supplémentaire 163,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, M. Bell (Carleton), secrétaire parlementaire du ministre des Finances, dépose devant la Chambre,—Particularités fondamentales relatives aux cas soumis en vue de leur radiation des comptes et précis des dettes dont on a demandé la radiation des comptes publics,—nouveau budget supplémentaire (4), 1961-1962.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-17, Loi concernant la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien et certaines filiales entièrement possédées.—*M. Stewart.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

Du consentement unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 2 inscrit à la rubrique *Bills privés.*

Après quoi, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-15, Loi concernant l'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company;

M. Smith (Winnipeg-Nord), appuyé par M. Bigg, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-34, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Contributions aux campagnes électorales);

M. McGee, appuyé par M. Henderson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961.

Par M. O'Hurley, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Production de défense pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 34 de la Loi sur la production de défense, chapitre 62, S.R.C., 1952.

Par M. O'Hurley,—Rapport (en français et en anglais) de la *Polymer Corporation Limited,* y compris ses comptes et son état financier certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 53

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 2 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Howe, appuyé par M. Robinson, le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présenté à la Chambre le vendredi 30 mars 1962, est approuvé.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-81 Loi concernant la Cour des réclamations indiennes au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), demande à déposer le Bill C-82, Loi concernant les impôts sur le revenu; agréé.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une première fois.

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,	Clermont,	LaMarsh (Mlle),	Pickersgill,
Badanai,	Granger,	Leduc,	Regier,
Benidickson,	Habel,	McIlraith,	Robichaud,
Caron,	Herridge,	McMillan,	Tardif,
Carter,	Howard,	Martin (Timmins),	Tucker,
Chevrier,			Winch—22.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bigg,
Brassard (Chicoutimi),
Broome,
Brunsden,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Crouse,
Danforth,
Diefenbaker,
Doucett,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Fournier,
Fréchette,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hanbidge,
Harkness,
Hicks,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jung,
Keays,
Korchinski,
Legere,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-North-Centre),
Macquarrie,
McDonald,
McFarlane,
McLennan,
McPhillips,
Mandziuk,
Matthews,
Milligan,
Monteith (Perth),
Montgomery,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nasserden,
Nesbitt,
Nowlan,
Pascoe,
Payne,
Phillips,
Pigeon,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Rogers,
Sévigny,
Skoreyko,
Slogan,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Starr,
Stewart,
Villeneuve,
Weichel,
Winkler—84.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-83, Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne (Grandes routes du Canada), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises en vue de prolonger, mais non au-delà du 30 avril 1963, la période durant laquelle les taux revisés selon ladite loi seront applicables, et en vue d'augmenter d'une somme additionnelle de quinze millions de dollars la dépense autorisée aux termes de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 248 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel appui, s'il en est, le gouvernement fédéral a-t-il accordé à la Conférence canadienne des Arts, en 1961, par l'entremise de ses ministères, corporations, etc.?

2. Sous quelle forme a-t-il accordé cet appui ou cette assistance?

3. Quels fonctionnaires ou quels dirigeants ont pris part à cette conférence aux frais de l'État?

Question n° 329 par M. Taylor—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le ministère des Transports a-t-il demandé au Pacifique-Canadien d'enlever le pont à chevalets traversant la rivière False, à Vancouver (C.-B.)?

2. Ce pont nuit-il à la navigation?

3. Quelle est, à marée basse, la profondeur de l'eau à l'entrée du pont?

4. Quel serait le coût estimatif de l'enlèvement du pont et de la réinstallation des lignes ferroviaires à l'extrémité est du cours d'eau False?

5. Le Conseil des ports nationaux a-t-il effectué une étude sur le coût d'enlèvement et de réaménagement du pont?

6. Si ce pont entrave la navigation, quelles mesures le Conseil des ports nationaux peut-il prendre?

*Question n° 343 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis combien de temps M. J.-Louis Lévesque est-il membre du conseil d'administration du National-Canadien?

2. Quelle instruction possède-t-il?

3. Détient-il des postes ou exerce-t-il les fonctions d'administrateur dans d'autres sociétés ou corporations? Dans le cas de l'affirmative, quels postes ou quelles fonctions?

Question n° 350 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont le nombre et le nom des aéroports, au Canada, où le ministère des Transports assure des services à l'intention des lignes aériennes commerciales (y compris Air Canada)?

2. Durant les années financières 1959-1960 et 1960-1961, quelles étaient les recettes à chacun de ces aéroports?

3. Quelle partie de ces recettes provenait des lignes aériennes commerciales?

4. Au cours de ces années, quelles sommes, là où on peut les connaître, le gouvernement a-t-il dépensées à chacun de ces aéroports?

5. Au cours de ces années, combien d'employés du ministère à ces aéroports étaient affectés directement aux services des lignes aériennes commerciales?

*Question n° 356 par M. McMillan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le ministère des Transports effectue-t-il des opérations commerciales avec des fabricants d'avions et des sociétés de réparation? Dans le cas de l'affirmative, à quelles fins?

2. A-t-on fait des appels d'offre pour ces travaux?

3. Depuis 1957, combien de ces sociétés ont exécuté des travaux pour le compte du ministère, quels sont les noms de ces sociétés et le coût des travaux?

4. De quel service du ministère relèvent ces travaux et qui est le surintendant de ce service?

*Question n° 357 par M. McMillan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis 1957, combien d'avions le ministère des Transports, à Ottawa, a-t-il achetés, quels en étaient le prix et le type?

2. Le ministère des Transports a-t-il acheté récemment un nouvel avion à réaction du type Star et quel en a été le prix?

3. Si on n'utilise pas cet avion actuellement, pour quelle raison?

4. Récemment, a-t-on effectué des réparations à cet avion? Dans le cas de l'affirmative, pour quelle raison et quel en a été le coût?

Question n° 378 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, quel a été, selon les diverses catégories pertinentes, le volume du trafic dans les deux écluses du réseau du canal Trent, à Fenelon-Falls (Ontario)?

2. Quel est le tirant d'eau maximum et minimum des navires qui ont fait usage de ces écluses en 1961?

3. Quel est le coût global estimatif de l'écluse en voie de construction et destinée à remplacer les deux écluses présentes?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les juges.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les juges en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges de la division d'instruction de la Cour suprême d'Ontario et de sept autres juges des cours de comté et des cours de district d'Ontario, dont un juge en chef.

Résolution à rapporter.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fulton, appuyé par M. Monteith (Perth), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-84, Loi modifiant la Loi sur les juges, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada;

M. Fulton, appuyé par M. Monteith (Perth), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Allard, appuyé par M. Dubois, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, on devrait étudier l'à-propos de déférer au comité permanent de la banque et du commerce les recommandations de la Commission du tarif sur les textiles, en vue d'étudier les problèmes de l'industrie textile, surtout en ce qui concerne les importations, et de présenter un rapport sur ce sujet.—(*Avis de motion n° 16*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Fulton, appuyé par M. Monteith (Perth): Que le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

M. Martin (Timmins), appuyé par M. Howard, propose l'amendement suivant: Que tous les mots après le mot «que» soient rayés et remplacés par les suivants: «la Chambre refuse d'examiner un bill dont les dispositions ne prévoient pas que les sociétés et les syndicats soient tenus de rendre publics les montants qu'ils ont versés à des partis politiques ou à des candidats briguant une fonction publique.»

Le ministre de la Justice (M. Fulton) fait appel au Règlement, soutenant que l'amendement était étranger au but de la proposition de loi.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'une discussion.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: L'amendement proposé par l'honorable député de Timmins (M. Martin) me paraît réfléchi et tout à fait admissible à l'étape de la deuxième lecture du bill.

Le commentaire 382 de la quatrième édition de Beauchesne est rédigé ainsi qu'il suit: «Un député qui désire exprimer des raisons spéciales de s'opposer à la deuxième lecture d'un bill peut aussi proposer, à titre d'amendement, une résolution déclaratoire sur quelque principe contraire à ceux qui sont consacrés par le bill lui-même, à son opportunité ou à ses dispositions ou en différant ou exprimant certaines opinions sur les circonstances se rattachant à la présentation du bill, ou à son étude, ou autrement opposée à ce qu'il suive son cours, ou demandant la présentation de renseignements complémentaires concernant le bill par des comités, . . .» et ainsi de suite. L'amendement proposé me paraît être de cette catégorie, à première vue. Le bill exige que les sociétés et les syndicats fournissent des renseignements. L'amendement proposé dit que le bill n'exige pas que certains renseignements soient fournis. La question sur laquelle je dois me prononcer consiste à savoir s'il s'agit d'une déclaration de principe contraire au bill ou, comme on le prétend, si cet amendement s'écarte à ce point du bill qu'il ne s'y rattache nullement.

C'est un fait que nous avons au *Feuilleton* deux propositions à propos de cotisations à des partis politiques et à des candidats à des postes publics, mais portant sur le versement de cotisations plutôt que sur les formules de déclaration à remplir à l'égard de ces cotisations. Cet amendement n'a trait qu'aux formules de déclarations à remplir ou à la présentation de renseignements.

A mon avis, cette question, celle des contributions aux partis politiques, n'a rien à voir en fait au bill, mais elle est présentée de manière à lui donner un semblant de relation avec lui, en ce qu'elle se rapporte à des renseignements à donner. Avec un peu d'ingéniosité, on pourrait croire que bon nombre de renseignements divers puissent être requis de toute société ou de tout syndicat, et que ces renseignements puissent ainsi faire l'objet d'une déclaration et, en conséquence, le sujet d'un amendement au présent bill.

Dans l'ensemble, j'estime que le sujet du renseignement d'intérêt public ainsi proposé n'a rien à voir avec le bill. C'est un tout autre problème. Il s'agit de cotisations à des partis politiques plutôt que des cotisations versées par des

sociétés ou syndicats et, par conséquent, ce n'est pas un sujet qui se rattache entièrement au bill, même s'il semble lui être lié de quelque façon, car il est relié à la communication de renseignements. Pour cette raison, je crois devoir déclarer l'amendement irrégulier; bien que j'aie certains doutes, je le déclare tout de même irrégulier.

Après plus ample discussion, la motion: Que le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, soit maintenant lu pour une deuxième fois, est mise aux voix et agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois.

Après quoi, M. Fulton, appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude dudit bill.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 28 mars 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952 (version française et anglaise).

Par M. Diefenbaker,—Exemplaire (en français et en anglais) d'une édition spéciale des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada,* le vendredi 30 mars 1962, et renfermant le Règlement du service civil, entrant en vigueur le 1er avril 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport du Conseil des ports nationaux, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 32 de la Loi sur le Conseil des ports nationaux, chapitre 187, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Budget d'établissement de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année expirant le 31 mars 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1962-416, en date du 27 mars 1962, approuvant ledit budget.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 255*), en date du 12 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle est, en réalité, la différence entre les fonctions de messager et de messager de confiance?

2. Pour quelle raison le taux minimum et maximum d'un messager est-il tellement inférieur à celui d'un messager de confiance?

3. Pourquoi a-t-on établi un taux supérieur de traitement pour un messager nommé avant le 1er avril 1955?

4. Quel est le nombre actuel des fonctionnaires, à Ottawa, appartenant aux trois catégories ci-après: messager, messager nommé avant le 1er avril 1955, messager de confiance?

5. A-t-on récemment étudié la question de rationaliser les taux de traitement des messagers au service de l'État, afin qu'il y ait plus d'équité parmi les fonctionnaires affectés à des fonctions semblables ou apparentées?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 2 portant production de documents*), en date du 28 mars 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1960 entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux ou autres ministres des provinces au sujet du mode de modification de la constitution canadienne.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur l'activité de l'Office national de l'énergie pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 91 de la Loi sur l'Office national de l'énergie, chapitre 46, Statuts du Canada, 1959.

Treizième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante suivante aux fins d'une loi de divorce, déposée après le 28 février 1962 et présentée par M. McCleave le 30 mars, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois cette pétition a été déposée après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement.

Ginette Noëla Mélanie Hugon Soulier, épouse de Robert Jean Soulier, de Montréal (P.Q.).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 54

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 3 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Montgomery, du comité permanent des affaires des anciens combattants, présente le deuxième rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1)*n*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

Du consentement unanime, sur motion de M. Montgomery, appuyé par M. Robinson, ledit rapport est agréé.

M. Montgomery, du comité permanent des affaires des anciens combattants, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages entendus relativement au bill susmentionné (*fascicule n° 1*) est annexé au présent rapport.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 5 aux Journaux.*)

Le Bill C-84, Loi modifiant la Loi sur les juges, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-11, Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada), est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill S-13, Loi constituant en corporation la «Polaris Pipe Lines», est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-12, Loi concernant La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances;

M. Smith (Winnipeg-Nord), au nom de M. Lafrenière, appuyé par M. Rompré, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-16, Loi concernant l'Église-unie du Canada;

M. Morton, appuyé par M. Hales, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-18, Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation;

M. McCleave, appuyé par M. McDonald (Hamilton-Sud), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-17, Loi concernant la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien et certaines filiales entièrement possédées;

M. Stewart, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-35, Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique;

M. Drysdale, appuyé par M. Howe, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, et après avoir fait à nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 39 portant production de documents*), en date du 28 mars 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1958 entre le ministre de l'Agriculture et d'autres personnes et associations ne faisant pas partie de l'Administration, relativement à toute activité ou à tous programmes du ministère de l'Agriculture concernant des stations de démonstration ou l'établissement de toute station expérimentale permanente dans le district de Thunder-Bay (plus précisément dans le voisinage de Port-Arthur et de Fort-William).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Seizième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Jeannie Kozak Belchik, épouse de Paul Belchik, de Montréal (P.Q.).

Shirley Anderson Brimacombe, épouse de Irving Brimacombe, de Montréal (P.Q.).

Marie-Paule Jacqueline Lorette Noël Champagne, épouse de Joseph Ovila Raymond Champagne, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Heather MacNicoll Clayton, épouse de Peter Clayton, de Montréal (P.Q.).

Elsie Champ Clifford, épouse de Peter Clifford, de Montréal (P.Q.).

Jethro Garland Crocker, de St. John's (Terre-Neuve), époux de Mary Jane Burry Crocker.

Thomas Wesley Dixon, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Raymonde Camille Corbeil Dixon.

Paul André Clément Robert Dubois, de Montréal (P.Q.), époux de Mireille Suzanne Jacquet Dubois.

Wilma Goldstein Karls, épouse de Ludwig Karls, de Côte St-Luc (P.Q.).

Anita Guido Lorencin Knezevic, épouse de Zoran Mitar Knezevic, de Montréal (P.Q.).

Molly Slobod Krakower, épouse de David Krakower, de Montréal (P.Q.).

Lillian Cere Kulczycki, épouse de Steve Kulczycki, de Montréal (P.Q.).

Frances Sheila Cashmore Madden, épouse de Raymond Norman Madden, de Ville LaSalle (P.Q.).

Léo René Maranda, de Montréal (P.Q.), époux de Renée Haineault Maranda.

Stella Eileen Sassoon Menahem, épouse de Abraham Yousef Menahem, de Montréal (P.Q.).

Marie Antoinette Germaine Corbeil Mouton, épouse de Maurice Joseph Mouton, de Montréal (P.Q.).

Edna Anne Stanley MacPherson, épouse de George Anthony MacPherson, de St-Basile-le-Grand (P.Q.).

Lajos, autrement connu sous le nom de Louis, Nagy, de Lachine (P.Q.), époux de Ilonka Hajnal Nagy.

Shirley Millar Neal, épouse de George Chesley Neal, de St. John's (Terre-Neuve).

Roland Pilon, de Montréal (P.Q.), époux de Blanche Robidoux Pilon.

Doris Elinor Champ Roberts, épouse de John Gilbert Roberts, de Montréal (P.Q.).

Fany Ghimpelman Rubenstein, épouse de Claude Henri Rubenstein, de Montréal (P.Q.).

Molly Cohen Sacks, épouse de Melvin Sacks, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Stokes Sangster, épouse de John Sangster, de Montréal (P.Q.).

Eugénie Fortin Sansregret, épouse de Arthur Sansregret, de Montréal (P.Q.).

Willa Keith McLaren Thomson, épouse de Garth Patrick Thomson, de Montréal (P.Q.).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 55

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 4 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-158, Loi pour faire droit à Guy Bertrand.—*M. McCleave.*

Bill SD-159, Loi pour faire droit à Sylvia Bertha Spires.—*M. McCleave.*

Bill SD-160, Loi pour faire droit à Géraldine Ludgarde Romer.—*M. McCleave.*

Bill SD-161, Loi pour faire droit à Sylvia Socaransky.—*M. McCleave.*

Bill SD-162, Loi pour faire droit à Elizabeth Peck.—*M. McCleave.*

Bill SD-163, Loi pour faire droit à Dorothy Gladys Faucher.—*M. McCleave.*

Bill SD-164, Loi pour faire droit à Jean Alice Rinder.—*M. McCleave.*

Bill SD-165, Loi pour faire droit à Maria Lenkei, autrement connue sous le nom de Maria Leichtag.—*M. McCleave.*

Bill SD-166, Loi pour faire droit à Ines Barbara Levy.—*M. McCleave.*

Bill SD-167, Loi pour faire droit à Donat Thériault.—*M. McCleave.*

Bill SD-168, Loi pour faire droit à Elizabeth Helen Brown.—*M. McCleave.*

Bill SD-169, Loi pour faire droit à Stasys Vysniauskas.—*M. McCleave.*

Bill SD-170, Loi pour faire droit à Joan Jeanette Krautle.—*M. McCleave.*

Bill SD-171, Loi pour faire droit à Thelma Freeman.—*M. McCleave.*

Bill SD-172, Loi pour faire droit à Rose Coletta.—*M. McCleave.*

Bill SD-173, Loi pour faire droit à Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovacs, autrement connue sous le nom de Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovac.—*M. McCleave.*

26210-5—21

Bill SD-174, Loi pour faire droit à Wilma Gloria Bryson.—*M. McCleave.*

Bill SD-175, Loi pour faire droit à Donald Edgar Hicks.—*M. McCleave.*

Bill SD-176, Loi pour faire droit à Ruth Moss.—*M. McCleave.*

Bill SD-177, Loi pour faire droit à Marie-Louise Guay.—*M. McCleave.*

Bill SD-178, Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Nicole Fraser.—*M. McCleave.*

Bill SD-179, Loi pour faire droit à Marie-Raymonde-Violetta Dalpé.—*M. McCleave.*

Bill SD-180, Loi pour faire droit à Elizabeth Gray.—*M. McCleave.*

Bill SD-181, Loi pour faire droit à Hélène-Denise Vien.—*M. McCleave.*

Bill SD-182, Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Strickland.—*M. McCleave.*

Bill SD-183, Loi pour faire droit à Evelyn Frances Rae.—*M. McCleave.*

Bill SD-184, Loi pour faire droit à Vivian Marjery Cohen.—*M. McCleave.*

Bill SD-185, Loi pour faire droit à Catherine Geracimos Andrulakis.—*M. McCleave.*

Bill SD-186, Loi pour faire droit à Toni Anna Lydia Weiss, autrement connue sous le nom de Toni Anna Lydia Weisz.—*M. McCleave.*

Bill SD-187, Loi pour faire droit à Kathleen Ryan.—*M. McCleave.*

Bill SD-188, Loi pour faire droit à Verena Elsener.—*M. McCleave.*

Bill SD-189, Loi pour faire droit à Doris Sibyl Jane Hassall.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

Du consentement unanime, la motion de M. Creaghan, appuyé par M. McFarlane, demandant à déposer un bill intitulé: «Loi modifiant la Loi sur la mise au point des pensions du service public (De façon à inclure les pensionnés en vertu d'un fonds de prévoyance)», est retirée.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 301 par M. Benidickson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de demandes d'emploi a-t-on reçues à la suite de l'annonce du concours numéro 62-452 pour des conseillers médicaux en matière de pension (médecins 4), à la Commission canadienne des pensions?

2. Quels seront les membres du jury de sélection?

3. Combien de demandes a-t-on reçues d'anciens combattants ayant servi outre-mer?

4. Combien de postulants seront invités à se présenter devant le jury de sélection?

Avec l'assentiment unanime, M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Déclarations faites par la Commission du tarif lors de certains appels interjetés en vertu de la Loi sur les douanes depuis le 1er avril 1959 (*qui se rapportent à la *Question n° 383 à laquelle il a été répondu aujourd'hui*).

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Bourget, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie du rapport déclarant bien de surplus le terrain faisant partie du lot 19, Junction Gore, dans le township de Gloucester, dont il est fait mention dans le document parlementaire n° 194, déposé le 14 février 1962.—(*Avis de motion n° 35 portant production de documents*).

Sur motion de M. Martel, appuyé par M. Pigeon, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous accords, contrats et autres documents relatifs à la construction de la route Amos-Mattagami, sous le régime du programme d'aménagement de chemins d'accès aux ressources, y compris une copie du contrat conclu entre la province de Québec ou le ministère intéressé et l'entrepreneur général qui a exécuté les travaux; une liste des noms et adresses des personnes qui ont travaillé pour l'entrepreneur général et le ministère provincial intéressé à la construction de ladite route; une liste des sous-contrats octroyés par l'entrepreneur général pour ces travaux et les noms des particuliers ou des sociétés ayant loué de l'outillage, à l'heure ou à forfait, en vue de l'exécution du contrat général ou des sous-contrats; une liste des fournisseurs et les noms de ceux qui les ont recommandés à l'entrepreneur général ou aux sous-traitants.—(*Avis de motion n° 36 portant production de documents*).

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie des décisions, instructions, règlements et ordonnances du ministre du Revenu national, et les décrets du conseil édictés en vertu des articles 39, 40, 40A et 40B, de la Loi sur les douanes (modifiée par le chapitre 26 des Statuts du Canada de 1958); et copie des ordonnances ministérielles émises depuis le 17 avril 1961 en vertu des dispositions de l'article 38 de la Loi sur les douanes, aux fins d'établissement des droits de douane à l'égard des importations.—(*Avis de motion n° 38 portant production de documents*).

Sur motion de M. Regier, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre des copies de tous appels d'offre émis jusqu'à ce jour, de toutes soumissions reçues à la suite de ces appels d'offre, et de toute correspondance échangée entre des particuliers, des groupements, des sociétés, et le gouvernement ou l'un de ses organismes, relativement aux terrains que le ministère de la Défense nationale a achetés dans le district de Coquitlam.—(*Avis de motion n° 40 portant production de documents*).

Les avis de motions (*n°s 41 et 44*) portant production de documents sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

26210-5—21½

Sur motion de M. Fisher, appuyé par M. Howard, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous les renseignements que possède le directeur général des élections concernant le nombre des Indiens et l'endroit où ils habitent dans la circonscription électorale de Port-Arthur et, notamment, tous renseignements émanant de la Direction des affaires indiennes et destinés à aider le directeur général des élections dans la préparation de la prochaine élection générale en ce qui concerne cette circonscription.—(*Avis de motion n° 42 portant production de documents*).

M. Howard, appuyé par M. Fisher, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de toutes instructions émises depuis le 1er janvier 1960 par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou la Direction des affaires indiennes à quelque fonctionnaire de ladite Direction et, notamment à M. Paul Brett, sylviculteur, relativement au projet de vente de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne Tsimpsean numéro 2.—(*Avis de motion n° 43 portant production de documents*).

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Badanai,
Batten,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Crestohl,
Denis,
Deschatelets,
Eudes,
Fisher,
Garland,
Granger,
Habel,
Hellyer,
Herridge,
Howard,
LaMarsh (Mlle),
Lessard,
Loiselle,
Macnaughton,
McIlraith,
McMillan,
McWilliam,
Martin (Timmins),
Meunier,
Mitchell,
Nixon,
Pearson,
Peters,
Pickersgill,
Pitman,
Racine,
Regier,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Roberge,
Robichaud,
Tardif,
Tucker,
Winch—45.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Allmark,
Asselin,
Balcer,
Baldwin,
Barrington,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Best,
Bourbonnais,
Bourdages,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Churchill,
Coates,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Deschambault,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dorion,
Doucett,
Drouin,
Drysdale,
Dubois,
English,
Fairclough (Mme),
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Fortin,
Fulton,
Gillet,
Green,
Grenier,
Grills,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hanbidge,
Harkness,
Hicks,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,

Jones,
Jorgenson,
Keays,
Kennedy,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
Latour,
Legere,
Lennard,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald,
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McLennan,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Martel,
Martini,
Matthews,
Montgomery,
More,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nasserden,
Nesbitt,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Phillips,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Rogers,
Rompré,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Webb,
Weichel,
White,
Winkler,
Wratten—141.

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une liste des noms de chaque réserve indienne en Colombie-Britannique et les noms de chaque bande indienne à laquelle chacune de ces réserves appartient, pour qui une étude sur le bois d'œuvre a été faite par M. Paul Brett, sylviculteur de la Direction des affaires indiennes, ou sous sa direction, ainsi que les résultats de chacune de ces études en ce qui a trait à la quantité de bois d'œuvre, en indiquant les espèces et la superficie en cause, et en faisant connaître s'il existe des projets de vente de l'ensemble ou d'une partie de ce bois d'œuvre et, dans le dernier cas, faire mention du pourcentage, compte tenu des espèces, de la superficie et des détails relatifs à ces projets.—(*Avis de motion n° 45 portant production de documents*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1954 entre le gouvernement ou l'un de ses membres, la Direction des affaires indiennes ou l'un de ses employés ou fonctionnaires, et toutes autres personnes, sociétés ou organisations, relativement à toute vente ou projet de vente de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne Tsimpsean numéro 2.—(*Avis de motion n° 46 portant production de documents*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toutes résolutions concernant toutes ventes ou tout projet de ventes de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne numéro 2, adoptées par la bande Tsimpsean ou par le Conseil de cette bande.—(*Avis de motion n° 47 portant production de documents*).

Sur motion de M. Carter, appuyé par M. Hellyer, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie du dernier questionnaire dont s'est

servi le Bureau fédéral de la statistique pour obtenir la base d'une mesure d'estimation du nombre des chômeurs en 1956, et copie du dernier questionnaire dont il s'est servi à cette fin en 1962.—(*Avis de motion n° 48 portant production de documents*).

Le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir fait de nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Avis de motions*)

M. Herridge, appuyé par M. Regier, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement étudie l'à-propos de créer une Division de la lutte contre la pollution des eaux, composée de représentants des dix provinces, au sein du Conseil national des ressources qu'on se propose d'établir, division qui aurait les attributions et les fonds voulus pour instituer des programmes de recherche, recueillir, réunir et analyser des renseignements et coordonner les objectifs des provinces en ce qui touche la lutte contre la pollution des eaux; en outre, pour pousser l'étude des problèmes d'un caractère national en ce domaine.—(*Avis de motion n° 18*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) de l'arrêté en conseil C.P. 1962-371, en date du 22 mars 1962, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1954-1976 du 16 décembre 1954, dans sa forme modifiée, et substituant un nouvel article 53 aux Règles régissant la faillite, conformément à l'article 166(2) de la Loi sur les faillites, chapitre 14, S.R.C., 1952.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 56

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 5 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le septième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-17, Loi concernant la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien et certaines filiales entièrement possédées, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

M. Cathers, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill S-9, Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company.

Bill S-10, Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company.

Bill S-14, Loi concernant la Canada Security Assurance Company.

Bill S-15, Loi concernant L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.

M. Cathers, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le quatrième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-12, Loi concernant La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

M. McCleave, du comité permanent des bills privés en général, présente le quatrième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-16, Loi concernant l'Église-unie du Canada, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Du consentement unanime, il est ordonné que les bills ci-après, qui ont été rapportés sans modification par le comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et par le comité permanent des bills privés en général, respectivement, soient inscrits au *Feuilleton* de ce jour en vue de leur prise en considération au comité plénier plus tard aujourd'hui:

Bill S-17, Loi concernant la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadian et certaines filiales entièrement possédées.

Bill S-16, Loi concernant l'Église-unie du Canada.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Il est résolu: Qu'une somme n'excédant pas $674,658,525.84, soit l'ensemble

a) du sixième du total des montants des articles énumérés au budget principal des dépenses de l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement, $666,562,659.16;

b) du tiers des montants que représentent audit budget l'article 5 de l'Énergie atomique, l'article 125 des Mines et des Relevés techniques ainsi que l'article 25 du Conseil privé, $614,700.00;

c) du sixième des montants que représentent audit budget les articles 40 et 45 du Service législatif, l'article 125 du Nord canadien et des Ressources nationales ainsi que l'article 190 des Travaux publics, $1,302,483.34;

d) du douzième des montants que représentent audit budget l'article 1 du Conseil national de recherches, l'article 25 du Revenu national ainsi que l'article 20 du Commerce, $6,178,683.34,

soit attribuée à compte à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour

l'année financière expirant le 31 mars 1963, la somme de $674,658,525.84 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée aujourd'hui au comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-85, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est lu pour une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le Sénat transmet un message afin d'informer cette Chambre qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Bill C-84, Loi modifiant la Loi sur les juges.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-17, Loi concernant la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien et certaines filiales entièrement possédées, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill S-16, Loi concernant l'Église-unie du Canada, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-85, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

26210-5—22

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 5 avril 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 5 avril, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général,
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-40, Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Échiquier du Canada;

M. Peters, appuyé par M. Howard, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference».

Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada).

Loi constituant en corporation la «Polaris Pipe Lines».

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Loi modifiant la Loi sur les juges.

Loi concernant l'Église-unie du Canada.

Loi concernant la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien et certaines filiales entièrement possédées.

M. l'Orateur fait aussi connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.»

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, et après avoir fait à nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'*Eldorado Mining and Refining Limited* et de ses filiales l'*Eldorado Aviation Limited* et la *Northern Transportation Company Limited*, y compris leurs comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

26210-5—22½

N° 57

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 6 AVRIL 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Du consentement unanime, sur motion de M. McCleave, appuyé par M. Campbell (Lambton-Kent), il est ordonné,—Que la pétition en vue d'une loi de divorce, produite après le 28 février 1962, dernier jour désigné pour ce faire, et dont le greffier des pétitions a fait rapport dans son treizième rapport du 2 avril 1962, ainsi que ledit rapport, soient renvoyés au comité permanent du Règlement pour qu'il avise à la présentation de la recommandation qu'il pourra juger utile.

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Résumé des principales concessions douanières intéressant le Canada, échangées entre les États-Unis et les pays autres que le Canada, durant la conférence du GATT sur les droits de douane (textes français et anglais).

Le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, est de nouveau étudié en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié dans sa forme modifiée, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Après quoi, le ministre des Finances (M. Fleming (Eglinton)) fait part à la Chambre qu'il a l'intention de présenter l'Exposé budgétaire le mardi 10 avril 1962, à huit heures du soir.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

DIRECTION DES PARCS NATIONAUX

728 Service canadien de la faune—Conservation et mise en valeur des ressources fauniques, y compris l'exécution de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs—Crédit supplémentaire . . . . . $ 27,000 00

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills publics*)

Avec l'assentiment unanime, le Bill C-44, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (District électoral d'Halifax), est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Avec l'assentiment unanime, le Bill C-46, Loi modifiant la Loi sur la députation, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-41, Loi ayant pour objet l'établissement du poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais.

M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant d'accorder la parole au représentant de Timiskaming (M. Peters), j'estime qu'il est de mon devoir de signaler à la Chambre que ce bill comporte certaines des particularités d'un projet de loi de finances ou d'une mesure qui requiert une résolution. Si le débat est amorcé, il faudrait donc, je pense, que je souligne au moins les difficultés que pourrait présenter un bill de ce genre, afin qu'il ne puisse pas constituer un précédent pour d'autres mesures semblables.

Le bill prévoit la nomination d'un fonctionnaire qui est désigné comme avoué parlementaire et qui serait placé sous la direction conjointe du Président du Sénat et de l'Orateur de la Chambre, ainsi que du comité mixte des deux Chambres. Le bill prévoit le versement d'un traitement à ce fonctionnaire et le paiement d'honoraires, qui serviraient à acquitter ce traitement, par les pétitionnaires qui demandent un divorce au Parlement. Aucune disposition dans ce bill ne prévoit que ces honoraires seront versés au Fonds du revenu consolidé. Toutefois, aux termes de l'ensemble des mesures législatives, c'est à ce fonds qu'il faudrait, je crois, verser les droits. On ne pourra peut-être plus les en retirer pour payer le fonctionnaire en cause, sans qu'une mesure soit adoptée à cette fin précise. On pourrait peut-être dire que, dans son libellé actuel, le bill porte sur un service en retour duquel un droit approprié sera versé. Selon un commentaire qui figure à la page 789 de la 16e édition de *Parliamentary Procedure* de May, il existe un précédent à l'égard d'un bill semblable non précédé d'une résolution fiscale. Cependant, je suis loin d'être sûr que le projet de loi dont nous sommes saisis soit visé par cette exception. Toutefois, compte tenu de cet avertissement, je crois que nous pourrions passer à l'étude du bill car tout cela n'est pas très clair. J'accorde la parole au député de Timiskaming.

Il s'élève un débat sur la motion: Que le Bill C-41, Loi ayant pour objet l'établissement du poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations du Compte du fonds des changes pour l'année close le 31 décembre 1961, et rapport de l'auditeur général concernant la vérification dudit Compte, conformément aux articles 26 et 27(2), respectivement, de la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, chapitre 315, S.R.C., 1952.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) du rapport intitulé: «Le Canada et les Nations Unies, 1960».

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 58

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 9 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaires (en français et en anglais) du Livre blanc sur l'Exposé budgétaire de 1962-1963: Partie I—Revue générale de la situation économique en 1961; Partie II—Exposé provisoire des Comptes de l'État pour 1961-1962.

Il est ordonné,—Que ledit Livre blanc sur l'Exposé budgétaire soit publié en annexe aux *Procès-verbaux* d'aujourd'hui, ainsi qu'en annexe au *hansard* de demain.

A la suite de l'avis signifié, conformément à l'ordre adopté le 26 mars 1962, par l'honorable député d'Halifax (M. McCleave), il est ordonné que les ordres relatifs à la deuxième lecture des bills de divorce soient réinscrits au *Feuilleton* de demain.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-86, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une première fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mlle),	Baldwin,	Bell (Carleton),	Benidickson,
Badanai,	Baskin,	Bell (Saint-Jean-Albert),	Bourque,
Balcer,	Batten,		Broome,

Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Caron,
Chambers,
Charlton,
Chatterton,
Chevrier,
Churchill,
Clermont,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Denis,
Diefenbaker,
Dorion,
Doucett,
Drysdale,
Dumas,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Forgie,
Fournier,
Godin,
Grafftey,
Granger,
Green,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Harkness,
Hees,
Hellyer,
Hicks,
Hodgson,
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Kucherepa,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
Leduc,
Legere,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacLellan,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McFarlane,
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McLennan,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Matheson,
Matthews,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monteith (Perth),
Montgomery,
More,
Morris,
Morton,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nixon,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Pigeon,
Pugh,
Racine,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Roberge,
Robinson,
Rogers,
Sévigny,
Simpson,
Slogan,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Winnipeg-Nord),
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Tardif,
Taylor,
Thomas,
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve,
Walker,
Webb,
Webster—143.

CONTRE

Messieurs

Fisher,
Herridge,
Howard,
Martin (Timmins),
Peters,
Regier,
Winch—7.

En conséquence, ledit bill est lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

Question n° 379 par M. Nielsen,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant les années 1959, 1960 et 1961, combien de tonnes et de tonnes-milles de marchandises a-t-on transportées à bord de matériel de traction appartenant à la *Northern Transportation Company Ltd.* et détenant une licence de la Commission des transports du Canada, selon l'énumération suivante: *a*) la quantité globale en provenance et à destination de tous les points situés dans la partie septentrionale du réseau de la compagnie; *b*) la quantité globale en provenance et à destination de tous les points situés dans la partie sud du

réseau de la compagnie; *c*) de Fort-Smith (T. N.-O.) à tous les endroits situés dans lesdits territoires; *d*) de Hay-River (T. N.-O.) à tous les endroits situés dans lesdits territoires; *e*) de Hay-River et de Fort-Smith (T. N.-O.) aux installations de la ligne DEW; *f*) de Norman-Wells (T. N.-O.) aux installations de la ligne DEW; *g*) de Norman-Wells à tous autres endroits des Territoires du Nord-Ouest?

2. Sur le nombre total de tonnes et de tonnes-milles transportées dans les Territoires du Nord-Ouest, quel pourcentage a été expédié *a*) à des sociétés de la Couronne, *b*) à des ministères du gouvernement canadien, *c*) à des installations de la ligne DEW, *d*) à d'autres destinataires?

3. A l'égard de chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels bénéfices bruts la *Northern Transportation Company Ltd.* a-t-elle réalisés en ce qui a trait au transport, dans les limites des Territoires du Nord-Ouest, de marchandises destinées *a*) à des sociétés de la Couronne, *b*) à des ministères du gouvernement canadien, *c*) aux installations de la ligne DEW, *d*) à d'autres destinataires que ceux de *a*), *b*), ou *c*)?

4. Sur le nombre total de tonnes de marchandises destinées à être transportées par la *Northern Transportation Company Ltd.*, quelle quantité, contrôlée par ladite société, a-t-on allouée aux voituriers canadiens (entreprises privées), détenant un permis de la Commission des transports du Canada et faisant concurrence à ladite société dans les Territoires du Nord-Ouest, durant les années 1959, 1960 et 1961?

5. Quelles sont les sources de revenu de la *Northern Transportation Company Ltd.*, outre celles du transport de marchandises par eau?

6. La *Northern Transportation Company Ltd.* s'occupe-t-elle d'autres affaires que le transport de marchandises?

7. A l'égard de chacune des années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel est, sous forme de tableau, en dollars et en cents, et par tonnes-milles, l'état des recettes et des dépenses aux titres suivants: *a*) revenus provenant du transport des marchandises, *b*) autres revenus, c) frais d'exploitation, *d*) frais d'administration, *e*) dépréciation, *f*) bénéfices d'exploitation, *g*) versements d'impôts sur le revenu, *h*) bénéfices nets?

Question n° 406 par M. Matheson,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels services médicaux sont à la disposition des Indiens des réserves *a*) de Halfway, *b*) de Blueberry, *c*) de la rivière Prophète, *d*) de la rivière Doig?

2. Quels sont les moyens de transport à destination et en provenance de ces réserves?

3. Combien de fois, durant l'année 1961, l'agent des Affaires indiennes de Fort-Saint-John a-t-il rendu visite à chacune de ces réserves et quelle était la durée de ses visites?

Question n° 412 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 413 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère des Travaux publics a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 414 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère de la Défense nationale a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 415 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère des Pêcheries a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 416 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère des Transports a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 417 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 418 par M. Robichaud,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère du Revenu national a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Question n° 431 par M. Macnaughton,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme globale dépense-t-on en salaires pour tous les employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

2. Quel est le nombre total des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

3. Quel est, par lit, le nombre des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

4. Quelle somme estimative a-t-on dépensée en 1959, 1960 et 1961, pour la construction *a*) d'hôpitaux généraux, *b*) d'hôpitaux psychiatriques, et quelle a été la contribution du gouvernement fédéral?

5. Quelle comparaison peut-on établir entre le salaire horaire moyen des employés ordinaires des hôpitaux et celui des employés de l'industrie du transport, des industries primaires et secondaires?

6. Quel est le salaire versé, dans les hôpitaux de l'État, aux personnes suivantes: *a*) infirmières, *b*) travailleurs sociaux, *c*) psychologues, *d*) aides-infirmières, *e*) nettoyeurs, *f*) préposés à la cuisine, comparativement à celui que l'on verse dans les hôpitaux locaux?

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Avis de motions)

M. Drysdale, appuyé par M. Broome, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'aménager, sur le bras nord du fleuve Fraser, un pont ou un tunnel qui relierait la ville de Vancouver à l'île Sea, dans la municipalité de Richmond.—*(Avis de motion n° 19)*.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.

M. Churchill, au nom de M. Fulton, appuyé par M. Hees, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mlle),
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Batten,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Bissonnette,
Boiyin,
Bourbonnais,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Brunsden,
Cadieu,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Carter,
Charlton,
Chatterton,
Chevrier,
Churchill,
Clermont,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Diefenbaker,
Dorion,
Doucett,
Drysdale,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fortin,
Fournier,
Garland,
Grafftey,
Granger,
Green,
Gundlock,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Harkness,
Hees,
Hellyer,
Hicks,
Hodgson,
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Kucherepa,
Lahaye,
LaMarsh (Mlle),
Lambert,
Legere,
Macdonald (Mme),
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLean (Winnipeg-Nord-Centre),
MacLellan,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McFarlane,
McGrath,
McIntosh,
Mandziuk,
Martini,
Matheson,
Matthews,
Michaud,
Milligan,
Monteith (Perth),
Montgomery,
More,
Morris,
Morton,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nixon,
Nowlan,
O'Hurley,
O'Leary,
Pascoe,
Paul,
Payne,
Pearson,
Pickersgill,
Pigeon,
Pugh,
Racine,
Rapp,
Régnier,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Roberge,
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Sévigny,
Simpson,
Slogan,

Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Winnipeg-Nord), Southam, Starr, Stefanson, Stewart, Tardif, Taylor, Thomas, Thrasher, Tremblay, Tucker, Villeneuve, Walker, Webb, Webster—132.

CONTRE

Messieurs

Fisher, Herridge, Howard, Martin (Timmins), Peters, Winch—6.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 31*), en date du 5 février 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement du Canada a-t-il reçu une requête demandant ses bons offices afin que la *A. V. Roe* puisse varier et étendre l'exploitation de ses aciéries dans la ville de Sydney?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris les dispositions pertinentes?

Par M. Dorion,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 20 portant production de documents*), en date du 7 mars 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1961 entre le ministre des Transports ou l'un des fonctionnaires de son ministère et le premier ministre de la Nouvelle-Écosse ou toute autre personne, relativement au chemin de fer reliant la jonction de Springhill à Springhill, en Nouvelle-Écosse.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 296*), en date du 21 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de demandes d'emploi pour les mois d'été a-t-on reçues à la suite de l'annonce du concours numéro 62-50 de la Commission du service civil?

2. Quels ont été les candidats choisis et dans quel district électoral chacun résidait-il?

3. Des recommandations ont-elles été faites en faveur de l'un quelconque des candidats choisis? Dans le cas de l'affirmative, par qui?

4. Quels titres universitaires possédait chacun des candidats choisis?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 48 portant production de documents*), en date du 4 avril 1962, demandant une copie du dernier questionnaire dont s'est servi le Bureau fédéral de la statistique pour obtenir la base d'une mesure d'estimation du nombre des chômeurs en 1956, et copie du dernier questionnaire dont il s'est servi à cette fin en 1962.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 301*), en date du 4 avril 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de demandes d'emploi a-t-on reçues à la suite de l'annonce du concours numéro 62-452 pour des conseillers médicaux en matière de pension (médecins 4), à la Commission canadienne des pensions?

2. Quels seront les membres du jury de sélection?

3. Combien de demandes a-t-on reçues d'anciens combattants ayant servi outre-mer?

4. Combien de postulants seront invités à se présenter devant le jury de sélection?

Par M. Dorion,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 42 portant production de documents*), en date du 4 avril 1962, demandant une copie de tous les renseignements que possède le directeur général des élections concernant le nombre des Indiens et l'endroit où ils habitent dans la circonscription électorale de Port-Arthur et, notamment, tous renseignements émanant de la Direction des affaires indiennes et destinés à aider le directeur général des élections dans la préparation de la prochaine élection générale en ce qui concerne cette circonscription.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur les allocations de retraite des députés pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 18 de ladite loi, chapitre 329, S.R.C., 1952.

A dix heures quinze minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 59

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 10 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Mlle Aitken, du comité permanent du Règlement, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande que son quorum soit réduit de huit à cinq membres et que l'application de l'article 65(1)*g*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

Du consentement unanime, sur motion de Mlle Aitken, appuyée par M. Hales, ledit rapport est agréé.

M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'Accord international sur le blé de 1962, adopté à la dernière séance plénière de la conférence des Nations Unies sur le blé, tenue à Genève le 10 mars 1962.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ledit Accord soit imprimé en appendice au hansard de demain.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénie,r d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, M. l'Orateur présente le premier rapport du Comité spécial chargé d'étudier, avec l'Orateur, la procédure de cette Chambre. Voici la teneur dudit rapport:

Votre Comité recommande à l'unanimité de modifier les articles du Règlement et les règles de procédure de la Chambre ainsi qu'il suit:

PARTIE I

PREMIÈRE PROPOSITION

L'article 15 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

Des travaux de la Chambre

Prière. 15. (1) L'Orateur donne lecture de la prière, chaque jour de séance, avant que la Chambre entame ses travaux.

Affaires courantes ordinaires. (2) Les affaires courantes ordinaires devant la Chambre sont expédiées dans l'ordre suivant:

Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux;
Motions;
Dépôt de bills;
Première lecture des bills publics émanant du Sénat;
Avis de motions émanant du Gouvernement.

Affaires du jour. (3) Sauf ce que prévoient les paragraphes (4) et (5) ci-dessous, la Chambre étudie, après les affaires courantes ordinaires, les affaires du jour dans l'ordre suivant:

(*Lundi*)

Questions.
Ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement.
(*de cinq heures à six heures du soir—affaires inscrites au nom des députés*)
Avis de motions.

(*Mardi*)

Ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement.
Questions.
(*de cinq heures à six heures du soir—affaires inscrites au nom des députés*)
Bills privés.
Bills publics.

(*Mercredi*)

Questions.
Avis de motions portant production de documents.
Ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement.
(*de cinq heures à six heures du soir—affaires inscrites au nom des députés*)
Avis de motions.
Bills publics.

(*Jeudi*)

Ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement.
Questions.
(*de cinq heures à six heures du soir—affaires inscrites au nom des députés*)
A. Le premier jeudi et chaque deuxième jeudi par la suite:
Avis de motions (documents).
Bills privés.
Bills publics.

B. Le deuxième jeudi et chaque deuxième jeudi par la suite:
Bills privés.
Avis de motions (documents).
Bills publics.

(*Vendredi*)

Ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement.
Questions.

(*de cinq heures à six heures du soir—affaires inscrites au nom des députés*)
Bills publics.
Bills privés.

(4) Quand un débat est en cours à cinq heures du soir, un lundi ou un mardi, sur la motion «Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil», aux fins de la formation de la Chambre en comité des subsides, les ordres inscrits au nom des députés ce jour-là seront suspendus. Ordres des députés remis.

(5) Quand les ordres inscrits au nom des députés, les lundis, mardis et mercredis, ont été au cours d'une session atteints quarante fois au total, les dispositions du paragraphe (3) du présent article relatives à l'examen de ces questions ces jours-là sont suspendues. L'heure réservée aux députés est supprimée certains jours.

Notes explicatives

Cette proposition tend à conserver quarante périodes d'une heure, les lundis, mardis et mercredis, à l'étude des affaires inscrites au nom des députés, lesquelles remplaceront les six lundis et les deux jeudis antérieurement affectés à ces questions. Cette procédure est provisoirement suivie à l'heure actuelle.

Cette proposition permettrait aussi, si la Chambre le désire, un débat sur «une motion portant production de documents». (Voir le projet de modification de l'article 47 du Règlement).

DEUXIÈME PROPOSITION

L'article 16 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

De la suspension des heures réservées aux députés, pour les débats sur l'adresse et les subsides

16. Les délibérations sur les affaires des députés, sauf aux termes des articles 15(4) et 38 du Règlement, ne seront pas suspendues par l'application du Règlement touchant l'ajournement de la Chambre pour la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante ou touchant l'attribution de temps à certains débats. L'heure réservée aux députés est suspendue en certains cas.

Notes explicatives

Cette modification cadre avec les dispositions de l'article 15(3) du Règlement qui supprime la journée des députés et pourvoit à des périodes d'une heure certains lundis, mardis et mercredis pour les affaires des députés.

Cette procédure est provisoirement suivie à l'heure actuelle.

TROISIÈME PROPOSITION

L'article 31 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

De la durée des discours en certains cas

31. (1) Sauf dispositions contraires du présent Règlement, lorsque l'Orateur occupe le fauteuil, nul député, sauf le premier ministre et le chef de l'Opposition, ou un ministre proposant un ordre Discours limités à 40 minutes.

inscrit au nom du Gouvernement et le député répliquant immédiatement après ce ministre, ou un député qui présente une motion de défiance au Gouvernement et un ministre y faisant réponse, ne doit parler plus de quarante minutes à la fois en un débat quelconque.

Discours limités à 20 minutes.

(2) Quand la Chambre étudie entre cinq heures et six heures du soir les affaires inscrites au nom des députés, aucun député ne peut parler pendant plus de vingt minutes à la fois.

Notes explicatives

L'addition des mots «Sauf dispositions contraires du présent Règlement», au paragraphe (1), s'impose en raison de certaines autres recommandations du présent rapport.

Le paragraphe (2) de cet article est provisoirement appliqué à l'heure actuelle.

QUATRIÈME PROPOSITION

L'article 38 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

De l'adresse en réponse au discours de Son Excellence

Débat sur l'adresse.

38. (1) Les délibérations sur l'ordre du jour portant reprise du débat sur la motion d'adresse en réponse au discours de Son Excellence et sur tous amendements y proposés ne doivent pas dépasser huit jours de séance.

Jours désignés.

(2) Le ou les jours à désigner pour la prise en considération dudit ordre doivent être annoncés, à l'occasion, par un ministre de la Couronne et, le ou les jours en question, cet ordre aura la priorité sur toutes autres opérations, excepté les affaires courantes ordinaires.

Priorité.

Mise aux voix du sous-amendement.

(3) Le deuxième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix le sous-amendement.

Mise aux voix des amendements.

(4) Les quatrième et sixième desdits jours, si un amendement est à l'étude trente minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix tout amendement ou tous amendements dont la Chambre est alors saisie.

Fin du débat.

(5) Le huitième desdits jours, quinze minutes avant l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien, sauf terminaison antérieure du débat susmentionné, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix chaque question nécessaire pour statuer sur la motion principale.

Amendements écartés.

(6) La motion portant sur l'adresse en réponse ne peut être l'objet d'aucun amendement le ou après le septième jour dudit débat.

Durée des discours.

(7) Nul député, sauf le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne peut parler pendant plus de trente minutes à la fois au cours dudit débat; toutefois, il doit être accordé quarante minutes à l'auteur d'un amendement ou d'un sous-amendement.

Notes explicatives

Cette proposition insère dans le Règlement la procédure provisoire, mise à l'essai pendant la présente et la précédente sessions, en ce qui concerne le débat sur l'adresse.

Elle tend à raccourcir ce débat de deux jours et à limiter les discours à trente minutes, sauf ce que prévoit le paragraphe (7). Des votes peuvent être pris les deuxième, quatrième, sixième et huitième jours du débat. Aucun amendement n'est recevable à compter du septième jour de ce débat.

CINQUIÈME PROPOSITION

L'article 47 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

Des avis de motions portant production de documents

47. Les avis relatifs aux motions portant production de documents doivent être inscrits au feuilleton sous la rubrique «Avis de motions portant production de documents». Lorsque l'ordre du jour appelle des avis de cette nature, la Chambre en décide sur-le-champ. Si le député qui en a fait la proposition ou un ministre de la Couronne désire un débat sur une telle motion, le greffier la reporte à l'ordre du jour concernant les avis de motions (documents). Production de documents. Motions discutables.

Notes explicatives

Cette proposition, à lire en regard du projet de modification de l'article 15(3), prévoit une procédure selon laquelle les motions portant production de documents sont débattables entre cinq et six heures du soir certains jeudis, pourvu qu'on ait demandé que l'avis d'une telle motion soit reporté à cette fin.

Cette procédure est provisoirement suivie à l'heure actuelle.

SIXIÈME PROPOSITION

L'article 56(3) du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

56. (3) Un ministre de la Couronne peut demander, dans une séance antérieure, que n'importe quel lundi après l'approbation d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence soit désigné pour la prise en considération de l'ordre visant les subsides et, dès lors, le lundi en question est réputé avoir été ainsi désigné. Jours désignés.

Notes explicatives

L'article 56(3) se lit actuellement comme il suit:

> 56. (3) Nonobstant les dispositions de l'article 15(3), un ministre de la Couronne peut demander, dans une séance antérieure, que n'importe quel lundi après l'approbation d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence soit désigné pour la prise en considération de l'ordre visant les subsides et, dès lors, le lundi en question est réputé avoir été ainsi désigné.

Le changement consiste dans le retranchement des mots «Nonobstant les dispositions de l'article 15(3)», qui font double emploi avec le nouveau texte de l'article 15(3).

SEPTIÈME PROPOSITION

L'article 58 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

Du débat sur le budget, comité des voies et moyens

58. (1) Quand est appelé un ordre du jour portant formation de la Chambre en comité des voies et moyens, l'Orateur quitte le fauteuil sans mise aux voix, mais les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas si ledit ordre est appelé en vue de permettre à un ministre de la Couronne de procéder à la présentation du budget. Ordre portant renvoi de la Chambre en comité des voies et moyens.

Débat sur le budget.

(2) Les délibérations sur l'ordre du jour portant reprise du débat sur la motion «Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil» aux fins de la constitution de la Chambre en comité des voies et moyens (Budget), et sur tous amendements y proposés, ne doivent pas dépasser six jours de séance.

Premier ordre appelé.

(3) Lorsque l'ordre portant reprise dudit débat est appelé, il devient le premier ordre du jour et, à moins qu'il n'en ait été disposé, aucun autre ordre inscrit au nom du Gouvernement ne doit être étudié dans la même séance.

Mise aux voix du sous-amendement.

(4) Le deuxième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires inscrites au nom du Gouvernement au cours de cette séance, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix ledit sous-amendement.

Mise aux voix de l'amendement.

(5) Le quatrième desdits jours, si un amendement est à l'étude quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires inscrites au nom du Gouvernement au cours de cette séance, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix ledit amendement.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(6) Le sixième desdits jours, quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires inscrites au nom du Gouvernement au cours de cette séance, sauf terminaison antérieure du débat, l'Orateur interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix la motion principale. Si cette dernière est décidée d'une manière affirmative, la Chambre se forme aussitôt en comité des voies et moyens.

Durée des discours.

(7) Nul député, sauf le ministre des Finances, le député parlant au nom de l'Opposition, le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne peut parler pendant plus de trente minutes à la fois au cours du débat sur le budget; toutefois, il doit être accordé quarante minutes à l'auteur d'un sous-amendement.

Notes explicatives

Cette proposition insère dans le Règlement la procédure provisoire, mise à l'essai pendant la présente et la précédente sessions, en ce qui concerne le débat sur le budget.

Elle tend à raccourcir ce débat de deux jours et à limiter les discours à trente minutes, sauf ce que prévoit le paragraphe (7). Les étapes auxquelles les votes peuvent être pris ont été avancées, de façon à permettre qu'il soit disposé du sous-amendement le deuxième jour et de l'amendement le quatrième jour dudit débat.

HUITIÈME PROPOSITION

L'article 26(1) du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

Permission de proposer l'ajournement de la Chambre

Ajournement à des fins spéciales.

26. (1) Pour proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante, il faut en demander l'autorisation, les lundis et mercredis, après les questions, et les autres jours, après l'achèvement des affaires courantes ordinaires (paragraphe (2) de l'article 15).

Note explicative

Cette proposition, qui tend à permettre l'appel des questions les lundis et mercredis, découle de la neuvième proposition relative aux questions.

NEUVIÈME PROPOSITION

L'article 39 du Règlement est abrogé et remplacé par le suivant:

Questions

39. (1) Les députés peuvent faire inscrire au *Feuilleton* des questions adressées à des ministres de la Couronne en vue de renseignements sur quelque affaire d'intérêt public. Ils peuvent, de la même manière, poser des questions à d'autres membres de la Chambre sur un bill, une motion ou une autre affaire publique relative aux travaux de la Chambre et dans laquelle ces derniers députés peuvent être intéressés. Il est cependant irrégulier, en posant des questions de ce genre ou en y répondant, d'avancer des arguments ou opinions, ou d'énoncer des faits, autres que ceux qui sont indispensables pour expliquer la question ou la réponse. Il y est répondu sans discussion du sujet ainsi visé. Questions posées à des ministres.

(2) *a*) Un député qui requiert une réponse orale peut marquer sa question d'un astérisque, mais nul député ne peut, à la fois, faire inscrire au feuilleton plus de trois semblables questions. Réponse orale. Trois au plus.

b) Si un député ne marque pas sa question d'un astérisque, le ministre auquel la question est adressée dépose la réponse auprès du greffier de la Chambre, qui la fait imprimer dans les *Débats*. Réponses imprimées.

(3) Quand l'Orateur estime qu'une question inscrite au feuilleton à l'adresse d'un ministre de la Couronne est de nature à nécessiter une longue réponse, il peut, sur demande faite par le Gouvernement, ordonner qu'elle soit portée comme avis de motion et transférée comme telle au feuilleton, avec le rang qui lui appartient. Le greffier de la Chambre est autorisé à y apporter des modifications de forme. Question portée comme avis

(4) Si une question, d'après le ministre qui doit fournir la réponse, est telle que cette dernière devrait revêtir la forme d'un état et si le ministre fait connaître qu'il est prêt à déposer cet état sur le bureau de la Chambre, sa déclaration, à moins qu'elle n'en décide autrement, est réputée un ordre de la Chambre à cette fin, et on doit l'inscrire ainsi dans les procès-verbaux. Question transformée en ordre de dépôt.

Note explicative

Cette proposition tend à édicter la procédure provisoire relative aux questions, suivie au cours de la présente session, avec cette réserve additionnelle que chaque député sera limité à trois questions exigeant une réponse orale.

PARTIE II—AUTRES RECOMMANDATIONS

Le greffier de la Chambre est par les présentes autorisé à préparer le texte du Règlement pour la publication, en ce qui a trait à la forme, le numérotage, etc., et à en faire réimprimer le nombre d'exemplaires qu'il jugera nécessaire; les dispositions de l'article 66 du Règlement sont suspendues à cet égard.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié*)

(*Bills privés*)

M. Smith (Winnipeg-Nord), appuyé par M. Southam, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité

plénier pour l'étude des bills privés, soit les ordres n°s 1 à 5 inclusivement figurant au *Feuilleton* de ce jour (*conformément à l'article 54(1) du Règlement*); agréé.

Le Bill S-9, Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Il est donné lecture de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des voies et moyens (Budget);

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Il s'élève un débat et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pearson.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 248*), en date du 2 avril 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel appui, s'il en est, le gouvernement fédéral a-t-il accordé à la Conférence canadiene des Arts, en 1961, par l'entremise de ses ministères, corporations, etc.?

2. Sous quelle forme a-t-il accordé cet appui ou cette assistance?

3. Quels fonctionnaires ou quels dirigeants ont pris part à cette conférence aux frais de l'État?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 60

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 11 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à toute personne qui était membre du Sénat le 6 avril 1962, mais qui cesse d'en être membre à l'âge de soixante-quinze ans ou plus en raison d'un amendement à l'article 29 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), d'une pension de retraite durant la vie, équivalente aux trois quarts du montant annuel de l'indemnité de session qu'elle recevait selon la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes à l'époque où elle a cessé d'être membre du Sénat.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement provisoirement modifié:

*Question n° 434 par M. Morris,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Durant chaque année, de 1952 à 1959 inclusivement, quelle a été, en dollars, la valeur globale des produits canadiens exportés à tous les pays d'outre-mer par voie des États-Unis?

Sur motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. McIlraith, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de

26210-5—23

faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance et de tous mémoires échangés entre le ministère de la Justice, tout autre ministère ou organisme du gouvernement, et tout gouvernement ou organisme de gouvernement provincial ou toute autre personne, relativement à la libération de M. John Papilia.—(*Avis de motion n° 41 portant production de documents*).

M. Howard, appuyé par M. Peters, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de tous télégrammes, correspondance et de tous documents autres que des instructions échangés depuis le 1er janvier 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou la Direction des affaires indiennes et tout employé ou fonctionnaire de la Direction des affaires indiennes, relativement à toute vente ou projet de vente de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne Tsimpsean numéro 2.—(*Avis de motion n° 44 portant production de documents*).

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Herridge, Martin (Timmins), Regier, Winch—6.
Howard, Peters,

CONTRE

Messieurs

Aiken, Brunsden, Fairclough (Mme), Kindt,
Aitken (Mlle), Campbell Fairfield, Knowles,
Allard, (Lambton-Kent), Fleming (Eglinton), Korchinski,
Allmark, Cardiff, Flemming (Royal), Kucherepa,
Badanai, Cardin, Flynn, Lahaye,
Balcer, Caron, Forbes, LaMarsh (Mlle),
Baldwin, Carter, Forgie, Lambert,
Barrington, Casselman (Mme), Fortin, Latour,
Baskin, Cathers, Fournier, Leduc,
Batten, Chambers, Fréchette, Legere,
Beech, Charlton, Garland, Lennard,
Bell (Carleton), Chatterton, Grafftey, Lessard,
Bell (Saint-Jean- Chevrier, Granger, Létourneau,
Albert), Churchill, Green, Macdonald (Mme),
Belzile, Clermont, Grenier, Macdonnell,
Best, Coates, Grills, MacEwan,
Bigg, Cooper, Gundlock, MacInnis,
Bissonnette, Creaghan, Hales, MacLean
Boivin, Crestohl, Halpenny, (Queens),
Boulanger, Crouse, Hamilton MacLellan,
Bourbonnais, Danforth, (Qu'Appelle), Macnaughton,
Bourget, Denis, Harkness, MacRae,
Bourque, Deschambault, Hees, McBain,
Brassard Diefenbaker, Hicks, McCleave,
(Lapointe), Dorion, Hodgson, McDonald,
Broome, Doucett, Horner McFarlane,
Browne (Saint-Jean- Drouin, (The Battlefords), McGee,
Ouest), Drysdale, Howe, McIlraith,
Browne (Vancouver- Dubois, Johnson, McIntosh,
Kingsway), Dupuis, Jones, McLennan,
Bruchési, Eudes, Kennedy, McMillan,

McPhillips, McWilliam, Mandziuk, Martel, Martin (Essex-Est), Matheson, Matthews, Meunier, Michaud, Milligan, Monteith (Perth), Monteith (Verdun), Montgomery, More, Morissette, Morris, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Murphy, Nasserden, Nesbitt, Nixon, Noble, Nowlan, Nugent, O'Hurley, O'Leary, Pallett, Parizeau, Pascoe, Paul, Pearson, Phillips, Pigeon, Rapp, Régnier, Ricard, Richard (Kamouraska), Richard (Saint-Maurice-Laflèche), Roberge, Robichaud, Robinson, Rogers, Rompré, Rouleau, Rynard, Simpson, Skoreyko, Slogan, Small, Smith (Calgary-Sud), Smith (Simcoe-Nord), Smith (Winnipeg-Nord), Southam, Starr, Stearns, Stefanson, Stewart, Tardif, Taylor, Thomas, Thompson, Thrasher, Tremblay, Tucker, Valade, Walker, Webb, White, Winkler, Wratten—188.

L'avis de motion (*n° 50*) portant production de documents est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-19, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada;

M. Churchill, au nom de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Browne (Saint-Jean-Ouest), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement provisoirement modifié)

(Avis de motions)

M. Martin (Timmins), appuyé par M. Peters, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité d'inaugurer un régime étendu d'assurance-santé nationale et, en particulier, l'à-propos *a)* de modifier la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques en vue d'en étendre les avantages aux tuberculeux hospitalisés dans des sanatoriums et aux personnes traitées dans les hôpitaux pour malades mentaux; *b)* de présenter une mesure visant l'assurance pour les soins médicaux, dentaires et optiques. —(*Avis de motion n° 20*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-480, en date du 5 avril 1962, soustrayant à la gestion des Chemins de fer nationaux du Canada une certaine parcelle de terrain des chemins de fer de l'État dans la ville de Saint-Jean (Terre-Neuve), requis par le ministère des Travaux publics pour des installations portuaires, conformément à l'article 19 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1961, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228, S.R.C., 1952.

Par M. Walker, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport des opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 269, S.R.C., 1952.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 61

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 12 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Cathers, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le cinquième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-18, Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Mlle Aitken, du comité permanent du Règlement, présente le deuxième rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Conformément à son ordre de renvoi du 6 avril 1962, le Comité a étudié la pétition suivante en vue d'un bill privé déposé après le délai fixé par l'article 93 du Règlement, ainsi que le rapport du greffier des pétitions en date du 2 avril 1962.

Pétition de Ginette Noëla Mélanie Hugon SOULIER—Divorce

L'avocat de la pétitionnaire a déclaré que la pétition lui avait été envoyée par l'avocat de Montréal dans un pli daté du 27 février 1962. Il a dit que d'ordinaire on pourrait s'attendre que pareil courrier fût parvenu à Ottawa le lendemain, ce qui aurait permis le dépôt sur le bureau de la Chambre le 28 février, dernier jour fixé par l'article 93 du Règlement pour le dépôt des pétitions. Toutefois, comme la pétition en cause n'a pas été livrée à temps à son bureau, ce n'est que le 1er mars 1962 qu'il a pu la déposer.

L'avocat de la pétitionnaire demande que la pétition soit reçue mais que la pétitionnaire, qui n'a que de très modestes revenus, ne soit pas mise à l'amende à cause du retard survenu dans le dépôt de ladite pétition.

Au sujet de la pétition ci-dessus, le Comité recommande ce qui suit:

a) Que l'application de l'article 93 du Règlement soit suspendue et que la pétition soit reçue;

b) Que soit suspendue l'application des alinéas *a*) et *c*) du paragraphe 3 de l'article 94 du Règlement afin qu'il y ait renonciation au recouvrement des droits exigibles.

La pétition ainsi que le rapport du greffier des pétitions sont retournés avec le présent rapport.

Du consentement unanime, sur motion de Mlle Aitken, appuyée par M. Hales, ledit rapport est agréé.

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du tarif, présenté le 17 janvier 1962, sur l'enquête demandée par le ministre des Finances au sujet des plans, dessins et bleus d'ingénieurs et d'architectes—référence n° 128; et exemplaire du compte rendu des audiences publiques tenues au cours de l'enquête, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261, S.R.C., 1962.

Sur motion de M. Churchill, appuyé par M. Fleming (Eglinton), le premier rapport du Comité spécial chargé d'étudier, avec M. l'Orateur, la procédure de cette Chambre, qui a été présenté le mardi 10 avril 1962, est agréé.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill S-19, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Une objection est formulée, dans le comité, contre la décision du président (M. Martineau) sur une question de rappel au Règlement; et comme on en appelle à la Chambre;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité soumet le rapport suivant:

«Lorsque le crédit n° 730 du budget supplémentaire (4) pour 1961-1962 a été mis en délibération au comité des subsides, on a invoqué le Règlement pour signaler que le comité ne pouvait amorcer l'examen du crédit n° 730 puisque, à la fin de la dernière séance du comité, ce dernier était en train d'étudier le crédit n° 729.

«Je déclare que, conformément au paragraphe (2) de l'article 18 du Règlement ainsi qu'à la page 731 de la 16e édition de May, le gouvernement est libre d'établir comme il l'entend l'ordre des travaux, nonobstant ce qu'un comité a pu étudier à sa dernière séance.

«L'honorable député de Kootenay-Ouest (M. Herridge) en appelle de la décision du président.»

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision du président sera-t-elle confirmée?»—Et la décision est confirmée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Allard,
Allmark,
Asselin,
Balcer,
Baldwin,
Barrington,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bissonnette,
Bourbonnais,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Browne (Vancouver-Kingsway),
Brunsden,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (Stormont),
Cardiff,
Cathers,
Chambers,
Charlton,
Coates,
Cooper,
Creaghan,
Crouse,
Danforth,
Diefenbaker,
Dorion,
Doucett,
Drysdale,
Dubois,
Fairclough (Mme),
Fleming (Eglinton),
Flemming (Royal),
Flynn,
Forbes,
Fournier,
Fréchette,
Gillet,
Grenier,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Harkness,
Hicks,
Hodgson,
Horner (The Battlefords),
Howe,
Johnson,
Jones,
Keays,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Lahaye,
Lambert,
Létourneau,
Macdonnell,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
MacLellan,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McFarlane,
McIntosh,
McLennan,
Mandziuk,
Martel,
Martini,
Matthews,
Monteith (Perth),
Monteith (Verdun),
Montgomery,
More,
Morissette,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy,
Nesbitt,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
O'Leary,
Pallett,
Parizeau,
Pascoe,
Paul,
Phillips,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard (Kamouraska),
Robinson,
Rogers,
Rompré,
Rynard,
Simpson,
Slogan,
Small,
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Winnipeg-Nord),
Southam,
Spencer,
Starr,
Stefanson,
Stewart,
Thomas,
Thompson,
Thrasher,
Tremblay,
Valade,
Walker,
Webb,
Weichel,
White,
Wratten—130.

CONTRE

Messieurs

Badanai,
Batten,
Boivin,
Bourque,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Denis,
Dumas,
Dupuis,
Eudes,
Fisher,
Granger,
Herridge,
Howard,
LaMarsh (Mlle),
Leduc,
Lessard,
Loiselle,
McIlraith,
McMillan,
Martin (Essex-Est),
Matheson,
Meunier,
Michaud,
Pearson,
Peters,
Pickersgill,
Pitman,
Regier,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Robichaud,
Rouleau,
Tardif,
Tucker,
Winch—38.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

DIRECTION DES RÉGIONS SEPTENTRIONALES

Division de l'éducation—

730 Administration, exploitation et entretien—Crédit supplémentaire .. ..$ 200,000 00

Divisions du bien-être social et de l'expansion industrielle—

731 Administration, exploitation et entretien—Crédit supplémentaire 202,000 00

Territoire du Yukon—

732 Exploitation et entretien—Élargissement des buts du crédit 302 du Budget des dépenses 1961-1962 de façon à inclure les contributions détaillées dans ledit budget 51,020 00

Territoires du Nord-Ouest et autres services extérieurs—

733 Exploitation et entretien—Crédit supplémentaire 220,000 00

MUSÉE NATIONAL DU CANADA

734 Administration, exploitation et entretien—Crédit supplémentaire 50,000 00

La Chambre poursuit sa séance en comité.

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que l'ordre n° 191 soit ajouté à l'ordre n° 1.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus pour une troisième fois et adoptés:

Bill S-10, Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company.

Bill S-14, Loi concernant la Canada Security Assurance Company.

Bill S-15, Loi concernant L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.

Bill S-12, Loi concernant La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurance.

Bill S-9, Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine Françoise Hankowski;

M. McCleave, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Fairclough (Mme),	MacRae,	Pugh,
Aitken (Mlle),	Fleming (Eglinton),	McBain,	Rapp,
Allmark,	Flemming (Royal),	McCleave,	Rowe,
Baskin,	Forbes,	McFarlane,	Rynard,
Batten,	Fournier,	McIntosh,	Simpson,
Beech,	Grills,	McLennan,	Slogan,
Bell (Carleton),	Gundlock,	McMillan,	Small,
Bell (Saint-Jean-Albert),	Hales,	Mandziuk,	Smith (Simcoe-Nord),
Broome,	Halpenny,	Martini,	Smith (Winnipeg-Nord),
Browne (Vancouver-Kingsway),	Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),	Matheson,	Southam,
Brunsden,	Harkness,	Matthews,	Spencer,
Campbell (Lambton-Kent),	Hicks,	Monteith (Perth),	Starr,
Cardiff,	Hodgson,	Montgomery,	Stefanson,
Carter,	Horner (The Battlefords),	More,	Stewart,
Cathers,	Howe,	Morton,	Taylor,
Chambers,	Jones,	Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),	Thomas,
Charlton,	Kennedy,	Muir (Lisgar),	Tucker,
Coates,	Knowles,	Murphy,	Walker,
Cooper,	Lambert,	Nesbitt,	Webb,
Crouse,	Macdonnell,	Noble,	Weichel,
Danforth,	MacEwan,	Nowlan,	White,
Doucett,	MacInnis,	Nugent,	Winkler,
Drysdale,	MacLean (Queens),	Pallett,	Wratten—94.
		Pascoe,	
		Phillips,	

CONTRE

Messieurs

Fisher,	Howard,	Peters,	Regier,
Herridge,	Martin (Timmins),	Pitman,	Winch—8.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces justificatives produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell.

M. McCleave, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Doucett,	MacRae,	Pugh,
Aitken (Mlle),	Drysdale,	McBain,	Rapp,
Allmark,	Fairclough (Mme),	McCleave,	Rowe,
Baskin,	Flemming (Royal),	McFarlane,	Rynard,
Batten,	Forbes,	McIntosh,	Simpson,
Beech,	Fournier,	McLennan,	Slogan,
Bell (Carleton),	Grills,	McMillan,	Small,
Bell (Saint-Jean-Albert),	Gundlock,	Mandziuk,	Smith (Simcoe-Nord),
Broome,	Hales,	Martini,	Smith (Winnipeg-Nord),
Browne (Vancouver-Kingsway),	Harkness,	Matheson,	Southam,
Brunsden,	Hicks,	Matthews,	Starr,
Campbell (Lambton-Kent),	Hodgson,	Montgomery,	Stewart,
Cardiff,	Horner (The Battlefords),	More,	Taylor,
Carter,	Howe,	Morton,	Thomas,
Cathers,	Jones,	Muir (Lisgar),	Tucker,
Coates,	Kennedy,	Murphy,	Webb,
Cooper,	Knowles,	Nesbitt,	Weichel,
Crouse,	Lambert,	Noble,	White,
Danforth,	Macdonnell,	Nowlan,	Winkler,
	MacEwan,	Nugent,	Wratten—82.
	MacInnis,	Pallett,	
		Pascoe,	

CONTRE

Messieurs

Fisher,	Howard,	Peters,	Regier,
Herridge,	Martin (Timmins),	Pitman,	Winch—8.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat).

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt;

M. McCleave, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Browne (Vancouver-Kingsway),	Cooper,	Grills,
Aitken (Mlle),	Brunsden,	Crouse,	Hales,
Allmark,	Campbell (Lambton-Kent),	Danforth,	Harkness,
Baskin,	Cardiff,	Doucett,	Hicks,
Batten,	Carter,	Drysdale,	Hodgson,
Beech,	Cathers,	Fairclough (Mme),	Horner (The Battlefords),
Bell (Carleton),	Coates,	Flemming (Royal),	Howe,
Bell (Saint-Jean-Albert),		Forbes,	Kennedy,
		Fournier,	

Knowles,	Mandziuk,	Pascoe,	Starr,
Macdonnell,	Martini,	Phillips,	Stewart,
MacEwan,	Matheson,	Pugh,	Taylor,
MacInnis,	Matthews,	Rapp,	Thomas,
MacLean	Montgomery,	Rogers,	Tucker,
(Queens),	Morton,	Rowe,	Walker,
MacRae,	Muir (Lisgar),	Rynard,	Webb,
McBain,	Murphy,	Simpson,	Weichel,
McCleave,	Noble,	Slogan,	White,
McFarlane,	Nowlan,	Smith	Winkler,
McLennan,	Nugent,	(Simcoe-Nord),	Wratten—77.
McMillan,	Pallett,	Southam,	

CONTRE

Messieurs

Fisher,	Howard,	Peters,	Regier,
Herridge,	Martin (Timmins),	Pitman,	Winch—8.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-4, Loi pour faire droit à Giovanni Pallotta.

M. McCleave, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat).

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-5, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins.

M. McCleave, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

CONSEIL PRIVÉ

CRÉDITS SPÉCIAUX

735 Dépenses de la Commission royale d'enquête sur les problèmes ferroviaires—Crédit supplémentaire .. .. ..$ 34,462 00

736 Dépenses de la Commission royale d'enquête sur les magazines et autres périodiques canadiens—Crédit supplémentaire 22,800 00

737 Dépenses de la Commission royale d'enquête sur les services d'hygiène et de santé—Crédit supplémentaire 123,000 00

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

738 Achat, papeterie et approvisionnements—Crédit supplémentaire 60,000 00

739 Diffusion de documents officiels—Crédit supplémentaire 35,500 00

Rapport à faire des résolutions adoptées au comité au cours de la séance de ce jour.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Avis de motion n° 145 portant production de documents*), en date du 14 juin 1961, demandant la copie de toutes les feuilles de paie, indiquant les noms des employés, la durée de leur emploi et la somme versée à chacun, relativement aux travaux exécutés en 1958 et en 1959 sur la rivière Solitaire, à Rollet, dans le canton Désandrouins (P.Q.).

Par M. Dorion,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion n° 27 portant production de documents*), en date du 14 mars 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1956 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, ou l'un de leurs organismes, relativement à la construction d'une chaussée-brise-lames, à Port Hood, dans le comté d'Inverness, en Nouvelle-Écosse.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line,* y compris ses comptes et son état financier certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dix-septième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

James Robert Breslin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Mary Marlene Leona Beaudoin Breslin.

Guy Lefebvre, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Bergeron Lefebvre.

Joseph Maurice Sealy, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Clara Allan Godding Sealy.

Anna May Watts Sergent, épouse de William Charles Ross Sergent, de Westmount (P.Q.).

Ginette Noëla Mélanie Hugon Soulier, épouse de Robert Jean Soulier, de Montréal (P.Q.).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 62

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 13 AVRIL 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Arrêté en conseil C.P. 1962-542, en date du 13 avril 1962, approuvant le règlement administratif n° 54 modifiant le Règlement du Plan de pension des Chemins de fer nationaux du Canada.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Hees, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces en vue de prévoir un arrangement applicable aux années financières commençant le ou après le 1er avril 1962 et semblable à celui que la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts a établi à l'égard des années financières antérieures; en vue de prévoir en outre, dans ledit amendement, que le montant de la subvention soit porté de un dollar cinquante cents à deux dollars, par tête, soit une majoration d'un tiers.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

740 Impression et reliure des publications officielles pour vente et diffusion aux ministères et au public—Crédit supplémentaire . . . . . $ 200,000 00

741 Remboursement au Compte d'avances de l'Imprimeur de la Reine de la valeur d'approvisionnements désuets, hors d'usage, perdus ou détruits 34,821 00

TRAVAUX PUBLICS

Société centrale d'hypothèques et de logement

742 Remboursement à la Société centrale d'hypothèques et de logement des pertes qu'elle a subies pendant l'année financière 1960-1961 par suite de la mise en œuvre des projets entrepris conjointement par le gouvernement fédéral et les provinces en vertu de l'article 36 de la Loi nationale sur l'habitation—Extension du crédit 577, Budget supplémentaire 1961-1962, pour inclure de telles pertes subies au 31 décembre 1961 ou avant cette date 1,035,918 00

743 Remboursement à la Société centrale d'hypothèques et de logement des sommes prêtées, en vertu de l'article 36H de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, aux municipalités et aux entreprises municipales de réseaux d'égout et auxquelles la Société a renoncé pendant l'année financière 1961, conformément à l'article 36G de la Loi 35,536 00

Commission de la capitale nationale

744 Administration, maintien en service et entretien des parcs et promenades ainsi que des terrains avoisinant les édifices du Gouvernement, à Ottawa et à Hull—Crédit supplémentaire 25,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Travaux publics

Société centrale d'hypothèques et de logement

764 Avances, aux termes du paragraphe (4) de l'article 36 de la Loi nationale sur l'habitation, 1954, à l'égard de projets de lotissement et de construction domiciliaire entrepris conjointement avec les gouvernements des provinces au cours de l'année financière 1960-1961, pour donner suite au crédit 601 du Budget supplémentaire 1961-1962 en fournissant les avances en question à l'égard des projets de lotissement et de construction domiciliaire entrepris le ou avant le 31 décembre 1961 8,500,000 00

765 Avances imputées sur le compte spécial du Fonds du revenu consolidé établi en vertu du paragraphe (2) de l'article 36H de la Loi nationale sur l'habitation, 1954, à l'égard de prêts aux municipalités et aux sociétés municipales de réseaux d'égout pour la construction ou l'expansion d'entreprises de traitement des égouts au cours de l'année civile 1961 . . . . . 3,000,000 00

COMMERCE

A—Ministère

Administration générale

745 Administration centrale—Crédit supplémentaire 150,000 00

Services des délégués commerciaux—

746 Administration et fonctionnement—Crédit supplémentaire 167,500 00

747 Construction ou acquisition de bâtiments, terrains, matériel et fournitures—Crédit supplémentaire 70,000 00

TRANSPORTS

A—Ministère

Services de la marine

Règlement sur la marine, y compris les sections du pilotage et de signalisation maritime—

748 Administration, exploitation et entretien—Crédit requis pour répondre aux fins énoncées au crédit 412 du *Budget des dépenses 1961-1962,* y compris le paiement des dépenses, même les dépenses exceptées, faites à l'égard des marins canadiens en détresse 1 00

Services des chemins de fer et des navires à vapeur

749 Service de transbordement de Terre-Neuve, de Bell Island à Portugal Cove—Réparations et améliorations aux installations des terminus appartenant à Terre-Neuve —Crédit supplémentaire 39,600 00

Versements à la Compagnie du National-Canadien (ci-après nommée la Compagnie) à la demande de la Compagnie adressée au ministre des Finances et approuvée par le ministre des Transports, applicables par la Compagnie au paiement des déficits, certifiés par les vérificateurs de la Compagnie, résultant de l'activité de l'année civile 1961—Crédit supplémentaire—

750 Service de transbordement de l'Île du Prince-Édouard et ports terminus 139,552 00

751 Service de transbordement de Terre-Neuve et ports terminus 685,792 00

752 Déficit des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1961—Montant requis pour payer à la Compagnie du National-Canadien (ci-après nommée la Compagnie) à la demande de la Compagnie approuvée par le ministre des Transports et adressée au ministre des Finances, applicable par la Compagnie au paiement du déficit du réseau (certifié par les vérificateurs de la Compagnie) pour l'année civile 1961, sous réserve de recouvrement à même ce montant des avances comptables consenties à la Compagnie à même le Fonds du revenu consolidé 67,307,772 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

753 Pensions supplémentaires aux anciens employés des Services de chemin de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve, mutés aux chemins de fer Nationaux du Canada—Crédit supplémentaire 6,546 00

GÉNÉRALITÉS

754 Déficit d'Air-Canada, 1961—Montant requis pour payer à Air-Canada (ci-après appelée la Compagnie) à la demande de la Compagnie approuvée par le ministre des Transports et adressée au ministre des Finances et applicable par la Compagnie au paiement du déficit (certifié par les vérificateurs de la Compagnie) provenant de l'exploitation pour l'année civile 1961, sous réserve de recouvrement à même ce montant des avances comptables consenties à la Compagnie à même le Fonds du revenu consolidé 6,450,082 00

755 Remboursement au compte des approvisionnements du ministère des Transports pour la valeur des marchandises désuètes, hors d'usage, perdues ou détruites 64,628 00

B—GÉNÉRALITÉS

COMMISSION MARITIME CANADIENNE

756 Subvention pour services de cabotage par les navires à vapeur, selon le détail des affectations—Crédit supplémentaire 915,137 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

TRANSPORTS

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

766 Prêts à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent de la manière et selon les modalités et conditions que pourra approuver le gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire 4,125,000 00

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

757 Services de prothèse—Fourniture, fabrication et administration—Crédit supplémentaire 48,000 00

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUTRES PRESTATIONS

758 Allocations aux anciens combattants—Montant requis pour les fins du crédit 462 du *Budget des dépenses 1961-1962*, en vue de fournir les fonds nécessaires pour le paiement des allocations mentionnées à la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils; en vue aussi de fournir les fonds nécessaires pour le paiement desdites allocations au cours de

l'année financière 1962-1963 à même les sommes affectées aux allocations des anciens combattants à l'égard de cette année financière et en vue de fournir un montant supplémentaire de 250,000 00

COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

759 Autorisation de payer pour la vie, depuis le 1er mars 1961, à Mme Mary Cantwell, veuve du soldat William John Cantwell, du 10e bataillon des Forces de campagne du Nord-Ouest, une pension égale à celle qu'elle aurait reçue en vertu de la Loi sur les pensions, modifiée à l'occasion, si le service du soldat Cantwell dans les Forces de campagne du Nord-Ouest avait été du service payé à plein temps dans les forces armées du Canada après la Première Guerre mondiale; et ratification de toutes les sommes versées à Mme Cantwell à titre de pension avant le 1er mars 1961 .. .. .. 1 00

ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS ET TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

760 Allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales en conformité d'une entente conclue avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Crédit supplémentaire 35,000 00

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

DIRECTION DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Direction des ressources hydrauliques—

729 Administration, exploitation et entretien—Crédit supplémentaire 50,000 00

AFFAIRES EXTÉRIEURES

A—MINISTÈRE

692 Administration centrale—Crédit supplémentaire 225,000 00

693 Représentation à l'extérieur—Frais d'administration—Crédit supplémentaire 85,000 00

694 Frais assumés par le Canada en tant que membre civil des commissions internationales pour la surveillance et le contrôle en Indochine—Crédit supplémentaire 89,000 00

695 Réceptions officielles—Crédit supplémentaire 6,500 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, un relevé du nombre des fonctionnaires du ministère des Transports et de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, employés à Cornwall, Ontario, est déposé sur le bureau de la Chambre.

Le Sénat transmet un message afin d'informer cette Chambre qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-46, Loi modifiant la Loi sur la députation.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-190, Loi pour faire droit à Elizabeth Anne Kotania.—*M. McCleave.*

Bill SD-191, Loi pour faire droit à Hyman Omri Tannenbaum.—*M. McCleave.*

Bill SD-192, Loi pour faire droit à Rosa Jacobson.—*M. McCleave.*

Bill SD-193, Loi pour faire droit à Stephen Alexander Lantos.—*M. McCleave.*

Bill SD-194, Loi pour faire droit à Frank Hamilton Mingie, fils.—*M. McCleave.*

Bill SD-195, Loi pour faire droit à Frieda Lina Schaub.—*M. McCleave.*

Bill SD-196, Loi pour faire droit à Alma Ivy Bankley.—*M. McCleave.*

Bill SD-197, Loi pour faire droit à Colleen Ann Kenny.—*M. McCleave.*

Bill SD-198, Loi pour faire droit à Phyllis Carol Johnston.—*M. McCleave.*

Bill SD-199, Loi pour faire droit à Léonard Émond.—*M. McCleave.*

Bill SD-200, Loi pour faire droit à Edith Rozel McDougall.—*M. McCleave.*

Bill SD-201, Loi pour faire droit à Kenneth Allen Blight.—*M. McCleave.*

Bill SD-202, Loi pour faire droit à Ellen Chase McKellar.—*M. McCleave.*

Bill SD-203, Loi pour faire droit à Mona Pozza.—*M. McCleave.*

Bill SD-204, Loi pour faire droit à John Faucher.—*M. McCleave.*

Bill SD-205, Loi pour faire droit à Violet Pearl St. James Lemoine.—*M. McCleave.*

Bill SD-206, Loi pour faire droit à Ann Marguerite MacDonald.—*M. McCleave.*

Bill SD-207, Loi pour faire droit à Eva Florence Plaskett.—*M. McCleave.*

Bill SD-208, Loi pour faire droit à Karl Heinz Kerlikowsky.—*M. McCleave.*

Bill SD-209, Loi pour faire droit à Hilda Desjardins.—*M. McCleave.*

Bill SD-210, Loi pour faire droit à Sandra Mary Louise Martin.—*M. McCleave.*

Bill SD-211, Loi pour faire droit à Mary Iris Fournier.—*M. McCleave.*

Bill SD-212, Loi pour faire droit à Rosemary Louise Eakins.—*M. McCleave.*

Bill SD-213, Loi pour faire droit à Phyllis Manoah.—*M. McCleave.*

Bill SD-214, Loi pour faire droit à Jean Elizabeth O'Reilly.—*M. McCleave.*

Bill SD-215, Loi pour faire droit à Maureen Mary Piercey.—*M. McCleave.*

Bill SD-216, Loi pour faire droit à Josephine Mary Croll.—*M. McCleave.*

Bill SD-217, Loi pour faire droit à Milton Lawrence Trickey.—*M. McCleave.*

Bill SD-218, Loi pour faire droit à William John Loke.—*M. McCleave.*

Bill SD-219, Loi pour faire droit à Anita Guido Knezevic.—*M. McCleave.*

Bill SD-220, Loi pour faire droit à Shirley Brimacombe.—*M. McCleave.*

Bill SD-221, Loi pour faire droit à Betty O'Neil.—*M. McCleave.*

Bill SD-222, Loi pour faire droit à Rebecca Rosenstrauss.—*M. McCleave.*

Bill SD-223, Loi pour faire droit à Paulyne Leblanc.—*M. McCleave.*

Bill SD-224, Loi pour faire droit à Marie Joan Patricia Jeffries.—*M. McCleave.*

Bill SD-225, Loi pour faire droit à Isadore Rosenblatt.—*M. McCleave.*

Bill SD-226, Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Clarke.—*M. McCleave.*

Bill SD-227, Loi pour faire droit à Armando Argentini.—*M. McCleave.*

Bill SD-228, Loi pour faire droit à Molly Sacks.—*M. McCleave.*

Bill SD-229, Loi pour faire droit à Millicent Vera Seagrove.—*M. McCleave.*

Bill SD-230, Loi pour faire droit à Joseph-Jean-Paul-Fernand Blanchette.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-42, Loi établissant un salaire minimum pour les employés.

M. Peters, appuyé par M. Howard, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens en vertu de l'article 69(1) de la Loi sur les Indiens pendant l'année terminée le 31 mars 1962, déposé selon l'article 69(6) de ladite, loi, chapitre 149, S.R.C., 1952.

Par Mme Fairclough, au nom de M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 229*), en date du 12 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les noms des fonctionnaires du bureau central, à Ottawa, de la division de l'hydraulique de la Direction des ressources hydrauliques du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, quels postes occupent-ils présentement, quelles qualités et quels diplômes possèdent-ils et quelle est leur expérience quant à la construction ou l'exploitation d'usines hydroélectriques, de digues, etc.?

2. Certains de ces fonctionnaires, à quelque titre que ce soit, ont-ils déjà été au service d'un gouvernement étranger ou de l'un de ses organismes, ou bien se sont-ils adonnés à l'exploitation des ressources hydrauliques dans un pays étranger, ou encore ont-ils été à l'emploi d'une société privée au pays ou à l'étranger? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces fonctionnaires et quels sont les détails pertinents à leur emploi à l'étranger?

Par M. Walker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) du budget d'établissement de la Commission de la Capitale nationale pour l'année expirant le 31 mars 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 63

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 16 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. McCleave, du comité permanent des bills privés en général, présente le cinquième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski.

Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell.

Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt.

Bill SD-4, Loi pour faire droit à Giovanni Pallotta.

Le Comité retourne les témoignages et les documents que le Sénat a transmis à la Chambre au sujet desdits bills.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement ratifient l'Accord international sur le blé, qui sera ouvert à la signature à Washington, D.C., le 19 avril 1962, et que cette Chambre ratifie ledit Accord.—*Le ministre de l'Agriculture.*

Les questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement;

Question n° 391 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. De quelle façon établit-on la rémunération des employés à taux régnants *a*) dans les parcs nationaux, *b*) dans les parcs historiques nationaux?

2. Quels sont les taux horaires actuels des salaires de chaque catégorie de ces employés *a*) dans chaque parc national du Canada, *b*) dans chaque parc historique national du Canada?

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 429 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont le nom, le traitement annuel et les débours du surintendant et du personnel administratif du parc national de Revelstoke, en ce qui a trait à l'année financière 1960-1961?

2. A-t-on construit des logements à l'intention du surintendant et du personnel administratif? Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) quelle en est la dimension moyenne de l'aire, *c*) quel en est le coût moyen par pied carré, *d*) quel a été le coût de terrassement de chacun, *e*) quelle a été, pour l'année financière 1960-1961, la somme dépensée pour chacun aux titres suivants: (i) huile, (ii) charbon, (iii) bois, (iv) gaz, (v) électricité et eau? (*Dans la réponse aux parties b) à e), donner la répartition relative 1) au surintendant, 2) au personnel administratif.*)

3. Quelles sont les dimensions des carreaux de pavage utilisés entre la maison du surintendant et la rue, et quel était le coût de chaque carreau?

4. Quel était le nombre de voitures particulières et autres à l'usage du surintendant et du personnel au parc de Revelstoke durant l'année financière 1960-1961?

5. Quel a été le coût d'exploitation de chaque voiture durant ladite année?

6. Quel était le règlement concernant l'usage des voitures par le personnel en dehors des heures de service, durant la même période?

7. Durant la même année financière, quel était l'outillage destiné à la voirie et à d'autres fins, situé dans le parc de Revelstoke?

8. Durant l'année financière 1960-1961, quelles sommes a-t-on dépensées pour la réparation et le carburant de cet outillage?

9. Durant l'année financière 1960-1961, des employés du parc ont-ils participé à des entreprises exécutées à forfait?

Question n° 440 par M. Caron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis que le ministre des Transports est entré en fonctions, quelque personne ou organisation a-t-elle payé ou s'est-elle engagée à payer pour l'usage, à quelque fin que ce soit, d'avions du gouvernement? Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces personnes ou ces organisations?

Question n° 447 par M. McGee—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Au cours de 1961, des ministères ou d'autres organismes de l'État ont-ils formulé des demandes auprès de la Division de l'analyse de la gestion de la Commission du service civil? Dans le cas de l'affirmative, *a*) quels sont les ministères en cause, *b*) combien de relevés a-t-on demandés dans chaque cas, *c*) combien de relevés ont été terminés dans chaque cas, *d*) combien de relevés se poursuivent, *e*) à quelles dates les résultats ont-ils été communiqués aux ministères intéressés, *f*) quelles sommes estimatives, s'il y a lieu, a-t-on économisées annuellement dans chaque cas?

Question n° 448 par M. McGee—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Des ministères ou des corporations de l'État retiennent-ils les services de sociétés de spécialistes de l'organisation en vue d'augmenter la valeur technique du personnel? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministères ou corporations et quels sont les noms de ces sociétés ?

Du consentement unanime, il est ordonné que la déclaration faite le 12 avril 1962 à la Conférence du désarmement de Genève par le général Burns soit imprimée en appendice au hansard d'aujourd'hui.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Du consentement unanime, il est ordonné que la reprise des travaux au comité des subsides soit remise jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'ordre portant ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Beech, appuyé par M. Wratten, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier la question de l'établissement d'un ministère de l'Industrie en vue d'encourager et d'assister l'industrie manufacturière du Canada.—(*Avis de motion n° 21*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

M. Dorion, appuyé par M. Churchill, propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement ratifient la Convention universelle sur le droit d'auteur, signée par le Canada à Genève en 1952, ainsi que le Protocole n° 3 y relatif, et que cette Chambre ratifie ladite Convention et ledit Protocole.

Après discussion ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (4), 1961-1962

AFFAIRES EXTÉRIEURES

A—MINISTÈRE

696	Représentation du Canada aux conférences internationales —Crédit supplémentaire . . . . . .$	115,000 00
697	Subvention en vue d'acquitter une partie des frais de la participation du Canada à la première session de la Convention atlantique	6,000 00

698 Contribution en vue de meubler Marlborough House, Londres, d'un montant de £310, même si la somme à payer peut être supérieure ou inférieure à son équivalent en dollars canadiens établi en février 1962 à 915 00

CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAUX ET SPÉCIAUX

Programmes d'assistance spéciale—

699 Dépenses relatives à la participation du Canada à l'année mondiale du réfugié—Dernière étape du programme d'aide aux réfugiés tuberculeux—Crédit supplémentaire 64,000 00

700 Pour rembourser l'Office de stabilisation des prix agricoles du lait écrémé en poudre donné aux institutions internationales de secours 114,282 00

AUTRES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES ET AUX PROGRAMMES INTERNATIONAUX

701 Cotisations du Gouvernement canadien comme membre d'organismes internationaux et du Commonwealth, selon le détail des affectations, y compris l'autorisation d'acquitter ces cotisations selon les montants spécifiés et en devises dans lesquelles elles sont prélevées—Crédit supplémentaire en dollars canadiens, établi en février 1962 à 471,976 00

702 Paiement à l'Organisation de l'aviation civile internationale en remboursement partiel de l'indemnité accordée à ses employés canadiens au titre de l'impôt sur le revenu du Québec pour l'année fiscale 1960—Crédit supplémentaire 1,465 00

703 Fourniture de bureaux à l'Organisation de l'aviation civile internationale à un prix inférieur à celui du marché —Crédit supplémentaire 27,202 00

704 Quote-part pour 1961 à verser au compte spécial des Nations Unies pour le Congo—Pour étendre l'objet du crédit 516 du Budget supplémentaire 1961-1962 afin de comprendre la quote-part à verser audit Compte pour 1962 et pour comprendre un montant supplémentaire de $2,493,376 (É.-U.), même si la somme à payer peut être supérieure ou inférieure à son équivalent en dollars canadiens; le montant requis en dollars canadiens a été établi en février 1962 à 2,612,591 00

705 Quote-part à verser pour le financement de la Force d'urgence des Nations Unies au montant de $300,690 (É.-U.) même si la somme à payer peut être supérieure ou inférieure à son équivalent en dollars canadiens, établi en février 1962 à 315,067 00

706 Quote-part du Canada dans les dépenses des Nations Unies lors de la conférence de Genève relative au règlement de la question du Laos 11,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Affaires extérieures

761 Avance supplémentaire au Fonds du capital de roulement de l'Organisation mondiale de la santé au montant de $2,391 (É.-U.), même si le versement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en février 1962 à 2,506 00

762 Avance supplémentaire au Fonds du capital de roulement de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture au montant de $9,694 (É.-U.), même si le versement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en février 1962 à 10,157 00

763 Avance supplémentaire au Fonds de roulement de l'Organisation gouvernementale consultative de la navigation maritime au montant de $560 (É.-U.), même si le versement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en février 1962 à 10,157 00 587 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté sans amendement le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-231, Loi pour faire droit à Karl-Heinz Hans Luedders.—*M. McCleave.*

Bill SD-232, Loi pour faire droit à Leslie Thomas Norval Modler.—*M. McCleave.*

Bill SD-233, Loi pour faire droit à Amy Sandra Glendinning.—*M. McCleave.*

Bill SD-234, Loi pour faire droit à Muriel Howarth Hulbig.—*M. McCleave.*

Bill SD-235, Loi pour faire droit à Kathleen Sangster.—*M. McCleave.*

Bill SD-236, Loi pour faire droit à Phyllis Siev.—*M. McCleave.*

Bill SD-237, Loi pour faire droit à Marjorie Brown.—*M. McCleave.*

Bill SD-238, Loi pour faire droit à Jean Letovsky.—*M. McCleave.*

Bill SD-239, Loi pour faire droit à Shirley Margaret Woolley.—*M. McCleave.*

Bill SD-240, Loi pour faire droit à Ida Schwartz.—*M. McCleave.*

Bill SD-241, Loi pour faire droit à Nathalie Longtin.—*M. McCleave.*

Bill SD-242, Loi pour faire droit à Vida Irene Louise McCallum.—*M. McCleave.*

Bill SD-243, Loi pour faire droit à Margaret Joan Digby.—*M. McCleave.*

Bill SD-244, Loi pour faire droit à Nadia-Anne Hruszij.—*M. McCleave.*

Bill SD-245, Loi pour faire droit à Maureen Knowles.—*M. McCleave.*

Bill SD-246, Loi pour faire droit à Joyce Irene Larocque.—*M. McCleave.*

Bill SD-247, Loi pour faire droit à Rolland Commoy.—*M. McCleave.*

Bill SD-248, Loi pour faire droit à Ginette-Noëla-Mélanie Soulier.—*M. McCleave.*

Bill SD-249, Loi pour faire droit à Jeannette Carignan.—*M. McCleave.*

Bill SD-250, Loi pour faire droit à Nora Bridget Lahey.—*M. McCleave.*

Bill SD-251, Loi pour faire droit à Virginia Ruth Parmiter.—*M. McCleave.*

Bill SD-252, Loi pour faire droit à Betty Ankhelyi.—*M. McCleave.*

Bill SD-253, Loi pour faire droit à Barbara Ann Sobrian.—*M. McCleave.*

Bill SD-254, Loi pour faire droit à Susanne Reiner.—*M. McCleave.*

Bill SD-255, Loi pour faire droit à Marie-Emilia-Rolande Gittens.—*M. McCleave.*

Bill SD-256, Loi pour faire droit à Suzanne Chassé.—*M. McCleave.*

Bill SD-257, Loi pour faire droit à Barbara Patricia Rogers.—*M. McCleave.*

Bill SD-258, Loi pour faire droit à Roland Demers.—*M. McCleave.*

Bill SD-259, Loi pour faire droit à Lajos Nagy, autrement connu sous le nom de Louis Nagy.—*M. McCleave.*

Bill SD-260, Loi pour faire droit à Eloise Sonne.—*M. McCleave.*

Bill SD-261, Loi pour faire droit à Jennie Zajko.—*M. McCleave.*

Bill SD-262, Loi pour faire droit à Robert Fleischer.—*M. McCleave.*

Bill SD-263, Loi pour faire droit à Hugh O'Connor.—*M. McCleave.*

Bill SD-264, Loi pour faire droit à Charles Harold Page.—*M. McCleave.*

Bill SD-265, Loi pour faire droit à Vera Irene MacKenzie.—*M. McCleave.*

Bill SD-266, Loi pour faire droit à Guy Lefebvre.—*M. McCleave.*

Bill SD-267, Loi pour faire droit à Beverley Ann Maugham.—*M. McCleave.*

Bill SD-268, Loi pour faire droit à Marie Theresa Sckyra.—*M. McCleave.*

Bill SD-269, Loi pour faire droit à Rosi-Irma Parrouty.—*M. McCleave.*

Bill SD-270, Loi pour faire droit à Barbara Gladys Gregory.—*M. McCleave.*

Bill SD-271, Loi pour faire droit à Mary-Yvonne Giguère.—*M. McCleave.*

Bill SD-272, Loi pour faire droit à Ion Ignatescu.—*M. McCleave.*

Bill SD-273, Loi pour faire droit à Carmen Abrams.—*M. McCleave.*

Bill SD-274, Loi pour faire droit à Margaret Elaine Gallagher.—*M. McCleave.*

Bill SD-275, Loi pour faire droit à Haia (Clara) Fuchsman.—*M. McCleave.*

Bill SD-276, Loi pour faire droit à Lois Budd.—*M. McCleave.*

Bill SD-277, Loi pour faire droit à Elizabeth Laptew.—*M. McCleave.*

Bill SD-278, Loi pour faire droit à Mary Gallagher.—*M. McCleave.*

Bill SD-279, Loi pour faire droit à Margit Bene.—*M. McCleave.*

Bill SD-280, Loi pour faire droit à Thérèse Genest.—*M. McCleave.*

Bill SD-281, Loi pour faire droit à Aranka Ilona Berendy.—*M. McCleave.*

Bill SD-282, Loi pour faire droit à Margaret Anne Harvey.—*M. McCleave.*

Bill SD-283, Loi pour faire droit à Joseph Maurice Sealy.—*M. McCleave.*

Bill SD-284, Loi pour faire droit à Valerie Jean Morton.—*M. McCleave.*

Bill SD-285, Loi pour faire droit à Ruth Ilona Elkin.—*M. McCleave.*

Bill SD-286, Loi pour faire droit à Lorraine Burt.—*M. McCleave.*

Bill SD-287, Loi pour faire droit à Denise Bachelder.—*M. McCleave.*

Bill SD-288, Loi pour faire droit à Nicole-Marie Geoffroy.—*M. McCleave.*

Bill SD-289, Loi pour faire droit à Martin Simeon Levy.—*M. McCleave.*

Bill SD-290, Loi pour faire droit à James Robert Breslin.—*M. McCleave.*

Bill SD-291, Loi pour faire droit à Marcelle Rosenberg.—*M. McCleave.*

Bill SD-292, Loi pour faire droit à Judith MacBeth Cuggy.—*M. McCleave.*

Bill SD-293, Loi pour faire droit à Irene Tyminsky.—*M. McCleave.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la Reine,—Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 11 avril 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952, (version française et anglaise).

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport intitulé: «Department of Transport—Annual Record of Operations, 1960-1961».

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 6 de ladite loi, chapitre 25, Statuts du Canada, 1957-1958.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 243*), en date du 5 mars 1962, demandant l'état suivant: 1. A quelle dates le gouvernement fédéral a-t-il conclu des conventions avec chacune des provinces en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle, adoptée à la dernière session du présent Parlement?

2. Combien d'institutions techniques destinées à faciliter la formation de ceux qui ont terminé un programme scolaire régulier ont été habilitées à recevoir les subventions fédérales octroyées aux termes de cette loi?

3. Quels sont les noms de ces institutions, le coût de chacune, la quote-part fédérale de ce coût et le nombre estimatif d'élèves qu'elles peuvent recevoir?

4. Combien de titulaires aux postes d'instituteurs, d'instructeurs, de surveillants et d'administrateurs, de formation professionnelle, ont été formés dans chacune des provinces en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 417*), en date du 9 avril 1962, demandant l'état suivant: Du 1er avril 1957 au 31 mars 1962, quelles sommes globales le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales a-t-il versées à titre d'honoraires d'avocats dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, quels sont les noms et adresses de ceux qui ont reçu de tels honoraires et quelle somme a-t-on reçue dans chaque cas?

Par M. Dorion,—Liste des ordres de dépôt de documents de la Chambre des communes à satisfaire, au 13 avril 1962.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des instruments diplomatiques suivants:

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République italienne relatif à la vente en Italie de rebuts et de déchets appartenant au Commandement de l'Aviation royale du Canada en Italie; signé à Rome le 18 décembre 1961; en vigueur le 18 décembre 1961.

Accord d'assistance technique concernant l'instruction militaire entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Ghana; signé à Accra le 8 janvier 1962; en vigueur le 8 janvier 1962.

Procès-verbal portant prorogation de la Déclaration concernant l'accession provisoire de la Confédération suisse à l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce; fait à Genève le 9 décembre 1961, signé par le Canada le 17 janvier 1962.

Convention de Vienne sur les relations diplomatiques; fait à Vienne le 18 avril 1961; signé par le Canada le 5 février 1962.

Procès-verbal portant prorogation de la Déclaration concernant l'accession provisoire de la Tunisie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; fait à Genève le 9 décembre 1961; signé par le Canada le 8 février 1962.

Par M. Jorgenson, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture,—Rapport supplémentaire de la Commission canadienne du blé concernant les comptes de la mise en commun de 1960-1961 à l'égard du blé, de l'avoine et de l'orge, attestés par les vérificateurs, conformément à l'article 7(2) de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre 44, S.R.C., 1952.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 64

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 17 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes; de prescrire que certains membres de la Commission peuvent recevoir l'allocation quotidienne que détermine le gouverneur en conseil; de pourvoir au paiement des frais raisonnables de déplacement et de subsistance des membres de la Commission; et de prescrire aussi que la Commission peut retenir les services des conseillers techniques et des autres employés, y compris une personne agissant à titre de son secrétaire, qu'elle estime nécessaires.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Nowlan, au nom de M. Diefenbaker, appuyé par M. Flynn, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-87, Loi concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Dorion, propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement ratifient l'Accord international sur le blé, qui sera ouvert à la signature à Washington, D.C., le 19 avril 1962, et que cette Chambre ratifie ledit Accord.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-79, Loi modifiant la Loi sur les douanes;

M. Nowlan, appuyé par M. Fleming (Eglinton), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-18, Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-79, Loi modifiant la Loi sur les douanes, qui est rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-38, Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-294, Loi pour faire droit à Percy Beauvais.—*M. McCleave.*

Bill SD-295, Loi pour faire droit à Harold Moreau.—*M. McCleave.*

Bill SD-296, Loi pour faire droit à Mabel Lucille Mills.—*M. McCleave.*

Bill SD-297, Loi pour faire droit à Zbigniew Stanislaw Janicki.—*M. McCleave.*

Bill SD-298, Loi pour faire droit à Anna May Sergent.—*M. McCleave.*

Bill SD-299, Loi pour faire droit à Joseph-Philippe-Philias-Fabien Parent.—*M. McCleave.*

Bill SD-300, Loi pour faire droit à William Rankin Edmondson.—*M. McCleave.*

Bill SD-301, Loi pour faire droit à Josephine Rose Nawrocki.—*M. McCleave.*

Bill SD-302, Loi pour faire droit à Zelda Barbara Kimberg.—*M. McCleave.*

Bill SD-303, Loi pour faire droit à Doris Irene Trerice.—*M. McCleave.*

Bill SD-304, Loi pour faire droit à Alexandra Deliyannakis.—*M. McCleave.*

Bill SD-305, Loi pour faire droit à Patricia Beverley Dimeo.—*M. McCleave.*

Bill SD-306, Loi pour faire droit à Agnes Agai.—*M. McCleave.*

Bill SD-307, Loi pour faire droit à Aida Diotte.—*M. McCleave.*

Bill SD-308, Loi pour faire droit à Beverly Anne Runions.—*M. McCleave.*

Bill SD-309, Loi pour faire droit à Karl Heinz Wunderlich.—*M. McCleave.*

Bill SD-310, Loi pour faire droit à Marie Greensell.—*M. McCleave.*

Bill SD-311, Loi pour faire droit à Bertha Staruch.—*M. McCleave.*

Bill SD-312, Loi pour faire droit à Ruby Rita Smith.—*M. McCleave.*

Bill SD-313, Loi pour faire droit à Patricia Ann Small.—*M. McCleave.*

Bill SD-314, Loi pour faire droit à Pardo Belpulso.—*M. McCleave.*

Bill SD-315, Loi pour faire droit à Helena Jadwiga Igiel Wodnicki.—*M. McCleave.*

Bill SD-316, Loi pour faire droit à Adele Kathleen Strachan.—*M. McCleave.*

Bill SD-317, Loi pour faire droit à Elizabeth Angela Stirling.—*M. McCleave.*

Bill SD-318, Loi pour faire droit à Gabrielle Ungar.—*M. McCleave.*

Bill SD-319, Loi pour faire droit à William Henry Monaghan.—*M. McCleave.*

Bill SD-320, Loi pour faire droit à Nicholas Cimbru Chambers.—*M. McCleave.*

Bill SD-321, Loi pour faire droit à Georgine Plzak.—*M. McCleave.*

Bill SD-322, Loi pour faire droit à Joseph Leo Gerard Bougie.—*M. McCleave.*

Bill SD-323, Loi pour faire droit à Albert Henry Grabeldinger Willis.—*M. McCleave.*

Bill SD-324, Loi pour faire droit à Jeannie Belchik.—*M. McCleave.*

Bill SD-325, Loi pour faire droit à Sylvia Dankner.—*M. McCleave.*

Bill SD-326, Loi pour faire droit à John Donaldson.—*M. McCleave.*

Bill SD-327, Loi pour faire droit à Alexander Burke.—*M. McCleave.*

26210-5—25

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que les *Bills privés* soient inscrits comme le premier ordre des travaux demain entre cinq heures et six heures du soir.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion portant production de documents n° 41*), en date du 11 avril 1962, demandant une copie de toute correspondance et de tous mémoires échangés entre le ministère de la Justice, tout autre ministère ou organisme du gouvernement, et tout gouvernement provincial ou organisme de celui-ci ou toute autre personne, relativement à la libération de M. John Papilia.

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 434*), en date du 11 avril 1962, demandant l'état suivant: Durant chaque année, de 1952 à 1959 inclusivement, quelle a été, en dollars, la valeur globale des produits canadiens exportés à tous les pays d'outre-mer par voie des États-Unis.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1961, en conformité de l'article 6 de la Loi sur le ministère des Affaires extérieures, chapitre 68, S.R.C., 1952.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dix-huitième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Paul Romain Bernard Babeu, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Jeannette L'Italien *dit* St-Laurent Babeu.

Collin Mills Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Barbara June Jones Campbell.

Sylvia Lipson Dankner, épouse de Philip Dankner, de Montréal (P.Q.).

Jacques Ekaireb, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Staszower Ekaireb.

Gaston Joseph Gagnon, de Ste-Foy (P.Q.), époux de Mariette Gabrielle Gagnon.

Arthur Bruce Hann, de Musgravetown (Terre-Neuve), époux de Minnie Jane Little Hann.

Adam Holp, de Montréal (P.Q.), époux de Frieda Haas Holp.

John Joseph Laflamme, de Montréal (P.Q.), époux de Anne-Marie Schoenwandt Laflamme.

Gwendolyn Grace Parsons Lanctôt, épouse de Pierre Lanctôt, de Ste-Marguerite Station (P.Q.).

Margaret Meredith Cape MacDougall, épouse de Robert Reford MacDougall, de Saraguay (P.Q.).

Helen Minkoff Oulton, épouse de Carl Oulton, de Montréal (P.Q.).

Joseph Luc Roger Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Madeleine Hélène Dalcourt Pelletier.

Louisa Emily Elizabeth Stevens Porter, épouse de John Andrew Porter, de la province de Québec.

Olga Eizner Rapoport, épouse de Harry Rapoport, de Montréal (P.Q.).

Ruby Rita Williams Smith, épouse de John Michael Smith, de Montréal (P.Q.).

Lloyd Carlton Willard, de Sawerville (P.Q.), époux de Uldene Florence Barber Willard.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 65

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 18 AVRIL 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-79, Loi modifiant la Loi sur les douanes.

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Protocoles d'accession d'Israël et du Portugal à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, faits à Genève le 6 avril 1962 (versions française et anglaise).

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-88, Loi modifiant la Loi sur les postes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de tous mémoires, lettres et communications, présentés au gouvernement ou à l'un de ses organismes ou services depuis le 22 janvier 1962, au sujet du Bill C-38.—(*Avis de motion n° 50 portant production de documents*).

Les avis de motion (*n°s 52, 55 et 56*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Chevrier, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant la Chambre une copie de la lettre que M. Ian G. Wahn, de Toronto, a adressée au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration le 5 mars 1962, relativement à la difficulté qu'ont éprouvée deux Canadiens à faire admettre leurs épouses au Canada, ainsi que copie de tout accusé de réception du ministre.—(*Avis de motion n° 53 portant production de documents*).

M. Fisher, appuyé par M. Howard, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie du rapport du Comité des ingénieurs connu sous le nom de Comité du Fleuve Saint-Laurent et du Port de Montréal (1950).—(*Avis de motion n° 54 portant production de documents*).

La question est mise en délibération;

L'honorable représentant de Port-Arthur (M. Fisher) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à la rubrique *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 47 du Règlement.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1962, la somme de $138,416,981.00 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. MacLean (Queens), obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-89, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Il est résolu: Qu'une somme n'excédant pas $1,704,710,347.93, soit l'ensemble

a) des cinq douzièmes du total des montants des articles énumérés au budget principal des dépenses de l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement, $1,666,406,647.92;

b) d'un tiers additionnel des montants que représentent audit budget les articles 40, 45, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 107, 110, 120, 140 et 145 des Affaires extérieures, les articles 50 et 70 des Finances, l'article 11 des Forêts, les articles 30 et 35 du Service législatif, l'article 20 des Mines et des Relevés techniques, l'article 70 de la Défense nationale, l'article 5 de l'Office national du film, l'article 40 du Conseil privé, l'article 200 des Travaux publics ainsi que les articles 65 et 170 des Transports, $5,451,575.00;

c) d'un quart additionnel des montants que représentent audit budget les articles 5 et 20 des Forêts, l'article 10 du Nord canadien et des Ressources nationales ainsi que les articles L20 et L25 des Prêts, Placements et Avances, $3,199,700.00;

d) d'un sixième additionnel des montants que représentent audit budget l'article 90 de la Citoyenneté et de l'Immigration, les articles 30 et 45 des Pêcheries, l'article 25 du Service législatif, les articles 30, 35, 80 et 130 des Mines et des Relevés techniques, des articles 50 et 120 du Nord canadien et des Ressources nationales, l'article 30 du Conseil privé ainsi que les articles 60, 80, 85 et 125 des Transports, $4,550,983.34;

e) d'un douzième additionnel des montants que représentent audit budget l'article 35 des Affaires extérieures, les articles 25, 85 et 90 des Pêcheries, les articles 15 et 25 des Forêts, les articles 5 et 40 du Travail, les articles 40, 50, 70 et 100 des Mines et des Relevés techniques, l'article 45 de la Défense nationale, l'article 1 de l'Office national du film, l'article 25 de la Santé nationale et du Bien-être social, l'article 1 du Conseil national de recherches, l'article 5 du Revenu national, les articles 15, 20, 25, 45, 70, 75, 100, 108 et 118 du Nord canadien et des Ressources nationales, l'article 190 des Travaux publics, l'article 26 du Commerce, les articles 30, 35, 40, 120 et 222 des Transports ainsi que l'article 60 des Affaires des anciens combattants, $25,101,441.67; soit attribuée à compte à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, la somme de $1,704,710,347.93 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée aujourd'hui au comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-90, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est lu pour une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Avec l'assentiment unanime, il est fait appel des affaires inscrites au nom des députés.

(*Bills privés*)

Le Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 18 avril 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 18 avril, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants:

Bill C-89, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962.

Bill C-90, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi constituant en corporation la Brock Acceptance Company.

Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company.

Loi concernant la Canada Security Assurance Company.

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada.

Loi concernant L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.

Loi concernant La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances.

Loi modifiant la Loi sur la députation.

Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Loi prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.

Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation.

Loi modifiant la Loi sur les douanes.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

«Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur les bills suivants:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962.»

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.»

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills.»

Avec l'assentiment unanime, M. Churchill, appuyé par M. Fleming (Eglinton), propose,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, reste ajournée jusqu'au jeudi 26 avril 1962.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

26210-5—26

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Budgets d'établissement et d'exploitation de la compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 37 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955, et arrêté en conseil C.P. 1962-553, en date du 14 avril 1962, approuvant lesdits budgets.

Par M. Dorion, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 453*), en date du 12 juillet 1961, demandant l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis la seconde grande guerre, quelle somme globale le Canada a-t-il versée en contributions au titre de l'assistance extérieure?

2. Durant chaque année, depuis la seconde grande guerre, quel pourcentage du revenu national du Canada (ou du produit national brut) a-t-on dépensé au titre de contributions à l'assistance extérieure?

3. Durant chaque année, depuis la seconde grande guerre, quel a été le montant global des prêts consentis par le Canada à titre d'assistance extérieure?

4. Durant chaque année, depuis la seconde grande guerre, quel a été le montant global des contributions et des prêts du Canada au titre de l'assistance extérieure?

5. Durant chaque année depuis la seconde grande guerre, quel pourcentage du revenu national du Canada (ou du produit national brut) a-t-on dépensé en contributions et prêts à titre d'assistance extérieure?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 108*), en date du 7 février 1962, demandant l'état suivant: 1. La *City Construction Company, Limited,* de Vancouver détient-elle ou a-t-elle détenu un contrat avec le ministère des Transports en vue de l'aménagement d'un aéroport à Cold Lake (Alberta)?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quand les demandes de soumissions ont-elles pris fin, *b*) quand le contrat a-t-il été adjugé à la société susdite, *c*) a-t-on fait enquête sur la situation financière de la société avant de lui adjuger le contrat, *d*) a-t-on effectué des versements provisoires à la société et ces derniers étaient-ils fondés sur des déclarations statutaires et, dans le cas de l'affirmative, i) quels étaient les montants de ces versements et à quelles dates ont-ils été effectués, ii) le gouvernement possède-t-il encore ces déclarations statutaires?

3. A-t-on cessé, par la suite, de verser des paiements provisoires à la société et, dans le cas de l'affirmative, à quelle date et pour quelle raison?

4. Le ministère des Transports, ou l'un de ses fonctionnaires à Edmonton, a-t-il reçu des plaintes au sujet du défaut ou du retard de certains paiements à des sous-entrepreneurs de la part de la société et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelle date a-t-on reçu pour la première fois une plainte ou un avis au sujet de ces infractions, *b*) quelles mesures a-t-on prises à ce moment et à quelles dates a-t-on pris ces mesures?

5. La société a-t-elle fait une ou plusieurs propositions, aux termes de la Loi sur la faillite et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelles dates et quelle était la teneur de ces propositions, *b*) à quelle date a-t-on nommé un syndic selon les dispositions de la loi, quel est son nom et quel poste, s'il y a lieu, occupe-t-il avec la *Mercantile Bank,* *c*) le syndic a-t-il présenté aux créanciers un état

concernant la provenance et l'usage de tous les fonds reçus relativement à l'entreprise de Cold Lake et, dans le cas de l'affirmative, quels étaient la provenance et l'usage de ces fonds?

6. Au 31 décembre des années 1958 et 1959, la société devait-elle des sommes à la *Mercantile Bank* et, dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant à ces deux dates?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question nº 325*), en date du 28 mars 1962, demandant l'état suivant: Quelle somme globale le ministère des Transports a-t-il dépensée dans le district électoral fédéral de Peterborough durant chacune des dix dernières années?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question nº 378*), en date du 2 avril 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1961, quel a été, selon les diverses catégories pertinentes, le volume du trafic dans les deux écluses du réseau du canal Trent, à Fenelon-Falls (Ontario)?

2. Quel est le tirant d'eau maximum et minimum des navires qui ont fait usage de ces écluses en 1961?

3. Quel est le coût global estimatif de l'écluse en voie de construction et destinée à remplacer les deux écluses présentes?

Par M. Dorion,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question nº 406*), en date du 9 avril 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels services médicaux sont à la disposition des Indiens des réserves *a*) de Halfway, *b*) de Blueberry, *c*) de la rivière Prophète, *d*) de la rivière Doig?

2. Quels sont les moyens de transport à destination et en provenance de ces réserves?

3. Combien de fois, durant l'année 1961, l'agent des Affaires indiennes de Fort-Saint-John a-t-il rendu visite à chacune de ces réserves et quelle était la durée de ses visites?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur l'enquête concernant la distribution et la vente d'huiles, de graisse, d'antigel, d'additifs, de pneus, de piles et d'accessoires d'automobiles, et des produits connexes, présenté le 23 mars 1962 par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur la coalition.

Par M. Monteith (Perth), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) sur l'administration des allocations aux aveugles au Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur les aveugles, chapitre 17, S.R.C., 1952.

Par M. Monteith (Perth), d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) sur l'administration des allocations aux invalides au Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur les invalides, chapitre 55, Statuts du Canada 1953-1954.

Par M. Monteith (Perth), d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) sur l'administration de l'assistance-vieillesse au Canada pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur l'assistance-vieillesse, chapitre 199, S.R.C., 1952.

A 6 h. 44 du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'au jeudi 26 avril 1962, conformément à l'ordre adopté aujourd'hui.

PROCLAMATION RELATIVE À LA DISSOLUTION DU PARLEMENT

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos Très-aimés et Fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Premier Ministre du Canada, de DISSOUDRE la présente législature du Canada.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN LA CITADELLE, en Notre Cité de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
JEAN MIQUELON

DIEU SAUVE LA REINE

INDEX

DU

CENT HUITIÈME VOLUME

DES

JOURNAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Cinquième session du vingt-quatrième Parlement
du jeudi 18 janvier au mercredi 18 avril 1962
10-11 Élisabeth II

A

Accords, conventions, échanges de notes, instruments diplomatiques, protocoles, traités, etc.:

Voir Blé.—Canada-Ghana.—Canada-États-Unis d'Amérique.—Canada-Italie.—Canada-Japon.—Canada-Mexique.—Canada-Suisse.—Canada-Venezuela.—Conférence internationale du travail.—Droit d'auteur.—GATT.—Nations Unies.—OTAN.—Textiles de coton.—Vienne.

Aciéries:

Voir Roe, A. V.

Acte de l'Amérique du Nord britannique:

Exemplaire de la lettre adressée au premier ministre d'Ontario, le 17 janvier 1962, par le premier ministre du Canada, au sujet d'un projet de modification de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique relativement à la sécurité sociale au Canada (pensions de vieillesse), 25.—Doc. parl. n° 185.—Imprimé en appendice au hansard du lundi 22 janvier 1962.

Correspondance échangée avec certaines provinces au sujet du projet de modification de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique relativement aux pensions de vieillesse, 63.—Doc. parl. n° 185*a*.—Imprimé en appendice au hansard du 6 février 1962.

Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne la représentation au Sénat.—Bill C-28; présentation—M. Nielsen, et 1re lecture, 22; motion de 2e lecture, décision de M. l'Orateur et débat, 283-284.

Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes.—Bill C-47: présentation—M. Fisher, et 1re lecture, 37.

Acte de l'Amérique du Nord britannique:—*Fin*

Loi modifiant la Loi de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat.—Bill C-86: présentation—M. Diefenbaker, 329; motion tendant à la 1re lecture agréée par le vote de 143 contre 7, et 1re lecture, 329-330.

Voir aussi Constitution canadienne.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent:

Voir Voie maritime du Saint-Laurent.

Administration financière:

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.—Bill C-10: présentation—M. Boulanger, et 1re lecture, 20. L'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au Feuilleton, 140.

Voir aussi Effets négociables.

Adresse en réponse au discours du trône:

Texte du discours du trône, 2.

Motion tendant à la prise en considération du discours du trône à la prochaine séance de la Chambre, 6.

Motion de M. Bourdages tendant à présenter une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours du trône, 17; débat, 17, 24.

Proposition d'amendement de M. Pearson, 25; débat, 25, 28.

Proposition de sous-amendement de M. Argue, 28; débat, 28.

La proposition de sous-amendement est rejetée par le vote de 155 contre 49, 28-29.

Reprise du débat sur la proposition d'amendement de M. Pearson, 32, 34.

La proposition d'amendement de M. Pearson est rejetée par le vote de 144 contre 42, 34-35.

Reprise du débat sur la motion principale, 143, 145.

Proposition d'amendement de M. Peters, 146; débat, 146.

La proposition d'amendement de M. Peters est rejetée par le vote de 149 contre 6, 146-147.

Reprise du débat sur la motion principale, 147, 149, 152.

La motion principale est adoptée, 152.

Motion tendant à faire grossoyer l'adresse et à la transmettre à Son Excellence le Gouverneur général, 152.

(Lettre de remerciement non reçue.)

Adultes, Éducation des:

Voir Éducation.

Aéronautique:

Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique.—Bill C-35: présentation—M. Drysdale, et 1re lecture, 23; motion tendant à la 2e lecture et débat, 311.

Aéroports:

Contrat de la *City Construction Company, Limited,* avec le ministère des Transports en vue de l'aménagement d'un aéroport à Cold Lake (Alberta): ordre de la Chambre (Question n° 108)—M. Argue, 80; dépôt de la réponse, 386.—Doc. parl. n° 238.

Aéroports:—*Fin*

Correspondance au sujet de l'amélioration des installations à l'aéroport de la tête des Lacs: ordre de la Chambre (Avis de motion nº 30)—M. Fisher, 256.

Nombre et nom des aéroports, au Canada, où le ministère des Transports assure des services à l'intention des lignes aériennes commerciales: ordre de la Chambre (Question nº 350)—M. Fisher, 303.

Affaires des anciens combattants, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 115; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 290.

Renvoi au comité: Bill C-80, Terres destinées aux anciens combattants, 281.

Rapports du comité: 1er rapport (impressions), 295; 2e rapport (quorum), 309; 3e rapport (Bill C-80), 309.

Adoption de rapports: 1er rapport, sans avis ni débat, 295; 2e rapport, sans avis ni débat, 309.

Procès-verbaux et dépositions enregistrés à titre d'appendice aux Journaux (*fascicule nº 1*), 309.

Affaires des anciens combattants, Ministère des:

Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1961, 18.—Doc. parl. nº 171 (*imprimé*).

Voir aussi Avocats, honoraires d'.

Affaires extérieures, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 114; mandat du comité, 117.

Affaires extérieures, Ministère des:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 378.—Doc. parl. nº 29 (*imprimé*).

Affaires indiennes:

Voir Indiens.

Agriculture, Ministère de l':

Rapport du ministre pour l'année terminée le 31 mars 1961 (texte français), 95.—Doc. parl. nº 3 (*imprimé*).

Correspondance relative à toute activité ou à tous programmes du ministère de l'Agriculture concernant des stations de démonstration ou l'établissement de toute station expérimentale permanente dans le district de Thunder-Bay: ordre de la Chambre (Avis de motion nº 39)—M. Badanai, 286; dépôt de la réponse, 311. —Doc. parl. nº 228.

Agriculture et Colonisation, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 112; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 199.

Aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation):

Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation).—Résolution: présentation, 24; adoption, 101.—Bill C-65: présentation— M. Churchill, et 1re lecture, 101; 2e lecture et comité plénier, 130-131; 3e lecture, 139; adoption au Sénat, 152; sanction royale (le 23 février 1962), 161.—10-11 Élisabeth II, chapitre 10, Statuts du Canada, 1962.

Air Canada:

Rapport d'Air Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 254.—Doc. parl. nº 168 (*imprimé*).

Budget d'établissement revisé d'Air Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1961 et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1961-1856 approuvant ledit budget, 11.—Doc. parl. nº 168*a*.

Budget d'établissement d'Air Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1962, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-152, en date du 6 février 1962, approuvant ledit budget, 95.—Doc. parl. nº 168*b*.

Rapport du vérificateur au Parlement concernant les comptes d'Air Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 254.—Doc. parl. nº 168*c* (*imprimé*).

Ajournement de la Chambre, Motions spéciales relatives à l':

Motion portant que la Chambre s'ajourne jusqu'à 2h. 30 le vendredi 19 janvier, 8.

Motion portant que la Chambre s'ajourne jusqu'au jeudi 26 avril 1962, 385.

(Décret de dissolution du Parlement, daté du jeudi 19 avril 1962.)

Alcock, M. Norman Z.:

Voir Institut canadien de recherches pour la paix.

Allocations de retraite des députés:

Voir Députés.

Allocations familiales:

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales et à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 15.—Doc. parl. nº 102.

Ambassade canadienne en France:

Noms et fonctions de chaque personne détachée ou affectée au service de l'ambassade canadienne en France: ordre de la Chambre (Question nº 275)— M. Regier, 256.

Améliorations agricoles:

Voir Prêts destinés aux améliorations agricoles.

Améliorations municipales:

Rapport sur les améliorations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 35.—Doc. parl. nº 60.

Amos-Mattagami, Route:

Voir Chemins d'accès aux ressources.

Anciens combattants:

Voir Affaires des anciens combattants, ministère.—Affaires des anciens combattants, comité permanent.—Assurance des anciens combattants.—Société centrale d'hypothèques et de logement.—Terres destinées aux anciens combattants.

Appendices au hansard, Publication de textes à titre d':

Acte de l'Amérique du Nord britannique, projet de modification quant à la sécurité sociale ou les pensions de vieillesse: lettre au premier ministre d'Ontario, 25; lettres aux premiers ministres des provinces, 63.

Assurance des crédits à l'exportation, ventilation des produits assurés par la société, 289.

Blé, accord international, 337.

Columbia, correspondance relative à la mise en valeur des ressources hydrauliques du fleuve, 37.

Comité mixte canado-américain pour le commerce et les affaires économiques, communiqué publié à l'issue de la réunion, 31.

Commerce européen, communiqué publié à l'issue d'entretiens entre les ministres canadiens et M. Heath, 31.

Désarmement, conférence sur le: discours du secrétaire d'État aux affaires extérieures, 257; déclaration du général Burns, 369.

Exposé budgétaire de 1962-1963, livre blanc, 329.

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, communiqué concernant la sixième réunion, 193.

Appendices aux Journaux:

Voir la liste publiée à la suite de l'Index.

Appendices aux Procès-verbaux:

Documents budgétaires, 9 avril 1962; résolutions budgétaires, 10 avril; modification proposée à la résolution relative à la Loi sur la taxe d'accise, 18 avril.

Argentia, (T.-N.):

Lettre adressée au ministre des Transports au sujet du port de transbordement d'Argentia: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 23)—M. Tucker, 176; dépôt de la réponse, 202.—Doc. parl. n° 208.

Communications relatives au service de transbordement prévu à Argentia: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 29)—M. Pickersgill, 256.

Armée du Salut:

Loi concernant le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Est du Canada) et le Conseil de direction de l'Armée du Salut (Ouest du Canada).—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 227; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-11, M. Wratten, 275; 2e lecture et renvoi au comité des bills privés en général, 283; rapport du comité, 295; comité plénier et 3e lecture, 310; sanction royale (le 5 avril 1962), 322.—10-11 Élizabeth II, chapitre 40, Statuts du Canada, 1962.

Arrangements entre cultivateurs et créanciers:

Rapport concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers durant l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 14.—Doc parl. n° 78.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (Subventions aux universités):

Avis de résolution tendant à modifier la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces en ce qui a trait aux subventions aux universités, 359. Résolution: présentation, 359.

Voir aussi Résolutions d'initiative ministérielle laissées au *Feuilleton.*

Artisanat indien:

Voir Indiens.

Assistance à la formation technique et professionnelle:

Voir Formation technique et professionnelle.

Assistance à l'agriculture des Prairies:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1961, 18.—Doc. parl. n° 13 (*imprimé*).—Texte français, 61.

Motion de M. Argue portant sur l'opportunité d'assurer aux cultivateurs des versements couvrant leurs revenus, en cas de récolte manquée, en modifiant la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 208.

Assistance-chômage:

Rapport sur les dépenses et l'administration relatives à l'application de la Loi sur l'assistance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 134.—Doc. parl. n° 107.

Assistance extérieure:

Somme globale versée par le Canada en contributions au titre de l'assistance extérieure: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 453 en date du 12 juillet 1961), 386.—Doc. parl. n° 237.

Assistance-vieillesse:

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.—Résolution: présentation, 40; comité plénier, 61; adoption, 83.—Bill C-55: présentation— M. Monteith (Perth), et 1re lecture, 83; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 93-94; adoption au Sénat, 122; sanction royale (le 15 février 1962), 133. —10-11 Élisabeth II, chapitre 4, Statuts du Canada, 1962.

Rapport sur l'administration de l'assistance-vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 387.—Doc. parl. n° 105 (*imprimé*).

Association des fonctionnaires fédéraux retraités:

Voir Fonctionnaires fédéraux retraités.

Assurance-chômage:

Motion de M. Rapp portant sur la modification de la Loi sur l'assurance-chômage afin que les travailleurs saisonniers employés dans les fermes touchent des prestations: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 234.

Assurance des anciens combattants:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants.—Bill C-37: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 23; 2e lecture et comité plénier, 101; 3e lecture, 105; adoption au Sénat, 131; sanction royale (le 15 février 1962), 133.—10-11 Élisabeth II, chapitre 6, Statuts du Canada, 962.

Assurance des crédits à l'exportation:

Arrêté en conseil C.P. 1961-1483 autorisant la conclusion d'un contrat d'assurance, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, en vue de l'expédition de blé à la Pologne, 14.—Doc. parl. n° 142*a*.

Assurance des crédits à l'exportation:—*Fin*

Arrêté en conseil C.P. 1961-1543 autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, en vue de la vente, par la *Montreal Locomotive Works,* de Montréal, de soixante-dix locomotives diesel et de pièces de rechange à *Empress Ferrocarriles del Estado Argentino* (chemins de fer nationaux de l'État argentin), Buenos Aires, Argentine, 14.—Doc. parl. n° 142*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-1620 autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, en vue de la vente, par la *Dominion Steel and Coal Corporation, Limited,* Sydney, de rails en acier et d'accessoires de voies ferrées à *Ferrocarriles Nacionales de Mexico* (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain, 14. —Doc. parl. n° 142*c*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-1732 autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, pour la vente, par la *Montreal Locomotive Works,* Montréal, de dix locomotives électriques diesel et de pièces de rechange à *Companhia Siderurgica National,* Rio de Janeiro, Brésil, 15.—Doc. parl. n° 142*d*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-1794 autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, en vue de la vente, par *Dominion Steel and Coal Corporation, Limited,* Sydney, de rails en acier et d'accessoires de voies ferrées à *Ferrocarriles Nacionales de Mexico* (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain), et révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1961-1620 du 9 novembre 1961, 15—Doc. parl. n° 142*e*.

Arrêté en conseil C.P. 1962-123 autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, à l'égard de la vente par la *RCA Victor Company, Ltd.,* Montréal, d'outillage de télécommunications et de services connexes au gouvernement de la République de Libéria, 61—Doc. parl. n° 142*f*.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.—Résolution: présentation, 88; comité plénier, 131: adoption, 133.—Bill C-68: présentation—M. Hees, et 1re lecture, 133; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 139-140; adoption au Sénat, 184; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 14, Statuts du Canada, 1962.

Tableau préparé par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, indiquant, par pays, les sommes préliminaires des exportations présentement assurées, etc., 133.—Doc. parl. n° 142*g*.

Arrêté en conseil C.P. 1962-316 autorisant une revision des modalités de paiement originairement approuvées, assurant la vente, par *Canadair Limited,* de dix avions à *The Flying Tiger Line Inc.,* 248.—Doc. parl. n° 142*h*.

Arrêté en conseil C.P. 1962-338 autorisant le financement à long terme de la vente de 56 locomotives électriques diesel et de pièces de rechange à *Rede Ferroviaria Federal,* S.A., Rio de Janeiro, Brésil, 248.—Doc. parl. n° 142*i*.

Ventilation des produits assurés par la Société durant l'année close le 31 décembre 1961, 289.—Doc. parl. n° 142*j*.—Imprimé en appendice au hansard du 29 mars 1962.

Rapports et relevés financiers de la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 293.—Doc. parl. n° 142 (*imprimé*).

Assurance-hospitalisation et services diagnostiques:

Rapport sur le fonctionnement des accords conclus avec les provinces pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 15.—Doc. parl. n° 104 (*imprimé*).

Assurance-santé nationale:

Motion de M. Martin (Timmins) portant sur l'opportunité d'inaugurer un régime étendu d'assurance-santé nationale: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 347.

Assurances, Surintendant des:

Rapport du surintendant des assurances, volume II—États annuels relatifs aux compagnies d'assurance contre l'incendie et contre les accidents, et à l'assurance contre les accidents et contre la maladie, pour l'année close le 31 décembre 1960 (textes français et anglais), 13.—Doc. parl. n° 54 (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances sur les associations coopératives de crédit pour l'année terminée le 31 décembre 1960, 25.—Doc. parl. n° 46 (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances sur les compagnies de petits prêts et les prêteurs d'argent pour l'année terminée le 31 décembre 1960, 55.—Doc. parl. n° 65 (*imprimé*).

Rapport du surintendant des assurances concernant les sociétés de prêts et de fiducie pour l'année terminée le 31 décembre 1960, 173.—Doc. parl. n° 56 (*imprimé*).

Auditeur général:

Rapport de l'auditeur général pour l'année close le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 49.—Doc. parl. n° 34*a* (*imprimé*).

Avis de motion visant le renvoi du rapport au comité permanent des comptes publics, 152.

Voir aussi Comptes publics.

Aveugles:

Loi modifiant la Loi sur les aveugles.—Résolution: présentation, 40; adoption, 83.—Bill C-56: présentation—M. Monteith (Perth), et 1re lecture, 83; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 94; adoption au Sénat, 122; sanction royale (le 15 février 1962), 133.—10-11 Élisabeth II, chapitre 2, Statuts du Canada, 1962.

Rapport sur l'administration des allocations aux aveugles pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 387.—Doc. parl. n° 99 (*imprimé*).

Avis de motions d'initiative ministérielle laissés au Feuilleton:

Renvoi au comité permanent des comptes publics du rapport du Conseil des Arts du Canada de l'année financière close le 31 mars 1961, 152.

Renvoi au comité permanent des comptes publics des volumes I, II et III des comptes publics et du rapport de l'Auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961, ainsi que des relevés financiers du Conseil des Arts du Canada de la même année financière et du rapport de l'Auditeur général y relatif, 152.

Renvoi au comité permanent de la banque et du commerce du rapport du Gouverneur de la Banque du Canada visant l'année terminée le 31 décembre 1961, 238.

Avis de motions d'initiative ministérielle laissés au Feuilleton:—*Fin*

Autorisation au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques d'entreprendre l'examen du mémoire adressé au président dudit comité par le Comité national de la législation de l'*International Railway Brotherhoods,* concernant les dispositions de l'article 182 de la Loi sur les chemins de fer, 245.

Institution du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande de l'État, 261.

Avis de motions d'initiative parlementaire:

Voir Résolutions présentées par des députés.

Avis de motions (documents):

Avis de motions portant production de documents reportés à l'ordre énoncé, en vue d'un débat, 82 et 88-89; 257 et 261-262; 382.

Avis de motions portant production de documents, rejetés par la Chambre:

Voir Production de documents (motions rejetées).

Avocats, Honoraires d':

Sommes que le ministère des Affaires des anciens combattants a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 412)—M. Robichaud, 331.

Sommes que le ministère des Travaux publics a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 413)—M. Robichaud, 331.

Sommes que le ministère de la Défense nationale a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 414)—M. Robichaud, 332.

Sommes que le ministère des Pêcheries a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 415)—M. Robichaud, 332.

Sommes que le ministère des Transports a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 416)—M. Robichaud, 332.

Sommes que le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 417)—M. Robichaud, 332; dépôt de la réponse, 374.—Doc. parl. n° 234.

Sommes que le ministère du Revenu national a versées à titre d'honoraires d'avocats: ordre de la Chambre (Question n° 418)—M. Robichaud, 332.

Avoué parlementaire:

Loi ayant pour objet l'établissement du poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais.—Bill C-41: présentation—M. Peters, et 1re lecture, 27; motion tendant à la 2e lecture, déclaration de M. l'Orateur et débat, 327.

B

Banque d'expansion industrielle:

Rapport du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961, accompagné d'un état des comptes de la Banque certifié par les vérificateurs (textes français et anglais), 13.—Doc. parl. n° 53 (*imprimé*).

Banque du Canada:

Rapport et relevé des comptes pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 227.—Doc. parl. n° 35 (*imprimé*).

Motion du ministre des Finances portant que le rapport annuel de la Banque du Canada, etc., soit déféré au comité permanent de la banque et du commerce, 238.

Banque et Commerce, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 111; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 199, 251.

Renvois au comité: Bill S-3, Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada, 182; Bill S-4, Westmount Life Insurance Company, 182; Bill S-7, Muttart Development Corporation Ltd., 200; Bill S-8, Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, 200; Bill S-9, Brock Acceptance Company, 252; Bill S-10, Gerand Acceptance Company, 252; Bill S-14, Canada Security Assurance Company, 282; Bill S-11, Armée du Salut, 283; Bill S-15, L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company, 299-300; Bill S-12, La Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances, 310; Bill S-18, Greymac Mortgage Corporation, 310.

Rapports du comité: 1er rapport (quorum, impressions, séances), 205; 2e rapport (Bills S-3, S-4, S-7 et S-8), 233; 3e rapport (Bills S-9, S-10, S-14 et S-15), 319; 4e rapport (Bill S-12), 319; 5e rapport (Bill S-18), 349.

Adoption de rapport: 1er rapport, sans avis ni débat, 205.

Avis de motion de renvoi du rapport annuel (1961) du Gouverneur de la Banque du Canada, 238.

Banques à charte du Canada:

Classements des prêts et des dépôts au 30 septembre 1961, 13.—Doc. parl. n° 37.

Liste des actionnaires à la fin des exercices financiers de 1961, 86.—Doc. parl. n° 38.

Relevé des bénéfices et frais d'exploitation courants consolidés pour les exercices financiers terminés en 1961, 95.—Doc. parl. n° 36.

Relevé des soldes impayés, etc., au 31 décembre 1961, 165.—Doc. parl. n° 39.

Banques d'épargne de Québec:

Liste (en français) des actionnaires à la fin des exercices financiers de 1961, 86.—Doc. parl. n° 40.

Relevé des soldes impayés, etc., au 31 décembre 1961, 165.—Doc. parl. n° 41.

Bâtiment, Industrie du:

Documents relatifs à la situation des ouvriers de l'industrie du bâtiment, en ce qui concerne le barème de leurs salaires: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 21)—M. Winch, 234.

Bibliothèque, Comité mixte:

Message du Sénat et liste des sénateurs faisant partie du comité mixte, 33; institution du comité et liste des députés en faisant partie, 116; message au Sénat, 117.

Bibliothèque du Parlement:

Rapport du Bibliothécaire parlementaire (textes français et anglais), 8.

Bill C-38:

Voir Corporations et syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.

Bill public, Motion de dépôt d'un—et retrait de la motion:

M. Creaghan demande à déposer un bill visant à modifier la Loi sur la mise au point des pensions du service public de façon à inclure les pensionnés en vertu d'un fonds de prévoyance, 290; question de Règlement soulevée par l'Orateur et renvoi de l'examen de l'objection, 290; la motion de dépôt du bill est retirée, 314.

Bills d'intérêt privé, émanant du Sénat:

S-3. Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada. M. Weichel.
S-4. Westmount Life Insurance Company. M. Webster.
S-5. Evangelical Mennonite Mission Conference. M. Muir (Lisgar).
S-6. Cochin Pipe Lines Ltd. M. Nugent.
S-7. Muttart Development Corporation Ltd. M. Maloney.
S-8. Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie. M. Lafrenière.
S-9. Brock Acceptance Company. M. Smith (Winnipeg-Nord).
S-10. Gerand Acceptance Company. M. Smith (Winnipeg-Nord).
S-11. Armée du Salut. M. Wratten.
S-12. Reliance Compagnie Canadienne d'Assurance. M. Lafrenière.
S-13. Polaris Pipe Lines. M. Baldwin.
S-14. Canada Security Assurance Company. M. Stefanson.
S-15. Indemnité, Compagnie canadienne, et Canadian Fire Insurance Company. M. Smith (Winnipeg-Nord).
S-16. Église-unie du Canada. M. Morton.
S-17. Pacifique-Canadien. M. Stewart.
S-18. Greymac Mortgage Corporation. M. McCleave.

Bills privés en général, Comité permanent:

Institution du comité et liste des membres en faisant partie, 110; mandat du comité, 117.

Renvois au comité: Bill S-5, Evangelical Mennonite Mission Conference, 251; Bill S-11, Armée du Salut, 283; Bill S-16, Église-unie du Canada, 310; Bills de divorce SD-1 à SD-4 incl., 353-355.

Rapports du comité: 1er rapport (quorum), 285; 2e rapport (Bill S-5), 285; 3e rapport (Bill S-11), 295; 4e rapport (Bill S-16), 320; 5e rapport (bills de divorce), 367.

Adoption de rapport: 1er rapport, sans avis ni débat, 285.

Bills publics d'initiative ministérielle, émanant du Sénat:

S-19. Grains du Canada (modification). Le ministre de l'Agriculture.

Bills publics d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions de comités pléniers:

C-54. Sécurité de la vieillesse (modification). Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

C-55. Assistance-vieillesse (modification). Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Bills publics d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions de comités pléniers:—*Fin*

C-56. Aveugles (modification). Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

C-62. Invalides (modification). Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

C-63. Chemins de fer Nationaux (aménagement d'une ligne jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation). Le ministre des Transports.

C-64. Pensions et allocations de guerre pour les civils (modification). Le ministre des Affaires des anciens combattants.

C-65. Aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation)—(modification). Le ministre des Affaires des anciens combattants.

C-66. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (modification). Le ministre des Transports.

C-67. Chemins de fer Nationaux (aménagement d'une ligne entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts). Le ministre des Transports.

C-68. Assurance des crédits à l'exportation (modification). Le ministre des Transports.

C-73. Prêts destinés aux améliorations agricoles (modification). Le ministre des Finances.

C-74. Prêts aidant aux opérations de pêche (modification). Le ministre des Finances.

C-80. Terres destinées aux anciens combattants (modification). Le ministre des Affaires des anciens combattants.

C-84. Loi sur les juges (modification). Le ministre de la Justice.

C-87. Commission de délimitation des circonscriptions électorales. Le premier ministre.

Bills publics d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions du comité des subsides et du comité des voies et moyens:

C-51. Subsides (nouveaux crédits supplémentaires—année financière 1961-1962). Le ministre des Finances.

C-78. Subsides (nouveaux crédits supplémentaires—année financière 1961-1962). Le ministre des Finances.

C-85. Subsides (crédits provisoires—année financière 1962-1963). Le ministre des Finances.

C-89. Subsides (nouveaux crédits supplémentaires—année financière 1961-1962). Le ministre des Finances.

C-90. Subsides (crédits provisoires—année financière 1962-1963). Le ministre des Finances.

Bills publics d'initiative ministérielle laissés au Feuilleton:

Bill C-86, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat; Bill C-87 (Loi concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes); Bill C-88, Loi modifiant la Loi sur les postes.

Bills publics d'initiative ministérielle, soumis directement à la Chambre:

C-1. Serments d'office (*pro forma*). Le premier ministre.

C-36. Indemnités de service de guerre (prolongation de la période d'application du crédit de réadaptation). Le ministre des Affaires des anciens combattants.

Bills publics d'initiative ministérielle, soumis directement à la Chambre:—*Fin*

C-37. Assurance des anciens combattants (prolongation de la période relative aux contrats d'assurance). Le ministre des Affaires des anciens combattants.

C-38. Corporations et syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada (communication de renseignements statistiques). Le ministre de la Justice.

C-48. Chemins de fer nationaux du Canada (prolongement de l'embranchement d'Optic Lake à Chisel Lake). Le ministre des Transports.

C-49. Prêts aux petites entreprises (amélioration d'une entreprise commerciale). Le ministre des Finances.

C-75. Commission canadienne du blé (modification). Le ministre de l'Agriculture.

C-79. Douanes (modification). Le ministre du Revenu national.

C-86. Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat. Le premier ministre.

C-88. Postes (modification). Le ministre des Postes.

Bills publics d'initiative parlementaire:

C-2. Sweepstakes (Commission au bénéfice des hôpitaux). M. Browne (Vancouver-Kingsway).

C-3. Protection des pêcheries côtières (zone de pêche de douze milles). M. Howard.

C-4. Déclaration des droits (droit à la citoyenneté canadienne). M. Pickersgill.

C-5. Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail (mesures de conciliation). M. Howard.

C-6. Intérêt (frais de financement). M. Nasserden.

C-7. Chemins de fer (abandon d'exploitation). M. Thomas.

C-8. Intérêt (taux limité à douze pour cent). M. Argue.

C-9. Chemins de fer (procédure au sujet d'une demande de rejet des taux de concurrence pour le compte du camionnage). M. Browne (Vancouver-Kingsway).

C-10. Administration financière (effets négociables bilingues). M. Boulanger.

C-11. Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail (application à la fonction publique). M. Howard.

C-12. Code criminel (peine capitale). M. McGee.

C-13. Code criminel (atteinte aux droits du public). M. Herridge.

C-14. Députation. (Territoires du Nord-Ouest). M. Nielsen.

C-15. Grains du Canada (revision des qualités pour le colza et la moutarde). M. Rapp.

C-16. Loi électorale du Canada (âge des votants). M. Howard.

C-17. Chambre des communes (autonomie en matière de régie intérieure). M. Howard.

C-18. Effets négociables (impression en français et en anglais). M. Pigeon.

C-19. Petits prêts (coût maximum des taux). M. Argue.

C-20. Chambre des communes (brefs d'élection partielle). M. Pickersgill.

C-21. Pensions (appel judiciaire). M. McIntosh.

C-22. Code criminel (peine corporelle). M. McGee.

C-23. Petits prêts (annonces). M. Argue.

Bills publics d'initiative parlementaire:—*Suite*

C-24. Code criminel (bons-primes). M. Howard.

C-25. Souveraineté nationale (drapeau national et hymne national distinctifs et fête d'indépendance nationale). M. Allard.

C-26. Indiens (droits relatifs aux spiritueux). M. Howard.

C-27. Faillite (cession des salariés). M. Argue.

C-28. Actes de l'Amérique du Nord britannique (représentation au Sénat). M. Nielsen.

C-29. Justes méthodes d'emploi (différenciation suivant l'âge). M. Howard.

C-30. Loterie canadienne (établissement d'une commission). M. Pigeon.

C-31. Drapeau national du Canada. M. Boulanger.

C-32. Radiodiffusion (recours contre les violateurs des droits de l'homme). M. Herridge.

C-33. Office national de l'énergie (travaux d'irrigation). M. Thomas.

C-34. Loi électorale du Canada (contributions aux campagnes électorales). M. McGee

C-35, Aéronautique (bureau d'enregistrement des aéronefs canadiens). M. Drysdale.

C-39, Marins marchands (indemnités aux orphelins). M. Carter.

C-40, Cour de l'Échiquier (juridiction en matière de divorce). M. Peters.

C-41, Avoué parlementaire et taxation de frais (divorce). M Peters.

C-42, Salaire minimum. M. Peters.

C-43, Divorce (dissolution et annulation du mariage au Canada). M. Peters.

C-44, Députation (district électoral d'Halifax). M. Morris.

C-45, Lettres de change (achats à tempérament). M Peters.

C-46, Députation (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles). M. Matthews.

C-47, Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960), en ce qui concerne la représentation à la Chambre des communes (rajustement du nombre des députés accompli par un organisme indépendant). M. Fisher.

C-50, Macdonald, sir John A. (jour férié à sa mémoire). W. Wratten.

C-52, Expropriations (avis aux personnes intéressées) M. Martin (Essex-Est).

C-53, Mesures de guerre (protection des citoyens canadiens). M. Martin (Essex-Est).

C-57, Jeunes délinquants (dispositions relatives au secret des rapports). M. Broome.

C-58, Compagnies (relevés financiers). M. Broome.

C-59, Administrateurs des compagnies (qualités requises). M Broome.

C-60, Députation (Inverness-Richmond-Cap-Breton-Ouest). M. MacLellan.

C-61, Commission canadienne du blé (constitution de la Commission). M. Ormiston.

C-69, Code criminel (peine capitale, forme de la sentence). Mlle LaMarsh.

C-70, Droit d'auteur (abrogation et remplacement de la loi existante). Mlle LaMarsh.

C-71, Semaine consacrée à la jeunesse. M. Smith (Calgary-Sud).

C-72, Corporations de la Couronne (renseignements sur l'activité et les dépenses). M. Bourbonnais.

Bills publics d'initiative parlementaire:—*Fin*

C-76, Contrats d'achat du gouvernement (Livraison franco bord). M. Broome.

C-77, Contrats de construction, d'achat et de service du gouvernement. M. Broome.

C-81, Cour des réclamations indiennes. M. Howard

C-82, Impôts sur le revenu. M. Howard.—(Rejet de la motion tendant à la 1re lecture.)

C-83, Route transcanadienne. M. Howard.

Blé, Accord international de 1962 sur le:

Exemplaire de l'Accord international sur le blé de 1962, adopté à la dernière séance plénière de la conférence des Nations Unies sur le blé (textes français et anglais), 337.—Doc. parl n° 30*b*.—Imprimé en appendice au hansard du 11 avril 1962.

Motion tendant à la ratification de l'Accord international sur le blé, 367.—Adoption de la motion, 376.

Brett, M. Paul:

Voir Citoyenneté et Immigration.

Brock Acceptance Company:

Loi constituant en corporation la *Brock Acceptance Company*.—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 135; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-9, M. Smith (Winnipeg-Nord), 239; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 252; rapport du comité, 319; comité plénier, 344; comité plénier et 3e lecture, 352; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 42, Statuts du Canada, 1962.

Budget:

Le ministre des Finances fait part de son intention de présenter l'exposé budgétaire le mardi 10 avril, à 8 heures du soir, 325.

Voir aussi Documents budgétaires.—Résolutions budgétaires.—Voies et moyens, comité des.

Budget des dépenses:

Nouveau budget supplémentaire (2) de 1961-1962 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 31.—Doc. parl. n° 47*a* (*imprimé*).

Nouveau budget supplémentaire (3) de 1961-1962 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 87.—Doc. parl. n° 47*b* (*imprimé*).

Budget principal de 1962-1963 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 97.—Doc. parl. n° 47 (*imprimé*).

Nouveau budget supplémentaire (4) de 1961-1962 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 245.—Doc. parl. n° 47*c* (*imprimé*).

Voir aussi Subsides, Comité des et Lois des.—Voies et moyens, comité des.

Buckler, M. A. R.:

Voir Fonctionnaires fédéraux.

Bureau fédéral de la Statistique:

Questionnaire pour obtenir la base d'une mesure d'estimation du nombre de chômeurs en 1956: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 48) —M. Carter, 317; dépôt de la réponse, 334.—Doc. parl. n° 138*a*.

C

Cadets:

Sommes versées par le ministère de la Défense nationale pour l'enseignement militaire aux cadets dans certaines écoles: ordre de la Chambre (Question n° 309)—M. Dupuis, 246; dépôt de la réponse, 292.—Doc. parl. n° 225.

Campagnes électorales:

Motion de M. Pickersgill portant sur l'institution d'un comité spécial pour l'adoption de mesures destinées à restreindre et à contrôler les dépenses des campagnes électorales: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 247.

Canada-États-Unis d'Amérique:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant la manière dont il sera disposé des excédents de biens des États-Unis au Canada (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique portant addition du Cap Dyer à l'annexe à l'accord du 1er mai 1959 concernant l'établissement au Canada d'installations de navigation aérienne tactique à faible rayon. (TACAN)—(textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*b*.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant le partage des frais ainsi que d'autres ententes relatives à des améliorations projetées au système de défense aérienne du continent (avec annexe)—(textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*c*.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en vue de modifier les Notes du 12 novembre 1953 relatives à la création d'un Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*d*.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique relatif à l'amélioration par dragage du chenal maritime de l'Île Wolfe (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*f*.

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique relatif à l'exécution de travaux de dragage dans le passage Pelée à l'extrémité occidentale du lac Érié (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*g*.

Accord intérimaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant des négociations tarifaires en conformité de l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (textes français et anglais) et sommaire des listes annexées à l'Accord susdit comprenant les concessions obtenues et accordées par le Canada (textes français et anglais), 205.—Doc. parl. n°s 212 et 212*a*.

Voir aussi Comité mixte canado-américain pour le commerce et les affaires économiques.—Groupe interparlementaire Canada-États-Unis.

Canada-Ghana:

Accord d'assistance technique concernant l'instruction militaire entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Ghana (textes français et anglais), 374.—Doc. parl. n° 33*l*.

Canada-Italie:

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République italienne relatif à la vente en Italie de rebuts et de déchets appartenant au Commandement de l'Aviation royale du Canada en Italie (textes français et anglais), 374.—Doc. parl. n° 33*k*.

Canada-Japon:

Arrangements entre le Canada et le Japon pour le règlement de réclamations canadiennes (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*a*.

Canada-Mexique:

Accord relatif aux services aériens entre le Canada et le Mexique (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*j*.

Canada-Nations Unies:

Rapport intitulé: «Le Canada et les Nations Unies, 1960» (textes français et anglais), 327.—Doc. parl. n° 30 (*imprimé*).

Canada Security Assurance Company:

Loi concernant *Canada Security Assurance Company*.—Pétition, 184; rapport de l'examinateur, 227; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-14, M. Stefanson, 270; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 282; rapport du comité, 319; comité plénier et 3e lecture, 352; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 30, Statuts du Canada, 1962.

Canada-Suisse:

Échange de notes entre le Canada et la Suisse mettant en vigueur l'accord relatif aux services aériens (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*h*.

Canada-Venezuela:

Échange de notes entre le Canada et le Venezuela constituant un accord permettant aux stations radio amateur des deux pays d'échanger des messages et autres communications avec des tiers (textes français et anglais), 52.—Doc. parl. n° 33*i*.

Canadian Indemnity Company:

Voir Indemnity (L'), Compagnie Canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.

Canadian National (West Indies) Steamships:

Rapport pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 259.—Doc. parl. n° 159.

Capitale nationale:

Voir Commission de la capitale nationale.

Chambre des communes:

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure).—Bill C-17: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 200.

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Brefs d'élection partielle).—Bill C-20: présentation—M. Pickersgill, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 212.

Charbon:

Communications échangées entre la *Dominion Steel and Coal Company* et tout membre du gouvernement ou l'Office fédéral du charbon, relativement à la fermeture éventuelle des houillères en Nouvelle-Écosse: dépôt de la réponse à une adresse (Avis de motion n° 132 en date du 22 mai 1961), 165.—Doc. parl. n° 92*a*.

Chaussée-brise-lames:

Correspondance relative à la construction d'une chaussée-brise-lames, à Port Hood, dans le comté d'Inverness, en Nouvelle-Écosse: adresse (Avis de motion n° 27)—M. Robichaud, 234; dépôt de la réponse, 356.—Doc. parl. n° 170*b*.

Chemins d'accès aux ressources:

Construction d'un ponceau, près du mille 9, sur la route Amos-Mattagami, sous le régime du programme d'aménagement de chemins d'accès aux ressources: ordre de la Chambre (*Question n° 316)—M. Martel, 276.

Documents relatifs à la construction de la route Amos-Mattagami, etc.; adresse (Avis de motion n° 36)—M. Martel, 315.

Chemins de fer:

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Abandon d'exploitation).—Bill C-7: présentation—M. Thomas, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 94.

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer.—Bill C-9: présentation—M. Browne (Vancouver-Kingsway), et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 132.

Voir aussi Pacifique-Canadien.—Springhill.

Chemins de fer, Canaux et Lignes télégraphiques, Comité permanent:

Institution du comité et liste des membres en faisant partie, 110; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 176.

Renvois au comité: Bill C-48, construction, par le National-Canadien, d'une ligne de chemin de fer depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake (Manitoba), 99-100; Bill C-63, construction, par le National-Canadien, d'une ligne de chemin de fer depuis Whitecourt jusque vers l'ouest à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation (Alberta), 105; Bill C-67, construction et exploitation d'une ligne ferroviaire entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts (P.Q.), 158; Bill S-6, Cochin Pipe Lines Ltd., 200; S-13, Polaris Pipe Lines, 282; S-17, Compagnie du Pacifique-Canadien, 311.

Rapports du comité: 1er rapport (impressions, quorum, séances), 130; 2e rapport (Bills C-48 et C-63), 130; 3e rapport (Bill C-67); 4e rapport (Bill S-6 et recommandation relative au paiement des droits), 211; 5e rapport (Bill S-13), 295-296; 6e rapport (recommandation concernant le paiement des droits relatifs au bill précédent), 296; 7e rapport (Bill S-17), 319.

Chemins de fer, Canaux et Lignes télégraphiques, Comité permanent:—*Fin*

Adoption de rapports: 1er rapport, sans avis ni débat, 130; recommandation contenue dans le 4e rapport, sans avis ni débat, 211; 6e rapport, sans débat mais après avis, 301.

Procès-verbaux et dépositions enregistrés à titre d'appendices aux Journaux: fascicule n° 1, 130; fascicule n° 2, 181; fascicule n° 3, 211; fascicule n° 4, 296.

Avis de motion tendant à autoriser l'étude, par le comité, du mémoire que le Comité national de la législation de l'*International Railway Brotherhoods* a adressé au président du comité, 245.

Chemins de fer, lignes aériennes et marine marchande, Comité sessionnel:

Avis de motion de M. Balcer tendant à l'institution du comité, 261.

Chemins de fer nationaux du Canada:

Arrêté en conseil C.P. 1961-1662 confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation du n.m. *Petite Forte*, à compter du 16 novembre 1961, 10.—Doc. parl. n° 156*a*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-1592 confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation d'une parcelle de terrain appartenant au National-Canadien, dans la ville de Moncton, au Nouveau-Brunswick, requise par le ministère de la Défense nationale pour l'emplacement de casernes de garnison, 11.—Doc. parl. n° 156*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-1888 confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation des voies ferroviaires d'accès construites à chaque extrémité de la chaussée traversant le détroit de Canso et de la ligne ferroviaire circulant à travers ledit détroit, 11.—Doc. parl. n° 156*c*.

Loi modifiant la Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près Mystery Lake, dans la province du Manitoba.—Bill C-48: présentation—M. Balcer et 1re lecture, 39; 2e lecture et renvoi au comité des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 99-100; rapport du comité, 130; comité plénier, 139, 140; 3e lecture, 140; adoption au Sénat, 152; sanction royale (le 23 février 1962), 161.—10-11 Élisabeth II, chapitre 8, Statuts du Canada, 1962.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de l'Alberta depuis Whitecourt, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation.—Résolution: présentation, 40; adoption, 99.—Bill C-63; présentation—M. Balcer, et 1re lecture, 99; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 105; rapport du comité, 130; comité plénier et 3e lecture, 139; adoption au Sénat (avec un amendement), 150; adoption de l'amendement du Sénat, 158; sanction royale (le 23 février 1962), 161.—10-11 Élisabeth II, chapitre 9, Statuts du Canada, 1962.

Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961, relativement à la construction de lignes ferroviaires depuis St-Félicien jusqu'au lac Caché, etc., 44.—Doc. parl. n° 153.

26210-5—27

Chemins de fer nationaux du Canada:—*Suite*

Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, relativement à la construction d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, 44.—Doc. parl. n° 153*a*.

Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, concernant la construction d'une ligne ferroviaire d'un point situé à ou près Grimshaw jusqu'au Grand Lac des Esclaves, dans les Territoires du Nord-Ouest, 44.—Doc. parl. n° 153*b*.

État concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, relativement à la construction de certaines installations ferroviaires terminus dans la cité de Toronto et son voisinage, 85.—Doc. parl. n° 158.

État concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1961 et les dépenses estimatives prévues pour 1962, relativement à la construction de certaines installations terminus dans le voisinage de la ville de Montréal, 85.—Doc. parl. n° 151.

État indiquant les travaux effectués et les dépenses y afférentes au 31 décembre 1961, ainsi que le montant estimatif des dépenses pour 1962, concernant la construction d'une ligne ferroviaire depuis Kiask Falls jusqu'à la propriété de la Mattagami Lake Mines, 85.—Doc. parl. n° 153*c*.

Loi autorisant la construction et l'exploitation, pour le compte de Sa Majesté, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts.—Résolution: présentation, 97; comité plénier, 106; adoption, 106.—Bill C-67: présentation—M. Balcer, et 1re lecture, 106; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 158; rapport du comité, 181; comité plénier, 208, 219; motion tendant à la 3e lecture, 219; motion de M. Fisher tendant à déférer le projet de loi au comité plénier, rappel au Règlement et décision de M. l'Orateur suppléant, 220; débat sur la motion tendant à la 3e lecture, 220; reprise du débat, proposition d'amendement de M. Regier rejetée par le vote de 128 contre 7 et 3e lecture, 25; adoption au Sénat, 270; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 13, Statuts du Canada, 1962.

Avant-projet d'arrangement conclu, en vertu du Bill C-67, avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, 219.—Doc. parl. n° 213.

Acquisition de vieux rails appartenant au National-Canadien, situés à Sainte-Philomène: ordre de la Chambre (Question n° 196)—M. Brassard (Lapointe), 164.

Correspondance relative à l'achat de rails du National-Canadien à Sainte-Philomène: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 22)—M. Brassard (Lapointe), 176.

Rapport des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 254.—Doc. parl. n° 152 (*imprimé*).

Rapport du vérificateur au Parlement concernant les comptes du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 254.—Doc. parl, n° 155 (*imprimé*).

Chemins de fer nationaux du Canada:—*Fin*

Rapport du Trust des titres des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 254.—Doc. parl. n° 157.

Arrêté en conseil C.P. 1962-480 soustrayant à la gestion des Chemins de fer nationaux du Canada une certaine parcelle de terrain dans la ville de Saint-Jean (Terre-Neuve), pour des installations portuaires, 348.—Doc. parl. n° 156*d*.

Arrêté en conseil C.P. 1962-542 approuvant le règlement administratif n° 54 modifiant le Règlement du Plan de pension des Chemins de fer nationaux du Canada, 359.—Doc. parl. n° 152*a*.

Budget d'établissement et d'exploitation de la compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1962, 386.—Doc. parl. n° 154.

Voir aussi Lévesque, M. J.-Louis.

Chèques:

Nombre de formules de chèques imprimées en anglais à la disposition du Conseil du Trésor, déjà commandées mais non livrées: ordre de la Chambre (Question n° 140)—M. Denis, 98; dépôt de la réponse, 141.—Doc. parl. n° 197.

Chignectou:

Copie de toutes communications au sujet du projet d'un canal à Chignectou: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 163 en date du 25 septembre 1961), 12.—Doc. parl. n° 182*a*.

Étude sur la possibilité et le coût d'aménagement du canal de Chignectou: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (Question n° 478), 13.—Doc. parl. n° 182.

China Resources Company:

Voir Commission canadienne du blé.

Chômeurs:

Voir Bureau fédéral de la statistique—Formation technique et professionnelle.

Chown, M. Gordon Campbell:

Élection au poste de vice-président des comités pléniers de la Chambre, 8.
Voir aussi Comités pléniers de la Chambre.

Circonscriptions électorales:

Voir Commission de délimitation des circonscriptions électorales.

Citoyenneté et Immigration:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 107.—Doc. parl. n° 15 (*imprimé*).

Instructions émises par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, etc., à M. Paul Brett, sylviculteur, relativement à la vente de bois d'œuvre: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 43)—M. Howard, 316; motion rejetée par le vote de 45 contre 141, 316-317

Lettre que M. Ian G. Wahn, de Toronto, a adressée au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration le 5 mars 1962: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 53)—M. Pickersgill, 382.

26210-5—27½

City Construction Company, Limited:

Voir Aéroports.

Cochin Pipe Lines Ltd.:

Loi constituant en corporation la «Cochin Pipe Lines Ltd.»—Pétition, 141; rapport de l'examinateur, 144; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-6, M. Nugent, 188; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 200; rapport du comité, 211; adoption de la motion de M. Howe relative à la recommandation concernant les droits imposés au titre du capital-actions, 211; comité plénier et 3e lecture, 229; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 36, Statuts du Canada, 1962.

Code criminel:

Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale).—Bill C-12: présentation—M. McGee, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 140.

Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public).—Bill C-13: présentation—M. Herridge, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 106.

Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle).—Bill C-22: présentation—M. McGee, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 239.

Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes).—Bill C-24: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 252.

Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale, forme de la sentence).—Bill C-69: présentation—Mlle LaMarsh, et 1re lecture, 149

Colombie-Britannique:

Entente conclue entre le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique en vue de l'aménagement d'une route entre Prince-Rupert (C.-B.) et Jasper (Alb.): ordre de la Chambre (Question n° 119)—M. Howard, 81; dépôt de la réponse, 231.—Doc. parl. n° 218.

Voir aussi Piquetage, Lignes de:

Columbia, Fleuve:

Échange de correspondance entre le ministre des Finances du Canada et le premier ministre de la Colombie-Britannique relativement au projet de mise en valeur des ressources hydrauliques du fleuve Columbia, 37.—Imprimé en appendice au hansard du 26 janvier 1962.

Comité mixte canado-américain sur les affaires commerciales et économiques:

Communiqué émis le 31 janvier 1962 à l'issue de la réunion du Comité mixte canado-américain sur les affaires commerciales et économiques, 31.—Doc. parl. n° 188.—Publié en appendice au hansard du 24 janvier 1962.

Comités permanents de la Chambre:

Institution du comité spécial chargé de préparer la liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre, 6; 1er rapport du comité et liste des députés faisant partie des comités permanents, 109; adoption du rapport, 117; mandat des comités, 117

Comités permanents de la Chambre:—*Fin*

Voir aussi Affaires des anciens combattants.—Affaires extérieures.—Agriculture et Colonisation.—Banque et Commerce.—Bibliothèque.—Bills privés en général.—Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.—Comptes publics.—Débats.—Impressions.—Marine et Pêcheries.—Mines, forêts et cours d'eau.—Prévisions de dépenses.—Privilèges et Élections.—Règlement.—Relations industrielles.—Restaurant.

Comités pléniers de la Chambre:

Motion tendant à la nomination de M. Paul Martineau, député de la circonscription électorale de Pontiac-Témiscamingue, comme président des comités pléniers de la Chambre, 6.

Motion tendant à la nomination de M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, comme vice-président des comités pléniers de la Chambre, 8.

Comités spéciaux:

Voir Procédure de la Chambre.

Commerce, Ministère du:

Délégation constituée par le ministère du Commerce et ayant pour mission de se rendre en Nouvelle-Zélande et en Australie: ordre de la Chambre (*Question n° 267)—M. Boulanger, et dépôt immédiat de la réponse, 224.—Doc. parl. n° 214.

Commerce européen:

Communiqué publié le 4 janvier, à l'issue des entretiens tenus à Ottawa entre les ministres canadiens et M. Edward Heath, Garde du petit Sceau du Royaume-Uni, sur la question du commerce européen, 31.—Doc. parl. n° 189.—Publié en appendice au hansard du 24 janvier 1962.

Mise à la disposition de la Chambre des communes du Canada d'un exemplaire du sommaire intégral du discours prononcé par M. Edward Heath, Garde du petit Sceau du Royaume-Uni, à Paris le 10 octobre 1961: ordre de la Chambre (Question n° 71)—M. McIlraith, et dépôt immédiat de la réponse, 79.—Doc. parl. n° 189*a*.

Commission canadienne des pensions:

Demandes d'emploi reçues à la suite de l'annonce du concours numéro 62-452 pour des conseillers médicaux en matière de pension: ordre de la Chambre (*Question n° 301)—M. Benidickson, 314; dépôt de la réponse, 335.—Doc. parl. n° 133*a*.

Voir aussi Affaires des anciens combattants.

Commission canadienne du blé:

Loi tendant à dissiper toute équivoque concernant la constitution de la Commission canadienne du blé et l'exercice de ses pouvoirs et à écarter tout doute à cet égard (Commission canadienne du blé).—Bill C-61: présentation—M. Ormiston, et 1re lecture 88.

Copie de tous contrats conclus entre la Commission canadienne du blé et la *China Resources Company* en vue de la vente de céréales: adresse (Avis de motion n° 5)—M. McIlraith, 118; motion rejetée par le vote de 146 contre 44, 118-119.

Commission canadienne du blé:—*Fin*

Copie de l'accord à long terme signé par la Commission canadienne du blé et la *China Resources Company*: adresse (Avis de motion n° 6)—M. McIlraith, 119; motion rejetée par le vote de 147 contre 44, 119-120.

Décret du conseil C.P. 1961-1012, en date du 13 juillet 1961 mentionné au hansard du 26 février 1962: adresse (Avis de motion n° 21)—M. McIlraith, et dépôt immédiat de la réponse, 234.—Doc. parl. n° 8*a*.

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.—Bill C-75: présentation—M. Hamilton (Qu'Appelle), et 1re lecture, 206; motion tendant à la 2e lecture et débat, 278; adoption de la motion par le vote de 173 contre 0, 2e lecture et comité plénier, 282; comité plénier et 3e lecture, 284; adoption au Sénat, 321; sanction royale (le 5 avril 1962), 322.—10-11 Élisabeth II, chapitre 21, Statuts du Canada, 1962.

Rapport pour la campagne agricole close le 31 juillet 1961, 64.—Doc. parl. n° 8 (*imprimé*).

Rapport supplémentaire de la Commission concernant les comptes de la mise en commun de 1960-1961 à l'égard du blé, de l'avoine et de l'orge, 374.—Doc. parl. n° 8*b* (*imprimé*).

Voir aussi Blé, Accord international de 1962 sur le.

Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales:

Rapport de la Commission pour l'année terminée le 31 mars 1961, 13.—Doc. parl. n° 74 (*imprimé*).

Commission de délimitation des circonscriptions électorales:

Loi concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptons électorales.—Résolution: présentation—M. Diefenbaker, 276; comité plénier, 334, 337; adoption, 375.—Bill C-87: présentation—M. Diefenbaker, et 1re lecture, 375.

Commission de la Capitale nationale:

Budget d'établissement de la Commission pour l'année expirant le 31 mars 1963, (textes français et anglais), 366.—Doc. parl. n° 130*a*.

Commission de la régie intérieure de la Chambre:

Nomination des membres, 6.

Rapport des délibérations de la Commission (textes français et anglais), 8. Doc. parl. n° 2.

Commission des allocations aux anciens combattants:

Voir Affaires des anciens combattants.

Commission des transports:

Rapport de la Commission pour l'année close le 31 décembre 1961, 230.—Doc. parl. n° 169.

Commission du service civil:

Rapport de la Commission indiquant les emplois exclus de l'application de la Loi sur le service civil au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 140.—Doc. parl. n° 134.

Rapports de la Commission concernant certains employés de la Chambre des communes (textes français et anglais), 213-217.—Adoption des rapports, 223.

Commission du service civil:—*Fin*

Rapport de la Commission concernant le poste de Bibliothécaire 1 (Cataloguement)—(Textes français et anglais), 226.—Adoption du rapport, 276.

Demandes d'emploi pour les mois d'été reçues à la suite de l'annonce du concours 62-50 de la Commission du service civil: ordre de la Chambre (Question n° 296)—M. Pitman, 256; dépôt de la réponse, 334.—Doc. parl. n° 133*b*.

Ministères ou autres organismes de l'État qui ont formulé des demandes auprès de la Division de l'analyse de la gestion de la Commission du service civil: ordre de la Chambre (Question n° 447)—M. McGee, 368.

Commission du tarif:

Neuvième rapport de la Commission sur l'enquête demandée par le ministre des Finances au sujet de la bourre, de l'ouate et des tissus enduits ou imprégnés (textes français et anglais), 19.—Doc. parl. n° 66*a* (*imprimé*).

Dixième rapport de la Commission sur l'enquête demandée par le ministre des Finances, au sujet des chapeaux, casquettes et produits connexes (textes français et anglais), 19.—Doc. parl. n° 66 (*imprimé*).

Déclarations faites par la Commission du tarif lors de certains appels interjetés en vertu de la Loi sur les douanes depuis le 1er avril 1959, 315.—Doc. parl. n° 66*b*.

Rapport de la Commission sur l'enquête demandée par le ministre des Finances au sujet des plans, dessins et bleus d'ingénieurs et d'architectes (textes français et anglais), 350.—Doc. parl. n° 66*c*.

Voir aussi Textiles.

Commission hydro-électrique d'Ontario:

Voir Taxes de vente.

Commission internationale pour la protection des oiseaux migrateurs:

Rapport intérimaire de la Commission, 205.—Doc. parl. n° 211.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce:

Rapport concernant de présumées tentatives de maintien du prix de revente dans la distribution et la vente des appareils photographiques et de leurs produits connexes (*Garlick Films Limited*), 14.—Doc. parl. n° 80 (*imprimé*).

Rapport sur l'enquête concernant la distribution et la vente d'huiles, de graisse, d'antigel, etc., 387.—Doc. parl. n° 80*a* (*imprimé*).

Voir aussi Enquêtes sur les coalitions.

Commissions royales:

Rapport de la Commission royale d'enquête sur les transports, volume II, daté de décembre 1961 (textes français et anglais), 27.—Doc. parl. n° 186 (*imprimé*).

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada:

Voir Chemins de fer nationaux du Canada.

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique:

Voir Pacifique-Canadien.

Compagnies:

Loi modifiant la Loi sur les compagnies (Relevés financiers). Bill C-58: présentation—M. Broome, et 1re lecture, 87.

Loi concernant les membres de conseils d'administration de compagnies (Qualités requises des administrateurs).—Bill C-59: présentation—M. Broome, et 1re lecture, 88.

Comptes publics:

Comptes publics du Canada, Vol. I, II et III, pour l'année financière close le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 48.—Doc. parl. n° 34 (*imprimé*).

Avis de motion visant le renvoi des Comptes au comité permanent des comptes publics, 152.

Particularités fondamentales relatives aux cas soumis en vue de leur radiation des comptes et précis des dettes dont on a demandé la radiation des comptes publics, nouveau budget supplémentaire (4), 1961-1962, 299.—Doc. parl. n° 47*d*.

Comptes publics, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 111; mandat du comité, 117.

Avis de motion visant le renvoi au comité permanent du rapport du Conseil des Arts du Canada de l'année financière close le 31 mars 1961, 152.

Avis de motion visant le renvoi au comité permanent des relevés financiers du Conseil des Arts du Canada pour l'année close le 31 mars 1961 et du rapport de l'Auditeur général y relatif, 152.

Voir aussi l'inscription précédente.

Comtois, L'hon. Paul:

Voir Vacances dans la députation.

Conduite d'un député:

A la suite de la présentation d'un rapport du président du comité, la Chambre vote (par 84 voix contre 24) l'exclusion de la Chambre, pour le reste de la séance du jour, du député de Hull (M. Alexis Caron), 241-242.

Conférence canadienne des Arts:

Appui du gouvernement fédéral à la Conférence canadienne des Arts: ordre de la Chambre (Question n° 248)—M. Fisher, 302; dépôt de la réponse, 344.—Doc. parl. n° 231.

Conférence de Genève sur le désarmement:

Discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la conférence de Genève sur le désarmement, imprimé au hansard du 22 mars 1962, 257.

Conférence de Genève sur le désarmement:—*Fin*

Déclaration faite le 12 avril 1962 à la Conférence de Genève sur le désarmement par le général Burns, imprimée en appendice au hansard du 16 avril 1962, 369.

Conférence internationale du Travail:

Texte authentique de la convention et de la recommandation adoptées à la quarante-cinquième session (juin 1961), et exemplaire de la lettre du sous-procureur général du Canada exposant la juridiction législative à l'égard de ces instruments internationaux (textes français et anglais), 15.—Doc. parl. n° 85.

Convention 116 pour la revision partielle des conventions adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail en ses trente-deux premières sessions, 15.—Doc. parl. n° 85.

Recommandation 115 concernant le logement des travailleurs, 15.—Doc. parl. n° 85.

Conseil des Arts du Canada:

Avis de motion tendant à déférer au comité permanent des comptes publics le rapport du Conseil pour l'année financière terminée le 31 mars 1961, 152.

Avis de motion visant à déférer au comité permanent des comptes publics les relevés financiers du Conseil, 152.

Conseil des ports nationaux:

Budget d'établissement du Conseil pour l'année expirant le 31 décembre 1962 et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-24 approuvant ledit budget, 30.—Doc. parl. n° 165*a*.

Rapport du Conseil des ports nationaux, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 306.—Doc. parl. n° 165.

Constitution canadienne:

Correspondance au sujet du mode de modification de la constitution canadienne: adresse (Avis de motion n° 2)—M. Chevrier, 285; dépôt de la réponse, 307.—Doc. parl. n° 227.

Voir aussi Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Contrats du gouvernement:

Loi concernant les contrats d'achat du gouvernement (Livraison franco bord).—Bill C-76: présentation—M. Broome, et 1re lecture, 233.

Loi accordant aux Canadiens la préférence en matière de contrats de construction, d'achat et de service du gouvernement.—Bill C-77: présentation—M. Broome, et 1re lecture, 233.

Contrôle, Lstes de—visant l'importation et l'exportation de marchandises:

Voir Marchandises d'importance stratégique.

Convention Atlantique des Nations de l'OTAN:

Convocation de la Convention atlantique à Paris: ordre de la Chambre (*Question n° 90)—M. Herridge, 60; dépôt de la réponse, 147.—Doc. parl. n° 201.

Convention Atlantique des Nations de l'OTAN:—*Fin*

Texte (en français et en anglais) de la Déclaration de Paris, émise par les délégués à la Convention Atlantique des Nations de l'OTAN, qui a été tenue à Paris du 8 au 20 janvier 1962, 157.—Doc. parl. n° 201*a*. (Le texte français et anglais de la Déclaration a été publié en appendice au hansard du Sénat du mercredi 21 février 1962.)

Cornwall International Bridge Company Limited:

Rapport pour l'année terminée le 30 septembre 1961 (textes français et anglais), 85.—Doc. parl. n° 162 (*imprimé*).

Corporation de disposition des biens de la Couronne:

Voir Terrains, Ventes de.

Corporations de la Couronne:

Loi concernant le paiement de certains impôts et droits provinciaux par les corporations de la Couronne.—Résolution: présentation, 98; comité plénier, 201.

Loi concernant l'administration de certaines corporations de la Couronne.—Bill C-72: présentation—M. Bourbonnais, et 1re lecture, 175.

Corporations et syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada:

Loi prévoyant la communication de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.—Bill C-38: présentation—M. Fulton, et 1re lecture, 23; motion tendant à la 2e lecture et débat, 304; reprise du débat, proposition d'amendement de M. Martin (Timmins), rappel au Règlement, décision de M. l'Orateur, 2e lecture du bill et comité plénier, 305-306; comité plénier, 310, 311, 318, 321, 323, 325 (avec des amendements); motion tendant à la 3e lecture agréée par le vote de 132 contre 6, et 3e lecture, 333-334; adoption au Sénat, 376; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 26, Statuts du Canada, 1962.

Documents présentés au gouvernement depuis le 22 janvier 1962, au sujet du Bill C-38: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 50)—M. Howard, 381.

Cour de l'Échiquier du Canada:

Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Échiquier du Canada.—Bill C-40: présentation—M. Peters, et 1re lecture, 27; motion tendant à la 2e lecture et débat, 322.

Cour des réclamations indiennes:

Loi concernant la Cour des réclamations indiennes au Canada.—Bill C-81: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 301.

Cours d'eau internationaux:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 11.—Doc. parl. n° 115.

Cours d'entraînement de survivance:

Voir Protection civile.

D

Débats, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 114; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 199.

Déclaration canadienne des droits:

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits.—Bill C-4: présentation—M. Pickersgill, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 54-55.

Décrets du conseil:

Sommaire des décrets du conseil pendant les périodes ci-après:

a) 1er au 31 août, 1er au 30 septembre, 1er au 31 octobre et 1er au 30 novembre 1961, 10.—Doc. parl. n° 126.

b) 1er au 31 décembre 1961 et 1er au 31 janvier 1962, 140.—Doc. parl. n° 126*a*.

c) 1er au 28 février 1962, 243.—Doc. parl. n° 126*b*.

Voir aussi Commission canadienne du blé.

Décrets, ordonnances et règlements statutaires:

Décrets, ordonnances et règlements statutaires (textes français et anglais) publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis suivants:

a) 27 septembre, 11 et 25 octobre, 8 et 22 novembre, 13 et 27 décembre 1961; Index codifié et Tableau des modifications pour la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1961, 10.—Doc. parl. n°s 127*a* à 127*g* (*imprimés*).

b) 10 et 24 janvier 1962, 48.—Doc. parl. n°s 127*h* et 127*i* (*imprimés*).

c) 14 février 1962, 143.—Doc. parl. n° 127*j* (*imprimé*).

d) 28 février 1962, 196.—Doc. parl. n° 127*l* (*imprimé*).

e) Index codifié et Tableau des Décrets, ordonnances et règlements statutaires visant la période allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1961, 196.—Doc. parl. n° 127*k* (*imprimé*).

f) 14 mars 1962, 247.—Doc. parl. n° 127*m* (*imprimé*).

g) 28 mars 1962, 306.—Doc. parl. n° 127*n* (*imprimé*).

h) 30 mars 1962 (Édition spéciale: Règlement du service civil), 306. Doc. parl. n° 127*o* (*imprimé*).

i) 11 avril 1962, 373.—Doc. parl. n° 127*p* (*imprimé*).

Défense nationale:

Barèmes des salaires de certains employés du ministère de la Défense nationale, dans la région de Toronto: ordre de la Chambre (Question n° 157)—M. Herridge, 118; dépôt de la réponse, 153.—Doc. parl. n° 202.

Appels d'offres, etc., relativement aux terrains que le ministère de la Défense nationale a achetés dans le district de Coquitlam: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 40)—M. Regier, 315.

Voir aussi Avocats, honoraires d'.—Cadets.—Chemins de fer nationaux du Canada.

Défense passive:

Voir Protection civile.

26210-5—28½

Dentistes:

Ministères ou organismes de l'État qui retiennent les services professionnels de dentistes: ordre de la Chambre (Question n° 134)—M. Fisher, 98; dépôt de la réponse, 141.—Doc. parl. n° 200.

Dépôt de documents:

Liste des ordres de dépôt de documents de la Chambre des communes à satisfaire, au 13 avril 1962, 374.—Doc. parl. n° 232.

Députation:

Loi modifiant la Loi sur la députation.—Bill C-14: présentation—M. Nielsen, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 160; ledit bill est retiré et remplacé par un bill C-14 modifié, intitulé: «Loi modifiant la Loi sur la députation et la Loi électorale du Canada», 160.—Adoption de la motion dans sa forme modifiée, 160.—2e lecture, comité plénier et décision de M. l'Orateur, 160-161.—Motion tendant à la 3e lecture et débat, 182; décision de M. l'Orateur, 182.—Adoption de la motion de M. Nowlan tendant à déférer le bill de nouveau au comité plénier, 183; comité plénier (avec des amendements) et le titre est changé en celui de: «Loi modifiant la Loi sur la députation», 183; 3e lecture, 188-189; adoption au Sénat, 270; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 17, Statuts du Canada, 1962.

Loi modifiant la Loi sur la députation (District électoral d'Halifax).—Bill C-44: présentation—M. Morris, et 1re lecture, 28; motion tendant à la 2e lecture et débat, 300; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 326.—(Non adopté au Sénat.)

Loi modifiant la Loi sur la députation.—Bill C-46: présentation—M. Matthews, et 1re lecture, 37; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 326; adoption au Sénat, 364; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 28, Statuts du Canada, 1962.

Loi modifiant la Loi sur la députation.—Bill C-60: présentation—M. MacLellan, et 1re lecture, 88.

Députés:

Rapport sur l'application de la Loi sur les allocations de retraite des députés pour l'année terminée le 31 mars 1962 (textes français et anglais), 335.—Doc. parl. n° 58.

Voir aussi Conduite d'un député.—Exclusion de la séance de la Chambre.—Vacances dans la députation.

Désarmement:

Voir Conférence de Genève sur le désarmement

Dettes contractées pour avances:

Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semence, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 18 novembre 1960 au 18 janvier 1962, 25.—Doc. parl. n° 120.

Directeur général des élections:

Rapport du directeur général des élections, conformément à l'article 58 de la Loi électorale du Canada (textes français et anglais), 8.—Doc. parl. n° 1.

Directeur général des élections:—*Fin*
Rapport du directeur général des élections, conformément à l'article 4 de la Loi sur la députation (textes français et anglais), 8.—Doc. parl. n° 1*a*.
Voir aussi Orateur, M. l'.—Vacances dans la députation.

Discours du trône:
Voir Adresse en réponse au discours du trône.

Dissolution du Parlement:
Proclamation relative à la dissolution, 389.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):
Abbott, Margaret Ellynore: Bill SD-106: 64, 154, 267.
Abrams, Carmen: Bill SD-273: 177, 227, 372.
Adams, Dorothy Irene Marjorie: Bill SD-90: 64, 123, 199.
Agai, Agnes: Bill SD-306: 153, 227, 377.
Almyriotis, Demetre: Bill SD-19: 64, 123, 131.
Andrulakis, Catherine Gerasimos: Bill SD-185: 64, 165, 314.
Ankhelyi, Betty: Bill SD-252: 64, 202, 372.
Argentini, Armando: Bill SD-227: 64, 165, 365.
Asselin, Anne-Marie: Bill SD-38: 65, 123, 197.
Aucoin, Sylvia: Bill SD-42: 65, 123, 197.
Bachelder, Denise: Bill SD-287: 134, 136, 373.
Bagry, Sonja: Bill SD-7: 65, 123, 131.
Bankley, Alma Ivy: Bill SD-196: 65, 165, 364.
Baumgartner, Iva: Bill SD-50: 65, 123, 197.
Beaulieu, Marie-Jeanne: Bill SD-34: 65, 123, 132.
Beausoleil, Dorothy Hazel Neila: Bill SD-146: 65, 191, 275.
Beauvais, Percy: Bill SD-294: 65, 136, 376.
Bédard, Paul-Aimé: Bill SD-132: 65, 123, 268.
Bélanger, Jacqueline: Bill SD-95: 65, 123, 199.
Belchik, Jeannie: Bill SD-324: 153, 311, 377.
Belpulso, Pardo: Bill SD-314: 65, 227, 377.
Bene, Margit: Bill SD-279: 65, 227, 373.
Berendy, Aranka Ilona: Bill SD-281: 65, 154, 373.
Bergeron, Gladys Ethel Sarah: Bill SD-70: 65, 123, 198.
Bergeron, Magella: Bill SD-155: 65, 191, 275.
Bertrand, Guy: Bill SD-145: 65, 191, 275.
Bertrand, Guy: Bill SD-158: 65, 165, 313.
Blanchette, Joseph-Jean-Paul-Fernand: Bill SD-230: 65, 124, 365.
Blickstead, June: Bill SD-21: 65, 124, 131.
Blight, Kenneth Allen: Bill SD-201: 65, 278, 364.
Bogoly, Gizella Ethel: Bill SD-80: 65, 124, 198.
Bouchard, Simonne-Michèle-Mona: Bill SD-37: 66, 124, 197.
Bougie, Joseph Leo Gerard: Bill SD-322: 66, 165, 377.
Bradford, Claire: Bill SD-148: 66, 124, 275.
Breslin, James Robert: Bill SD-290: 66, 356, 373.
Breuer, Michèle: Bill SD-154: 66, 192, 275.
Brimacombe, Shirley: Bill SD-220: 91, 311, 365.
Brody, Klara: Bill SD-139: 66, 192, 268.
Brown, Elizabeth Helen: Bill SD-168: 66, 165, 313.
Brown, Marjorie: Bill SD-237: 134, 278, 371.
Bryson, Wilma Gloria: Bill SD-174: 66, 165, 314.
Buchholz, Gerhard Hermann: Bill SD-143: 66, 124, 275.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Suite*
Budd, Lois: Bill SD-276: 153, 165, 372.
Burke, Alexander: Bill SD-327: 66, 165, 377.
Burkousky, Olga Antonina: Bill SD-150, 66, 192, 275.
Burns, Eileen Myrtle: Bill SD-65: 91, 124, 198.
Burt, Lorraine: Bill SD-286: 66, 124, 373.
Campbell, Bruce Reid: Bill SD-2: 66, 124, 131, 353, 367, 384.
Campion, Françoise: Bill SD-81: 91, 124, 198.
Carignan, Jeannette: Bill SD-249: 66, 165, 372.
Caron, Judith Elizabeth: Bill SD-91: 66, 124, 199.
Chambers, Nicholas Cimbru: Bill SD-320: 66, 165, 377.
Chapman, Robert Charles: Bill SD-121: 66, 124, 268.
Chassé, Suzanne: Bill SD-256: 153, 202, 372.
Clare, Rosemary Beatrice: Bill SD-14: 66, 124, 131.
Clarke, Alice Elizabeth: Bill SD-226: 66, 202, 365.
Cleri, Anita: Bill SD-60: 66, 124, 198.
Cohen, Vivian Marjery: Bill SD-184: 66, 165, 314.
Coletta, Rose: Bill SD-172: 153, 165, 313.
Commoy, Rolland: Bill SD-247: 153, 165, 372.
Connor, Margot Scott: Bill SD-73: 67, 124, 198.
Crerar, Beverley Hayden: Bill SD-115: 67, 166, 267.
Croll, Josephine Mary: Bill SD-216: 67, 202, 365.
Cuggy, Judith MacBeth: Bill SD-292: 91, 154, 373.
Dalpé, Marie-Raymonde-Violetta: Bill SD-179: 67, 248, 314.
Dankner, Sylvia: Bill SD-325: 67, 379, 377.
Da Silva, Florence Patricia: Bill SD-130: 67, 166, 268.
Decelles, Joseph-Fortin: Bill SD-144: 67, 192, 275.
de Cristoforo, Giuseppe: Bill SD-103: 67, 124, 267.
Delisle, Elsie Jean: Bill SD-51: 67, 124, 197.
Deliyannakis, Alexandra: Bill SD-304: 67, 166, 377.
Demers, Roland: Bill SD-258: 134, 202, 372.
Desjardins, Gladys Jean: Bill SD-97: 67, 124, 199.
Desjardins, Hilda: Bill SD-209: 67, 202, 364.
d'Esterre, Anita Margaret: Bill SD-66: 134, 136, 198.
Digby, Margaret, Joan: Bill SD-243: 67, 202, 372.
Dimeo, Patricia Beverley: Bill SD-305: 67, 166, 377.
Diotte, Aida: Bill SD-307: 190, 202, 377.
Donaldson, John: Bill SD-326: 91, 154, 377.
Donnan, Jean Helen: Bill SD-153: 67, 192, 275.
Dophide, Brigitte: Bill SD-116: 67, 166, 267.
Doyle, Louise: Bill SD-123: 67, 124, 268.
Dubois, Marie-Claire-Rolande: Bill SD-31: 67, 124, 132.
Durocher, Hazel: Bill SD-71: 67, 124, 198.
Duval, Rose: Bill SD-122: 67, 124, 268.
Eakins, Rosemary Louise: Bill SD-212: 134, 166, 364.
Edmondson, William Rankin: Bill SD-300: 68, 279, 377.
Edwards, Joseph Arthur Norman William: Bill SD-67: 68, 124, 198.
Elkin, Ruth Ilona: Bill SD-285: 68, 136, 373.
Elsener, Verena: Bill SD-188: 68, 166, 314.
Emond, Léonard: Bill SD-199: 91, 166, 364.
Empey, Joyce Ethel: Bill SD-85: 68, 124, 198.
Etheridge, Jean Alexandria: Bill SD-88: 68, 124, 198.
Faucher, Dorothy Gladys: Bill SD-163: 68, 136, 313.
Faucher, John: Bill SD-204: 68, 124, 364.
Flamme, Marie-Gertrude-Hélène: Bill SD-27: 68, 124, 132.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Suite*
Fleischer, Robert: Bill SD-262: 153, 202, 372.
Fournier, Mary Iris: Bill SD-211: 68, 202, 364.
Fowler, Alethea Sarah Ivy: Bill SD-13: 68, 124, 131.
Fraser, Marie-Marguerite-Nicole: Bill SD-178: 68, 248, 314.
Freeman, Thelma: Bill SD-171: 68, 154, 313.
Fuchsman, Haia (Clara): Bill SD-275: 68, 202, 372.
Furoy, Jeannine: Bill SD-48: 68, 124, 197.
Gallagher, Margaret Elaine: Bill SD-274: 153, 202, 372.
Gallagher, Mary: Bill SD-278: 134, 228, 373.
Gauthier, Hervé: Bill SD-87: 68, 124, 198.
Gauthier, Rosaire: Bill SD-142: 68, 192, 268.
Geiger, Josephine Isabella: Bill SD-24: 68, 125, 132.
Genest, Thérèse: Bill SD-280: 68, 136, 373.
Geoffroy, Nicole-Marie: Bill SD-288: 68, 136, 373.
Giguère, Mary Yvonne: Bill SD-271: 68, 228, 372.
Gillman, Kate: Bill SD-28: 68, 125, 132.
Giroux, Wilfrid: Bill SD-104: 180, 202, 267.
Gittens, Marie-Emilia-Rolande: Bill SD-255: 69, 248, 372.
Glendinning, Amy Sandra: Bill SD-233: 135, 228, 371.
Gohier, Geraldine Cecilia: Bill SD-152: 153, 166, 275.
Goresky, Lucille: Bill SD-127: 135, 136, 268.
Grabina, Nancy Ruth: Bill SD-131: 68, 192, 268.
Graveline, Gilles: Bill SD-36: 69, 125, 132.
Gray, Catherine Mildred: Bill SD-138: 69, 125, 268.
Gray, Elizabeth: Bill SD-180: 69, 136, 314.
Greensell, Marie: Bill SD-310: 69, 154, 377.
Gregor-Pearse, Joan Marjorie: Bill SD-111: 69, 154, 267.
Gregory, Barbara Gladys: Bill SD-270: 69, 228, 372.
Grundy, Wilhelmina: Bill SD-156: 135, 192, 275.
Guay, Marie-Louise: Bill SD-177: 153, 166, 314.
Hankowski, Madeleine-Françoise: Bill SD-1: 135, 136, 131, 353, 367, 376.
Harman, John: Bill SD-10: 69, 125, 131.
Harrison, Robert: Bill SD-118: 69, 166, 268.
Harvey, Margaret Anne: Bill SD-282: 69, 154, 373.
Hassall, Doris Sibyl Jane: Bill SD-189: 69, 248, 314.
Hébert, René: Bill SD-140: 69, 192, 268.
Henderson, Gerald William: Bill SD-64: 69, 125, 198.
Herscovitch, Abie, autrement connu sous le nom de Allan Herscovitch: Bill SD-141: 69, 192, 268.
Hicks, Donald Edgar: Bill SD-175: 69, 279, 314.
Hinksman, Germaine-Marie-Thérèse: Bill SD-62: 69, 125, 198.
Hogue, Lise: Bill SD-30: 69, 125, 132.
Hollinger, Felix: Bill SD-79: 69, 125, 198.
Howell, Dorothy Doreen: Bill SD-45: 69, 125, 197.
Hruszij, Nadia-Anne: Bill SD-244: 69, 154, 372.
Huitson, John Joseph: Bill SD-89: 69, 125, 199.
Hulbig, Muriel Howarth: Bill SD-234: 91, 228, 371.
Hurst, Lillian Florence Catherine: Bill SD-157: 70, 192, 276.
Hyman, Harry: Bill SD-134: 70, 125, 268.
Ignatescu, Ion: Bill SD-272: 70, 228, 372.
Jack, Haidy Amalie Madelaine: Bill SD-129: 70, 166, 268.
Jacobson, Rosa: Bill SD-192: 70, 202, 364.
Janicki, Zbigniew Stanislaw: Bill SD-297: 70, 166, 377.
Jeffries, Marie Joan Patricia: Bill SD-224: 135, 166, 365.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Suite*
Johnson, Christine: Bill SD-53: 70, 136, 198.
Johnston, Phyllis Carol: Bill SD-198: 70, 228, 364.
Karbelnik, Lily (Laura) Anita: Bill SD-72: 70, 125, 198.
Kenny, Colleen Ann: Bill SD-197: 91, 166, 364.
Kenwood, Margaret Anna: Bill SD-120: 70, 125, 268.
Kerlikowsky, Karl Heinz: Bill SD-208: 70, 279, 364.
Kimberg, Zelda Barbara: Bill SD-302: 70, 166, 377.
Kiwitt, Gabriela: Bill SD-86: 70, 125, 198.
Kligman, Mildred: Bill SD-126: 70, 166, 268.
Knezevic, Anita Guido: Bill SD-219: 91, 312, 365.
Knowles, Maureen: Bill SD-245: 70, 248, 372.
Kotania, Elizabeth Anne: Bill SD-190: 70, 202, 364.
Kovacs, Dora Elfriede Elizabeth Christian autrement connue sous le nom de Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovac: Bill SD-173: 70, 136, 313.
Krautle, Joan Jeannette: Bill SD-170: 70, 136, 313.
Lahey, Nora Bridget: Bill SD-250: 70, 166, 372.
Lantos, Stephen Alexander: Bill SD-193: 70, 202, 364.
Laptew, Elizabeth: Bill SD-277: 153, 166, 372.
Larocque, Joyce Irene: Bill SD-246: 70, 202, 372.
Laurie, Constance Valerie: Bill SD-117: 70, 166, 268.
LeBel, Maurice: Bill SD-35: 71, 125, 132.
Leblanc, Paulyne: Bill SD-223: 135, 166, 365.
Leblanc, Stella: Bill SD-22: 71, 125, 132.
Lefebvre, Guy: Bill SD-266: 71, 356, 372.
Lemoine, Violet Pearl St. James: Bill SD-205: 71, 203, 364.
Lenkei, Maria autrement connue sous le nom de Maria Leichtag: Bill SD-165: 71, 136, 313.
Lesnik, Celia: Bill SD-99: 71, 125, 199.
Letovsky, Jean: Bill SD-238: 154, 166, 371.
Levy, Ines Barbara: Bill SD-166: 71, 166, 313.
Levy, Martin Simeon: Bill SD-289: 135, 154, 373.
Lewis, Margaret Ada: Bill SD-17: 71, 125, 131.
L'Heureux, Jean-Bernard: Bill SD-125: 71, 166, 268.
Liberman, Marsha: Bill SD-136: 71, 125, 268.
Liebling, Sheila: Bill SD-32: 71, 125, 132.
Loke, William John: Bill SD-218: 135, 167, 365.
Longtin, Nathalie: Bill SD-241: 71, 203, 371.
Lord, Dorothy Estelle: Bill SD-147: 71, 154, 275.
Luedders, Karl-Heinz Hans: Bill SD-231: 71, 154, 371.
Lyman, Frances: Bill SD-101: 71, 154, 199.
MacDonald, Ann Marguerite: Bill SD-206: 91, 203, 364.
MacKenzie, Vera Irene: Bill SD-265: 72, 279, 372.
Manoah, Phyllis: Bill SD-213: 71, 203, 364.
Mansfield, Edward Sidney: Bill SD-133: 71, 125, 268.
Marchand, Léonard, autrement connu sous le nom de Léonard Mihalcean: Bill SD-149: 71, 154, 275.
Marsden, Dawn Dorothea: Bill SD-83: 71, 125, 198.
Martin, Sandra Mary Louise: Bill SD-210: 71, 203, 364.
Matthews, Anna Luella: Bill SD-69: 71, 125, 198.
Maughan, Beverley Ann: Bill SD-267: 154, 228, 372.
McCallum, Vida Irene Louise: Bill SD-242: 72, 203, 372.
McDougall, Edith Rozel: Bill SD-200: 72, 167, 364.
McGuire, Micheline: Bill SD-76: 91, 126, 198.
McIntosh, Angus: Bill SD-108: 72, 154, 267.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Suite*
McKellar, Ellen Chase: Bill SD-202: 72 ,137, 364.
McVety, Sandra Elizabeth: Bill SD-124: 72, 126, 268.
Meakins, Mildred Dawson: Bill SD-5: 71, 125, 131, 355.
Meerovitch, Marie Aleta: Bill SD-114: 71, 155, 267.
Mills, Mabel Lucille: Bill SD-296: 179, 228, 377.
Milne, John Andrew: Bill SD-61: 72, 125, 198.
Mingie, fils, Frank Hamilton: Bill SD-194: 91, 155, 364.
Modler, Leslie Thomas Norval: Bill SD-232: 72, 203, 371.
Monaghan, William Henry: Bill SD-319: 91, 203, 377.
Monette, Gladys Noreen: Bill SD-98: 72, 125, 199.
Moreau, Harold: Bill SD-295: 72, 203, 377.
Morelli, May Margaret: Bill SD-109: 72, 155, 267.
Morton, Valerie Jean: Bill SD-284: 72, 136, 373.
Moseley, Josephine Suhr: Bill SD-52: 77, 126, 198.
Moss, Ruth: Bill SD-176: 72, 167, 314.
Munch, Elsa: Bill SD-57: 72, 126, 198.
Nagy, Lajos, autrement connu sous le nom de Louis: Bill SD-259: 72, 312, 372.
Nawrocki, Josephine Rose: Bill SD-301: 72, 167, 377.
Nevitt, Frances Cynthia: Bill SD-43: 72, 126, 197.
Niquette, Paul-Emile: Bill SD-56: 90, 127, 198.
O'Connor, Hugh: Bill SD-263: 72, 228, 372.
Olejnik, Pawel: Bill SD-84: 72, 126, 198.
O'Neil, Betty: Bill SD-221: 135, 155, 365.
O'Reilly, Jean Elizabeth: Bill SD-214: 72, 203, 364.
Page, Charles Harold: Bill SD-264: 72, 228, 372.
Pallotta, Giovanni: Bill SD-4: 72, 126, 131, 355, 367.
Papp, Clara Edith: Bill SD-100: 73, 126, 199.
Parent, Joseph-Philippe-Philias-Fabien: Bill SD-299: 191, 203, 377.
Parmiter, Virginia Ruth: Bill SD-251: 73, 248, 372.
Parrouty, Rosi Irma: Bill SD-269: 135, 228, 372.
Pearson, Joan Mary: Bill SD-92: 73, 126, 199.
Peck, Elizabeth: Bill SD-162: 191, 192, 313.
Perry, Suzi Elizabeth: Bill SD-82: 73, 126, 198.
Piercey, Maureen Mary: Bill SD-215: 73, 203, 364.
Pinkerton, Madge Estelle: Bill SD-107: 135, 155, 267.
Plaskett, Eva Florence: Bill SD-207: 73, 203, 364.
Plzak, Georgine: Bill SD-321: 73, 137, 377.
Pozza, Mona: Bill SD-203: 73, 192, 364.
Prud'homme, Jean-Guy: Bill SD-112: 73, 155, 267.
Quelle, Lena: Bill SD-8: 73, 126, 131.
Rae, Evelyn Frances: Bill SD-183: 73, 167, 314.
Ranger, Joyce Evelyn: Bill SD-47: 73, 126, 197.
Rankin, Patricia Rose: Bill SD-135: 73, 192, 268.
Reid, Elizabeth Shaw Fisher: Bill SD-33: 73, 126, 132.
Reid, Hale Calvin: Bill SD-39: 73, 126, 107.
Reiner, Susanne: Bill SD-254: 91, 228, 372.
Rémy, Monique: Bill SD-55: 73, 126, 198.
Rinder, Jean Alice: Bill SD-164: 73, 126, 313.
Richard, Réal: Bill SD-54: 73, 167, 198.
Rogers, Barbara Patricia: Bill SD-257: 179, 203, 372.
Romer, Géraldine Ludgarde: Bill SD-160: 73, 137, 313.
Rosenberg, Marcelle: Bill SD-191: 73, 137, 373.
Rosenblatt, Isadore: Bill SD-225: 73, 203, 365.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Suite*
Rosenstrauss, Rebecca: Bill SD-222: 74, 203, 365.
Ross, Irene: Bill SD-68: 74, 126, 198.
Rothman, Nellie: Bill SD-94: 74, 126, 199.
Rozwadowski, Gerda-Sascha: Bill SD-23: 74, 126, 132.
Ruhnau, Margarete Gerda: Bill SD-25: 74, 126, 132.
Runions, Beverly Anne: Bill SD-308: 74, 126, 377.
Ryan, Daisy Emily Dorothy: Bill SD-46: 191, 192, 197.
Ryan, Kathleen: Bill SD-187: 74, 248, 314.
Sacks, Molly: Bill SD-228: 74, 312, 365.
Sangster, Kathleen: Bill SD-235: 74, 312, 371.
Schaub, Frieda Lina: Bill SD-195: 74, 279, 364.
Scherzer, Lorna: Bill SD-40: 74, 126, 197.
Schwartz, Ida: Bill SD-240: 74, 203, 372.
Sckyra, Marie Theresa: Bill SD-268: 74, 228, 372.
Scott, Cynthia Elsie: Bill SD-20: 74, 126, 131.
Seagrove, Millicent Vera: Bill SD-229: 92, 203, 365.
Sealy, Joseph Maurice: Bill SD-283: 74, 357, 373.
Seaman, Agnes Irene: Bill SD-16: 74, 126, 131.
Sergent, Anna May: Bill SD-298: 74, 357, 377.
Shapiro, Blima (Wendy): Bill SD-96: 74, 126, 199.
Sharpe, Jeannine Elizabeth: Bill SD-59: 74, 126, 198.
Sherry, Ivy Elizabeth: Bill SD-128: 135, 167, 268.
Siev, Phyllis: Bill SD-236: 92, 203, 371.
Simpson, Lloyd James: Bill SD-78: 74, 126, 198.
Slattery, Marion Ruth Catherine: Bill SD-6: 74, 127, 131.
Small, Elizabeth Lillian: Bill SD-137: 74, 137, 268.
Small, Patricia Ann: Bill SD-313: 74, 167, 377.
Smith, Aline-Hélène: Bill SD-113: 75, 155, 267.
Smith, Margaret Catherine: Bill SD-26: 90, 128, 132.
Smith, Ruby Rita: Bill SD-312: 75, 379, 377.
Sobrian, Barbara Ann: Bill SD-253: 135, 228, 372.
Socaransky, Sylvia: Bill SD-161: 75, 203, 313.
Somlo, Anne-Marie: Bill SD-105: 154, 203, 267.
Sonne, Eloise: Bill SD-260: 179, 228, 372.
Soulier, Ginette-Noëla-Mélanie: Bill SD-248: 307, 349, 357, 372.
Southwood, Myrtle Alice: Bill SD-49: 75, 127, 197.
Spires, Sylvia Bertha: Bill SD-159: 75, 127, 313.
Staruch, Bertha: Bill SD-311: 75, 167, 377.
Stirling, Elizabeth Angela: Bill SD-317: 75, 137, 377.
Strachan, Adele Kathleen: Bill SD-316: 75, 137, 377.
Stratton, Léomay-Marie-Blanche: Bill SD-41: 75, 127, 197.
Strickland, Anna Elizabeth: Bill SD-182: 75, 248, 314.
Tannenbaum, Hyman Omri: Bill SD-191: 75, 203, 364.
Tata, Marketa: Bill SD-119: 75, 127, 268.
Thériault, Donat: Bill SD-167: 75, 127, 313.
Titleman, Isadore: Bill SD-15: 75, 127, 131.
Tornay, Glen Stewart: Bill SD-93: 75, 127, 199.
Trachtenberg, Beverley, autrement connue sous le nom de Beverley Tratt: Bill SD-18: 75, 127, 131.
Tremblay, Alma: Bill SD-75: 75, 127, 198.
Trerice, Doris Irene: Bill SD-303: 75, 167, 377.
Trickey, Milton Lawrence: Bill SD-217: 75, 203, 365.
Tyminski, Irene: Bill SD-293: 75, 137, 373.
Ungar, Gabrielle: Bill SD-318: 92, 167, 377.

Divorce, Bills de—(non adoptés par la Chambre):—*Fin*

Varverikos, Lygery: Bill SD-58: 76, 127, 198.
Vien, Hélène-Denise: Bill SD-181: 76, 127, 314.
Vysniauskas, Stasys: Bill SD-169: 76, 137, 313.
Walker, Linnea Erna Barbara: Bill SD-110: 76, 127, 267.
Wallace, Barbara Ann: Bill SD-29: 76, 127, 132.
Watt, William Metcalfe: Bill SD-3: 76, 127, 131, 354, 367.
Weatherby, Mary Catherine: Bill SD-63: 76, 127, 198.
Weiss, Toni Anna Lydia, autrement connue sous le nom de Toni Anna Lydia Weisz: Bill SD-186: 76, 167, 314.
Welte, Anton: Bill SD-102: 76, 155, 199.
Wertheimer, Esther: Bill SD-11: 76, 127, 131.
White, Miriam: Bill SD-77: 76, 127, 198.
Williamson, James Richard: Bill SD-74: 76, 127, 198.
Willis, Albert Henry Grabeldinger: Bill SD-323: 76, 167, 377.
Wodnicki, Helena Jadwiga Igiel: Bill SD-315: 76, 137, 377.
Wolofsky, Sheila: Bill SD-151: 76, 192, 275.
Woolley, Shirley Margaret: Bill SD-239: 154, 167, 371.
Worthington, Lily: Bill SD-44: 76, 127, 197.
Wunderlich, Karl Heinz: Bill SD-309: 179, 192, 377.
Zajko, Jennie: Bill SD-261: 76, 228, 372.
Zeitlhofer, Franz: Bill SD-9: 77, 127, 131.
Zimber, Rachela: Bill SD-12: 77, 127, 131.

Divorce, Motions ou opérations relatives à l'étude des bills de:

Messages du Sénat transmettant des bills de divorce à la Chambre, 131-132, 197-199, 267-268, 275-276, 313-314, 364-365, 371-373, 376-378.
Les bills de divorce sont retirés du *Feuilleton* et y seront réinscrits en vue de leur prise en considération le jeudi 8 mars, 182.
Bills de divorce réservés, 212.
Les bills de divorce sont retirés du *Feuilleton* et y seront réinscrits en vue de leur prise en considération le mardi 20 mars, 229.
Les ordres relatifs à la deuxième lecture des bills de divorce sont différés et seront réinscrits au *Feuilleton* en vue de leur prise en considération le mardi 27 mars, 247.
Suspension, jusqu'à nouvel avis, des dispositions de l'article 15 (3) du Règlement touchant l'impression des ordres relatifs à la deuxième lecture des bills de divorce et à leur prise en considération, 277.
Motion demandant le renvoi au comité permanent du Règlement d'une pétition en vue d'une loi de divorce et du rapport du greffier des pétitions, 325; rapport du comité, 349; adoption du rapport, 350.
Adoption, après débat et scrutin, de la motion de 2e lecture des bills SD-1, SD-2 et SD-3, et renvoi des bills au comité permanent des bills privés en général, 353-355; rapport du comité, 367.
Adoption, après débat et sur division, de la motion de 2e lecture du bill SD-4, et renvoi du bill au comité permanent des bills privés en général, 355; rapport du comité, 367.
Motion de 2e lecture du bill SD-5, et interruption du débat à 6 heures du soir, 355.
Le bill SD-1 est étudié en comité plénier et il est fait rapport de l'état de la question, 376.
Inscription des bills privés comme premier ordre des travaux le mercredi 18 avril entre 5 h. et 6 h. du soir, 379.
Le bill SD-2 est étudié en comité plénier, et il est fait rapport de l'état de la question, 384.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:

Alie, Marylin Jean Moore: 177.
Altmeppen, Heinrich Bernhards: 177.
Anderson, Joseph André: 90.
Andrews, Ruth Diana Williams: 177.
Angel, Roger Bernard: 134.
Arron, Pearl Brown: 64.
Ashley, Juliana Magdelene Rothleander: 64.
Auclair, Etienne: 65.
Audet, Alphonse: 65, 278.
Babb, Florence Schnarch: 65.
Babeu, Paul Romain Bernard: 178, 378.
Barber, Walter: 65.
Baril, Edouard Joseph Armand: 65, 248.
Bartlett, Alfred: 179.
Batasonsky, Casimir: 178.
Beakes, Donald: 178.
Beaton, Catherine Marie MacDonald: 65.
Benjamin, Lili Solomon: 178.
Bergeron, Joseph Ernest André: 190.
Black, Diane Lillian Kirkus: 65.
Blair, Pamela McIntosh: 65.
Boisvert, Roland: 66.
Bornstein, Madeleine Stattner: 190.
Bouchard, Joseph Idolard: 66, 165.
Boucher, Jean-Robert: 66, 136.
Bradley, Richard Price: 134.
Brahmi, Anna Annette Elofer: 178.
Brasseur, Georgiana Bull: 179.
Bréard, Aurella Lapikas: 91.
Brooks, Robert: 178.
Brown, Edward: 66, 136.
Buckley, Jean Ilene Woods: 178.
Burrows, Linda Alice Gardner: 178.
Caillé, Cécile Marcoux: 190.
Campbell, Collin Mills: 134, 378.
Campbell, James: 179, 279.
Caplan, Rochelle Pleet: 91.
Caron, Claude: 153.
Caron, Daniel Gaston Jules: 178.
Carruthers, John Gordon: 66.
Chadwick, Rider Elizabeth Anne Rennie: 91.
Champagne, Marie-Paule Jacqueline Lorette Noël: 179, 311.
Clayton, Elizabeth Heather MacNicoll: 66, 312.
Clemente, Francisco: 162.
Clench, Selena Sophia Quinton: 179.
Clifford, Elsie Champ: 178, 312.
Coade, William James: 190.
Cohen, Edie (Etta) Kaufman: 190.
Cohen, Rose Frishling: 153.
Cohen, Vivian Turkenik: 190.
Collins, Joan Marjorie Gallant: 67.
Cooke, Ann Marie Thibeau: 67.
Crawford, Emily May Gledhill: 190.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:—*Suite*

Crocker, Jethro Garland: 153, 312.
Cunningham, Christina Ilene Burns: 91.
Czerniak, Edward: 67.
Dalgleish, Philip: 153.
Dalgleish, Rose Marie Bohn: 67.
Davies, Ruby Emma Clough: 67.
Davis, Gita Joy Kaplan: 91.
Decoeur, Lucien: 134.
Defosses, Rose Mancuso: 67.
Devlin, Mary Jane Kirkpatrick Marshall: 77.
Dixon, Thomas Wesley: 178, 312.
Dorion, Marie Tarcilde Rosalie Yvette Gratton: 67.
Dorozowsky, Edward: 67, 248.
Dublanski, Alexandra Hunievicz: 91.
Dubois, Paul André Clément Robert: 178, 312.
Dumas, Mildred Emily Velcoff: 91.
Eastwood, Doreen Dreyer Kane: 153.
Ekaireb, Jacques: 178, 379.
Elfstrom, Jacqueline Maynard: 190.
Fillmore, Jean Mildred Giberson: 190.
Finnie, Virginia Waters: 178, 228.
Flynn, Louise Simard: 180.
Fortin, Gabriel: 190.
Foster, Pauline Abrams: 68.
Frawley, Elizabeth Cowan Lecky: 190, 248.
Frederick, Dorothy Minchinton: 68, 136.
Gagnon, Gaston Joseph: 178, 379.
Gallant, Audrey Gertrude East: 68.
Galley, William Robert: 68.
Gates, Rose Marie Luci: 68.
Garaghty, Joseph Adelard Frederick: 153.
Geary, Helen Doreen Nesbitt: 190.
Géraldeau, Thérèse Harnois: 68.
Gibb, Gordon: 180, 279.
Gibbs, Marie Augustine Jeannette Rail: 68, 248.
Gilker, Pauline Painchaud: 68.
Gilmour, Violet Gabrielle Beaudry: 180, 248.
Godard, Marie Yvonne Lucie Robillard: 69.
Goodis, Louis P.: 69.
Goodwin, Harvey Stewart Wycliffe: 153.
Goulet, Lise Bergeron: 69.
Goyer, Joseph Honoré: 178.
Grant, Kingsley Seafield: 180.
Greenberg, Edith Diane Shapiro: 69.
Greenfield, Leonard: 178.
Griffith, Mary Noreen Smith: 69.
Guimond, Margarete Huber: 178.
Hagg, Olga Komretsky: 69, 125.
Hann, Arthur Bruce: 178, 379.
Hann, George: 69, 136.
Hébert, Bernard: 91.
Herscovitch, Ezreh, Harry: 69, 202.
Hershenkopf, Rae Yane: 69.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:—*Suite*

Hilton, Patricia McKernan: 135, 166.
Hogan, Richard Wilfrid Earl: 178.
Holgate, June Eleanor Elvidge: 190.
Holowaty, Micheline Deyglun: 91, 202.
Holp, Adam: 190, 379.
Horton, George Cecil: 178, 228.
Hufford, Franklin Dale: 153.
Hurley, Norma Ann Murray: 70, 166.
Impellezzeri, Joan Hembling: 190.
Inglis, Robert: 70.
Jackson, Gilbert Walter: 153.
Javicoli, Antonello: 178.
Jodoin, Roger: 178.
Jones, Beverley Anne Basford: 178.
Jones, William George: 90.
Kaatz, Cecile Johanna Friederike Hagedorn: 70, 125.
Kaczur, Arlene June Roy: 91.
Kamin, Regina Brauner: 70, 125.
Kaplansky, Diane Goldberg: 70.
Karas, Peter: 178.
Karis, Wilma Goldstein: 190, 312.
Kennedy, Hazel Vera Caines: 178.
Kern, Marie Louise Renz: 70.
Klaiman, Anita Carpman: 180.
Krakower, Molly Slobod: 180, 312.
Kulczycki, Lillian Cere: 178, 312.
Laflamme, John Joseph: 190, 379.
Laforge, Joseph Marcel André: 135.
Lalonde, Géralde Boucher: 135.
Lamoureux, Gilles: 190.
Lanctôt, Gwendolyn Grace Parsons: 190, 379.
Lank, Constance LeBaron Dibblee: 190.
Lanthier, Gérard Oscar: 91.
Lapointe, Marie Céline Pierrette Lavoie: 178.
Lebeau, Philippe: 70.
Lecompte, Joseph Maurice Réal: 91.
Leibovitch, Barbara Phyllis Lipchitz Lippman: 71, 166.
Lejeune, Ada Josephine Ford: 153.
Leroux, Anita Marie Virginie Bouffard: 153, 228.
Lesiuk, Teresa Botulynska: 178, 248.
Lessard, Phyllis Marie Walsh: 179.
Levin, Noe: 71.
Levin, Bette Nobleman: 71.
Liebling, Sheila Izenberg: 71, 125.
Lindener, Gertrude Veitz: 190.
Lister, Margaret Kathleen McCullough: 179.
Litwack, Laura Letovsky: 190.
Liverpool, Geraldine Elaine Edwards: 71, 166.
Lowther, Barbara Joan Sonia Horsfield: 154, 279.
Loughheed (Lougheed), John: 135.
Madden, Frances Sheila Cashmore: 179, 312.
Maisonet, Patricia Marjorie Fulton: 179.
Major, Joseph Azarie René: 184.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:—*Suite*

Mann, Barbara Ruth Neale: 190.
Mandanici, Fernande Carloni: 71, 125.
Mantadakis, George: 135.
Maranda, Léo René: 191, 312.
Marcovitz, Soshy Judith Feicher: 179.
Marlow, Beatrice Sterberg: 71.
Marzitelli, Annie Mary (Mae) Dixon: 191.
Mathieu, Marie Catherine Beaubien Frances Drumm: 191.
Menahem, Stella Eileen Sassoon: 179, 312.
Mercure, Monique Émond: 180.
Michelsen, Werner Burke: 154.
Millette, Carroll Lynne Cavey: 180.
Millette, Evelyne Paquette: 72, 167.
Moffatt, Margaret Jean Cocetts: 180.
Monks, Stanley: 135.
Montpetit, Claude Gérard: 90.
Moreau, Suzanne Piuze: 191.
Morris, Vilma Kirby: 72.
Morrow, Kathleen Alice Priestley: 135.
Moss, Shirley Guss: 72, 126.
Mousseau, Jean-Paul: 191.
Mouton, Marie Antoinette Germaine Corbeil: 135, 312.
Mulcahy, Doreen Eleanor Bishop: 72, 126.
MacDonald, Thelma Jeannette Lawless: 72.
MacDougall, Margaret Meredith Cape: 190, 379.
MacLean, Garfield: 154.
MacPherson, Edna Anne Stanley: 154, 312.
McAleer, Louisa Greig: 190.
McAlinden, Maureen Carol McCullough: 91.
McDuff, Margaret Rose Hamel: 179, 228.
McLeod, Pamela Ellen Wischhusen: 72.
Naimovitch, Betty Solomon: 72, 228.
Neal, Shirley Millar: 179, 312.
Néron, Paul: 72, 228.
Newman, Mallie Fanny Kac: 180, 279.
O'Neil, Joseph James Alexander Clermont: 154.
Orr, Carole Anne Douglas: 180.
Oulton, Helen Minkoff: 179, 379.
Parent, Mary Ruth Girling: 73.
Parizeau, Paul: 73, 279.
Patrick, Betty Lillian Reichert: 179.
Pelletier, Joseph Luc Roger: 191, 379.
Phelps, Joseph John Paul Raymond: 191.
Pickford, John Matthew Hardman: 191.
Pilidis, Nicholas: 154.
Pilon, Roland: 179, 312.
Pluss, Werner Hermann: 73.
Porter, Louisa Emily Elizabeth Stevens: 135, 379.
Pringle, Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Surgay: 180, 279.
Pujol, Jacqueline Henriette Demelin: 135.
Quevillon, Joseph Yvon: 73.
Racine, Alphonse Eugène: 73.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:—*Suite*

Racine, Joseph Emilien René: 191.
Ramsay, Shirley Grace Reid: 179.
Rapoport, Olga Eizner: 191, 379.
Reid, Thirza Patricia Coleman: 191.
Renaud, Patrick Marcel: 162.
Renaut, Marcel: 91, 126.
Richt, Fay Naiman: 73.
Rivard, Christine Gagnon: 179, 192.
Roberts, Doris Elinor Champ: 91, 312.
Roberts, Melvin Rose de Bay: 191.
Robinson, Calvin Harold: 73.
Rosenberg, Jeannette Silver: 191.
Rosenblatt, Susie Susser: 73, 191.
Roy, Joseph Zénon Roland: 74, 167.
Rubenstein, Fany Ghimpelman: 179, 312.
Sabo, Helen Beverley Johnson: 92.
Sadler, David Filmore: 135, 203.
St-Jacques, Raymond: 184.
Sansregret, Eugénie Fortin: 179, 312.
Saya, Carmelo Domenico: 74.
Sénécal, Cécile Rosier Wall: 74.
Sharko, William: 74.
Showers, Fernande Dufresne: 74.
Sinka, Imrich: 74.
Soulière, Rolland: 75, 127.
Sperlich, Kurt: 75.
Stang, Francis Beatrice Campbell: 75.
Sutton, Andrey Barbara Harris: 75, 279.
Szakacs, Mihaly: 179.
Tait, Kenneth James Graham: 180.
Talbot, Marcel: 154.
Tassin, Louis: 75.
Teitlebaum (Teitle), Irene Dolgin: 191.
Tellier, Adrien: 179.
Thivierge, J. Georges Robert: 75.
Thom, Edith Mary Seymour-Higgins: 135.
Thomson, Willa Keith McLaren: 92, 312.
Trottier, Denise Boudreau: 75.
Turcotte, Léo Paul: 75, 279.
Turnbull, Alexander: 184.
Vachon, Raymonde Mongeau: 191.
Varin, Maurice: 75, 203.
Vekos, Panagiotis: 191.
Vermette, André: 76.
Vezeau, Marie-Jeanne Paré: 76, 127.
Waller, Lillian Anne LePoidevin: 76, 203.
Walsh, Phyllis Helen Dorothy Rodrigue: 76.
Wardell, Sheila Allison Pettigrew: 76.
Westover, Alexander May: 76, 127.
Wexler, Sylvia Rumianik: 76.
White, Stanley Frank: 76, 248.
Willard, Lloyd Carlton: 179, 379.
Williams, John Harold: 76.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:—*Fin*

Wing, Charlie, autrement connu sous le nom de Hong Fong Wing et Charlie Wing Hong: 179.
Winter, Odette Rosalie Louise Hick: 76.
Wrede, Waltraut Ursula Paymann: 191.
Wright, Sheila Cohen: 191.
Zalloni, Jean: 191.

Documents budgétaires:

Documents budgétaires pour 1962-1963 (textes français et anglais), 329. —Doc. parl. n° 43 (*imprimé*).—Motion tendant à annexer lesdits documents aux *Procès-verbaux* et au hansard, 329.

Dominion Steel and Coal Company:

Voir Charbon.

Douanes:

Loi modifiant la Loi sur les douanes.—Bill C-79: présentation—M. Nowlan, et 1re lecture, 276; 2e lecture et comité plénier, 376; comité plénier et 3e lecture, 376; adoption au Sénat, 381; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 27, Statuts du Canada, 1962.

Voir aussi GATT.—Revenu national.

Drapeau canadien:

Motion de M. Régnier portant sur la tenue d'un référendum au sujet de l'adoption d'un drapeau canadien: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 122.

Motion de M. Pigeon tendant à l'institution d'un comité mixte spécial pour étudier les moyens de doter le Canada d'un drapeau distinctif et d'un hymne national officiel: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 42.

Loi concernant les drapeaux du Canada.—Bill C-31: présentation—M. Boulanger, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 271.

Voir aussi Souveraineté du Canada.

Droit d'auteur, Convention universelle sur le:

Convention universelle sur le droit d'auteur et Protocoles, 1, 2 et 3 y annexés (textes français et anglais), 30.—Doc. parl. n° 187 (*imprimé*).

Motion portant qu'il importe que les Chambres du Parlement ratifient la Convention universelle sur le droit d'auteur, 24; adoption de la motion, 369.

Loi statuant sur le droit d'auteur au Canada et donnant suite à la Convention universelle sur le droit d'auteur.—Bill C-70: présentation—Mlle LaMarsh, et 1re lecture, 149.

Drury, M. C. M.:

Postes civils ou militaires occupés par M. C. M. Drury: ordre de la Chambre (*Question n° 72)—M. Matheson, 47; dépôt de la réponse, 208.—Doc. parl. n° 209.

Duparquet, P.Q.:

Travaux exécutés par le gouvernement fédéral près de Duparquet, dans le nord-ouest québécois: ordre de la Chambre (Question n° 86)—M. Martel, 59.

E

Eastern Trust Company:

Loi concernant *The Eastern Trust Company*.—Pétition, 185.

Eaux territoriales:

Documents relatifs à la largeur des eaux territoriales et aux propositions visant à étendre leurs limites: adresse (Avis de motion n° 10)—M. Howard: demande de débat et motion reportée à l'ordre du jour concernant *les avis de motions* (*documents*), 82; après débat, la motion est rejetée par le vote de 166 contre 5, 89.

Écoles catholiques de Montréal:

Voir Cadets.

Éducation:

Motion de M. Pitman en vue de l'établissement d'un Conseil national de recherches pour l'éducation des adultes: mise en délibération, débat et interruption du débat à six heures du soir, 84.

Motion de M. Morton portant qu'un comité spécial soit institué afin d'étudier de quelle façon le gouvernement du Canada peut accorder une aide financière plus grande pour l'éducation: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 258.

Effets négociables:

Loi sur l'impression, en français et en anglais, de certains effets négociables.—Bill C-18: présentation—M. Pigeon, et 1re lecture, 21; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 220.

Voir aussi Administration financière.

Église-unie du Canada:

Loi concernant l'Église-unie du Canada.—Pétition, 142; rapport de l'examinateur, 265; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-16, M. Morton, 289; 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 310; rapport du comité, 320; comité plénier et 3e lecture, 321; sanction royale (le 5 avril 1962), 323.—10-11 Élisabeth II, chapitre 41, Statuts du Canada, 1962.

Eldorado Aviation Limited:

Voir ci-dessous.

Eldorado Mining and Refining Limited:

Rapport de l'*Eldorado Mining and Refining Limited* et de ses filiales, l'*Eldorado Aviation Limited* et la *Northern Transportation Company Limited*, y compris leurs comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année close le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 323.—Doc. parl. n° 141 (*imprimé*).

Eldorado Mining and Refining Limited:—*Fin*

Budget d'établissement de l'*Eldorado Mining and Refining Limited*, de la *Northern Transportation Company Limited* et de l'*Eldorado Aviation Limited*, pour l'année expirant le 31 décembre 1962, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-27 approuvant lesdits budgets, 14.—Doc. parl. n° 141*a*.

Élections:

Arrêté en conseil C.P. 1961-433 établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'élections, et révoquant le tarif des honoraires relatif aux élections fédérales établi par le Décret du conseil C.P. 1958-93 du 16 janvier 1958, 11.—Doc. parl. n° 1*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-434 établissant le tarif des honoraires pour les officiers rapporteurs spéciaux et les autres personnes nommées pour agir à une élection générale conformément aux Règles électorales concernant les forces canadiennes, et révoquant le tarif des honoraires d'élections générales applicables aux forces canadiennes, établi par le Décret du conseil C.P. 1958-94 du 16 janvier 1958, 12.—Doc. parl. n° 1*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-435 établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'une élection de membres du conseil des territoires du Nord-Ouest et de membres du conseil du territoire du Yukon, et révoquant le tarif des honoraires d'élections aux conseils du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, établi par le Décret du conseil C.P. 1957-1698 du 20 décembre 1957, 12.—Doc. parl. n° 1*b*.

Arrêté en conseil C.P. 1961-436 établissant le tarif des honoraires des officiers d'élection et des autres personnes employées à la conduite d'une élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, et révoquant le tarif des honoraires d'élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, établi par le décret du conseil C.P. 1957-1699 du 20 décembre 1957, 12.—Doc. parl. n° 1*b*.

Voir aussi Directeur général des élections.—Loi électorale du Canada.—Orateur, M. l':—Vacances dans la députation.

Élisabeth, Sa Majesté la reine-mère:

Communiqué annonçant le programme du séjour au Canada de Sa Majesté la reine-mère Élisabeth (textes français et anglais), 268.—Doc. parl. n° 223.

Énergie électrique:

Motion de M. Peters portant sur l'établissement d'un réseau national de force motrice: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 48.

Documents relatifs à l'établissement d'un réseau national de force motrice: adresse (Avis de motion n° 9)—M. Argue, 82; dépôt de la réponse, 141.—Doc. parl. n° 199.

Correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces, aux fins d'étudier les problèmes de la production et du transport de l'énergie électrique par tout le Canada, 253.—Doc. parl. n° 199*a*.

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique pour l'année terminée le 31 mars 1961, 373.—Doc. parl. n° 113.

Voir aussi Office national de l'énergie.

Enquêtes sur les coalitions:

Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1961, 14.—Doc. parl. n° 77 (*imprimé*).

Voir aussi Commission sur les pratiques restrictives du commerce.

Enseignement militaire:

Voir Cadets.

Evangelical Mennonite Mission Conference:

Loi constituant en corporation la «Evangelical Mennonite Mission Conference».—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 136; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-5—M. Muir (Lisgar), 239; 2e lecture et renvoi au comité des bills privés en général, 251; rapport du comité, 285; comité plénier et 3e lecture, 290; sanction royale (le 5 avril 1962), 322.—10-11 Élisabeth II, chapitre 39, Statuts du Canada, 1962.

Exclusion de la séance de la Chambre:

A la suite de la présentation d'un rapport du président du comité, la Chambre vote (par 84 voix contre 24) l'exclusion de la Chambre, pour le reste de la séance du jour, du député de Hull (M. Alexis Caron), 241-242.

Exportations:

Valeur globale des produits canadiens exportés à tous les pays d'outremer par voie des États-Unis: ordre de la Chambre (*Question n° 434)—M. Morris, 345; dépôt de la réponse, 378.—Doc. parl. n° 143*c*.

Exportations et importations:

Proportion des exportations et des importations à destination et en provenance du Royaume-Uni, des États-Unis, etc.: ordre de la Chambre (*Question n° 141)—M. Matheson, et dépôt immédiat de la réponse, 99.—Doc. parl. n° 143*a*.

Exposé budgétaire:

Le ministre des Finances fait part de son intention de présenter l'exposé budgétaire le mardi 10 avril, à 8 heures du soir, 325.

Voir aussi Documents budgétaires.—Résolutions budgétaires.—Voies et Moyens, comité des.

Expropriations:

Loi modifiant la Loi sur les expropriations.—Bill C-52: présentation—M. Martin (Essex-Est), et 1re lecture, 57.

F

Faillite:

Arrêté en conseil C.P. 1961-1683 modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1954-1976 et substituant un nouvel article 108 aux Règles régissant la faillite (textes français et anglais), 14.—Doc. parl. n° 76*a* (*imprimé*).

Arrêté en conseil C.P. 1962-371 modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1954-1976 et substituant un nouvel article 53 aux Règles régissant la faillite (textes français et anglais), 318.—Doc. parl. n° 76*b* (*imprimé*).

Faillite:—*Fin*

Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés).—Bill C-27: présentation—M. Argue, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 271.

False, Rivière:

Enlèvement du pont à chevalets traversant la rivière False, à Vancouver (C.-B.): ordre de la Chambre (Question n° 329)—M. Taylor, 303.

Fonctionnaires fédéraux retraités:

Requête du président de l'Association des fonctionnaires fédéraux retraités des provinces Maritimes, demandant un rajustement des pensions: ordre de la Chambre (Question n° 292)—M. Fisher, 246.

Fonds des changes, Compte du:

Rapport sur les opérations du Compte du fonds des changes pour l'année close le 31 décembre 1961, et rapport de l'auditeur général concernant la vérification dudit Compte, 327.—Doc. parl. n° 48.

Force motrice, Réseau national:

Voir Énergie électrique.—Résolutions présentées par des députés.

Forêts:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961, 13.—Doc. parl. n° 73 (*imprimé*).

Accords prévoyant des programmes conjoints au sujet des forêts: ordre de la Chambre (Question n° 101)—M. Racine, 60; dépôt de la réponse, 102.—Doc. parl. n° 192.

Représentant de la Direction économique du ministère fédéral des Forêts qui a porté la parole à une réunion conjointe de sylviculteurs canadiens et américains, tenue à Minneapolis: ordre de la Chambre (*Question n° 130)—M. Fisher, et dépôt immédiat de la réponse, 118.—Doc. parl. n° 73*a*.

Formation technique et professionnelle:

Total des inscriptions dans les écoles secondaires de formation professionnelle d'Ontario: ordre de la Chambre (Question n° 113)—M. Pitman, 81; dépôt de la réponse, 123.—Doc. parl. n° 86*a*.

Cours donnés aux chômeurs en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle: ordre de la Chambre (Question n° 112)—M. Pitman, 81; dépôt de la réponse, 134.—Doc. parl. n° 86*b*.

Dates des conventions conclues avec chacune des provinces en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle: ordre de la Chambre (Question n° 243)—M. Pitman, 194; dépôt de la réponse, 373.—Doc. parl. n° 86*d*.

Fort-William, Ville de:

Voir Travaux publics.

Fraser, Fleuve:

Motion de M. Drysdale portant sur l'aménagement d'un pont ou d'un tunnel, sur le bras nord du fleuve Fraser, qui relierait la ville de Vancouver à l'Île Sea: mise en délibération de la motion et interruption du débat à six heures du soir, 333.

G

Galerie nationale:

Rapport pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 150.—Doc. parl. n° 20 (*imprimé*).

GATT:

Résumé des principales concessions douanières intéressant le Canada échangées durant la conférence du GATT sur les droits de douane (textes français et anglais), 325.—Doc. parl. n° 212*b*.

Voir aussi Canada-États-Unis.—Tarifs douaniers et commerce.—Textiles de coton.

Gendarmerie royale du Canada:

Rapport sur l'évaluation actuarielle, au 31 décembre 1959, du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada au Fonds du revenu consolidé, 13.—Doc. parl. n° 81*a*.

Rapport sur l'application de la Partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale pour l'année terminée le 31 mars 1961, 14.—Doc. parl. n° 81*b*.

Rapport pour l'année terminée le 31 mars 1961, 300.—Doc. parl. n° 81 (*imprimé*).

Gerand Acceptance Company:

Loi constituant en corporation la Gerand Acceptance Company.—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 136; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-10, M. Smith (Winnipeg-Nord), 239; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 252; rapport du comité, 319; comité plénier et 3e lecture, 352; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 43, Statuts du Canada, 1962.

Godfrey, M.:

Attributions particulières de M. Godfrey s'il est à l'emploi du ministère de la Justice ou du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: ordre de la Chambre (Question n° 65)—M. Regier, 58; dépôt de la réponse, 90.—Doc. parl. n° 190.

Gouvernement, Recettes et dépenses du:

Ensemble des recettes et des dépenses du gouvernement de 1956 à 1961: ordre de la Chambre (*Question n° 142)—M. Matheson, 99; dépôt immédiat de la réponse, 141.—Doc. parl. n° 198.

Gouverneur général, Son Excellence le:

Lettre relative à l'ouverture de la cinquième session du 24e Parlement par Son Excellence le Gouverneur général, 1.

Décret du conseil relatif à la nomination des commissaires de la régie intérieure de la Chambre, 6.

Discours du Trône, 2-6.

Message transmettant des budgets de dépenses, 31, 87, 97, 245.

Voir aussi Adresse en réponse au discours du Trône.—Budget des dépenses.

Gouverneur général, Secrétaire du:

Lettre relative à l'ouverture de la session, 1.

Lettres relatives à la sanction royale, 84, 129, 157, 255, 322, 384.

Voir aussi Sanction royale.

Grains du Canada:

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada (Graine de colza et graine de moutarde).—Bill C-15: présentation—M. Rapp, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 184.

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada.—Message du Sénat: Bill S-19, 289; 1re lecture M. Hamilton (Qu'Appelle), 296; 2e lecture et comité plénier, 347; 3e lecture, 350; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 25, Statuts du Canada, 1962.

Greymac Mortgage Corporation:

Loi constituant en corporation la Greymac Mortgage Corporation.—Pétition, 185; rapport de l'examinateur, 227; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-18, M. McCleave, 289; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 310; rapport du comité, 349; comité plénier et 3e lecture, 376; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 44, Statuts du Canada, 1962.

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis:

Communiqué de presse conjoint de la sixième réunion du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, tenue à Ottawa les 1er et 2 mars 1962, et rapports des deux comités d'études. (Textes français et anglais), 193.—Doc. parl. n° 207.—Imprimé en appendice au hansard du 5 mars 1962.

H

Halifax, District électoral d':

Voir Députation, Bill C-44.

Heath, M. Edward:

Voir Commerce européen.

Hardie, M. Mervyn Arthur:

Voir Vacances dans la députation.

Hôpitaux:

Somme globale dépensée en salaires pour tous les employés d'hôpitaux du Canada: ordre de la Chambre (Question n° 431)—M. Macnaughton, 332.

Houillères:

Voir Charbon.

Hudson's Bay Company:

Voir Postes.

Hymne national:

Voir Drapeau canadien.—Souveraineté du Canada.

I

Immigration:

Exemplaires du Règlement sur l'immigration: Partie I, approuvée par l'arrêté en conseil C.P. 1962-86, en date du 18 janvier 1962; Partie II, édictée par ordonnance du ministre (textes français et anglais), 17.—Doc. parl. n° 17*a*.

Relevé des permis délivrés sous le régime de l'article 8 de la Loi sur l'immigration durant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1961, 35. —Doc. parl, n° 17.

Immobilisations privées et publiques au Canada:

Rapport intitulé: «Immobilisations privées et publiques au Canada: perspectives pour 1962 et prévisions d'ordre régional», 219.—Doc. parl. n° 147 (*imprimé*).

Impôt sur le revenu:

Motion de M. McMillan portant sur la reconnaissance des droits dévolus aux employés en matière de pension en refusant les demandes de déduction des frais découlant de la pension présentées par les employeurs pour les fins de l'impôt sur le revenu: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 100.

Loi concernant les impôts sur le revenu.—M. Howard demande à déposer le Bill C-82 et motion tendant à la 1re lecture rejetée par le vote de 84 contre 22, 301-302.

Voir aussi Périodiques non canadiens.—Résolutions budgétaires.—Résolutions d'initiative ministérielle destinées à être étudiées en comité des voies et moyens.

Impressions, Comité mixte:

Message du Sénat et liste des sénateurs faisant partie du comité mixte, 33; institution du comité et liste des députés en faisant partie, 116; message au Sénat, 117.

Impressions et Papeterie publiques:

Rapport du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 11.—Doc. parl. n° 136 (*imprimé*).

Imprimeur de la Reine:

Lettre relative à des livres de recettes pour apprêter le bifteck de bison: ordre de la Chambre (Question n° 161)—M. Herridge, 163; dépôt de la réponse, 173.—Doc. parl. n° 203.

Indemnité, (L'), Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company:

Loi concernant L'Indemnité, Compagnie canadienne, et la Canadian Fire Insurance Company.—Pétition, 184; rapport de l'examinateur, 249; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-15, M. Smith (Winnipeg-Nord), 289; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 299-300; rapport du comité, 319; comité plénier et 3e lecture, 352; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 31, Statuts du Canada, 1962.

Indemnités de service de guerre:

Loi modifiant la Loi sur les indemnités de service de guerre.—Bill C-36: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 23; 2e lecture et comité plénier, 101; 3e lecture, 105; adoption au Sénat, 131; sanction royale (le 15 février 1962), 133.—10-11 Élisabeth II, chapitre 7, Statuts du Canada, 1962.

Indiens:

Bandes indiennes de la Colombie-Britannique qui ont présenté des résolutions demandant qu'on proclame l'entrée en vigueur de l'article 96A(2) de la Loi sur les Indiens: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 465 en date du 13 septembre 1961), 12.—Doc. parl. n° 18*a*.

Documents au sujet d'une route destinée à relier la réserve indienne de Kitimat à la municipalité de Kitimat: ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 3)—M. Howard, 47; dépôt de la réponse, 172.—Doc. parl. n° 204.

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits relatifs aux spiritueux).—Bill C-26: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 271.

Documents au sujet de l'importation du Japon d'articles d'artisanat indien ou de contrefaçons de ces articles: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 4)—M. Howard, 48; dépôt de la réponse, 61.—Doc. parl. n° 18*b*.

Copie de l'étude faite, par un comité interministériel, des vœux formulés par la Commission d'enquête chargée de s'enquérir de toutes les questions découlant des dispositions inexécutées des traités 8 et 11 qui s'appliquent aux Indiens du district de Mackenzie: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 26)—M. Howard, 206; motion rejetée par le vote de 189 contre 6, 206-207.

Renseignements que possède le directeur général des élections concernant le nombre des Indiens et l'endroit où ils habitent dans la circonscription électorale de Port-Arthur: adresse (Avis de motion n° 42)—M. Fisher, 316; dépôt de la réponse, 335.—Doc. parl. n° 1c.

Liste des noms de chaque réserve indienne en Colombie-Britannique et les noms de chaque bande indienne: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 45)—M. Howard, 317.

Documents relatifs à la vente de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne Tsimpsean numéro 2: adresse (Avis de motion n° 46)—M. Howard, 317.

Résolution concernant toutes ventes de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne numéro 2, adoptées par la bande Tsimpsean: adresse (Avis de motion n° 47)—M. Howard, 317.

Services médicaux à la disposition des Indiens de certaines réserves: ordre de la Chambre (Question n° 406)—M. Matheson, 331; dépôt de la réponse, 387.—Doc. parl. n° 18*d*.

Documents relatifs à toute vente ou projet de vente de bois d'œuvre situé dans la réserve indienne Tsimpsean numéro 2: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 44)—M. Howard, 346; motion rejetée par le vote de 188 contre 6, 346.

Rapport indiquant le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens pendant l'année terminée le 31 mars 1962, 365.—Doc. parl. n° 18*c*.

Voir aussi Cour des réclamations indiennes.

Industrie, Ministère de l':

Motion de M. Beech portant sur l'établissement d'un ministère de l'Industrie; mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 369.

Information:

Nombre de personnes à l'emploi des Divisions de l'information de tous les ministères du gouvernement: ordre de la Chambre (*Question n° 242)—M. Pitman, 194.

Institut canadien de recherches pour la paix:

Entretiens du gouvernement avec M. Norman Z. Alcock relativement à l'établissement d'un institut canadien de recherches pour la paix: ordre de la Chambre (Question n° 13)—M. Argue, 57; dépôt de la réponse, 107.—Doc. parl. n° 193.

Intérêt:

Loi modifiant la Loi sur l'intérêt (Frais de financement).—Bill C-6: présentation—M. Nasserden, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 63-64.

Loi modifiant la Loi sur l'intérêt.—Bill C-8: présentation—M. Argue, et 1re lecture, 20.—L'ordre ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 132.

International Association of Machinists:

Voir Argentia.

International Railway Brotherhoods:

Voir Avis de résolutions d'initiative ministérielle laissés au *Feuilleton*.—Chemins de fer, Canaux et Lignes télégraphiques, Comité permanent.

Invalides, Loi sur les:

Loi modifiant la Loi sur les invalides.—Résolution: présentation, 40; comité plénier, 88, 90; adoption, 93.—Bill C-62: présentation—M. Monteith (Perth), et 1re lecture, 93; 2e lecture et comité plénier, 94; 3e lecture, 99; adoption au Sénat, 122; sanction royale (le 15 février 1962), 133.—10-11 Élisabeth II, chapitre 3, Statuts du Canada, 1962.

Rapport sur l'administration des allocations aux invalides pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 387.—Doc. parl. n° 191 (*imprimé*).

Israël:

Voir Tarifs douaniers et commerce.

J

Japon:

Voir Indiens.

Jeunes délinquants:

Loi modifiant la Loi sur les jeunes délinquants.—Bill C-57: présentation—M. Broome et 1re lecture, 87.

Motion de M. Aiken portant sur la revision de la Loi sur les jeunes délinquants et la nomination d'un comité spécial: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 277.

Jeunesse:

Loi désignant une semaine consacrée chaque année à l'exaltation des mérites de la jeunesse.—Bill C-71: présentation—M. Smith (Calgary-Sud), et 1re lecture, 163.

Journaux, Rédacteurs, éditeurs ou représentants de:

Sommes versées par le gouvernement à quelque rédacteur, éditeur ou autre représentant de journal: ordre de la Chambre (*Question n° 73)—M. Howard, 117; dépôt de la réponse, 208.—Doc. parl. n° 210.

Juges:

Loi modifiant la Loi sur les juges.—Résolution: présentation, 276; adoption, 304.—Bill C-84: présentation—M. Fulton, et 1re lecture, 304; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 309; adoption au Sénat, 321; sanction royale (le 5 avril 1962), 322.—10-11 Élisabeth II, chapitre 22, Statuts du Canada, 1962.

Junction Gore, Ontario:

Copie du rapport déclarant bien de surplus le terrain faisant partie du lot 19, Junction Gore, dans le township de Gloucester: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 35)—M. McIlraith, 315.

Justes méthodes d'emploi:

Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Différenciation suivant l'âge).—Bill C-29: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 271.

K

Kerwin, L'honorable juge Patrick:

Messages invitant la Chambre à se rendre au Sénat en vue de la sanction royale, 84, 322, 384.

Khrouchtchev, M. N. S.:

Voir URSS.

Kitimat, Réserve indienne de:

Voir Indiens.

L

Lettres de change:

Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (Achats à tempérament).—Bill C-45: présentation—M. Peters, et 1re lecture, 28.

Lévesque, M. J.-Louis:

Nomination de M. J.-Louis Lévesque à titre de membre du conseil d'administration du National-Canadien: ordre de la Chambre (*Question n° 333)—M. Fisher, 303.

Libéria, République de:

Voir Assurance des crédits à l'exportation.

Licences d'exportation et d'importation:

Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 14.—Doc. parl. n° 143.

Voir aussi Marchandises d'importance stratégique.

Livre blanc sur l'Exposé budgétaire:

Voir Documents budgétaires.

Livres prohibés ou interdits:

Titres de chaque livre dont le ministère du Revenu national a interdit ou défendu l'entrée au Canada depuis 1952: ordre de la Chambre (Question n° 124)—M. Herridge, 81.

Loi électorale du Canada:

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Âge des votants).—Bill C-16: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 21: motion tendant à la 2e lecture et débat, 189.

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Contributions aux campagnes électorales).—Bill C-34: présentation—M. McGee, et 1re lecture, 23.

Voir aussi Élections.

Loterie canadienne:

Loi établissant une loterie canadienne.—Bill C-30: présentation—M. Pigeon, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 271.

Voir aussi Sweepstakes.

M

Macamic, Lac:

Travaux de construction d'un quai au lac Macamic entrepris par le gouvernement fédéral: ordre de la Chambre (Question n° 88)—M. Martel, 59; dépôt de la réponse, 231.—Doc. parl. n° 170*a*.

Macdonald, Sir John A.:

Loi concernant la fête de Sir John A. Macdonald.—Bill C-50: présentation —M. Wratten, et 1re lecture, 53.

Mackenzie-River, District électoral de:

Nom changé en celui de Territoires du Nord-Ouest par le Bill C-14.

Voir Députation, Loi modifiant la Loi sur la—(Bill C-14).—Vacances dans la députation.

Marchandises d'importance stratégique:

Liste des marchandises d'importance stratégique mentionnées au hansard du 9 février 1962: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 18)—M. McIlraith, 234; dépôt de la réponse, 254.—Doc. parl. n° 143*b* (*imprimé*).

Marché commun européen:

Voir Commerce européen.

Mariage:

Loi concernant la dissolution et l'annulation du mariage au Canada.—Bill C-43: présentation—M. Peters, et 1re lecture, 27.

Marine et Pêcheries, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 113; mandat du comité, 117.

Marine marchande du Canada:

Rapport concernant les exemptions autorisées par le ministère des Transports dans les cas où on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, 10.—Doc. parl. n° 150*a*.

Rapport concernant les cas où des navires ont été dispensés de l'observation des dispositions relatives à l'inspection des navires à vapeur, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, 85.—Doc. parl. n° 150*b*.

Rapport concernant les cas où des navires ont été dispensés d'avoir des capitaines, lieutenants et mécaniciens titulaires de certificats, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1961, 85.—Doc. parl. n° 150*c*.

Marins marchands:

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands.—Bill C-39: présentation—M. Carter, et 1re lecture, 23; motion tendant à la 2e lecture et débat, 271.

Martineau, M. Paul:

Élection au poste de président des comités pléniers de la Chambre, 6-7.

Voir aussi Comités pléniers de la Chambre.

Matane and Gaspé Railway Company:

Voir Transports.

Membres du Cabinet:

Voir Voyages à l'étranger.

Membres du Parlement:

Voir Revenus des membres du Parlement.—Voyages à l'étranger.

Messagers:

Différence entre les fonctions de messager et de messager de confiance, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 225)—M. Fisher, 224; dépôt de la réponse, 306.—Doc. parl. n° 226.

Mesures de guerre:

Loi modifiant la Loi sur les mesures de guerre.—Bill C-53: présentation—M. Martin (Essex-Est), et 1re lecture, 57.

Mesures d'urgence et de survivance:

Voir Protection civile.

Mines d'or:

Rapport concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'application des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1961, 18.—Doc. parl. n° 93 (*imprimé*).

26210-5—30

Mines et Relevés techniques:
Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 décembre 1960 (textes français et anglais), 64.—Doc. parl. n° 90 (*imprimé*).

Mines, Forêts et Cours d'eau, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 113; mandat du comité, 117.

Monnaie:
Loi modifiant la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes.—Résolution: présentation, 34.

Monnaie royale du Canada:
Rapport du directeur pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 284.—Doc. parl. n° 59 (*imprimé*).

Montréal, Comité du fleuve Saint-Laurent et du Port de:
Voir Saint-Laurent, Comité du fleuve.

Moosonee, Ontario:
Documents relatifs à l'enquête d'ordre économique ou technique visant la possibilité d'aménager un port en eau salée à Moosonee: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 15)—M. Peters, 206.

Muttart Development Corporation Ltd.:
Loi concernant la Muttart Development Corporation Ltd.—Pétition, 141; rapport de l'examinateur, 144; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-7, M. Maloney, 188; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 200; rapport du comité, 233; comité plénier et 3e lecture, 239; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 45, Statuts du Canada, 1962.

Mutual Life Insurance of Canada:
Loi concernant la Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada.—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 136; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-3, M. Weichel, 160; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 182; rapport du comité, 233; comité plénier et 3e lecture, 239; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 32, Statuts du Canada, 1962.

N

Nanaïmo, District électoral de:
Nom changé en celui de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles par le bill C-46, Loi modifiant la Loi sur la députation.
Voir Députation, Loi modifiant la Loi sur la—(Bill C-46).

National-Canadien:
Voir Chemins de fer nationaux du Canada.

Nations Unies:
Réponse du gouvernement canadien au sondage effectué par le secrétaire général des Nations Unies conformément à la résolution de l'Assemblée générale. (Textes français et anglais), 256.—Doc. parl. n° 30*a*.
Voir aussi Blé.—Canada-Nations Unies.

Nicolet-Yamaska, District électoral de:

Voir Vacances dans la députation.

Nord canadien et Ressources nationales:

Noms de fonctionnaires du bureau central, à Ottawa, de la Division de l'hydraulique de la Direction des ressources hydrauliques du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, etc.: ordre de la Chambre (Question n° 229)—Doc. parl. n° 112*a*.

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 227.—Doc. parl. n° 112 (*imprimé*).

Voir aussi Avocats, honoraires d'.

Northern Ontario Pipe Line:

Budget d'établissement de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* pour l'année expirant le 31 décembre 1962 et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-25 approuvant ledit budget, 15.—Doc. parl. n° 145*a*.

Rapport de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line*, y compris ses comptes et son état financier certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 356. —Doc. parl. n° 145 (*imprimé*).

Northern Transportation Company Ltd.:

Marchandises transportées à bord de matériel de traction appartenant à la *Northern Transportation Company Ltd.*: ordre de la Chambre (Question n° 379)—M. Nielsen, 330.

Voir aussi Eldorado Mining and Refining Limited.

O

Office de la recherche en pêcheries:

Voir Pêche et Pêcheries.

Office national de l'énergie:

Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (Travaux d'irrigation). —Bill C-33: présentation—M. Thomas et 1re lecture, 23; motion tendant à la 2e lecture et débat, 290.

Rapport sur l'activité de l'Office national de l'énergie pour la période close le 31 décembre 1961, 307.—Doc. parl. n° 144.

Oiseaux migrateurs:

Voir Commission internationale pour la protection des oiseaux migrateurs.

Ontario:

Voir Formation technique et professionnelle.

Orateur, Monsieur l':

Lettre relative à l'ouverture officielle de la cinquième session du 24e Parlement, 1.

Texte du discours du trône, 2.

Nomination de la Commission de la régie intérieure de la Chambre, 6.

Rapport des délibérations de la Commission (textes français et anglais), 8.—Doc. parl. n° 2.

Orateur, Monsieur l':—*Fin*

Rapport du directeur général des élections, conformément à l'article 58 de la Loi électorale du Canada (textes français et anglais), 8.—Doc. parl. n° 1.

Rapport du directeur général des élections, conformément à l'article 4 de la Loi sur la députation (textes français et anglais), 8.—Doc. parl. n° 1*a*.

Rapport du Bibliothécaire parlementaire, suivi du Règlement de la Bibliothèque du Parlement (textes français et anglais), 8.

Lettres relatives à la sanction royale, 84, 129, 157, 255, 322, 384.

Suspension de la séance de la Chambre, 145.

Avis de vacances dans la députation et mandats adressés au directeur général des élections, 187-188.

Rapports de la Commission du service civil relatifs au personnel du restaurant des deux Chambres, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement, 213-217.

Premier rapport du comité spécial de la procédure, 337-343.

Orateur et Orateur suppléant, Décisions et déclarations:

Avant de remettre à la prochaine séance la 3e lecture du bill C-14, tendant à modifier la Loi sur la députation et la loi électorale du Canada, et à l'occasion du rappel au Règlement pour demander s'il convenait de faire imprimer un second bill portant le même numéro et de forme identique mais différent quant au fond, M. l'Orateur déclare que, vu que la Chambre a accepté une telle réimpression, ce rappel ne peut être invoqué en ce moment mais seulement dans le cas où de semblables circonstances se reproduiraient, 160-161.

Avant d'aborder la motion de 3e lecture du bill C-14, tendant à modifier la loi sur la députation et la loi électorale du Canada, M. l'Orateur soulève l'objection que, vu que l'article 4 semble autoriser une dépense de fonds publics, il serait dans l'ordre de renvoyer le bill au comité avec instruction de supprimer cet article, 182-183.

Étude en comité plénier du bill C-44 modifiant la loi sur les prêts aux petites entreprises et proposition d'amendement tendant à fixer une limite au taux d'intérêt à l'égard des prêts consentis: le président du comité juge l'amendement irrégulier parce qu'il dépasse la portée du bill approuvé en 2e lecture par la Chambre et est étranger au bill: confirmation, par la Chambre, de la décision du président, 195.

Motion de 3e lecture du bill C-67, autorisant la construction d'une ligne ferroviaire entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts, et amendement proposant le renvoi du bill au comité plénier en vue d'y insérer une clause relative à son entrée en vigueur sous certaines réserves: l'Orateur suppléant déclare que l'amendement est irrégulier parce qu'il ne se rattache directement à aucune disposition du bill, 220.

Déclaration de M. l'Orateur au sujet des expériences relatives à l'enregistrement des délibérations de la Chambre par des moyens mécaniques, 237-238.

Durant une séance du comité des subsides, le président a invité le député de Hull (M. Caron) à retirer l'accusation qu'il se montrait partial dans ses décisions. Le député ayant refusé de le faire, rapport en a été fait à la Chambre, qui a voté l'exclusion du député pour le reste de la séance, 241-242.

Orateur et Orateur suppléant, Décisions et déclarations:—*Fin*

A l'appel de l'ordre relatif à la 2e lecture du bill C-28, visant à modifier les Actes de l'Amérique du Nord britannique en ce qui concerne la représentation au Sénat: M. l'Orateur affirme que même si le bill entraînera, de façon indirecte, le versement, sur le Trésor fédéral, des émoluments payables en vertu d'une autre loi aux deux nouveaux sénateurs, une fois nommés, cette dépense de deniers publics est déjà autorisée par cette autre loi et cette dernière n'a pas été précédée d'un projet de résolution et n'a pas été recommandée par la Couronne. En conséquence, il ne s'agit pas assez clairement d'une loi d'impôt pour en interdire la discussion; de plus, il faut, dans ces questions, accorder le bénéfice du doute à un député et ne pas rendre une décision restrictive, 283-284.

Demande de présentation d'un bill visant à modifier la loi sur la mise au point des pensions du service public de façon à inclure les pensionnés en vertu d'un fonds de prévoyance: M. l'Orateur soulève l'objection que la mesure prévoit une dépense d'argent; la motion, d'abord réservée, est ensuite retirée, 290 et 314.

Motion de 2e lecture du bill C-38 concernant la divulgation de certains renseignements relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada, et amendement refusant d'examiner le bill parce qu'il ne contient pas de disposition prévoyant que les sociétés et les syndicats fournissent des renseignements au sujet des montants versés à des partis politiques: l'Orateur estime que l'amendement est irrégulier parce que la question des contributions aux partis politiques n'a rien à voir avec le bill et n'est pas un sujet qui se rattache entièrement à celui-ci, même s'il semble lui être lié de quelque façon en ce qui a trait à la communication de renseignements, 305-306.

Motion de 2e lecture du bill C-41, prévoyant l'établissement du poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais: M. l'Orateur estime que le bill comporte certaines des particularités d'un projet de loi de finances ou d'une mesure qui requiert une résolution, et ne lui semble pas visé par le précédent d'un bill non précédé d'une résolution fiscale; cependant, il accorde la parole au parrain du bill, 326-327.

Au comité des subsides, le président décide que, nonobstant ce que le comité avait pu étudier à sa dernière séance (soit le crédit n° 729), on pouvait mettre en délibération le crédit n° 730, vu que l'article 18(2) du Règlement accordait au gouvernement la liberté d'établir l'ordre des travaux comme il l'entend: confirmation par la Chambre, de la décision du président, 350-351.

Orateur suppléant de la Chambre:

Voir Comités pléniers de la Chambre.

Ordres de la Chambre portant production de documents:

Voir Production de documents.

Organisation, Spécialistes de l':

Spécialistes de l'organisation dont on retient les services en vue d'augmenter la valeur technique du personnel: ordre de la Chambre (Question n° 448)—M. McGee, 368.

OTAN:

Voir Convention Atlantique des nations de l'OTAN.

P

Pacifique-Canadien:

État indiquant les terrains vendus dont le transfert a été effectué durant l'année terminée le 30 septembre 1961, 10.—Doc. parl. n° 161.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer du Pacifique-Canadien.—Pétition, 185; rapport de l'examinateur, 265; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-17, M. Stewart, 299; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 311; rapport du comité, 319; comité plénier et 3e lecture, 321; sanction royale (le 5 avril 1962), 323.—10-11 Élisabeth II, chapitre 38, Statuts du Canada, 1962.

Voir aussi False, Rivière.

Papilia, M. John:

Documents relatifs à la libération de M. John Papilia: adresse (Avis de motion n° 41)—M. Martin (Essex-Est), 345; dépôt de la réponse, 378.—Doc. parl. n° 235.

Parcs nationaux:

Rémunération des employés à taux régnants dans les parcs nationaux et les parcs historiques nationaux: ordre de la Chambre (Question n° 391)—M. Robichaud, et dépôt immédiat de la réponse, 367.—Doc parl. n° 233.

Paris, Déclaration de:

Voir Convention Atlantique des Nations de l'OTAN.

Park Steamship Company Limited:

Rapport pour l'année terminée le 31 décembre 1961, 95.—Doc. parl. n° 166.

Partage d'impôts (Subventions aux universités), Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au:

Voir Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.—Résolutions d'initiative ministérielle laissées au *Feuilleton*.

Pêche et Pêcheries:

Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières (Zone de pêche de douze milles).—Bill C-3: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 43.

Arrêté en conseil C.P. 1961-341 autorisant le mode des primes de pêche à verser pour l'année terminée le 31 mars 1961, et exposé de la manière dont les versements ont été autorisés durant ladite année, 25.—Doc. parl. n° 72.

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 décembre 1960 et relevés financiers du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961, 32.—Doc. parl. n° 69 (*imprimé*).

Rapport de l'Office de la recherche en pêcheries pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 147.—Doc. parl. n° 71 (*imprimé*).

Voir aussi Avocats, honoraires d'.—Prêts aidant aux opérations de pêche.

Pénitenciers:

Rapport du commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 86.—Doc. parl. n° 79 (*imprimé*).

Pensions:

Loi modifiant la Loi sur les pensions (Appel judiciaire).—Bill C-21: présentation—M. McIntosh, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 229.

Pensions de vieillesse:

Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Pensions du service public:

Rapport sur l'application des Parties I et II de la Loi sur la pension du service public pour l'année close le 31 mars 1961, 12.—Doc. parl. n° 63.

Loi modifiant la Loi sur la mise au point des pensions du service public (De façon à inclure les pensionnés en vertu d'un fonds de prévoyance). —M. Creaghan demande à déposer ledit bill, 290; M. l'Orateur soulève la question du Règlement et l'examen du rappel au Règlement est réservé jusqu'au lundi 2 avril 1962, 290; retrait du bill, 314.

Pensions et allocations de guerre pour les civils:

Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. —Résolution: présentation, 23; comité plénier, 94, 100; adoption, 100.— Bill C-64: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 101; motion tendant à la 2e lecture et débat, 107; reprise du débat, adoption de la motion par le vote de 191 contre 0, et 2e lecture, 121-122; comité plénier et 3e lecture, 130; adoption au Sénat, 160; sanction royale (le 23 février 1962), 161.—10-11 Élisabeth II, chapitre 11, Statuts du Canada, 1962.

Pensions industrielles sans participation:

Pensions industrielles sans participation réduites du montant de la récente majoration de la pension de vieillesse: ordre de la Chambre (*Question n° 232)—M. Caron, 206; dépôt de la réponse, 265.—Doc. parl. n° 222.

Pensions transférables:

Voir Impôt sur le revenu.

Périodiques non canadiens:

Le texte des résolutions prévoyant la modification du tarif des douanes (Liste «C») et de la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les périodiques non canadiens, et destinées à être étudiées par le comité des voies et moyens, figure au *Feuilleton des avis* publié en annexe aux *Procès-verbaux* du jeudi 12 avril 1962.

Peterborough, District électoral de:

Voir Transports.

Petites entreprises:

Voir Prêts aux petites entreprises.

Pétitions:

Dépôt de pétitions: 57, 63, 79, 109, 129, 149, 151, 169, 175, 181, 295.

Dépôt de rapports du greffier des pétitions: 64, 86, 90, 134, 141, 153, 162, 177, 184, 190, 307.

Dépôt de rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés: 123, 127, 135, 136, 144, 154, 165, 191, 202, 227, 248, 249, 265, 278, 311, 356, 378.

Petits prêts:

Loi modifiant la Loi sur les petits prêts.—Bill C-19: présentation—M. Argue, et 1re lecture, 21; motion tendant à la 2e lecture et débat, 221.

Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces).—Bill C-23: présentation—M. Argue, et 1re lecture, 22; l'ordre portant 2e lecture ayant été lu et non abordé perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*, 252.

Pétrole et bois à pulpe:

Déclaration relative aux règlements concernant le pétrole et le bois à pulpe, 26.—Doc. parl. n° 111.

Polymer Corporation Limited:

Budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année expirant le 31 décembre 1962 et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-22 approuvant ledit budget, 32.—Doc. parl. n° 28*a*.

Rapport de la *Polymer Corporation Limited*, y compris ses comptes et son état financier certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 300.—Doc. parl. n° 28 (*imprimé*).

Port Hood:

Voir Chaussée-brise-lames.

Ports nationaux:

Voir Conseil des ports nationaux.

Portugal:

Voir Tarifs douaniers et commerce.

Postes:

Documents relatifs à l'acquisition d'emplacements destinés à l'érection d'un bureau de poste, à Saint-Ferdinand d'Halifax: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (Avis de motion n° 160 en date du 18 septembre 1961), 12.—Doc. parl. n° 122*a*.

Bureaux de poste à commission dans les locaux de la *Hudson's Bay Company*: ordre de la Chambre (Question n° 94)—M. Howard, et dépôt immédiat de la réponse, 80.—Doc. parl. n° 122*b*.

Correspondance relative à l'aménagement d'un nouveau bureau de poste à Longlac (Ont.): ordre de la Chambre (Avis de motion n° 31)—M. Fisher, 257.

Rapport du ministère des Postes sur l'activité de l'année close le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 284.—Doc. parl. n° 122 (*imprimé*).

Loi modifiant la Loi sur les postes.—Bill C-88: présentation—M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), et 1re lecture, 381.

Piquetage, Lignes de:

Traverse des lignes de piquetage par les véhicules de l'État, en Colombie-Britannique: ordre de la Chambre (Question n° 75)—M. Howard, 59; dépôt de la réponse, 230.—Doc. parl. n° 215.

Plateau continental:

Motion de M. Winch portant sur les problèmes de responsabilité et de jurisprudence découlant de l'octroi de baux, de la perception de redevances et du contrôle du plateau continental relativement aux frontières littorales de diverses provinces et des territoires du Nord: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 225.

Polaris Pipe Lines:

Loi constituant en société la «Polaris Pipe Lines».—Pétition, 141; rapport de l'examinateur, 227; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-13, M. Baldwin, 270; 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 282; rapport du comité, 295; autre rapport du comité (6e) concernant les droits imposés au titre du capital-actions, 296; adoption de cet autre rapport, 301; comité plénier et 3e lecture, 310; sanction royale (le 5 avril 1962), 322.—10-11 Élisabeth II, chapitre 37, Statuts du Canada, 1962.

Pollution des eaux:

Motion de M. Herridge portant sur la création d'une Division de la lutte contre la pollution des eaux: mise en délibération de l'avis de motion et interruption du débat à six heures du soir, 318.

Voir aussi Code criminel (atteinte aux droits du public), Loi modifiant le.

Voir aussi Travaux publics.

Premier ministre du Canada:

Voir URSS.

Président des comités pléniers de la Chambre:

Voir Comités pléniers de la Chambre.

Prêts:

Voir Petits prêts.

Prêts aidant aux opérations de pêche:

Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.—Résolution: présentation, 24; adoption, 201.—Bill C-74: présentation—M. Fleming (Eglinton), et 1re lecture, 201; 2e lecture, comité plénier, motion tendant à la 3e lecture agréée et 3e lecture, 208; adoption au Sénat, 255; sanction royale (le 23 mars 1962).—10-11 Élisabeth II, chapitre 16, Statuts du Canada, 1962.

Prêts aux petites entreprises:

Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.—Bill C-49: présentation—M. Fleming (Eglinton), et 1re lecture, 39; motion tendant à la 2e lecture et débat, 133; 2e lecture et comité plénier, 194; comité plénier, rappel au Règlement et décision du président confirmée par le vote de 95 contre 8, 195; comité plénier et 3e lecture, 196; adoption au Sénat, 239; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 19, Statuts du Canada, 1962.

Prêts destinés aux améliorations agricoles:

Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.—Résolution: présentation, 24; comité plénier, 196, 199; adoption, 201.

Prêts destinés aux améliorations agricoles:—*Fin*

—Bill C-73: présentation—M. Fleming (Eglinton), et 1re lecture, 201; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 207; adoption au Sénat, 255; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 15, Statuts du Canada, 1962.

Prêts ou dons à la Russie soviétique:

Voir URSS.

Prévisions de dépenses:

Voir Budget des dépenses.—Subsides, Comité des.

Prévisions de dépenses, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 115; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 199.

Prévisions économiques:

Prévisions économiques préparées par le ministère du Commerce: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 33),—M. Pickersgill, 257; motion reportée à l'ordre du jour concernant les *Avis de Motions* (*documents*). 257.—Débat et rejet de la motion, 261-262.

Privilèges et Élections, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 109; mandat du comité, 117.

Procédure de la Chambre, Comité spécial:

Motion tendant à l'institution d'un comité spécial chargé d'étudier la procédure de la Chambre, 223.—Adoption de la motion, 277.—Liste des membres faisant partie du comité, 296.—1er rapport, 337; adoption du 1er rapport, 350.

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application des règles de:

Adresse en réponse au discours du trône: Motion (à laquelle il n'a pas été donné suite) visant à permettre l'interruption du débat sur l'adresse afin d'accorder la priorité à l'étude d'un bill, 105.

Affaires courantes ordinaires: Retour à l'appel des motions sous la rubrique susdite, 176, 199, 200, 325.

Affaires inscrites au nom des députés: Heure fixée à 8 h. au lieu de 5 h., 43.

Avis de motions (résolutions inscrites au nom des députés):

Appelés pour la première fois et réservés, 42.

Appelés pour la première fois et réservés à la demande du gouvernement, 234, 286.

Bills d'intérêt privé:

Priorité donnée à la deuxième lecture lors de l'appel, un vendredi, des affaires inscrites au nom des députés, 299.

Bill inscrit à titre de dernier ordre au *Feuilleton* ajouté à l'ordre n° 1 en vue de son étude en comité plénier, 352.

Ordre d'inscription au *Feuilleton* à titre de premier ordre des travaux au lieu des Avis de motions, un mercredi, entre 5 h. et 6 h. du soir, 378. Appelés en premier lieu un mercredi (dernier jour de la session), 384. Renvoi pour étude au comité plénier sur une seule motion, 238-239, 343-344.

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application des règles de:—*Suite*

Étude non terminée de bills qui ont été renvoyés au comité plénier sur une seule motion, 343-344.

Bills rapportés de comités permanents et inscrits au *Feuilleton,* en vue de leur étude plus tard le même jour, 320.

Adoption de recommandations concernant l'imposition de droits à l'égard du capital social de certaines compagnies, 211, 296 et 301.

Bills publics d'initiative ministérielle:

Présentation et 1re lecture, et la 2e lecture est décrétée pour plus tard le même jour, 93.

Première lecture adoptée à la suite d'un scrutin, 329.

Deuxième et troisième lecture à la même séance, 94, 107, 139-140, 194-196, 207, 208, 281-282, 309.

Trois lectures de bills de subsides au cours de la même séance, 54, 270, 321, 382, 384.

Débat sur la motion de 2e lecture d'un bill de subsides, 270.

Troisième lecture immédiatement après 5 h. du soir (heure régulièrement réservée aux affaires inscrites au nom des députés), 140.

Propositions d'amendement à la motion de 3e lecture, 219-220, 224-225.

Bills publics d'initiative parlementaire:

Appelés et réservés à la demande du gouvernement, 51, 90, 106, 212, 243, 271.

Appelés et non absorbés perdent leur rang et sont portés au bas de la liste figurant au *Feuilleton,* 132, 140, 220, 252, 271.

Demande de dépôt et objection soulevée par l'Orateur, 290, la demande est retirée du consentement unanime, 314.

Motion de 1re lecture rejetée à la suite d'un scrutin, 301-302

Deuxième et troisième lectures durant la même séance, 326.

Non adoption par le Sénat du bill C-44, 326.

Substitution de bill: à l'occasion de la motion de 2e lecture, le projet de loi dont est saisie la Chambre est remplacé par un bill modifié quant au fond et au titre, mais portant le même numéro, 160.

Titre de bill changé à deux reprises, 160, 182-183.

Budget: Le ministre des Finances annonce la date de la présentation de l'exposé budgétaire, 325.

Exclusion de la Chambre: Député exclu de la Chambre pour le reste de la séance, 241-242.

Production de documents:

Avis de motions appelés et réservés, 48, 82, 118, 175, 206, 233, 256, 286, 315, 347, 381.

Motions rejetées à la suite d'un scrutin, 118-119, 119-120, 206-207, 316-317, 346-347.

Motions reportées à l'ordre du jour concernant les avis de motions (documents) en vue d'un débat, 82, 257, 382.

Motion rejetée à la suite d'un débat et d'un scrutin, 88-89.

Motion rejetée sur division à la suite d'un débat, 261-262.

Dépôt immédiat de réponses à des questions transformées en ordre de dépôt de documents, 79, 80, 99, 118, 224, 256, 367-368.

Séances de la Chambre:

Ajournement, sur motion, de la séance de la Chambre avant l'heure prévue au Règlement, 15, 18, 155.

Ajournement, sans motion et avec le consentement unanime, de la séance de la Chambre avant l'heure prévue au Règlement, 36.

26210-5—31½

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application des règles de:—*Fin*

Ajournement de la séance de la Chambre retardé en vue de la sanction royale (dernier jour de la session), 388.

Suspension temporaire de la séance de la Chambre, 145.

Subsides, Comité des:

Institution à la séance d'ouverture de la session, 8; reprise des travaux remise jusqu'à ce que la Chambre ait statué sur l'ordre relatif à la ratification de la Convention universelle sur le droit d'auteur, 369.

Voies et moyens, Comité des:

Institution à la séance d'ouverture de la session, 8.

Voir aussi Divorce, Motions ou opérations relatives à l'étude des bills de.

Production de défense:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 300.—Doc. parl. n° 23 (*imprimé*).

Production de documents:

Voir Procédure, motions ou opérations relatives à l'application de règles de.

Protection civile:

Nombre d'hommes sans emploi ayant commencé, terminé ou abandonné le premier cours d'entraînement de survivance; ordre de la Chambre (*Question n° 27)—M. Pitman, 58; dépôt de la réponse, 189.—Doc. parl. n° 100*b*.

Sommes globales dépensées dans tous les ministères en 1962-1963 pour la protection civile: ordre de la Chambre (Question n° 106)—M. Martin (Essex-Est), 80.

Nombre de personnes inscrites au cours d'entraînement de protection civile au Canada: ordre de la Chambre (*Question n° 178)—M. McMillan, 164; dépôt de la réponse, 189.—Doc. parl. n° 100*a*.

Provinces Maritimes:

Voir Fonctionnaires fédéraux retraités.—Terrains marécageux des provinces Maritimes.

Publicité:

Voir Journaux, Rédacteurs, éditeurs ou représentants de.

Q

Québecair:

Correspondance relative à l'octroi à la Société Québecair de l'exclusivité des opérations aériennes entre Sept-Îles et Québec: adresse (Avis de motion n° 13)—M. Chevrier, 175; dépôt de la réponse, 235.—Doc. parl. n° 219.

Correspondance relative à la demande, par la société Québecair, de subventions ou de versements pour l'exploitation de ses services durant l'hiver, etc.: adresse (Avis de motion n° 14)—M. Chevrier, 175; dépôt de la réponse, 235.—Doc. parl. n° 219*a*.

R

Radio-Canada, Société:

Voir ci-dessous.

Radiodiffusion et télévision:

Heures consacrées pour des congrès tenus par divers partis: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 481) en date du 27 septembre 1961, 13.—Doc. parl. n° 110*a*.

Loi modifiant la loi sur la radiodiffusion (Recours contre les violateurs des droits de l'homme).—Bill C-32: présentation— M. Herridge, et 1re lecture, 22; motion tendant à la 2e lecture et débat, 243.

Protestations reçues par la Société Radio-Canada de la part de la Société des Amis de Maurice-L. Duplessis: ordre de la Chambre (*Question n° 82)—M. Fisher, 79; dépôt de la réponse, 231.—Doc. parl. n° 216.

Documents relatifs à l'octroi d'un permis pour l'installation d'une station de relais ou de retransmission de télévision en vue d'assurer des émissions à la population d'expression française des comtés de Madawaska et de Victoria au Nouveau-Brunswick: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion n° 159 en date du 13 septembre 1961), 107.—Doc. parl. n° 109*a*.

Motion de M. McRae portant sur l'institution d'un comité spécial en vue de procéder à une étude de tous les aspects de la publicité commerciale à la télévision et à la radio canadienne: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 176.

Motion de M. Howard portant sur l'à-propos de donner un service de télévision aux régions et localités du Canada qui en sont actuellement privées: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 194.

Correspondance relative à une émission de télévision au poste CJCH-TV, d'Halifax, intitulée: «Youth Wants to Know»: adresse (Avis de motion n° 34)—M. Pickersgill, 257; dépôt de la réponse, 287.—Doc. parl. n° 109*b*.

Railway Employees' Welfare Association Limited:

Loi constituant en corporation «The Railway Employees' Welfare Association Limited».—Pétition, 185.

Régie des alcools d'Ontario:

Voir Taxes de vente.

Régie intérieure de la Chambre:

Voir Commission de la régie intérieure de la Chambre.

Règlement, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 112; mandat du comité, 117; changement dans le personnel, 199; présentation et adoption du 1er rapport (quorum), 337; présentation et adoption du 2e rapport (pétition re bill de divorce), 349.

Relations diplomatiques:

Voir Vienne, Convention de.

Relations fédérales-provinciales:

Voir Corporations de la Couronne.

Relations industrielles, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 114; mandat du comité, 117.

Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail:

Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail.—Bill C-5: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 51.

Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Application à la fonction publique).—Bill C-11: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 20; motion tendant à la 2e lecture et débat, 90.

Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances:

Loi concernant la Reliance Compagnie Canadienne d'Assurances.—Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 249; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-12, M. Lafrenière, 289; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 310; rapport du comité, 319; comité plénier et 3e lecture, 352; sanction royale (le 18 avril 1962), 385. —10-11 Élisabeth II, chapitre 33, Statuts du Canada, 1962.

Remboursements:

Rapport concernant les deniers remboursés sous le régime de la Loi des remboursements (ressources naturelles), 25.—Doc. parl. n° 119.

Renseignements statistiques:

Voir Corporations et syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada.

Réseau national de force motrice:

Voir Énergie électrique.

Résolutions budgétaires:

Le texte des résolutions budgétaires figure au *Feuilleton des avis* publié en annexe aux *Procès-verbaux* du mardi 10 avril 1962.

Modification proposée à la résolution budgétaire relative à la Loi sur la taxe d'accise, publiée en appendice aux *Procès-verbaux* du mercredi 18 avril 1962.

Voir aussi Périodiques non canadiens.

Résolutions d'initiative ministérielle destinées à être étudiées en comité des voies et moyens:

Résolutions budgétaires (avec modification à l'une d'entre elles), 12 et 18 avril; modifications du Tarif des douanes (Liste «C») ainsi que de la loi de l'impôt sur le revenu (périodiques non canadiens): textes figurant au *Feuilleton des avis* publié en appendice aux *Procès-verbaux* du jeudi 12 avril 1962.

Résolutions d'initiative ministérielle laissées au Feuilleton:

Résolutions d'initiative ministérielle, auxquelles il n'a pas été donné suite, destinées à être étudiées en comité plénier et à servir de fondement à des projets de loi: modification de la loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies, et le fonds des changes, 34; paiement de certains impôts et droits provinciaux par les corporations de la Couronne, 201; modifica-

Résolutions d'initiative ministérielle laissées au Feuilleton:—*Fin*

tion de la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, 302; paiement de pensions aux personnes qui ont occupé la charge de sénateur, 345; modification de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (subventions aux universités), 359.

Résolutions présentées par des députés:

Institution d'un comité mixte spécial pour étudier les moyens de doter le Canada d'un drapeau distinctif et d'un hymne national officiel: mise en délibération de l'avis de motion (M. Pigeon) et interruption du débat à six heures du soir, 42.

Établissement d'un réseau national de force motrice: mise en délibération de l'avis de motion (M. Peters) et interruption du débat à six heures du soir, 48.

Construction d'un Colisée à Vancouver: mise en délibération de l'avis de motion (M. Taylor) et interruption du débat à six heures du soir, 60.

Établissement d'un Conseil national de recherches pour l'éducation des adultes: mise en délibération de l'avis de motion (M. Pitman) et interruption du débat à six heures du soir, 84.

Reconnaissance des droits dévolus aux employés en matière de pension en refusant les demandes de déduction des frais découlant de la pension présentées par les employeurs pour les fins de l'impôt sur le revenu: mise en délibération de l'avis de motion (M. McMillan) et interruption du débat à six heures du soir, 100.

Tenue d'un référendum au sujet de l'adoption d'un drapeau canadien: mise en délibération de l'avis de motion (M. Régnier) et interruption du débat à six heures du soir, 122.

Institution d'un comité spécial en vue de procéder à une étude de tous les aspects de la publicité commerciale à la télévision et à la radio canadiennes: mise en délibération de l'avis de motion (M. McRae) et interruption du débat à six heures du soir, 176.

Service de télévision aux régions et localités du Canada qui en sont actuellement privées: mise en délibération de l'avis de motion (M. Howard) et interruption du débat à six heures du soir, 194.

Opportunité d'assurer aux cultivateurs des versements couvrant leurs revenus, en cas de récolte manquée, en modifiant la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies: mise en délibération de l'avis de motion (M. Argue) et interruption du débat à six heures du soir, 208.

Problèmes de responsabilité et de jurisprudence découlant de l'octroi de baux, de la perception de redevances et du contrôle du plateau continental, relativement aux frontières littorales de diverses provinces et des territoires du Nord: mise en délibération de l'avis de motion (M. Winch) et interruption du débat à six heures du soir, 225.

Modification de la Loi sur l'assurance-chômage afin que les travailleurs saisonniers employés dans les fermes touchent des prestations: mise en délibération de l'avis de motion (M. Rapp) et interruption du débat à six heures du soir, 234.

Nécessité d'augmenter le revenu des membres du Parlement: mise en délibération de l'avis de motion (M. Fisher) et ajournement du débat sur motion de M. Pallett, 246-247.

Résolutions présentées par des députés:—*Fin*

Institution d'un comité spécial pour l'adoption de mesures destinées à restreindre et à contrôler les dépenses des campagnes électorales: mise en délibération de l'avis de motion (M. Pickersgill) et interruption du débat à six heures du soir, 247.

Institution d'un comité spécial afin d'étudier de quelle façon le gouvernement du Canada peut accorder une aide financière plus grande pour l'éducation: mise en délibération de l'avis de motion (M. Morton) et interruption du débat à six heures du soir, 258.

Revision de la Loi sur les jeunes délinquants et nomination d'un comité spécial: mise en délibération de la motion (M. Aiken) et interruption du débat à six heures du soir, 277.

Politique nationale des transports: mise en délibération de l'avis de motion (M. Regier) et interruption du débat à six heures du soir, 286.

À-propos de déférer au comité permanent de la banque et du commerce les recommandations de la Commission du tarif sur les textiles: mise en délibération de l'avis de motion (M. Allard) et interruption du débat à six heures du soir, 304.

Création d'une Division de la lutte contre la pollution des eaux: mise en délibération de l'avis de motion (M. Herridge) et interruption du débat à six heures du soir, 318.

Aménagement d'un pont ou d'un tunnel qui relierait la ville de Vancouver à l'île Sea: mise en délibération de l'avis de motion (M. Drysdale) et interruption du débat à six heures du soir, 333.

Assurance-santé nationale: mise en délibération de l'avis de motion (M. Martin (Timmins) et interruption du débat à six heures du soir, 347.

Établissement d'un ministère de l'Industrie: mise en délibération de l'avis de motion (M. Beech) et interruption du débat à six heures du soir, 369.

Ressources hydrauliques:

Voir Nord canadien et Ressources nationales.

Restaurant, Comité mixte:

Message du Sénat et liste des sénateurs faisant partie du comité, 33; institution du comité et liste des députés en faisant partie, 117; message au Sénat, 117.

Revelstoke, Parc national de:

Nom, traitement annuel et débours du surintendant et du personnel administratif du parc national de Revelstoke: ordre de la Chambre (Question n° 429)—M. Herridge, 368.

Revenu des membres du Parlement:

Motion de M. Fisher portant sur l'augmentation du revenu des membres du Parlement et ajournement du débat sur motion de M. Pallett, 246-247.

Revenu national:

Rapport du ministère contenant des relevés relatifs aux recettes des douanes et de l'accise et à d'autres services, et à l'accise et aux impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminé le 31 mars 1961, 25.—Doc. parl. nº 108 (*imprimé*).

Revenu national:—*Fin*

Renseignements indiquant que, avant la présentation du budget, on fabriquait au Canada des chariots élévateurs actionnés au gaz ou à l'essence: ordre de la Chambre (Question n° 277)—M. Benidickson, 193.

Copie des décisions, etc., du ministre du Revenu national, et des décrets du conseil découlant de la Loi sur les douanes, et des ordonnances ministérielles émises en vertu de l'article 38 de la loi, aux fins d'établissement des droits de douane: adresse (Avis de motion n° 38)—M. Benidickson, 315.

Voir aussi Avocats, honoraires d'.—Livres prohibés ou interdits.

Roe, A.V.:

Requête demandant que la *A. V. Roe* varie et étende l'exploitation de ses aciéries à Sydney: ordre de la Chambre (*Question n° 31)—M. Robichaud, 58; dépôt de la réponse, 334.—Doc. parl. n° 230.

Rocheuses orientales:

Voir Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales.

Route transcanadienne:

Ducuments relatifs à une aide fédérale pour la construction d'une seconde route transcanadienne: adresse (Avis de motion n° 11)—M. Argue, 82; dépôt de la réponse, 239.—Doc. parl. n° 131*a*.

Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne.—Bill C-83: présentation—M. Howard, et 1re lecture, 302.

Rapport des opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne pour l'année terminée le 31 mars 1961, 348.—Doc. parl. n° 131 (*imprimé*).

Russie soviétique:

Voir URSS.

S

Saint-Ferdinand d'Halifax:

Voir Postes.

Saint-Laurent, Comité du fleuve—et du Port de Montréal:

Rapport du Comité des ingénieurs connu sous le nom de Comité du Fleuve Saint-Laurent et du Port de Montréal (1950): ordre de la Chambre (Avis de motion n° 54)—M. Fisher, 382.—Motion reportée à la rubrique *Avis de motions* (*documents*).

Sainte-Philomène:

Voir National-Canadien.

Salaire minimum:

Loi établissant un salaire minimum pour les employés.—Bill C-42: présentation—M. Peters, et 1re lecture, 27; motion tendant à la 2e lecture et débat, 365.

Sanction royale:

Le 7 février (par l'honorable P. Kerwin, juge en chef), 85; le 15 février (par l'honorable juge Robert Taschereau), 133; le 23 février (par l'honorable juge Robert Taschereau), 161; le 23 mars (par l'honorable juge Robert Taschereau), 272; le 5 avril (par l'honorable juge P. Kerwin) 322; le 18 avril (par l'honorable P. Kerwin), 385.

Santé nationale et Bien-être social:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 162.—Doc. parl. n° 98 (*imprimé*).

Scrutin:

Voir Votation avec inscription des noms.

Sécurité de la vieillesse:

Rapport sur l'administration de la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1961 (textes français et anglais), 15.—Doc. parl. n° 102.

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.—Résolution: présentation, 39; comité plénier, 60; adoption, 61.—Bill C-54: présentation—M. Monteith (Perth), et 1re lecture, 61; motion tendant à la 2e lecture et débat, 63; 2e lecture et comité plénier, 64; 3e lecture, 83; adoption au Sénat, 122; sanction royale (le 15 février 1962), 133.—10-11 Élisabeth II, chapitre 5, Statuts du Canada, 1962.

Sécurité sociale au Canada:

Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Sénat, Pensions de retraite du:

Résolution concernant le paiement de pensions aux personnes qui ont occupé la charge de sénateur, 345.

Voir aussi Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Senneville, Rivière:

Travaux de nettoyage exécutés par le gouvernement fédéral dans la rivière Senneville, dans les comtés de Villeneuve et de Chapleau: ordre de la Chambre (Question n° 87)—M. Martel, 59; dépôt de la réponse, 231.—Doc. parl. n° 217.

Sept-Îles:

Voir Québecair.

Séquestre des biens ennemis:

Rapport pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 177.—Doc. parl. n° 135.

Serments d'office:

Loi concernant la prestation des serments d'office.—Bill C-1: présentation—M. Diefenbaker, et 1re lecture, 2.

Service civil, Règlement du:

Dépôt par le premier ministre du Règlement sur le Service civil, 306.

Société canadienne des télécommunications transmarines:

Budget d'établissement de la Société pour l'année expirant le 31 mars 1963 et arrêté en conseil C.P. 1962-416 approuvant ledit budget, 306.—Doc. parl. n° 160*a*.

Société centrale d'hypothèques et de logement:

Deuxième budget d'établissement revisé de la Société pour l'année expirant le 31 décembre 1961, 49.—Doc. parl. n° 129*a*.

Projets de militaires ou d'anciens combattants administrés par la Société centrale d'hypothèques et de logement: ordre de la Chambre (Question n° 127)—M. Broome, 98; dépôt de la réponse, 161.—Doc. parl. n° 129*b*.

Budget d'établissement revisé de la Société pour l'année expirant le 31 décembre 1962, 184.—Doc. parl. n° 129*c*.

Noms et adresses de tous les conseillers juridiques de la Société centrale d'hypothèques et de logement dans le district électoral de Peterborough: ordre de la Chambre (Question n° 244)—M. Pitman, 194.

Rapport de la Société, comprenant le relevé de ses comptes, certifiés par les vérificateurs, pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 273.—Doc. parl. n° 129 (*imprimé*).

Société d'assurance des crédits à l'exportation:

Voir Assurance des crédits à l'exportation.

Société des Amis de Maurice-L. Duplessis:

Voir Radiodiffusion et télévision.

Société Radio-Canada:

Voir Radiodiffusion et télévision.

Société de la Couronne:

Voir Taxes de vente.

Solitaire, Rivière:

Copie de toutes les feuilles de paie, etc., relativement aux travaux exécutés en 1958 et en 1959 sur la rivière Solitaire: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (Avis de motion n° 145 en date du 14 juin 1961), 356.—Doc. parl. n° 170*c*.

Souveraineté du Canada:

Loi concernant la souveraineté du Canada.—Bill C-25; présentation—M. Allard, et 1re lecture, 22; motion tendant à la 2e lecture et débat, 252.

Voir aussi Drapeau canadien.

Springhill (N.-É.):

Correspondance relative au chemin de fer reliant la jonction de Springhill à Springhill, en Nouvelle-Écosse: adresse (Avis de motion n° 20)—M. Pickersgill, 206; dépôt de la réponse, 334.—Doc. parl. n° 229.

Subsides, Comité des:

Institution du comité, 8.

Renvoi au comité des subsides des budgets des dépenses: nouveau budget supplémentaire (2) de 1961-1962, 31; nouveau budget supplémentaire (3) de 1961-1962, 87; budget principal de 1962-1963, 97; nouveau budget supplémentaire (4) de 1961-1962, 245.

La Chambre se forme en comité après la mise aux voix d'une motion, 172.

26210-5—32½

Subsides, Comité des:—*Fin*

La Chambre se forme en comité des subsides sans motion: 37, 41 et 42, 43, 48, 51, 53, 158, 176, 181 et 184, 188, 211 et 212, 226, 229 et 230, 234, 238 et 239, 241 et 242, 246 et 247, 251 et 252, 257, 261 et 262, 269, 270, 286, 290, 296, 320, 326, 350, 352 et 355, 359, 369, 382.

La Chambre se forme en comité et fait rapport de l'état de la question, 37, 41 et 42, 48, 51, 176, 181 et 184, 188, 234, 238 et 239, 270, 286.

Le comité des subsides adopte certaines résolutions: nouveau budget supplémentaire (2) de 1961-1962, 44, 53-54; nouveau budget supplémentaire (3) de 1961-1962, 158-160, 212-213, 226, 230, 242, 247, 252-253, 257-258, 262-265, 269; nouveau budget supplémentaire (4) de 1961-1962, 290-292, 296-299; crédits provisoires de 1962-1963, 320; nouveau budget supplémentaire (4) de 1961-1962, 326, 352, 355, 355-356, 359-363, 369-371; crédits provisoires de 1962-1963, 382-383.

La Chambre approuve les résolutions adoptées par le comité des subsides: 44, 54, 160, 213, 226, 230, 242, 247, 253, 258, 265, 269, 292, 299, 320, (crédits provisoires), 326, 356, 363, 371, 383 (crédits provisoires).

Les prévisions de dépenses de six ministères (Citoyenneté et Immigration, Justice, Santé nationale et Bien-être social, Nord canadien et Ressources nationales, Travaux publics, Commerce) sont abordées et entamées pour examen à l'occasion de la 1re motion visant les subsides, 172.

Le comité des subsides suspend temporairement sa séance en vue de la présentation à la Chambre d'un rapport touchant la conduite du député de Hull (M. Alexis Caron), 241.

Le comité des subsides suspend temporairement sa séance en vue de la présentation à la Chambre d'un rapport touchant un appel de la décision du président sur une question de rappel au Règlement, 350.

Subsides, Loi des:

Loi des subsides n° 1 de 1962 (nouveau budget supplémentaire n° 2 de 1961-1962).—Résolutions du comité des subsides, 44, 53-54.—Résolution du comité des voies et moyens, 54.—Bill C-51, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962: présentation—M. Fleming (Eglinton), et adoption du bill à toutes ses étapes, 54; adoption au Sénat, 83; sanction royale (le 7 février 1962), 85.—10-11 Élisabeth II, chapitre 1, Statuts du Canada, 1962.

Loi des subsides n° 2 de 1962 (nouveau budget supplémentaire n° 3).—Résolutions du comité des subsides, 158-160, 212-213, 226, 230, 242, 247, 252-253, 257-258, 262-265, 269.—Résolution du comité des voies et moyens, 270.—Bill C-78, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962: présentation—M. Fleming (Eglinton), et adoption du bill à toutes ses étapes, après débat sur la motion de 2e lecture, 270; adoption au Sénat, 271; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 12, Statuts du Canada, 1962.

Loi des subsides n° 3 de 1962 (budget principal de 1962-1963, crédits provisoires).—Résolutions du comité des subsides et du comité des voies et moyens, 320-321.—Bill C-85, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963: présentation—M. Fleming (Eglinton), et adoption du

Subsides, Loi des:—*Fin*

bill à toutes ses étapes, 321; adoption au Sénat, 321; sanction royale (le 5 avril 1962), 323.—10-11 Élisabeth II, chapitre 20, Statuts du Canada, 1962.

Loi des subsides n° 4 de 1962 (nouveau budget supplémentaire n° 4 de 1961-1962).—Résolutions du comité des subsides, 290-292, 296-299, 326, 352, 355, 355 et 356, 359 et 363, 369-371.—Résolution du comité des voies et moyens: étude de la résolution, 371 et 382; adoption de la résolution, 382.—Bill C-89, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1962: présentation—M. Fleming (Eglinton), et adoption du bill à toutes ses étapes, 382; adoption au Sénat, 384; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 23, Statuts du Canada, 1962.

Loi des subsides n° 5 de 1962 (budget principal de 1962-1963—crédits provisoires).—Résolutions du comité des subsides et des voies et moyens, 382-383.—Bill C-90, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963: présentation—M. Fleming (Eglinton), et adoption du bill à toutes ses étapes, 384; adoption au Sénat, 384; sanction royale (le 23 mars 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 24, Statuts du Canada, 1962.

Subsides, Motion visant les:

1re motion (article 56(2) du Règlement; durée du débat: 2 jours), 164; amendement de Mlle LaMarsh et débat, 164; sous-amendement de M. Herridge et débat, 164, 169; le sous-amendement est rejeté par le vote de 164 contre 8, 170; l'amendement est rejeté par le vote de 133 contre 39, 171; adoption de la motion et formation de la Chambre en comité des subsides, 172; les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux (Citoyenneté et Immigration, Justice, Santé nationale et Bien-être social, Nord canadien et Ressources nationales, Travaux publics, Commerce) sont abordées et entamées pour examen, 172.

Suisse:

Voir Tarifs douaniers et commerce.

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie:

Loi concernant la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie.—Pétition, 142; rapport de l'examinateur, 144; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-8, M. Lafrenière, 188; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 200; rapport du comité, 233; comité plénier et 3e lecture, 239; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 34, Statuts du Canada, 1962.

Sweepstakes:

Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice des hôpitaux.—Bill C-2: présentation—M. Browne (Vancouver-Kingsway), et 1re lecture, 19; motion tendant à la 2e lecture et débat, 38.

Voir aussi Loterie canadienne.

T

Tarif des douanes:
Voir Périodiques non canadiens.—Résolutions d'initiative ministérielle destinées à être étudiées en comité des voies et moyens.

Tarifs douaniers et commerce:
Déclaration concernant l'accession provisoire de la Confédération suisse à l'Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (textes français et anglais), 374.—Doc. parl. n° 33*m*.
Procès-verbal portant prorogation de la Déclaration concernant l'accession provisoire de la Tunisie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (textes français et anglais), 374.—Doc. parl. n° 33*o*.
Protocole d'accession d'Israël et du Portugal à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (textes français et anglais), 381.—Doc. parl. n°s 212*d* et 212*c*.
Voir aussi Canada-États-Unis d'Amérique.

Taschereau, L'honorable juge Robert:
Message invitant la Chambre à se rendre au Sénat en vue de la sanction royale, 132, 161, 271.

Taux de transport de marchandises:
Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises.—Résolution: présentation, 302.

Taxes de vente:
Société de la Couronne qui ont accepté de verser les taxes de vente que les gouvernements provinciaux exigent sur les achats de ces sociétés: dépôt de la réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 460), 12.—Doc. parl. n° 184.

Télévision:
Voir Radiodiffusion et télévision.

Terrains marécageux des provinces Maritimes:
Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes pour l'année terminée le 31 mars 1961, 217.—Doc. parl. n° 12 (*imprimé*).

Terrains, Ventes de:
Terrains vendus à Ottawa par la Couronne ou la Corporation de disposition des biens de la Couronne: ordre de la Chambre (Question n° 29)—Mlle LaMarsh, 58; dépôt de la réponse, 122.—Doc. parl. n° 194.
Voir aussi Junction Gore.

Terres destinées aux anciens combattants:
Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.—Résolution: présentation, 151; comité plénier, 277; adoption, 277-278.—Bill C-80: présentation—M. Churchill, et 1re lecture, 278; comité plénier et renvoi au comité permanent des affaires des anciens combattants, 281; rapport du comité, 309; comité plénier et 3e lecture, 347; adoption au Sénat, 371; sanction royale (le 18 avril 1962), 385.—10-11 Élisabeth II, chapitre 29, Statuts du Canada, 1962.

Territoires du Nord-Ouest:

Ordonnances, chapitres 1 à 13, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest et sanctionnées le 25 janvier 1962, et exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1962-219, en date du 15 février 1962, approuvant lesdites Ordonnances, 164.—Doc. parl. n° 118.

Voir aussi Députation, Loi modifiant la Loi sur la—(Bill C-14) (Nouveau nom de district électoral).

Textiles:

Motion de M. Allard portant sur l'à-propos de déférer au comité permanent de la banque et du commerce les recommandations de la Commission du tarif sur les textiles: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 304.

Dispositions concernant le commerce international des textiles de coton (textes français et anglais), 52—Doc. parl. n° 33*e*.

Thunder-Bay, District de:

Voir Agriculture.

Tocsin B, Exercice:

Nombre de bombes lancées lors de l'exercice *Tocsin B:* ordre de la Chambre (Question n° 35)—M. Pitman, 41; dépôt de la réponse, 102.—Doc. parl. n° 191.

Transports:

Frais de voyage débités par le ministère des Transports aux ministères de l'État ou aux particuliers qui font usage de ses avions: ordre de la Chambre (*Question n° 123)—M. Leduc, 118.

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961 (Textes français et anglais), 134.—Doc. parl. n° 149 (*imprimé*).

Accord conclu le 22 juillet 1909 entre Sa Majesté le Roi et la *Matane and Gaspé Railway Company,* 219—Doc. parl. n° 213*a*.

Somme globale dépensée par le ministère des Transports dans le district électoral de Peterborough: ordre de la Chambre (Question n° 325)—M. Pitman, 285; dépôt de la réponse, 287.—Doc. parl. n° 236.

Motion de M. Regier portant sur la politique nationale des transports: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 286.

Opérations commerciales du ministère des Transports avec des fabricants d'avions et des sociétés de réparation: ordre de la Chambre (*Question n° 356)—M. McMillan, 303.

Nombre d'avions achetés par le ministère des Transports: ordre de la Chambre (*Question n° 357)—M. McMillan, 303.

Relevé du nombre des fonctionnaires du ministère des Transports et de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, employés à Cornwall, Ontario, 364.—Doc. parl. n° 148*b*.

Usage d'avions du gouvernement par quelque personne ou organisation: ordre de la Chambre (Question n° 440)—M. Caron, 368.

Rapport intitulé: «Department of Transport—Annual Record of Operations, 1960-1961», 373.—Doc. parl. n° 149*a* (*imprimé*).

Voir aussi Aéroports.—Argentia.—Avocats, honoraires d'.—Chemins de fer nationaux du Canada.—Commission des Transports.—Commissions royales.—Marine marchande du Canada.—Québecair.—Taux de transport de marchandises.

Travail:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961, 15.—Doc. parl. n° 82 (*imprimé*).

Voir aussi Conférence internationale du travail.

Travaux d'hiver:

Correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au programme actuel de travaux d'hiver: adresse (Avis de motion n° 15)—M. Paul, 121; dépôt de la réponse, 240.—Doc. parl. n° 206*a*.

En ce qui concerne le programme de travaux d'hiver, projets que le gouvernement fédéral a approuvés, coût des travaux, etc.: ordre de la Chambre (*Question n° 143)—M. Racine, 163; dépôt de la réponse, 189. —Doc. parl. n° 206.

Travaux publics:

Rapport du ministère pour l'année terminée le 31 mars 1961, 141.—Doc. parl. n° 128 (*imprimé*).—Texte français, 348.

Noms des navires et dragues du ministère des Travaux publics en Colombie-Britannique: ordre de la Chambre (Question n° 66)—M. Regier, 58; dépôt de la réponse, 177.—Doc. parl. n° 205.

Correspondance relative à la construction d'un nouvel édifice destiné à loger la Commission d'assurance-chômage et un nouveau bureau de poste, dans la ville de Fort-William: ordre de la Chambre (Avis de motion n° 37)—M. Badanai, 286.

Voir aussi Avocats, honoraires d'.—Chaussée—brise-lames.—Chignectou.—Duparquet, P.Q.—Macamic, Lac.—Postes.—Senneville, Rivière.—Solitaire, Rivière.

Trent:

Cubage d'eau dans la route fluviale de Trent: ordre de la Chambre (Question n° 295)—M. Pitman, et dépôt immédiat de la réponse, 256.—Doc. parl. n° 221.

Volume du trafic dans les deux écluses du réseau du canal Trent: ordre de la Chambre (Question n° 378)—M. McWilliam, 304; dépôt de la réponse, 387.—Doc. parl. n° 221*a*.

Trust de l'Est canadien:

Voir Eastern Trust Company.

Tunisie:

Voir Tarifs douaniers et commerce.

U

Universités:

Correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de Québec au sujet des subventions aux universités: adresse (*Avis de motion n° 1)—M. Chevrier, 47; dépôt de la réponse, 134.—Doc. parl. n° 196.

Voir aussi Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

URSS:

Note adressée au premier ministre du Canada, le 11 février 1962, par le président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev. (Textes français et anglais), 121.—Doc. parl. n° 195.

Note envoyée le 14 février 1962 au président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev, par le premier ministre du Canada. (Textes français et anglais), 130.—Doc. parl. n° 195*a*.

Note adressée au premier ministre du Canada, le 27 février 1962, par le président du Conseil des ministres de l'URSS, M. N. S. Khrouchtchev. (Textes français et anglais), 188.—Doc. parl. n° 195*b*.

Total des prêts consentis ou des dons faits à la Russie soviétique par le gouvernement canadien: ordre de la Chambre (*Question n° 217)—M. Pigeon, 193; dépôt de la réponse, 292.—Doc. parl. n° 224.

V

Vacances dans la députation:

Avis d'une vacance dans le district électoral de Mackenzie-River, par suite du décès de M. Mervyn Arthur Hardie, 187.

Avis d'une vacance dans le district électoral de Nicolet-Yamaska, par suite de l'acceptation, par l'honorable Paul Comtois, d'une charge rétribuée par la Couronne, 187.

Vancouver, C.-B.:

Motion de M. Taylor portant sur la construction d'un Colisée à Vancouver: mise en délibération et interruption du débat à six heures du soir, 60.

Vice-président des comités pléniers de la Chambre:

Voir Comités pléniers de la Chambre.

Vieillesse, Pensions de:

Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Vienne, Convention de:

Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (textes français et anglais), 374.—Doc. parl. n° 33*n*.

Voie maritime du Saint-Laurent:

Budget d'établissement revisé de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année financière expirant le 31 décembre 1961, 11.—Doc. parl. n° 167*a*.

Budget d'établissement de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année financière expirant le 31 décembre 1962 et arrêté en conseil C.P. 1962-23 approuvant ledit budget, 11.—Doc. parl n° 167*b*.

Loi modifiant la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.—Résolution: présentation, 41; adoption, 102.—Bill C-66: présentation—M. Balcer, et 1re lecture, 102; 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 107; adoption au Sénat, 184; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 18, Statuts du Canada, 1962.

Rapport de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 décembre 1961 (textes français et anglais), 378.—Doc. parl. n° 167.

Voies et moyens, Comité des:

Institution du comité, 8.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens sans motion: 54, 270, 320-321, 371, 378, 382, 383.

La Chambre se forme deux fois en comité des voies et moyens pour l'étude d'une résolution précédant une loi des subsides, 378 et 382.

Le comité des voies et moyens adopte certaines résolutions: 54 (nouveau budget supplémentaire (2) de 1961-1962); 270 (nouveau budget supplémentaire (3) de 1961-1962); 320-321 (crédits provisoires de 1962-1963); 382 (nouveau budget supplémentaire (4) de 1961-1962); 383 (crédits provisoires de 1962-1963).

La Chambre approuve les résolutions adoptées par le comité des voies et moyens: 54, 270, 321, 382, 383.

Lecture de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des voies et moyens (Budget) et motion invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil et débat, 344.

Voir aussi Résolutions budgétaires.—Périodiques non canadiens.

Votation avec inscription des noms:

Adresse en réponse au discours du trône : rejet du sous-amendement de M. Argue, 28-29; amendement de M. Pearson à la motion d'adoption rejeté, 34-35; rejet de l'amendement de M. Peters à la motion d'adoption, 146-147.

China Resources Company: demande de tous contrats conclus entre la Commission canadienne du blé et la société en vue de la vente de céréales, motion rejetée, 118-119; demande de dépôt de l'accord à long terme pour la période du 1er juin 1961 à décembre 1963, motion rejetée, 119-120.

Décisions du président du comité plénier confirmées par la Chambre: irrecevabilité d'un amendement au Bill C-49 concernant la loi sur les prêts aux petites entreprises, 195; l'étude d'un certain crédit est permise, même si un crédit antérieur était en délibération à la séance précédente, 350-351.

Divorce, Bills de: motions de 2e lecture adoptées après débats et à la suite d'un vote, 353-354-355.

Eaux territoriales: demande de documents relatifs à la largeur des eaux territoriales et aux propositions visant à étendre leurs limites, motion rejetée, 88-89.

Exclusion de la Chambre: à la suite d'un rapport du président du comité plénier faisant connaître que le député de Hull (M. Caron) a refusé de retirer certaines observations à son adresse, adoption d'une motion d'exclusion de la Chambre pour le reste de la séance du jour, 241-242.

Indiens: demande d'une copie de l'étude faite, par un comité interministériel, des vœux formulés par la Commission d'enquête chargée de s'enquérir de toutes les questions découlant des dispositions inexécutées des traités 8 et 11 s'appliquant aux Indiens du district de Mackenzie, motion rejetée, 206-207.

Première lecture du Bill C-82, concernant les impôts sur le revenu: rejet de la motion, 301-302.

Première lecture du Bill C-86, tendant à modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique: adoption de la motion, 329-330.

Président des comités pléniers de la Chambre: adoption de la motion concernant la nomination de M. Paul Martineau, 7.

Votation avec inscription des noms:—*Fin*

Réserve indienne Tsimpsean: instructions émises par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, etc., à M. Paul Brett, motion rejetée, 316-317; demande de documents relatifs à la vente de bois d'œuvre, motion rejetée, 346-347.

Subsides, motion visant les: rejet du sous-amendement de M. Herridge, 170-171; rejet de l'amendement de Mlle LaMarsh, 170.

Troisième lecture du Bill C-38, prévoyant la divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres, relatifs aux affaires des corporations et des syndicats ouvriers qui exercent une activité au Canada: adoption de la motion, 333-334.

Troisième lecture du Bill C-67, concernant la construction d'une ligne ferroviaire entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts; rejet de la motion d'amendement de renvoi à six mois, 224-225.

Vote unanime à la suite d'un scrutin: adoption de la motion de deuxième lecture du Bill C-64, concernant les pensions et allocations de guerre pour les civils, 121-122; adoption de la motion de deuxième lecture du Bill C-75, concernant la Commission canadienne du blé, 281-282.

Voyages à l'étranger:

Noms des membres du Cabinet, des membres du Parlement, des fonctionnaires publics et d'autres citoyens canadiens envoyés à l'étranger depuis le 6 juin 1957 pour les affaires de l'État: dépôt d'une autre réponse à un ordre de la Chambre (Question n° 22 en date du 30 novembre 1960), 12.—Doc. parl. n° 183.

W

Wahn, M. Ian G.:

Voir Citoyenneté et Immigration.

Westmount Life Insurance Company:

Loi constituant en corporation la Westmount Life Insurance Company. —Pétition, 86; rapport de l'examinateur, 136; message du Sénat et 1re lecture: Bill S-4, M. Webster, 160; 2e lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 182; rapport du comité, 233; comité plénier et 3e lecture, 239; sanction royale (le 23 mars 1962), 272.—10-11 Élisabeth II, chapitre 35, Statuts du Canada, 1962.

Y

Yarmouth (N.-É.):

Correspondance relative au remplacement du phare à Yarmouth (N.-É.): adresse (Avis de motion n° 12)—M. Pickersgill, 82; dépôt de la réponse, 254.—Doc. parl. n° 220.

Yukon:

Ordonnances, chapitre 1 à 5, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées le 29 novembre 1961 et exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1961-1848 approuvant lesdites ordonnances, 11.—Doc. parl. n° 121.

LISTE DES APPENDICES AUX JOURNAUX—SESSION DE 1962

N° 1—*a*) Embranchements du National-Canadien (Optic Lake-Chisel Lake, et depuis Sipiwesk, au Manitoba), Bill C-48: deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 1), 130.

b) Embranchement du National-Canadien (Whitecourt, Alberta), Bill C-63: deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 1), 130.

N° 2—Embranchement du National-Canadien (Matane—Sainte-Anne-des-Monts Péninsule de Gaspé, P.Q.), Bill C-67: troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 2), 181.

N° 3—Cochin Pipe Lines Ltd., constitution en corporation, Bill S-6: quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 3), 211.

N° 4—Polaris Pipe Lines, constitution en corporation, Bill S-13: cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 4), 295-296.

N° 5—Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, modification, Bill C-80: troisième rapport du comité permanent des affaires des anciens combattants et dépôt des procès-verbaux et témoignages imprimés du comité (fascicule n° 1), 309.

MEMBRES DU MINISTÈRE

Premier ministre	le très hon. JOHN GEORGE DIEFENBAKER
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	l'hon. HOWARD CHARLES GREEN
Ministre des Finances et receveur général	l'hon. DONALD METHUEN FLEMING
Ministre du Commerce	l'hon. GEORGE HEES
Ministre des Transports	l'hon. LÉON BALCER
Ministre des Affaires des anciens combattants	l'hon. GORDON CHURCHILL
Ministre de la Justice et procureur général	l'hon. EDMUND DAVIE FULTON
Ministre du Revenu national	l'hon. GEORGE CLYDE NOWLAN
Ministre de la Défense nationale	l'hon. DOUGLAS SCOTT HARKNESS
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	l'hon. ELLEN LOUKS FAIRCLOUGH
Ministre des Pêcheries	l'hon. J. ANGUS MACLEAN
Ministre du Travail	l'hon. MICHAEL STARR
Ministre des Postes	l'hon. WILLIAM MCLEAN HAMILTON
Solliciteur général du Canada	l'hon. WILLIAM J. BROWNE
Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social	l'hon. JAY WALDO MONTEITH
Ministre de l'Agriculture	l'hon. FRANCIS ALVIN GEORGE HAMILTON
Ministre de la Production de défense	l'hon. RAYMOND JOSEPH MICHAEL O'HURLEY
Ministre des Travaux publics	l'hon. DAVID JAMES WALKER
Ministre associé de la Défense nationale	l'hon. JOSEPH-PIERRE-ALBERT SÉVIGNY
Ministre des Forêts	l'hon. HUGH JOHN FLEMMING
Secrétaire d'État et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada	l'hon. NOËL DORION
Ministre du Nord canadien et des Ressources nationales	l'hon. WALTER GILBERT DINSDALE
Ministre sans portefeuille	l'hon. GEORGE ERNEST HALPENNY
Ministre des Mines et des Relevés techniques	l'hon. JACQUES FLYNN

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

MM. les députés	
J.-H.-Théogène Ricard John C. Pallett	du premier ministre
Richard A. Bell	du ministre des Finances
Edmund L. Morris	du ministre du Commerce
Quinto A. Martini	du ministre des Transports
Henry F. Jones	du ministre des Affaires des anciens combattants
Thomas M. Bell	du ministre de la Justice
Marcel Lambert	du ministre du Revenu national
Egan Chambers	du ministre de la Défense nationale
Roland L. English	du ministre des Pêcheries
Richard D. Thrasher	du ministre du Travail
L. E. Cardiff	du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social
John A. Charlton Warner H. Jorgenson	du ministre de l'Agriculture
Yvon-R. Tassé	du ministre des Travaux publics

HAUT PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Orateur	l'hon. ROLAND MICHENER
Orateur suppléant et président des comités pléniers	M. JACQUES FLYNN
Vice-président des comités pléniers	M. GORDON CHOWN

Greffier de la Chambre	M. LÉON-J. RAYMOND, O.B.E.
Sergent d'armes	le lieutenant-colonel D. V. CURRIE, V.C.

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Cinquième session du vingt-quatrième Parlement

AIKEN, GORDON HARVEY—Parry-Sound-Muskoka.
AITKEN, Mlle MARGARET—York-Humber.
ALLARD, MAURICE—Sherbrooke.
ALLMARK, BENJAMIN GRAYDON—Kingston.
ARGUE, HAZEN ROBERT—Assiniboïa.
ASSELIN, MARTIAL—Charlevoix.

BADANAI, HUBERT—Fort-William.
BALCER, L'HON. LÉON—Trois-Rivières.
BALDWIN, G. W.—Peace-River.
BARRINGTON, MERRILL EDWIN—Châteauguay-Huntingdon-Laprairie.
BASKIN, JAMES W.—Renfrew-Sud.
BATTEN, HERMAN MAXWELL—Humber-St. George's.
BEECH, WILLIAM GEORGE—York-Sud.
BELL, RICHARD ALBERT—Carleton.
BELL, THOMAS MILLER—Saint-Jean-Albert.
BELZILE, J.-ALFRED—Matapédia-Matane.
BENIDICKSON, WILLIAM MOORE—Kenora-Rainy River.
BEST, ALEXANDER—Halton.
BIGG, FREDERICK JOHNSTONE—Athabasca.
BISSONNETTE, J.-EUGÈNE—Québec-Ouest.
BOIVIN, MARCEL—Shefford.
BOULANGER, SAM—Drummond-Arthabaska.
BOURBONNAIS, J.-MARCEL—Vaudreuil-Soulanges.
BOURDAGES, J.-RODRIGUE—Laval.
BOURGET, MAURICE—Lévis.
BOURQUE, ROMUALD—Outremont-Saint-Jean.
BRASSARD, AUGUSTIN—Lapointe.
BRASSARD, VINCENT—Chicoutimi.
BROOME, ERNEST JAMES—Vancouver-Sud.
BROWNE, JOHN FERGUSON—Vancouver-Kingsway.
BROWNE, L'HON. WILLIAM J.—Saint-Jean-Ouest.
BRUCHÉSI, GÉRARD—Beauharnois-Salaberry.
BRUNSDEN, EDWIN WILLIAM—Medicine-Hat.

CADIEU, ALBERT C.—Meadow-Lake.
CAMPBELL, ERNEST JOHN—Lambton-Kent.
CAMPBELL, GRANT—Stormont.
CAMPEAU, CHARLES-É.—Saint-Jacques.
CARDIFF, LEWIS ELSTON—Huron.
CARDIN, LUCIEN—Richelieu-Verchères.
CARON, ALEXIS—Hull.
CARTER, CHESLEY WILLIAM—Burin-Burgeo.
CASSELMAN, Mme JEAN—Grenville-Dundas.
CATHERS, CECIL A.—York-Nord.
CHAMBERS, EGAN EDMUND—Saint-Laurent-Saint-Georges.
CHARLTON, JOHN A.—Brant-Haldimand.
CHATTERTON, GEORGE LOUIS—Esquimalt-Saanich.
CHEVRIER, L'HON. LIONEL—Laurier.
CHOWN, GORDON CAMPBELL—Winnipeg-Sud.
CHURCHILL, L'HON. GORDON—Winnipeg-Sud-Centre.
CLANCY, GORDON DRUMMOND—Yorkton.
CLERMONT, GASTON—Labelle.
COATES, ROBERT CARMAN—Cumberland.
COOPER, CLARENCE OWEN—Rosetown-Biggar.
CREAGHAN, WILLIAM L. M.—Westmorland.
CRESTOHL, LEON—Cartier.
CROUSE, LLOYD ROSEVILLE—Queens-Lunenburg.

DANFORTH, HAROLD WARREN—Kent (Ont.).
DENIS, AZELLUS—Saint-Denis.
DESCHAMBAULT, MARCEL—Terrebonne.
DESCHATELETS, JEAN-PAUL—Maisonneuve-Rosemont.
DIEFENBAKER, LE TRÈS HON. JOHN GEORGE—Prince-Albert.

DINSDALE, L'HON. WALTER GILBERT—Brandon-Souris.
DORION, L'HON. NOËL—Bellechasse.
DOUCETT, GEORGE HENRY—Lanark.
DROUIN, NOËL—Dorchester.
DRYSDALE, JOHN A. W.—Burnaby-Richmond.
DUBOIS, V.-FLORENT—Richmond-Wolfe.
DUMAS, ARMAND—Villeneuve.
DUPUIS, YVON—Saint-Jean-Iberville-Napierville.

ENGLISH, ROLAND—Gaspé.
EUDES, RAYMOND—Hochelaga.

FAIRCLOUGH, L'HON. ELLEN LOUKS—Hamilton-Ouest.
FAIRFIELD, GEORGE CLARK—Portage-Neepawa.
FANE, FRANK JOHN WILLIAM—Vegreville.
FISHER, DOUGLAS MASON—Port-Arthur.
FLEMING, L'HON. DONALD METHUEN—Eglinton.
FLEMING, STUART A.—Okanagan-Revelstoke.
FLEMMING, L'HON. HUGH JOHN—Royal.
FLYNN, L'HON. JACQUES—Québec-Sud.
FORBES, ELMER—Dauphin.
FORGIE, JAMES MOFFAT—Renfrew-Nord.
FORTIN, LOUIS—Montmagny-L'Islet.
FOURNIER, EDGAR E.—Restigouche-Madawaska.
FRÉCHETTE, ANTOINE—Rivière-du-Loup-Témiscouata.
FULTON, L'HON. EDMUND DAVIE—Kamloops.

GARLAND, JOHN RICHARD—Nipissing.
GILLET, ANDRÉ—Mercier.
GODIN, O.-J.—Nickel Belt.
GRAFFTEY, WILLIAM HEWARD—Brome-Missisquoi.
GRANGER, CHARLES RONALD MCKAY—Grand-Falls-White-Bay-Labrador.
GREEN, L'HON. HOWARD CHARLES—Vancouver-Quadra.
GRENIER, LUCIEN—Bonaventure.
GRILLS, LEE.—Hastings-Sud.
GUNDLOCK, DEANE ROSCOE—Lethbridge.

HABEL, J.-A.—Cochrane.
HALES, ALFRED DRYDEN—Wellington-Sud.
HALPENNY, L'HON. GEORGE ERNEST—London.
HAMILTON, L'HON. FRANCIS ALVIN GEORGE—Qu'Appelle
HAMILTON, JOHN BORDEN—York-Ouest.
HAMILTON, L'HON. WILLIAM MCLEAN—Notre-Dame-de-Grâce.
HANBIDGE, ROBERT LEITH—Kindersley.
HARKNESS, L'HON. DOUGLAS SCOTT—Calgary-Nord.
HEES, L'HON. GEORGE HARRIS—Broadview.
HELLYER, L'HON. PAUL T.—Trinity.
HENDERSON, WALTER CLARENCE—Cariboo.
HERRIDGE, HERBERT WILFRED—Kootenay-Ouest.
HICKS, WILLIAM HAROLD—Fraser-Valley.
HODGSON, CLAYTON WESLEY—Victoria (Ont.).
HORNER, ALBERT RALPH—The Battlefords.
HORNER, HUGH M.—Jasper-Edson.
HORNER, JOHN HENRY—Acadia.
HOWARD, FRANK—Skeena.
HOWE, W. MARVIN—Wellington-Huron.

JOHNSON, MAURICE—Chambly-Rouville.
JONES, HENRY FRANK—Saskatoon.
JORGENSON, WARNER HERBERT—Provencher.
JUNG, DOUGLAS—Vancouver-Centre.

KEAYS, J. RUSSELL—Îles-de-la-Madeleine.
KENNEDY, CYRIL FROST—Colchester-Hants.
KINDT, LAWRENCE ELLIOTT—Macleod.
KNOWLES, JOHN EVANS—Norfolk.
KORCHINSKI, STANLEY JAMES—Mackenzie.
KUCHEREPA, JOHN WILLIAM—High Park.

LAFRENIÈRE, ROBERT—Québec-Montmorency.
LAHAYE, PAUL—Champlain.
LAMARSH, Mlle JUDY V.—Niagara-Falls.
LAMBERT, MARCEL-J.-A.—Edmonton-Ouest.
LARUE, PERRAULT—Saguenay.
LATOUR, J.-OCTAVE—Argenteuil-Deux-Montagnes.
LEDUC, RODOLPHE—Gatineau.
LEGERE, FELTON FENWICK—Shelburne-Yarmouth-Clare.
LENNARD, FRANK E.—Wentworth.
LESSARD, H. PIT—Saint-Henri.
LÉTOURNEAU, RENÉ—Stanstead.
LOISELLE, GÉRARD—Sainte-Anne.

MACDONALD, Mme MARGARET MARY—Kings.
MACDONNELL, L'HON. JAMES MACKERRAS—Greenwood.
MACEWAN, HOWARD RUSSELL—Pictou.
MACINNIS, DONALD—Cap Breton-Sud.
MACLEAN, JOHN—Winnipeg-Nord-Centre.
MACLEAN, L'HON. J. ANGUS—Queens.
MACLELLAN, ROBERT SIMPSON—Inverness-Richmond.
MACNAUGHTON, ALAN A.—Mont-Royal.
MACQUARRIE, HEATH NELSON—Queens.

MacRae, John Chester—York-Sunbury.
Maloney, Arthur—Parkdale.
Mandziuk, John Nicholas—Marquette.
Martel, Jean-Jacques—Chapleau.
Martin, Murdo W.—Timmins.
Martin, l'hon. Paul Joseph James—Essex-Est.
Martineau, Paul—Pontiac-Témiscamingue.
Martini, Quinto Antonio—Hamilton-Est.
Matheson, John Ross—Leeds.
Matthews, Walter Franklin—Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.
McBain, James Alexander—Elgin.
McCleave, Robert Jardine—Halifax.
McDonald, Robert M. T.—Hamilton-Sud.
McFarlane, Murray L.—Kootenay-Est.
McGee, Frank—York-Scarborough.
McGrath, James A.—Saint-Jean-Est.
McGregor, l'hon. Robert Henry—York-Est.
McIlraith, George James—Ottawa-Ouest.
McIntosh, John—Swift-Current-Maple-Creek.
McLennan, William Alexander—New-Westminster.
McMillan, William H.—Welland.
McPhillips, Albert DeBurgo—Victoria (C.-B.).
McQuillan, Henry Carwithen—Comox-Alberni.
McWilliam, G. Roy—Northumberland-Miramichi.
Meunier, Adrien—Papineau.
Michaud, Hervé-J.—Kent (N.-B.).
Michener, l'hon. Roland—Saint Paul's.
Milligan, Clarence Adam—Prince-Edward-Lennox.
Mitchell, David Rodger—Sudbury.
Monteith, Harold Edmond—Verdun.
Monteith, l'hon. Jay Waldo—Perth.
Montgomery, Gage Workman—Victoria-Carleton.
More, Kenneth Hamill—Regina-City.
Morissette, Émilien—Rimouski.
Morris, Edmund L.—Halifax.
Morton, Murray Douglas—Davenport.
Muir, George Robson—Lisgar.
Muir, Robert—Cap-Breton-Nord et Victoria.
Murphy, J. W.—Lambton-Ouest.

Nasserden, Edward—Rosthern.
Nesbitt, Wallace Bickford—Oxford.
Nielsen, Erik—Yukon.
Nixon, George E.—Algoma-Ouest.
Noble, Percy Verner—Grey-Nord.
Nowlan, l'hon. George Clyde—Digby Annapolis-Kings.
Nugent, Terence James—Edmonton-Strathcona.

O'Hurley, l'hon. Raymond—Lotbinière.
O'Leary, Clement Augustine—Antigonish-Guysborough.
Ormiston, James Norris—Melville.

Pallett, John Cameron—Peel.
Parizeau, Roger—Lac-Saint-Jean.
Pascoe, James Ernest—Moose Jaw-Lake Centre.
Paul, Rémi—Berthier-Maskinongé-Delanaudière.
Payne, William Hector—Coast-Capilano.
Pearson, l'hon. Lester B.—Algoma-Est.
Peters, Arnold—Timiskaming.
Phillips, Orville Howard—Prince.
Pickersgill, l'hon. John Whitney—Bonavista-Twillingate.
Pigeon, Louis-Joseph—Joliette-L'Assomption-Montcalm.
Pitman, Walter—Peterborough.
Pratt, R. John—Jacques-Cartier-Lasalle.
Pugh, David Vaughan—Okanagan-Boundary.

Racine, Jean-Paul—Beauce.
Rapp, Reynold—Humboldt-Melfort-Tisdale.
Ratelle, J.-Georges—Lafontaine.
Rea, Charles Edward—Spadina.
Regier, Erhart—Burnaby-Coquitlam.
Régnier, Laurier—Saint-Boniface.
Ricard, J.-H.-Théogène—Saint-Hyacinthe-Bagot.
Richard, Charles—Kamouraska.
Richard, Jean-T.—Ottawa-Est.
Richard, Joseph-Adolphe—Saint-Maurice-Laflèche.
Roberge, Gabriel—Mégantic.
Robichaud, Hedard-J.—Gloucester.
Robinson, Andrew E.—Bruce.
Rogers, Harris George Campbell—Red-Deer.
Rompré, Aristide—Portneuf.
Rouleau, Guy—Dollard.
Rowe, l'hon. Wm. Earl—Dufferin-Simcoe.
Rynard, Philip Bernard—Simcoe-Est.

Sévigny, l'hon. Pierre—Longueuil.
Simpson, Robert—Churchill.
Skoreyko, William—Edmonton-Est.
Slogan, Joseph—Springfield.
Small, Robert Hardy—Danforth.

SMALLWOOD, CLIFFORD S.—Battle-River-Camrose.
SMITH, ARTHUR R.—Calgary-Sud.
SMITH, HEBER EDGAR—Simcoe-Nord.
SMITH, JOHN—Lincoln.
SMITH, WILLIAM MURRAY—Winnipeg-Nord.
SOUTHAM, RICHARD RUSSELL—Moose-Mountain.
SPEAKMAN, JAMES STANLEY—Wetaskiwin.
SPENCER, NORMAN LEONARD—Essex-Ouest.
STARR, L'HON. MICHAEL—Ontario.
STEARNS, GEORGE MCCLELLAN—Compton-Frontenac.
STEFANSON, ERIC—Selkirk.
STEWART, ROBERT DUGALD CALDWELL—Charlotte.
STINSON, FREDERICK COLES—York-Centre.

TARDIF, PAUL—Russell.
TASSÉ, YVON-R.—Québec-Est.
TAYLOR, JOHN RUSSELL—Vancouver-Burrard.
THOMAS, WILLIAM HOWELL ARTHUR—Middlesex-Ouest.
THOMPSON, BENJAMIN COPE—Northumberland.
THRASHER, RICHARD DEVERE—Essex-Sud.
TREMBLAY, JEAN-NOËL—Roberval.
TUCKER, JAMES ROY—Trinity-Conception.

VALADE, GEORGES-J.—Sainte-Marie.
VILLENEUVE, OSIE-F.—Glengarry-Prescott.
VIVIAN, REGINALD PERCY—Durham.

WALKER, L'HON. DAVID J.—Rosedale.
WEBB, RODERICK ARTHUR—Hastings-Frontenac.
WEBSTER, ALLAN ROSS—Saint-Antoine-Westmount.
WEICHEL, OSCAR WILLIAM—Waterloo-Nord.
WHITE, HARRY OLIVER—Middlesex-Est.
WINCH, HAROLD EDWARD—Vancouver-Est.
WINKLER, ERIC ALFRED—Grey-Bruce.
WOOLLIAMS, ELDON M.—Bow-River.
WRATTEN, JACK—Brantford.

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES REPRÉSENTÉES À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Cinquième session du vingt-quatrième Parlement

ACADIA—Horner, John Henry.
ALGOMA-EST—Pearson, l'hon. Lester B.
ALGOMA-OUEST—Nixon, George E.
ANTIGONISH-GUYSBOROUGH—O'Leary, Clement Augustine.
ARGENTEUIL-DEUX-MONTAGNES—Latour, J.-Octave.
ASSINIBOÏA—Argue, Hazen Robert.
ATHABASCA—Bigg, Frederick Johnstone.

BATTLE-RIVER-CAMROSE—Smallwood, Clifford S.
BEAUCE—Racine, Jean-Paul.
BEAUHARNOIS-SALABERRY—Bruchési, Gérard.
BELLECHASSE—Dorion, l'hon. Noël.
BERTHIER-MASKINONGÉ-DELANAUDIÈRE—Paul, Rémi.
BONAVENTURE—Grenier, Lucien.
BONAVISTA-TWILLINGATE—Pickersgill, l'hon. John Whitney.
BOW-RIVER—Woolliams, Eldon M.
BRANDON-SOURIS—Dinsdale, l'hon. Walter Gilbert.
BRANTFORD—Wratten, Jack.
BRANT-HALDIMAND—Charlton, John A.
BROADVIEW—Hees, l'hon. George Harris.
BROME-MISSISQUOI—Grafftey, William Howard.
BRUCE—Robinson, Andrew E.
BURIN-BURGEO—Carter, Chesley William.
BURNABY-COQUITLAM—Regier, Erhart.
BURNABY-RICHMOND—Drysdale, John A. W.

CALGARY-NORD—Harkness, l'hon. Douglas Scott.
CALGARY-SUD—Smith, Arthur R.
CAP-BRETON-NORD ET VICTORIA—Muir, Robert.
CAP-BRETON-SUD—MacInnis, Donald.
CARIBOO—Henderson, Walter Clarence.
CARLETON—Bell, Richard Albert.
CARTIER—Crestohl, Leon.
CHAMBLY-ROUVILLE—Johnson, Maurice.
CHAMPLAIN—Lahaye, Paul.
CHAPLEAU—Martel, Jean-Jacques.
CHARLEVOIX—Asselin, Martial.
CHARLOTTE—Stewart, Robert Dugald Caldwell.
CHÂTEAUGUAY-HUNTINGDON-LAPRAIRIE—Barrington, Merrill Edwin.
CHICOUTIMI—Brassard, Vincent.
CHURCHILL—Simpson, Robert.
COAST-CAPILANO—Payne, William Hector.
COCHRANE—Habel, J.-A.
COLCHESTER-HANTS—Kennedy, Cyril Frost.
COMOX-ALBERNI—McQuillan, Henry Carwithen.
COMPTON-FRONTENAC—Stearns, George McClellan.
CUMBERLAND—Coates, Robert Carman.

DANFORTH—Small, Robert Hardy.
DAUPHIN—Forbes, R. Elmer.
DAVENPORT—Morton, Murray Douglas.
DIGBY-ANNAPOLIS-KINGS—Nowlan, l'hon. George Clyde.
DOLLARD—Rouleau, Guy.
DORCHESTER—Drouin, Noël.
DRUMMOND-ARTHABASKA—Boulanger, Sam.
DUFFERIN-SIMCOE—Rowe, l'hon. Wm. Earl.
DURHAM—Vivian, Reginald Percy.

EDMONTON-EST—Skoreyko, William.
EDMONTON-OUEST—Lambert, Marcel-J.-A.
EDMONTON-STRATHCONA—Nugent, Terence James.
EGLINTON—Fleming, l'hon. Donald Methuen.
ELGIN—McBain, James Alexander.

ESQUIMALT-SAANICH—Chatterton, George Louis.
ESSEX-EST—Martin, l'hon. Paul Joseph James.
ESSEX-OUEST—Spencer, Norman Leonard.
ESSEX-SUD—Thrasher, Richard Devere.

FORT WILLIAM—Badanai, Hubert.
FRASER VALLEY—Hicks, William Harold.

GASPÉ—English, Roland.
GATINEAU—Leduc, Rodolphe.
GLENGARRY-PRESCOTT—Villeneuve, Osie-F.
GLOUCESTER—Robichaud, Hedard-J.
GRAND-FALLS-WHITE BAY-LABRADOR—Granger, Charles Ronald McKay.
GREENWOOD—Macdonnell, l'hon. James MacKerras.
GRENVILLE-DUNDAS—Casselman, Mme Jean.
GREY-BRUCE—Winkler, Eric Alfred.
GREY-NORD—Noble, Percy Verner.

HALIFAX—McCleave, Robert Jardine.
Morris, Edmund L.
HALTON—Best, Alexander.
HAMILTON-EST—Martini, Quinto Antonio.
HAMILTON-OUEST—Fairclough, l'hon. Ellen Louks.
HAMILTON-SUD—McDonald, Robert M. T.
HASTINGS-FRONTENAC—Webb, Roderick Arthur.
HASTINGS-SUD—Grills, Lee E.
HIGH PARK—Kucherepa, John William.
HOCHELAGA—Eudes, Raymond.
HULL—Caron, Alexis.
HUMBER-ST. GEORGE'S—Batten, Herman Maxwell.
HUMBOLDT-MELFORT-TISDALE—Rapp, Reynold.
HURON—Cardiff, Lewis Elston.

ÎLES-DE-LA-MADELEINE—Keays, J. Russell.
INVERNESS-RICHMOND—MacLellan, Robert Simpson.

JACQUES-CARTIER-LASALLE—Pratt, R. John.
JASPER-EDSON—Horner, Hugh M.
JOLIETTE-L'ASSOMPTION-MONTCALM—Pigeon, Louis-Joseph.

KAMLOOPS—Fulton, l'hon. Edmund Davie.
KAMOURASKA—Richard, Charles.
KENORA-RAINY-RIVER—Benidickson, William Moore.
KENT (N.-B.)—Michaud, Hervé-J.
KENT (Ont.)—Danforth, Harold Warren.
KINDERSLEY—Hanbidge, Robert Leith.
KINGS—Macdonald, Mme Margaret Mary.
KINGSTON—Allmark, Benjamin Graydon.
KOOTENAY-EST—McFarlane, Murray L.
KOOTENAY-OUEST—Herridge, Herbert Wilfred.

LABELLE—Clermont, Gaston.
LAC-SAINT-JEAN—Parizeau, Roger.
LAFONTAINE—Ratelle, J.-Georges.
LAMBTON-KENT—Campbell, Ernest John.
LAMBTON-OUEST—Murphy, J. W.
LANARK—Doucett, George Henry.
LAPOINTE—Brassard, Augustin.
LAURIER—Chevrier, l'hon. Lionel.
LAVAL—Bourdages, Rodrigue.
LEEDS—Matheson, John Ross.
LETHBRIDGE—Gundlock, Deane Roscoe.
LÉVIS—Bourget, Maurice.
LINCOLN—Smith, John.
LISGAR—Muir, George Robson.
LONDON—Halpenny, l'hon. George Ernest.
LONGUEUIL—Sévigny, l'hon. Pierre.
LOTBINIÈRE—O'Hurley, l'hon. Raymond.

MACKENZIE—Korchinski, Stanley James.
[1]MACKENZIE-RIVER—(Vacant.)
MACLEOD—Kindt, Lawrence Elliott.
MAISONNEUVE-ROSEMONT—Deschatelets. Jean-Paul.
MARQUETTE—Mandziuk, John Nicholas.
MATAPÉDIA-MATANE—Belzile, J.-Alfred.
MEADOW-LAKE—Cadieu, Albert C.
MEDICINE-HAT—Brunsden, Edwin William.
MÉGANTIC—Roberge, Gabriel.
MELVILLE—Orminston, James Norris.
MERCIER—Gillet, André.
MIDDLESEX-EST—White, Harry Oliver.
MIDDLESEX-OUEST—Thomas, William Howell Arthur.
MONTMAGNY-L'ISLET—Fortin, Louis.
MONT-ROYAL—Macnaughton, Alan A.
MOOSE JAW-LAKE CENTRE—Pascoe, James Ernest.
MOOSE-MOUNTAIN—Southam, Richard Russell.

NANAÏMO-COWICHAN-LES ÎLES—Matthews, Walter Franklyn.

[1]M. M. A. Hardie est décédé le 18 octobre 1961. La circonscription porte maintenant le nom de Territoires du Nord-Ouest.

NEW-WESTMINSTER—McLennan, William Alexander.
NIAGARA-FALLS—LaMarsh, Mlle Judy V.
NICKEL BELT—Godin, O.-J.
[2]NICOLET-YAMASKA—(Vacant.)
NIPISSING—Garland, John Richard.
NORFOLK—Knowles, John Evans.
NORTHUMBERLAND—Thompson, Benjamin Cope.
NORTHUMBERLAND-MIRAMICHI—McWilliam, G. Roy.
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE—Hamilton, l'hon. William McLean.

OKANAGAN-BOUNDARY—Pugh, David Vaughan.
OKANAGAN-REVELSTOKE—Fleming, Stuart A.
ONTARIO—Starr, l'hon. Michael.
OTTAWA-EST—Richard, Jean-T.
OTTAWA-OUEST—McIlraith, George James.
OUTREMONT-SAINT-JEAN—Bourque, Romuald.
OXFORD—Nesbitt, Wallace Bickford.

PAPINEAU—Meunier, Adrien.
PARKDALE—Maloney, Arthur.
PARRY-SOUND-MUSKOKA—Aiken, Gordon Harvey.
PEACE-RIVER—Baldwin, G. W.
PEEL—Pallett, John Cameron.
PERTH—Monteith, l'hon. Jay Waldo.
PETERBOROUGH—Pitman, Walter.
PICTOU—MacEwan, Howard Russell.
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE—Martineau, Paul.
PORTAGE-NEEPAWA—Fairfield, George Clark.
PORT-ARTHUR—Fisher, Douglas Mason.
PORTNEUF—Rompré, Aristide.
PRINCE—Phillips, Orville Howard.
PRINCE-ALBERT—Diefenbaker, le très hon. John George.
PRINCE-EDWARD-LENNOX—Milligan, Clarence Adam.
PROVENCHER—Jorgenson, Warner Herbert.

QU'APPELLE—Hamilton, l'hon. Francis Alvin George.
QUÉBEC-EST—Tassé, Yvon-R.
QUÉBEC-MONTMORENCY—Lafrenière, Robert.
QUÉBEC-OUEST—Bissonnette, J.-Eugène.
QUÉBEC-SUD—Flynn, l'hon. Jacques.
QUEENS—MacLean, l'hon. J. Angus. Macquarrie, Heath Nelson.
QUEENS-LUNENBURG—Crouse, Lloyd Roseville.

RED-DEER—Rogers, Harris George Campbell.
REGINA-CITY—More, Kenneth Hamill.
RENFREW-NORD—Forgie, James Moffat.
RENFREW-SUD—Baskin, James W.
RESTIGOUCHE-MADAWASKA—Fournier, Edgar E.
RICHELIEU-VERCHÈRES—Cardin, Lucien.
RICHMOND-WOLFE—Dubois, V.-Florent.
RIMOUSKI—Morissette, Émilien.
RIVIÈRE-DU-LOUP-TÉMISCOUATA—Fréchette, Antoine.
ROBERVAL—Tremblay, Jean-Noël.
ROSEDALE—Walker, l'hon. David J.
ROSETOWN-BIGGAR—Cooper, Clarence Owen.
ROSTHERN—Nasserden, Edward.
ROYAL—Flemming, l'hon. Hugh John.
RUSSELL—Tardif, Paul.

SAGUENAY—LaRue, Perrault.
SAINT-ANTOINE-WESTMOUNT—Webster, Allan Ross.
SAINT-BONIFACE—Régnier, Laurier.
SAINT-DENIS—Denis, Azellus.
SAINT-HENRI—Lessard, H. Pit.
SAINT-HYACINTHE-BAGOT—Ricard, J.-H.-Théogène.
SAINT-JACQUES—Campeau, Charles-É.
SAINT-JEAN-ALBERT—Bell, Thomas Miller.
SAINT-JEAN-EST—McGrath, James A.
SAINT-JEAN-IBERVILLE-NAPIERVILLE—Dupuis, Yvon.
SAINT-JEAN-OUEST—Browne, l'hon. William J.
SAINT-LAURENT-SAINT-GEORGES—Chambers, Egan Edmund.
SAINT-MAURICE-LAFLÈCHE—Richard, Joseph-Adolphe.
SAINT-PAUL'S—Michener, l'hon. Roland.
SAINTE-ANNE—Loiselle, Gérard.
SAINTE-MARIE—Valade, Georges-J.
SASKATOON—Jones, Henry Frank.
SELKIRK—Stefanson, Eric.
SHEFFORD—Boivin, Marcel.
SHELBURNE-YARMOUTH-CLARE—Legere, Felton Fenwick.
SHERBROOKE—Allard, Maurice.
SIMCOE-EST—Rynard, Phillip Bernard.
SIMCOE-NORD—Smith, Heber Edgar.
SKEENA—Howard, Frank.
SPADINA—Rea, Charles Edward
SPRINGFIELD—Slogan, Joseph.
STANSTEAD—Létourneau, René.
STORMONT—Campbell, Grant.

[2]L'honorable Paul Comtois a été nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 6 octobre 1961.

SUDBURY—Mitchell, David Rodger.
SWIFT-CURRENT-MAPLE-CREEK—McIntosh, John.

TERREBONNE—Deschambault, Marcel.
[3]TERRITOIRES DU NORD-OUEST—(Vacant.)
THE BATTLEFORDS—Horner, Albert Ralph.
TIMISKAMING—Peters, Arnold.
TIMMINS—Martin, Murdo W.
TRINITY—Hellyer, l'hon. Paul T.
TRINITY-CONCEPTION—Tucker, James Roy.
TROIS-RIVIÈRES—Balcer, l'hon. Léon.

VANCOUVER-BURRARD—Taylor, John Russell.
VANCOUVER-CENTRE—Jung, Douglas.
VANCOUVER-EST—Winch, Harold Edward.
VANCOUVER-KINGSWAY—Browne, John Ferguson.
VANCOUVER-QUADRA—Green, l'hon. Howard Charles.
VANCOUVER-SUD—Broome, Ernest James.
VAUDREUIL-SOULANGES—Bourbonnais, J.-Marcel.
VEGREVILLE—Fane, Frank John William.
VERDUN—Monteith, Harold Edmond.
VICTORIA (C.-B.)—McPhillips, Albert DeBurgo.
VICTORIA (Ont.)—Hodgson, Clayton Wesley.
VICTORIA-CARLETON—Montgomery, Gage Workman.
VILLENEUVE—Dumas, Armand.

WATERLOO-NORD—Weichel, Oscar William.
[4]WATERLOO-SUD—(Vacant.)
WELLAND—McMillan, William H.
WELLINGTON-HURON—Howe, W. Marvin.
WELLINGTON-SUD—Hales, Alfred Dryden.
WENTWORTH—Lennard, Frank E.
WESTMORLAND—Creaghan, William L. M.
WETASKIWIN—Speakman, James Stanley.
WINNIPEG-NORD—Smith, William Murray.
WINNIPEG-NORD-CENTRE—MacLean, John.
WINNIPEG-SUD—Chown, Gordon Campbell.
WINNIPEG-SUD-CENTRE—Churchill, l'hon. Gordon.

YORK-CENTRE—Stinson, Frederick Coles.
YORK-EST—McGregor, l'hon. Robert Henry.
YORK-HUMBER—Aitken, Mlle Margaret.
YORK-NORD—Cathers, Cecil A.
YORK-OUEST—Hamilton, John Borden.
YORK-SCARBOROUGH—McGee, Frank.
YORK-SUD—Beech, William George.
YORK-SUNBURY—MacRea, John Chester.
YORKTON—Clancy, Gordon Drummond.
YUKON—Nielsen, Erik.

[3]Autrefois Mackenzie-River.
[4]M. William Anderson est décédé le 6 juin 1961.